



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# FAÇONNER NOTRE AVENIR ÉCONOMIQUE : PRIORITÉS CANADIENNES

Rapport du Comité permanent des finances

Peter Fonseca, président

FÉVRIER 2024  
44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

#### **PERMISSION DU PRÉSIDENT**

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : [www.noscommunes.ca](http://www.noscommunes.ca)

**FAÇONNER NOTRE AVENIR ÉCONOMIQUE :  
PRIORITÉS CANADIENNES**

**Rapport du Comité permanent  
des finances**

**Le président  
Peter Fonseca**

**FÉVRIER 2024**

**44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION**

## **AVIS AU LECTEUR**

### **Rapports de comités présentés à la Chambre des communes**

C'est en déposant un rapport à la Chambre des communes qu'un comité rend publiques ses conclusions et recommandations sur un sujet particulier. Les rapports de fond portant sur une question particulière contiennent un sommaire des témoignages entendus, les recommandations formulées par le comité et les motifs à l'appui de ces recommandations.

# **COMITÉ PERMANENT DES FINANCES**

## **PRÉSIDENT**

Peter Fonseca

## **VICE-PRÉSIDENTS**

Jasraj Singh Hallan

Gabriel Ste-Marie

## **MEMBRES**

Yvan Baker

Rachel Bendayan

Daniel Blaikie

Adam Chambers

Julie Dzerowicz

Philip Lawrence

Marty Morantz

Joanne Thompson

Patrick Weiler

## **AUTRES DÉPUTÉS QUI ONT PARTICIPÉ**

Dan Albas

Jenica Atwin

Taylor Bachrach

L'hon. Terry Beech

Yves-François Blanchet

Kody Blois

Alexandre Boulerice

Richard Bragdon

Richard Cannings

Louise Chabot

Sophie Chatel

Serge Cormier

Caroline Desbiens

Eric Duncan  
Rosemarie Falk  
L'hon. Ed Fast  
Darren Fisher  
Peter Fragiskatos  
Anna Gainey  
Matthew Green  
Peter Julian  
Pat Kelly  
Arpan Khanna  
Irek Kusmierczyk  
Stéphane Lauzon  
Lena Letlege  
Joël Lightbound  
Wayne Long  
Larry Maguire  
Eric Melillo  
Pierre Paul-Hus  
Rick Perkins  
Blake Richards  
Churrence Rogers  
Francis Scarpaleggia  
Brenda Shanahan  
Clifford Small  
Jake Stewart  
Leah Taylor Roy  
Denis Trudel  
Arnold Viersen

**GREFFIERS DU COMITÉ**

Alexandre Roger  
Alexandre (Sacha) Vassiliev

## **BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT**

### **Recherche et éducation**

Brett Capwell, analyste

Jaquelin Coulson, adjointe de recherche

Mehrab Kiarsi, analyste

Michaël Lambert-Racine, analyste

Joëlle Malo, analyste



# **LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES**

a l'honneur de présenter son

## **SEIZIÈME RAPPORT**

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le Comité a étudié les Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2024 et a convenu de faire rapport de ce qui suit :



# TABLE DES MATIÈRES

---

LISTE DES RECOMMANDATIONS.....	1
FAÇONNER NOTRE AVENIR ÉCONOMIQUE : PRIORITÉS CANADIENNES.....	63
Introduction.....	63
Soutien aux entreprises .....	63
Industrie et innovation.....	66
Agriculture, alimentation et pêches .....	71
Transport.....	76
Tourisme .....	78
Institutions financières et systèmes de paiement .....	79
Mesures d’allègement temporaires.....	80
Cadre réglementaire.....	81
Soutien aux personnes.....	82
Personnes en situation de handicap .....	84
Emploi et main-d’œuvre .....	85
Immigration.....	88
Éducation.....	89
Formation professionnelle .....	92
Santé .....	94
Peuples autochtones .....	96
Enfance, familles et politique sociale.....	101
Aînés et retraite.....	103
Soutien aux communautés.....	104
Logement.....	108
Arts, culture et langues.....	111
Infrastructure.....	116
Sécurité et protection .....	119

Politique sur le changement climatique et l'énergie.....	121
Transition vers la carboneutralité.....	124
Tarification de la pollution par le carbone.....	128
Énergie.....	129
Adaptation et préservation.....	130
Cadre financier fédéral et gouvernement.....	132
Finances nationales.....	134
Réforme et conformité fiscales.....	135
Impôt sur le revenu des sociétés et des entreprises.....	137
Impôt sur le revenu des particuliers.....	139
Taxes à la consommation et droits d'accise.....	140
Ministères fédéraux et fonction publique.....	141
Politique étrangère.....	146
Conclusion.....	147
 ANNEXE A : PROPOSITIONS DES TÉMOINS.....	 149
 ANNEXE B : COMPARUTIONS À « MICRO OUVERT ».....	 257
 ANNEXE C : MÉMOIRES SOUMIS EN LIGNE.....	 261
 ANNEXE D : LISTE DES TÉMOINS.....	 335
 PROCÈS-VERBAUX.....	 349
 OPINION DISSIDENTE DU PARTI CONSERVATEUR DU CANADA.....	 351
 OPINION COMPLÉMENTAIRE DU BLOC QUÉBÉCOIS.....	 359

# LISTE DES RECOMMANDATIONS

---

*À l'issue de leurs délibérations, les comités peuvent faire des recommandations à la Chambre des communes ou au gouvernement et les inclure dans leurs rapports. Les recommandations relatives à la présente étude se trouvent énumérées ci-après.*

Le Comité permanent des finances de la Chambre des communes recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

## **Recommandation 1**

**S'engage à effectuer un examen complet des programmes d'innovation pour éliminer les chevauchements et établir des structures de « liberté d'exploitation », y compris dans le cadre du lancement de la Corporation d'innovation du Canada..... 67**

## **Recommandation 2**

**Revoie les programmes d'investissement pour les innovateurs pour accorder la priorité aux subventions plutôt qu'aux prêts, augmenter les seuils de financement lorsqu'il est logique de le faire, ordonner la préparation de plans stratégiques en matière de propriété intellectuelle et simplifier l'accès des entreprises..... 67**

## **Recommandation 3**

**Organise un sommet fédéral-provincial-territorial de l'innovation. .... 67**

## **Recommandation 4**

**Offre des incitatifs qui encouragent les sociétés canadiennes de capital-risque à investir dans les entreprises canadiennes en offrant une aide financière attrayante qui réduit les risques d'investissement. .... 67**

## **Recommandation 5**

**Modernise les programmes de recherche et de développement en aidant les entreprises à entreprendre des recherches à haut risque lorsqu'il n'y a pas de rendement du capital investi et de commercialisation à court terme. .... 67**

### **Recommandation 6**

**Apporte les changements nécessaires au Fonds stratégique pour l'innovation afin d'accroître l'accès au soutien financier..... 67**

### **Recommandation 7**

**Augmente et coordonne le financement destiné à la commercialisation pour permettre aux organisations régionales dotées d'une plateforme nationale de dynamiser les entreprises en démarrage de tout le pays. .... 67**

### **Recommandation 8**

**Présente rapidement le résultat de la révision des encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental et y rend admissibles les innovations incrémentales..... 68**

### **Recommandation 9**

**Instaure un crédit d'impôt à la modernisation des équipements et à la cybersécurité. .... 68**

### **Recommandation 10**

**Appuie la création d'espaces de laboratoires expérimentaux partout au pays, afin de permettre aux entreprises en démarrage d'un large éventail de secteurs d'atteindre l'étape de la validation de principe et du produit viable, y compris dans le domaine des sciences de la vie..... 68**

### **Recommandation 11**

**Appuie la recherche, le développement et l'innovation dans les établissements d'enseignement postsecondaire à travers le Canada grâce à une aide financière ciblée pour faire avancer la recherche ou contribuer à la commercialisation d'entreprises créées dans le cadre du système d'enseignement postsecondaire..... 68**

### **Recommandation 12**

**Assure une protection solide de la propriété intellectuelle des produits innovants qui donne aux innovateurs la confiance nécessaire pour investir du temps et des ressources importantes dans la recherche et le développement qui s'étendent sur de nombreuses années. .... 68**

### Recommandation 13

Accorde un financement supplémentaire pour contrer les risques accrus de migration de la propriété intellectuelle vers les États-Unis en raison de la portée de la loi *CHIPS and Science Act* américaine et mette sur pied une stratégie nationale sur les semi-conducteurs. .... 68

### Recommandation 14

Étudie la création d'une stratégie industrielle nationale, en partenariat avec les entreprises et les secteurs économiques de l'ensemble du Canada, afin d'adopter une approche cohérente à l'égard de la croissance économique qui tire parti des atouts économiques traditionnels et émergents du Canada. .... 68

### Recommandation 15

Mette en œuvre une stratégie industrielle cohérente, verte et solidaire prévoyant des investissements ciblés dans la transition énergétique porteurs d'emplois de qualité, de gains environnementaux et d'investissements sur le territoire et fasse une utilisation stratégique des marchés publics dans une perspective écoresponsable. .... 69

### Recommandation 16

Crée des conseils industriels réunissant une fois tous les deux ans les pouvoirs publics, le secteur privé et les syndicats. .... 69

### Recommandation 17

Élabore une stratégie de commercialisation de l'intelligence artificielle et de propriété intellectuelle, en mettant clairement l'accent sur l'expansion des entreprises technologiques nationales spécialisées dans le développement ou le déploiement de l'intelligence artificielle, incluant des programmes incitatifs pour l'adoption responsable des technologies canadiennes en intelligence artificielle. .... 69

### Recommandation 18

Accroisse le soutien offert aux projets d'investissement et à l'adoption de technologies de pointe dans le secteur manufacturier afin d'augmenter de façon marquée la productivité du Canada et renforcer les possibilités de développement industriel. .... 69

**Recommandation 19**

**Collabore avec les États-Unis pour bâtir une industrie et une chaîne d’approvisionnement nord-américaines de véhicules électriques allant au-delà de l’*Inflation Reduction Act*. ..... 69**

**Recommandation 20**

**Offre davantage de soutien et d’incitatifs pour encourager la production manufacturière nationale et les exportations à valeur ajoutée, incluant en accompagnant les petites et moyennes entreprises manufacturières dans leurs contrats d’exportation et en leur offrant davantage de programmes pour atténuer les risques relatifs à leurs premières activités sur les marchés internationaux. .... 69**

**Recommandation 21**

**Élabore une stratégie industrielle aérospatiale nationale à long terme qui comprend des plans de défense clairs. .... 70**

**Recommandation 22**

**Crée un conseil national de l’espace pour soutenir la concurrence dans la course à la nouvelle économie spatiale, le gouvernement fédéral jouant un rôle central en réunissant les partenaires de l’industrie et en favorisant le secteur spatial en tant que régulateur, fournisseur de capitaux ou en tant que partenaire opérationnel. .... 70**

**Recommandation 23**

**Encourage les investissements dans les minéraux actuellement non rentables en évaluant les avantages potentiels d’un soutien à la résilience de la chaîne d’approvisionnement ou à la valeur stratégique, y compris dans les cas où les acteurs mondiaux ont une grande maîtrise de l’offre mondiale ou de la dynamique des prix. .... 70**

**Recommandation 24**

**Élabore et mette en œuvre une stratégie industrielle pour le secteur forestier en collaboration avec les principaux ayants droit et intervenants. .... 70**

**Recommandation 25**

Donne la priorité à l'attribution du spectre par des mesures telles que l'augmentation de la quantité de spectres disponible et l'octroi de subventions pour le déploiement en milieu rural. .... 70

**Recommandation 26**

Examine les conséquences négatives des investissements directs étrangers dans le secteur technologique, en particulier l'acquisition de talents. .... 70

**Recommandation 27**

Revoie la politique sur la concurrence qui permet actuellement la consolidation d'industries en un petit nombre d'entreprises oligopolistiques. .... 70

**Recommandation 28**

Renforce les règles de concurrence afin de permettre à un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises de soutenir la concurrence et de réduire les coûts pour les consommateurs. .... 71

**Recommandation 29**

Bonifie le programme Agri-stabilité, en augmentant le taux de couverture à 85 % de la marge de référence, tout en maintenant le taux d'indemnisation de 80 % introduit avec le Partenariat canadien pour une agriculture durable. .... 71

**Recommandation 30**

Continue de soutenir les agriculteurs au moyen du Programme de paiements anticipés, en voyant à ce que le plafond sans intérêt pour les avances soit augmenté de façon permanente..... 71

**Recommandation 31**

Mette en place un programme d'aide spéciale, spécifique au secteur agricole, pour limiter la répercussion de la hausse des taux d'intérêt sur la santé financière des entreprises agricoles. .... 72

### **Recommandation 32**

**Renforce l'investissement dans l'agriculture en établissant des partenariats avec les entreprises pour la recherche, le développement de produits et la commercialisation du secteur agroalimentaire, tout en élaborant des mécanismes politiques et des soutiens pour inciter le secteur privé à investir dans la recherche et le développement. .... 72**

### **Recommandation 33**

**Soutienne l'augmentation des investissements dans la transformation des produits agricoles afin d'aider le Canada à répondre à la demande alimentaire mondiale, tout en favorisant l'activité économique à valeur ajoutée dans les produits de base destinés à l'exportation. .... 72**

### **Recommandation 34**

**Mette en œuvre un nouveau programme national d'aide, sur le modèle du Programme canadien d'adoption du numérique, qui faciliterait la planification de la gestion des risques et l'atténuation de ceux-ci dans les exploitations agricoles..... 72**

### **Recommandation 35**

**Protège les terres agricoles et facilite l'accès à la relève avec la création d'un programme agri-dons et d'un fonds pour soutenir l'accès aux terres agricoles. .... 72**

### **Recommandation 36**

**Prévoit des montants ambitieux pour permettre l'atteinte des objectifs et indicateurs qui seront établis dans le cadre de la Stratégie pour une agriculture durable. .... 72**

### **Recommandation 37**

**Favorise l'émergence des pratiques agricoles durables en finançant la formation et l'embauche de 1 000 agents en services-conseils supplémentaires et en bonifiant le fonds d'action à la ferme pour le climat..... 72**

### **Recommandation 38**

**Accorde un budget stable et prévisible en recherche et innovation agronomiques et agroenvironnementales. .... 73**

**Recommandation 39**

Offre un programme de partage des coûts de certification biologique..... 73

**Recommandation 40**

Modifie les critères d’admissibilité au Programme des technologies propres en agriculture afin de le rendre accessible aux plus petites entreprises et en uniformiser l’accès, indépendamment du type de clientèle..... 73

**Recommandation 41**

Veille à ce que les initiatives liées à la durabilité soient axées sur les agriculteurs et les aide à s'adapter aux effets des changements climatiques. .... 73

**Recommandation 42**

Mette en œuvre des mesures pour promouvoir l’agriculture durable pour aider le Canada à devenir un chef de file de l’agriculture durable et novatrice grâce à un système alimentaire résilient et diversifié..... 73

**Recommandation 43**

Accorde un crédit d’impôt à l’investissement de 40 % aux entreprises agricoles de petite taille qui font l’acquisition d’équipement pour assurer leur croissance et leur rentabilité. .... 73

**Recommandation 44**

Adopte de façon permanente une déduction pour amortissement accéléré pour toutes les catégories de matériel agricole, permettant ainsi aux producteurs d’amortir 100 % de leur capital affecté à l’achat de matériel agricole au cours de la première année..... 73

**Recommandation 45**

Veille à ce que toute modification législative apportée aux dispositions de la *Loi de l’impôt sur le revenu* régulant les transferts intergénérationnels ne décourage pas les transferts familiaux véritables. .... 73

#### **Recommandation 46**

**Élimine ou limite le gain en capital imposable lors du don ou de la vente à faible coût de certains actifs agricoles à un neveu ou à une nièce..... 74**

#### **Recommandation 47**

**Crée un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel pour les propriétaires forestiers canadiens. .... 74**

#### **Recommandation 48**

**Plaide en faveur de l'élimination des obstacles non tarifaires au commerce dans les accords commerciaux internationaux qui limitent l'accès au marché des produits canadiens..... 74**

#### **Recommandation 49**

**Mette en œuvre des mesures pour défendre le droit des agriculteurs à réparer leur propre machinerie agricole..... 74**

#### **Recommandation 50**

**Offre des incitatifs aux entreprises de préparation d'aliments et de boissons pour qu'elles investissent dans l'innovation et stimulent la compétitivité grâce à l'automatisation et à la numérisation accrues. .... 74**

#### **Recommandation 51**

**Assure une approche cohérente et coordonnée pour soutenir la résilience de la chaîne d'approvisionnement du système alimentaire canadien, y compris en :**

- **mettant en œuvre les recommandations du Groupe de travail national sur la chaîne d'approvisionnement;**
- **investissant dans la surveillance continue et la collecte de renseignements relatifs aux chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales et canadiennes;**
- **investissant dans des mesures visant à protéger le système alimentaire canadien des chocs externes et à soutenir la résilience de la chaîne**

**d’approvisionnement alimentaire, en commençant par une évaluation critique des principaux facteurs de risque et des vulnérabilités tout au long de la chaîne d’approvisionnement alimentaire;**

- **établissant des protocoles pour mobiliser les intervenants en cas de perturbation grave de la chaîne d’approvisionnement alimentaire nationale ou régionale;**
- **travaillant avec les gouvernements infranationaux pour garantir une approche cohérente de la gestion des urgences, y compris un système de communication à point de contact unique pour l’industrie..... 74**

#### **Recommandation 52**

**Réduise la dépendance à l’égard des aliments importés en investissant dans des infrastructures de transport, d’entreposage et de stockage frigorifique intra et interprovinciales pour réduire le gaspillage alimentaire, les coûts de transport et les émissions de gaz à effet de serre..... 75**

#### **Recommandation 53**

**Contribue à une saine alimentation abordable dans les institutions publiques en renforçant les infrastructures et les capacités des institutions et organismes partenaires..... 75**

#### **Recommandation 54**

**Fasse des investissements visant à améliorer l’accès aux aliments nutritifs et traditionnels, aux systèmes alimentaires durables et aux initiatives de protection de l’environnement..... 75**

#### **Recommandation 55**

**Fasse des espèces commerciales importantes, comme le maquereau, le crabe des neiges, le phoque, la crevette nordique et la morue du Nord, une priorité pour évaluer la santé des espèces marines du Canada et pour établir des plans de gestion fondés sur ces évaluations. .... 75**

### **Recommandation 56**

**Accroisse le financement consacré à la recherche halieutique afin de mieux éclairer la prise de décisions aux fins de la gestion de ces ressources. .... 75**

### **Recommandation 57**

**Finance la recherche scientifique visant à établir des données de référence dans les zones de pêche où la production d'énergie éolienne est proposée. .... 76**

### **Recommandation 58**

**Réduise d'au moins 50 % le nombre de permis pour certaines espèces comme le poisson de fond, le thon, le hareng et le maquereau grâce à un programme ciblé de rachat de permis pour que ces pêcheries correspondent aux quotas disponibles..... 76**

### **Recommandation 59**

**Investisse dans des initiatives et des services de modernisation gouvernementaux susceptibles d'améliorer l'expérience des passagers dans les aéroports canadiens. .... 76**

### **Recommandation 60**

**Élargisse le programme actuel des voyageurs vérifiés pour en faire un véritable programme de voyageurs dignes de confiance au Canada semblable au programme TSA PreCheck des États-Unis..... 76**

### **Recommandation 61**

**Entreprene un examen du mandat de l'Office des transports du Canada et lui accorde plus d'indépendance et de pouvoirs et un financement proportionnel pour répondre plus efficacement aux problèmes de la chaîne d'approvisionnement. .... 76**

### **Recommandation 62**

**Poursuive les incitatifs à l'achat de véhicules légers zéro émission en :**

- **basant le programme de remboursement pour les véhicules zéro émission (VZE) sur le rapport entre le prix et l'autonomie électrique;**

- finançant les remboursements pour les VZE grâce à un système de redevance-remise selon lequel les achats des nouveaux véhicules les plus polluants seraient soumis à des redevances pollueur-payeur;
- mettant en place un programme d'incitatifs axé sur les revenus afin de rendre les VZE plus accessibles pour les consommateurs à faible et à moyen revenu;
- retirant le plafond du programme iVZE pour les parcs de véhicules à usage élevé, comme ceux des entreprises de taxi, de covoiturage et de voiturage;
- travaillant avec des organismes de véhicules électriques fiables pour éduquer les consommateurs et pour soutenir l'effectif des ventes de l'industrie;
- mettant en place un programme de mise au rancart écologique visant les véhicules polluants offrant des remboursements pour des modes de transport à zéro émission. .... 77

### Recommandation 63

Poursuive les incitatifs à l'achat de véhicules moyens, lourds et hors-route zéro émission en :

- continuant à fournir un financement prévisible et à long terme aux municipalités, aux sociétés de transport en commun et aux exploitants d'autobus scolaires qui convertissent leur flotte à l'électricité, notamment en rendant le financement du programme FTCZE plus facilement accessible à ces derniers et en menant des campagnes de sensibilisation portant sur les opportunités de financement;
- accélérant les analyses de rentabilisation des flottes de véhicules moyens et lourds zéro émission grâce à des fonds destinés à la planification de la transition et à l'achat de camions électriques..... 77

#### Recommandation 64

Accélère l'accès à l'infrastructure de recharge pour les véhicules électriques (VÉ) en :

- **fixant des cibles conformes aux derniers rapports de Ressources naturelles Canada sur les besoins en matière d'infrastructures publiques et résidentielles dans des endroits clés, incluant des cibles précises pour les communautés nordiques, rurales et autochtones;**
- ☐ **incluant des dispositions pour que tous les nouveaux espaces de stationnement résidentiels soient prêts pour la recharge des VÉ lors de la prochaine révision des codes nationaux du bâtiment et des codes électriques et que de 20 à 40 % des nouveaux espaces de stationnement non résidentiels soient également équipés de l'infrastructure électrique de base nécessaire pour la recharge des VÉ;**
- ☐ **mettant en place, en particulier dans les zones urbaines à forte densité, des centres de recharge sur des terrains publics sous-utilisés, qui soient ouverts à tous les exploitants de bornes de recharge sans exclusivité et accessibles au public;**
- ☐ **soutenant l'installation de panneaux électriques plus récents et plus efficaces et d'une infrastructure de recharge des VÉ par le biais des programmes existants d'amélioration de l'efficacité énergétique des maisons;**
- ☐ **développant un programme de subventions incitatives pour soutenir la mise en place d'installations de recharge de VÉ à grande échelle et les mises à niveau des services électriques afin d'encourager le secteur des véhicules moyens et lourds, en particulier le sous-secteur des camions. .... 78**

#### Recommandation 65

Finance la mise en œuvre d'une stratégie axée sur la main-d'œuvre pour l'industrie touristique autochtone du Canada. .... 79

### **Recommandation 66**

**Fournisse un financement de base à RH Tourisme Canada pour soutenir les initiatives stratégiques en faveur de la croissance de la main-d'œuvre dans le secteur du tourisme. .... 79**

### **Recommandation 67**

**Renforce la surveillance et la gouvernance du système bancaire ouvert du Canada en créant une entité adaptée aux circonstances pour gérer l'administration du système. .... 79**

### **Recommandation 68**

**Publie un code de conduite qui précise les règles de partage des données dans le secteur financier canadien en veillant à ce que tous les participants accrédités au système bancaire ouvert du Canada répondent à un ensemble commun et transparent d'exigences et de normes..... 79**

### **Recommandation 69**

**Appuie les efforts de Paiements Canada pour créer un nouveau système de paiement en temps réel..... 80**

### **Recommandation 70**

**Modifie la *Loi canadienne sur les paiements* pour donner aux banques, aux coopératives de crédit et aux fournisseurs de services de paiement réglementés un accès égal aux systèmes de paiement en temps réel du Canada. .... 80**

### **Recommandation 71**

**Adopte une réglementation obligeant les fonds de pension à se constituer une réserve pour les investissements dans des actifs étrangers, de manière à favoriser les investissements au Canada. .... 80**

### **Recommandation 72**

**Établisse un groupe de discussion permanent composé de représentants de l'industrie, du gouvernement et des organismes de réglementation ayant pour mandat de réaliser des examens semi-annuels de l'écosystème hypothécaire réglementé du Canada, particulièrement les effets des nouveaux règlements sur les entreprises de prêt de toutes les tailles, et de mettre sur pied un cadre**

permettant d'évaluer les propositions du gouvernement, de vérifier que celles-ci répondent aux besoins uniques des petites et moyennes institutions financières réglementées et qu'elles n'ont pas de conséquences néfastes. .... 80

#### **Recommandation 73**

Mette en place un programme de contributions non-remboursables ou de prêts sans intérêt dédié aux petites et moyennes entreprises affectées par les feux de forêt de l'été 2023..... 81

#### **Recommandation 74**

Repousse la date limite de remboursement au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et prolonge l'accès à la portion non remboursable pour une période maximale de deux ans, soit jusqu'à la fin de 2025..... 81

#### **Recommandation 75**

Promeuve la mise en œuvre de la reconnaissance mutuelle pour éliminer les obstacles au commerce interprovincial et établit un registre public afin de mettre en lumière les obstacles au commerce interprovincial et d'encourager les gouvernements à les justifier ou à les éliminer. .... 81

#### **Recommandation 76**

Assure la clarté, la certitude et la prévisibilité des règles d'évaluation environnementale applicables aux grands projets. .... 81

#### **Recommandation 77**

Modernise les cadres réglementaires du Canada pour améliorer les protections environnementales, sociales et économiques tout en augmentant l'investissement, la croissance et l'emploi. .... 82

#### **Recommandation 78**

Ajoute un mandat économique et de compétitivité pour les organismes de réglementation afin d'encourager des réglementations gérables qui soutiennent la croissance économique et prennent en compte la compétitivité du Canada sur le marché mondial. .... 82

### **Recommandation 79**

Allège le fardeau réglementaire qui pèse sur les entreprises canadiennes et collabore avec l'industrie et nos partenaires commerciaux internationaux pour garantir l'efficacité et l'alignement de la réglementation. .... 82

### **Recommandation 80**

Fournisse des ressources pour améliorer la capacité de certification aéronautique de Transports Canada. .... 82

### **Recommandation 81**

Facilite les processus de délivrance des permis d'exportation et de contrôle des exportations et les harmonise avec ceux des alliés du Canada..... 82

### **Recommandation 82**

Fasse des investissements visant à soutenir l'intégrité du Programme d'aide à la vie autonome et à l'adapter à la croissance démographique et à l'inflation. .... 84

### **Recommandation 83**

Finance correctement les Premières Nations pour qu'elles puissent répondre aux exigences des normes modernes d'accessibilité et remédier aux iniquités auxquelles sont confrontées les personnes en situation de handicap. .... 84

### **Recommandation 84**

Mette en place une prestation provisoire pour les personnes handicapées en âge de travailler, améliore la Prestation pour enfants handicapés et les prestations pour proches aidants..... 85

### **Recommandation 85**

Finance adéquatement la prestation canadienne pour les personnes handicapées pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire chez les personnes handicapées. .... 85

### **Recommandation 86**

Élargisse le crédit canadien pour aidant naturel pour en faire une prestation remboursable et libre d'impôt. .... 85

### **Recommandation 87**

**Adopte les recommandations contenues dans le rapport du Comité d'experts sur les normes du travail fédérales modernes, y compris des mesures de protection contre les représailles pour les travailleurs non syndiqués qui prennent des mesures collectives en milieu de travail, et mette à l'essai la négociation collective au niveau sectoriel dans le secteur privé réglementé par le fédéral..... 85**

### **Recommandation 88**

**Établisse une contribution gouvernementale annuelle au régime d'assurance-emploi..... 85**

### **Recommandation 89**

**Réforme et de bonifie le régime d'assurance-emploi, y compris en :**

- **fournissant jusqu'à 50 semaines de prestations régulières d'assurance-emploi;**
- **accroissant l'admissibilité dans tous les secteurs et dans toutes les classifications d'emploi, incluant en offrant l'assurance-emploi aux travailleurs autonomes;**
- **augmentant les taux des prestations d'assurance-emploi et en relevant le plafond des gains assurables pour tous les prestataires de façon à assurer un revenu de subsistance;**
- **prolongeant la période de prestations d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les proches aidants devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche;**
- **mettant fin à la restriction de 50 semaines sur les prestations spéciales et les prestations régulières combinées, qui pénalise de façon disproportionnée les femmes;**
- **fournissant l'accès à l'assurance-emploi à tous les travailleurs migrants. .... 86**

### Recommandation 90

Remplace la migration temporaire mal payée par l'immigration permanente et réforme le programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme de mobilité internationale en :

- remplaçant les permis de travail liés par des permis ouverts;
- établissant une voie d'accès à la résidence permanente pour tous les travailleurs migrants mal payés qui veulent présenter une demande;
- donnant le droit aux travailleuses et aux travailleurs qui participent au programme des travailleurs étrangers temporaires de changer d'employeur;
- simplifiant le processus de demande, en augmentant la transparence pour les demandeurs, en permettant aux employeurs de bénéficier d'une meilleure prévisibilité et en identifiant des mesures pour remédier aux retards de traitement, en particulier pour les demandes provenant du Québec..... 86

### Recommandation 91

Crée un volet consacré aux secteurs du tourisme et de la restauration comportant une voie d'accès à la résidence permanente dans le cadre du programme des travailleurs étrangers temporaires. .... 87

### Recommandation 92

Accélère la mise en œuvre du programme des employeurs de confiance..... 87

### Recommandation 93

Exempte temporairement les restaurants employeurs de l'exigence relative à l'évaluation de l'impact sur le marché du travail. .... 87

### Recommandation 94

Apporte des changements urgents et nécessaires au régime d'assurance-emploi pour les travailleurs saisonniers dans les industries du tourisme et de la pêche, notamment de Terre-Neuve et du Labrador..... 87

#### **Recommandation 95**

Réponde à l'enjeu lié au taux de chômage ajusté, qui a placé un grand nombre de travailleurs saisonniers dans une position où ils risquent d'accumuler un nombre de semaines ou d'heures d'emploi insuffisant pour établir leur admissibilité à des prestations d'assurance-emploi..... 87

#### **Recommandation 96**

Mette en œuvre des solutions permanentes aux défis liés à l'emploi saisonnier, comme des programmes ou des incitatifs pour effectuer la transition vers un emploi à l'année..... 87

#### **Recommandation 97**

Élabore une stratégie pour les travailleurs âgés qui encourage et appuie les personnes âgées qui souhaitent retourner au travail ou continuer à travailler après la retraite, incluant en renforçant les mesures d'incitation au travail, tout en aidant les employeurs à réussir dans leur secteur d'activité. .... 87

#### **Recommandation 98**

Mette en place un crédit d'impôt remboursable pour prolongation de carrière afin d'inciter les travailleurs d'expérience à se maintenir en emploi..... 88

#### **Recommandation 99**

Annule les réductions de l'Allocation canadienne pour enfants, rembourse la dette liée à la Prestation canadienne d'urgence (PCU), et mette en place une amnistie pour le remboursement de la PCU. .... 88

#### **Recommandation 100**

Collabore avec les provinces, les territoires et les municipalités pour assurer une approche coordonnée en matière de logement abordable, de transport public et d'autres infrastructures nécessaires à la main-d'œuvre locale. .... 88

#### **Recommandation 101**

Élabore et soutienne financièrement un plan de développement de la main-d'œuvre aérospatiale qui comprend des programmes de main-d'œuvre qualifiée, des processus d'immigration rationalisés et des initiatives de mobilisation des jeunes..... 88

### **Recommandation 102**

**Mette en place un crédit d'impôt pour les infirmières et infirmiers et les autres professionnels de la santé pour encourager le maintien en poste et le retour des professionnels de la santé sur le marché du travail. .... 88**

### **Recommandation 103**

**Fournisse un financement pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan stratégique national, ainsi qu'un secrétariat qui soutiendrait ce plan, sur la main-d'œuvre pour l'agriculture et la préparation d'aliments et de boissons. .... 88**

### **Recommandation 104**

**Réinvestisse dans les ambassades nord africaines pour réduire les délais de traitement des dossiers d'immigration en provenance de ces régions. .... 89**

### **Recommandation 105**

**Élabore des programmes d'immigration stratégiques, fondés sur les compétences et alignés sur les besoins en matière de main-d'œuvre, y compris ceux du secteur de la fabrication. .... 89**

### **Recommandation 106**

**Continue de financer les services de soutien à l'immigration..... 89**

### **Recommandation 107**

**Fasse des investissements fondés sur des besoins réels pour combler le fossé en matière d'éducation et remédier aux déficits de financement dans les domaines des langues, de l'éducation, du transport et des installations..... 89**

### **Recommandation 108**

**Fasse des investissements pour construire, remplacer, réparer et agrandir immédiatement les écoles et les centres d'enseignement des Premières Nations et éliminer la surpopulation dans ces établissements..... 90**

**Recommandation 109**

Fasse des investissements pour les étudiants, les établissements, les programmes communautaires et les tables techniques permanentes pour faire progresser les modèles d'enseignement postsecondaire des Premières Nations. .... 90

**Recommandation 110**

Fasse des investissements pour élargir les programmes d'éducation des adultes qui répondent aux besoins particuliers des apprenants adultes des Premières Nations. .... 90

**Recommandation 111**

Ordonne à la Société canadienne d'hypothèques et de logement de réviser la Stratégie nationale sur le logement afin de prioriser et d'établir un programme de financement pour aider les universités à bâtir des logements étudiants abordables et accessibles sur le campus et à l'extérieur. .... 90

**Recommandation 112**

Débloque l'offre de logements en investissant pour appuyer l'ajout de 75 000 logements destinés aux étudiants devant être achevés d'ici six ans. .... 90

**Recommandation 113**

S'engage à l'égard d'un cadre national d'éducation postsecondaire qui établit un financement et des normes robustes et fiables pour tous les établissements d'enseignement postsecondaire au pays, assurant un enseignement public abordable, accessible et de qualité pour tous, et des conditions de travail décentes pour les employés de ces institutions..... 90

**Recommandation 114**

Mette en place un seuil minimum par établissement d'enseignement supérieur pour l'octroi de bourses d'études supérieures du Canada à la maîtrise et au doctorat afin que ces bourses soient distribuées plus équitablement parmi les universités canadiennes. .... 90

### **Recommandation 115**

**Augmente le nombre et la valeur des bourses d'études supérieures et des bourses postdoctorales et investisse significativement dans les programmes de bourses d'études supérieures du Canada (BÉSC) à la maîtrise et au doctorat en :**

- **rehaussant la valeur annuelle des BÉSC offertes par les trois conseils subventionnaires et en l'ajustant à l'inflation sur une base annuelle;**
- **doublant le nombre de BÉSC offertes à la maîtrise et au doctorat;**
- **prolongeant de 12 mois la durée des BÉSC afin de l'arrimer à la durée prévue de la majorité des programmes de maîtrise et de doctorat..... 91**

### **Recommandation 116**

**Élargisse les possibilités de recherche pour les étudiants de premier cycle dans le cadre de programmes existants des conseils subventionnaires..... 91**

### **Recommandation 117**

**Augmenter le budget de base des conseils subventionnaires pour les programmes de base, comme l'a recommandé le Comité consultatif sur le système fédéral de soutien à la recherche, et dédie des fonds à la recherche non médicale ce qui permettrait aux subventions octroyées d'être plus représentatives de la diversité disciplinaire du domaine de la santé et des services sociaux..... 91**

### **Recommandation 118**

**Investisse significativement dans Patrimoine Canada afin de soutenir la production, la publication et la diffusion de la science en français..... 91**

### **Recommandation 119**

**S'assure, en collaboration avec les établissements universitaires, que tous les ministères fédéraux disposent de budgets destinés à soutenir leurs besoins de recherche afin de répondre aux priorités scientifiques et technologiques du Canada..... 91**

### **Recommandation 120**

**Investisse pour embaucher 1 200 nouveaux conseillers afin de surmonter la crise de santé mentale qui sévit dans les établissements d'enseignement postsecondaire partout au Canada. .... 92**

### **Recommandation 121**

**Investisse et travaille avec ses partenaires provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones, ainsi qu'avec divers intervenants, pour élaborer une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles et pour travailler à l'élaboration d'un programme de repas nutritifs dans les écoles. .... 92**

### **Recommandation 122**

**Conçoive, promeuve et renforce l'appui aux programmes de littératie financière offerts à la population canadienne par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada. .... 92**

### **Recommandation 123**

**Crée 750 nouveaux postes de chaires de recherche du Canada pour les chercheurs en début et en milieu de carrière (niveau II), assortis d'un soutien opérationnel à la recherche pendant cinq ans et de fonds pour l'infrastructure de recherche. .... 92**

### **Recommandation 124**

**Investisse dans une stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre solide qui reconnaît explicitement le travail et l'infrastructure de soins dans le cadre du Plan pour des emplois durables. .... 92**

### **Recommandation 125**

**Crée un conseil consultatif permanent « tripartite plus » chargé de fournir des avis et des recommandations au ministre en ce qui concerne le développement des compétences et la politique du marché du travail..... 93**

### **Recommandation 126**

**Accorde la priorité à un vaste accès à l'éducation professionnelle, aux possibilités de formation et d'apprentissage pour l'ensemble des travailleurs, au moyen d'incitatifs ciblés visant à accroître les possibilités pour les groupes**

défavorisés et mal desservis, y compris les femmes, les Autochtones, les jeunes, les travailleurs peu spécialisés, les personnes handicapées, les nouveaux arrivants au Canada et les minorités visibles. .... 93

**Recommandation 127**

Assure un financement de base aux organisations d’alphabétisation et investisse dans un nouveau programme national d’alphabétisation en milieu de travail offert en partenariat avec les syndicats. .... 93

**Recommandation 128**

Mette en œuvre des solutions permanentes aux défis liés à l’emploi saisonnier, comme des programmes de recyclage et du soutien pour faciliter la transition vers le milieu du travail. .... 93

**Recommandation 129**

Remplace le crédit canadien pour la formation par un régime volontaire d’épargne formation continue. .... 93

**Recommandation 130**

Procède rapidement à l’annonce des investissements à venir jusqu’en 2030 du Programme de stages pratiques pour étudiants. .... 93

**Recommandation 131**

Bonifie le programme d’Emploi d’été Canada pour ramener le financement au niveau de 2021. .... 93

**Recommandation 132**

Collabore avec les provinces et les territoires pour soutenir des programmes pour le recyclage et le perfectionnement des compétences en vue de répondre aux besoins du marché du travail. .... 94

**Recommandation 133**

Renforce les effectifs des services de santé des Premières Nations, pour fournir des soins plus près du domicile et offrir des soins tout au long de la vie. .... 94

#### **Recommandation 134**

Fasse des investissements visant à garantir que les Premières Nations dirigent effectivement la mise en œuvre des mesures législatives sur les soins de santé fondée sur les distinctions. .... 94

#### **Recommandation 135**

Mette sur pied une commission sur l'économie des soins chargée de planifier, de coordonner et de surveiller les investissements, les changements stratégiques et les réformes réglementaires nécessaires pour renforcer systématiquement la prestation des soins et les services de soins au Canada. .... 94

#### **Recommandation 136**

Collabore avec les provinces et les territoires, les syndicats, les employeurs et les organismes de réglementation pour élaborer une stratégie nationale visant à recruter, à immatriculer et à maintenir en poste de façon éthique des infirmières formées et d'autres professionnels de la santé formés à l'étranger dans le système de santé canadien. .... 94

#### **Recommandation 137**

Intègre, dans les accords bilatéraux sur la santé conclus avec les provinces et les territoires, des mesures visant à exclure progressivement les agences privées de soins infirmiers des dépenses provinciales. .... 95

#### **Recommandation 138**

Assure le déploiement du programme d'assurance dentaire au bénéfice des personnes âgées ou, à défaut d'une entente avec les provinces et territoires, octroie directement un soutien financier en lien avec les soins dentaires aux personnes admissibles. .... 95

#### **Recommandation 139**

Accélère la mise en place d'un programme national public d'assurance-médicaments au Canada en harmonisant les échéanciers de mise en œuvre à ceux figurant dans le rapport final du Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments afin d'instaurer un régime public d'assurance-médicaments universel complet d'ici 2027. .... 95

#### **Recommandation 140**

**S'assure que le nouveau régime pancanadien d'assurance-médicaments soit complémentaire au système québécois actuel, afin de préserver la flexibilité et l'universalité de ce dernier. .... 95**

#### **Recommandation 141**

**En consultation et en collaboration avec les municipalités, les provinces, les territoires et les peuples autochtones, augmente le financement en matière de santé mentale aux provinces et aux territoires, dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé ou en créant un transfert canadien en matière de santé mentale, ainsi qu'au Programme des services de santé non assurés, et qu'il accélère la prestation d'un financement accru et durable aux organismes et aux fournisseurs de services qui, à l'échelle du Canada, offrent des programmes et des services de santé mentale tenant compte des traumatismes, dont :**

- **des services de soutien par les pairs;**
- **des programmes de réadaptation pour les personnes atteintes de troubles de l'alimentation;**
- **des services de soutien pour les enfants d'âge scolaire, dans les écoles;**
- **des services de soutien pour des groupes précis, comme les jeunes, les populations autochtones, les jeunes femmes et les filles noires et racisées, les personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, queer, intersexuées et les personnes aux diverses identités sexuelles et de genre;**
- **des services de soutien dans le secteur de l'enfance et de la jeunesse;**
- **des services de soutien pour la littéracie en santé mentale et pour la formation en matière de régulation des émotions et d'empathie à l'intention des familles, des parents et des jeunes;**
- **des services de soutien sur les campus universitaires et collégiaux;**

- des services de soutien pour les survivantes d’agression et de violence sexuelles;
- des services de soutien dans les communautés rurales et éloignées, y compris des soins cliniques et virtuels;
- des services de soutien adaptés à la culture pour les immigrantes, les réfugiées et les nouvelles arrivantes, femmes et filles ainsi que les résidentes temporaires. .... 95

**Recommandation 142**

Fasse des investissements pour soutenir les prestations d’allègement de l’inflation pour les clients du programme d’aide au revenu des Premières Nations. .... 97

**Recommandation 143**

Fasse des investissements pour que les jeunes des Premières Nations puissent s’épanouir et pour faciliter leur passage à l’âge adulte..... 97

**Recommandation 144**

Mette en œuvre les recommandations du Comité des Nations Unies pour l’élimination de la discrimination raciale à l’égard de ses récents rapports périodiques sur le Canada, y compris la réforme des lois fédérales, des politiques et des règlements pour les rendre conformes à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. .... 97

**Recommandation 145**

Alloue des ressources suffisantes aux processus conduits par les Premières Nations afin de garantir que les lois, les politiques et les réglementations du Canada répondent aux objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. .... 97

**Recommandation 146**

Prenne les mesures nécessaires et les mesures efficaces auxquelles l'oblige la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones..... 97

#### **Recommandation 147**

**Investisse dans l'engagement des Premières Nations dans les lois, les politiques, les processus et les mécanismes qui contribuent au respect des droits à l'autodétermination et des droits fonciers..... 98**

#### **Recommandation 148**

**Fasse des investissements pour appuyer la mise en place d'approches provisoires et transformationnelles pour l'accès aux terres et pour résoudre plus de 1 300 demandes d'ajouts aux réserves..... 98**

#### **Recommandation 149**

**Crée un nouveau centre pour le règlement des revendications particulières pour coordonner l'élaboration et la mise en œuvre conjointe d'une réforme du processus de règlement des revendications particulières. .... 98**

#### **Recommandation 150**

**Investisse pour reconnaître officiellement les Premières Nations et les Premières Nations sans terres. .... 98**

#### **Recommandation 151**

**Investisse pour renforcer les capacités des Premières Nations et la mise en œuvre communautaire des objectifs de développement durable. .... 98**

#### **Recommandation 152**

**Investisse dans la lutte contre le changement climatique menée par les Premières Nations. .... 98**

#### **Recommandation 153**

**Investisse dans le renforcement des capacités, les initiatives menées par les Premières Nations et veille à ce que la gestion et la gouvernance menées par la Couronne respectent les droits inhérents, les traités, les titres, les compétences et les systèmes de connaissances. .... 98**

#### **Recommandation 154**

Fasse des investissements permettant aux Premières Nations d'exercer une bonne gouvernance et de fournir des services adéquats à leurs citoyens, quel que soit leur lieu de résidence. .... 99

#### **Recommandation 155**

Mette en place une nouvelle organisation de l'approvisionnement encadrée par les Premières Nations pour aider les entreprises des Premières Nations à obtenir des marchés publics et à atteindre l'objectif fédéral de 5 % en matière d'approvisionnement autochtone..... 99

#### **Recommandation 156**

Fasse des investissements pour la participation des Premières Nations à l'examen de la *Loi sur le cannabis*. .... 99

#### **Recommandation 157**

Rétablit la vérité et commémore le passé, notamment en veillant à ce que les activités de commémoration et les monuments nationaux soient encadrés par les Premières Nations et en procédant au rapatriement des artefacts et des dépouilles mortelles. .... 99

#### **Recommandation 158**

Reconnaisse les lois coutumières et les normes juridiques autochtones et remédie à la surreprésentation des Premières Nations dans le système de justice pénale. .... 99

#### **Recommandation 159**

Renforce les effectifs des services de mieux-être mental des Premières Nations afin de réduire l'épuisement professionnel et d'accroître l'accès à des interventions holistiques, fondées sur la culture et tenant compte des traumatismes intergénérationnels..... 99

#### **Recommandation 160**

Reconnaisse l'obligation du Canada de fournir aux Premières Nations un financement suffisant, prévisible et durable pour combler les inégalités socioéconomiques et en matière d'infrastructures..... 99

### **Recommandation 161**

**Veille à ce que les Premières Nations bénéficient de la même qualité de vie que les Canadiens non autochtones, de même que de conditions équitables et égales. .... 100**

### **Recommandation 162**

**Réduise la fracture numérique des Premières Nations en respectant les normes minimales en matière de large bande énoncées dans La haute vitesse pour tous : la stratégie canadienne pour la connectivité. .... 100**

### **Recommandation 163**

**Continue à fournir du financement aux organisations fournissant des services à l'enfance et à la famille aux Autochtones en milieu urbain, rural et nordique..... 100**

### **Recommandation 164**

**Agisse plus rapidement quant aux garanties de prêts pour les Autochtones dans le cadre des grands projets d'exploitation des ressources afin que les projets puissent aller de l'avant et que la réconciliation économique avec les Autochtones puisse se concrétiser..... 100**

### **Recommandation 165**

**Reconnaisse l'importance de la participation des autochtones et soutienne les partenariats dans les projets de développement économique des énergies renouvelables en permettant aux entités autochtones, et pas seulement aux sociétés imposables, de participer pleinement aux crédits d'impôt à l'investissement. .... 100**

### **Recommandation 166**

**Continue d'investir dans le principe de Jordan pour que les enfants des Premières Nations puissent avoir accès aux services médicaux et de santé mentale dont ils ont besoin. .... 100**

### **Recommandation 167**

**Réfléchisse à la façon d'élargir ou d'investir dans les Programmes urbains pour les peuples autochtones de manière à continuer de permettre aux organismes de services à l'enfance et à la famille d'accroître leur prestation de services. .... 100**

**Recommandation 168**

Fasse des investissements pour que chaque Première Nation établisse et maintienne des programmes de gestion des situations d'urgence officiels et culturellement pertinents..... 101

**Recommandation 169**

Investisse dans la mise en œuvre des appels à la justice à la suite de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. .... 101

**Recommandation 170**

Fasse des investissements permettant de mettre en place des services de police des Premières Nations équivalents aux autres services de police. .... 101

**Recommandation 171**

Soutenir la réconciliation et fournir un financement prévisible et durable pour la réhabilitation, la revitalisation et le maintien des langues, du patrimoine culturel et des arts des Premières Nations. .... 101

**Recommandation 172**

Fasse des investissements pour inverser d'urgence le déclin des langues autochtones et soutenir les initiatives dans les milieux non scolaires. .... 101

**Recommandation 173**

Augmente le financement du programme d'aide aux étudiants de niveau post-secondaire et des stratégies d'éducation postsecondaire pour les Inuits et la Nation métisse afin d'aider les étudiants autochtones à suivre des études postsecondaires. .... 101

**Recommandation 174**

Maintenance et étende certaines mesures de soutien financier ciblées pour les Canadiens durement touchés, comme le crédit pour la TPS et l'Allocation canadienne d'aide au logement. .... 102

### **Recommandation 175**

**Travaille en collaboration avec les autres ordres de gouvernement pour transformer le système d'aide social afin d'instaurer un revenu de base garanti pour les adultes en âge de travailler âgés de 18 à 64 ans, y compris ceux vivant dans les réserves, les travailleurs migrants, les résidents temporaires et permanents et les demandeurs d'asile..... 102**

### **Recommandation 176**

**Détermine en collaboration avec les gouvernements provinciaux et autochtones quels programmes seraient remplacés, le cas échéant, et lesquels continueraient et seraient mis à jour ou élargis au besoin, ce qui comprend notamment les programmes provinciaux d'emploi et de formation, les services d'orientation et de réadaptation ainsi que les mesures de soutien, lorsque le revenu de base garanti sera mis en œuvre. .... 102**

### **Recommandation 177**

**Élargisse les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants sans but lucratif et de propriété publique avec plus de financement au Fonds d'infrastructure pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. .... 102**

### **Recommandation 178**

**Investisse dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie d'action nationale sur le bénévolat afin d'appuyer les activités bénévoles partout au pays et les organismes qui comptent sur le travail des bénévoles pour soutenir la population canadienne. .... 102**

### **Recommandation 179**

**Transforme l'Allocation canadienne pour les travailleurs en un supplément canadien bonifié pour les personnes en âge de travailler en vue de soutenir les personnes âgées de 18 à 64 ans aux prises avec la pauvreté et l'insécurité alimentaire. .... 102**

### **Recommandation 180**

**Crée un fonds destiné à soutenir un projet pilote national pour les banques alimentaires afin de stimuler l'innovation, l'évolution et les effets des banques alimentaires dans tout le pays. .... 103**

### **Recommandation 181**

**Finance la création et la mise en œuvre d'une stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre en collaboration avec le secteur de la bienfaisance. .... 103**

### **Recommandation 182**

**Sauvegarde et assure le succès continu du Prix Humanitaire Terry Fox, dont profitent plus de 1 027 jeunes Canadiens qui apportent une contribution humanitaire extraordinaire aux communautés locales, régionales et mondiales tout en surmontant des obstacles importants pour pouvoir poursuivre leur cheminement scolaire postsecondaire..... 103**

### **Recommandation 183**

**En consultation et en collaboration avec les municipalités, les provinces, les territoires et les peuples autochtones, continue de financer les organismes et les initiatives visant à favoriser la sécurité des femmes, à réduire la pauvreté et à appuyer l'émancipation économique, comme les initiatives pour des services de garde accessibles et abordables, des logements et des refuges sûrs et abordables et l'accès à l'éducation, à la formation et à l'emploi. .... 103**

### **Recommandation 184**

**S'engage à consacrer une partie des fonds pour l'équité menstruelle à l'accès à des produits pour les femmes et toutes les personnes qui ont leurs règles et qui vivent en situation de pauvreté ou d'itinérance. .... 103**

### **Recommandation 185**

**Augmente les transferts financiers aux ménages à faible revenu..... 103**

### **Recommandation 186**

**Mette en œuvre des mesures pour répondre aux défis associés au coût élevé de la vie et à la sécurité financière. .... 104**

### **Recommandation 187**

**Simplifie le processus d'application du programme Nouveaux Horizons pour les aînés. .... 104**

### **Recommandation 188**

**Rehausse la somme octroyée par le biais du Supplément de revenu garanti..... 104**

### **Recommandation 189**

**Bonifie la pension de la Sécurité de vieillesse pour les personnes âgées de 65 à 74 ans et révisé la méthode d'indexation afin de prendre en considération la croissance des salaires au Canada..... 104**

### **Recommandation 190**

**Mette en place des mesures plus robustes pour augmenter l'âge moyen de départ à la retraite, en :**

- **déployant une campagne de sensibilisation et en se dotant d'un plan d'action afin de favoriser la rétention et l'embauche des travailleurs expérimentés;**
- **augmentant le seuil de revenu en-deçà duquel le Supplément de revenu garanti n'est pas réduit;**
- **effectuant une révision des limites, conditions et impacts fiscaux de la conversion d'un Régime enregistré d'épargne-retraite en Fonds enregistré de revenu de retraite..... 104**

### **Recommandation 191**

**Améliore la coordination entre les politiques stratégiques au moyen d'un forum réunissant les intervenants pertinents – y compris les autorités fédérales, provinciales et municipales responsables du logement, des infrastructures et de l'immigration, ainsi que les représentants de l'industrie de la construction et des groupes de défense d'intérêts – pour corriger le déséquilibre entre l'offre et la demande qui cause la crise de l'abordabilité du logement..... 108**

### **Recommandation 192**

**Encourage l'innovation pour réduire les coûts de construction des maisons et concentre ses efforts sur des mesures et des incitatifs visant à stimuler spécifiquement l'offre de logements au Canada..... 108**

### **Recommandation 193**

**Évite d'ajouter des coûts en raison de codes et de règlements en simplifiant les approbations pour les administrations locales et en renforçant la capacité des organismes d'approbation..... 109**

### **Recommandation 194**

**Accélère la mise en œuvre de l'Initiative des terrains fédéraux de la Stratégie nationale sur le logement et mette en place un fonds d'acquisition de terrains publics de cinq ans afin d'acquérir des terrains supplémentaires pour la construction de logements locatifs abordables hors marché. .... 109**

### **Recommandation 195**

**Permette la récupération de la plus-value immobilière par les organismes sans but lucratif qui cherchent à construire des logements sur leurs terres lorsque des propositions lui sont présentées..... 109**

### **Recommandation 196**

**Affecte un financement en capital au Fonds pour le logement abordable afin de construire au moins 100 000 nouveaux logements par année, en collaboration avec les partenaires provinciaux et d'autres contributions publiques..... 109**

### **Recommandation 197**

**Combine les modalités de certains programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, notamment APH Select, pour le financement de projets locatifs neufs. .... 109**

### **Recommandation 198**

**Crée un fonds d'acquisition de logements afin d'aider le secteur du logement communautaire à acquérir des immeubles locatifs abordables existants..... 109**

### **Recommandation 199**

**Fasse de l'Initiative pour la création rapide de logements un programme à long terme avec un financement récurrent et prévisible au-delà de 2024. .... 109**

### **Recommandation 200**

**Lance et mette en œuvre le programme de développement de coopératives d'habitation dans le cadre d'une stratégie plus vaste visant à doubler le nombre de logements hors marché au pays. .... 110**

### **Recommandation 201**

**Réduise les pressions sur les coûts causées par les actes d'entreprises privées en effectuant une expansion ambitieuse du logement abordable et du logement hors marché, et exerce un meilleur contrôle sur le prix des habitations et le coût des loyers. .... 110**

### **Recommandation 202**

**Réaffecte les sommes prévues dans sa Stratégie nationale vers le logement social et abordable et investisse massivement dans celui-ci, tant au niveau de l'acquisition que de la rénovation, afin de faire face à la crise du logement, favoriser la lutte contre l'itinérance et contrer la baisse observée des mises en chantier, notamment en fournissant des ressources pour la construction, en collaboration avec les gouvernements provinciaux et municipaux, et en offrant des subventions suffisantes pour garantir le retour et maintien dans les lieux des locataires quel que soit leur revenu..... 110**

### **Recommandation 203**

**Crée un plan national de logement qui reconnaît que le logement décent est un droit de la personne, en commençant par un engagement relatif aux ressources nécessaires pour veiller à ce que tous les habitants du Nord aient accès à un logement abordable et adéquat, conformément aux normes nationales et aux codes du bâtiment, dans un délai de cinq ans. .... 110**

### **Recommandation 204**

**Veille à ce que les logements financés par le gouvernement fédéral soient abordables pour les familles à faible revenu, tout en reflétant les divers besoins des familles avec enfants, et augmente l'aide aux ménages à faible revenu par différents transferts et crédits d'impôt..... 110**

### **Recommandation 205**

**Fasse des investissements dans le logement pour les Premières Nations visant à remédier au surpeuplement, à remplacer des logements, à viabiliser de nouveaux terrains, à effectuer les réparations nécessaires, à gérer les migrations dans les réserves et à faire face à la croissance démographique..... 110**

### **Recommandation 206**

**Élimine la simulation de crise sur les transferts, les substitutions et les renouvellements de prêts hypothécaires pour les titulaires de prêts hypothécaires en règle afin d'aider les Canadiens à trouver les solutions de financement qui correspondent le mieux à leurs besoins et à leur budget..... 111**

### **Recommandation 207**

**Mette en œuvre des solutions fondées sur le marché qui favorisent la rémunération équitable des titulaires de droits pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur grâce à la réforme de la *Loi sur le droit d'auteur* et veille à ce que la Loi protège tous les créateurs et les titulaires de droits d'auteur et à ce que l'industrie de l'édition éducative soit durable..... 111**

### **Recommandation 208**

**Préserve l'exception relative à l'utilisation équitable à des fins éducatives en vertu de la *Loi sur le droit d'auteur*. ..... 111**

### **Recommandation 209**

**Mette à jour la *Loi sur le droit d'auteur* afin que les artistes soient rémunérés lorsqu'on utilise leur travail, élargisse les dispositions liées aux droits moraux afin de renforcer le « droit à la personnalité » des artistes en vertu de la common law, et renforce les dispositions relatives aux droits économiques pour tenir compte des normes internationales et des progrès technologiques. .... 111**

### **Recommandation 210**

**Procède rapidement à des modifications à la *Loi sur le droit d'auteur* et soutienne des réformes qui profitent à la musique indépendante appartenant à des intérêts canadiens..... 112**

### **Recommandation 211**

**Adopte des dispositions législatives incluant des mesures de protection de l'image, de la voix et des performances des artistes-interprètes afin de prévenir le remplacement non autorisé de performances humaines par des technologies de l'intelligence artificielle..... 112**

### **Recommandation 212**

**Instaure un droit inaliénable pour les artistes-interprètes en ce qui concerne la mise à disposition de prestations fixées pour la diffusion en continu sur demande et la diffusion interactive d'enregistrements sonores et audiovisuels. .... 112**

### **Recommandation 213**

**Mette en place des mesures fiscales pour inciter les entreprises à faire de la publicité auprès des organes de presse canadiens du secteur privé et rende plus équitable la différence de traitement fiscal de la publicité achetée sur des sites Web étrangers pour s'assurer que les organisations médiatiques ne soient pas privées de revenus. .... 112**

### **Recommandation 214**

**Fournisse un budget de fonctionnement annuel pour toutes les stations de radio communautaires, autochtones et universitaires qui pourrait être établi et administré par le Fonds canadien de la radio communautaire..... 112**

### **Recommandation 215**

**Oblige toutes les campagnes publicitaires du gouvernement à inclure de la publicité dans les stations de radio universitaires et communautaires. .... 112**

### **Recommandation 216**

**Augmente le financement de l'Initiative pour le journalisme local et veille à ce que ce financement soit accordé en temps opportun. .... 112**

### **Recommandation 217**

**Poursuive les efforts pour assurer une industrie des médias d'enregistrement plus équitable, diversifiée et inclusive. .... 113**

### Recommandation 218

Accélère, par l'intermédiaire du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la mise en œuvre réglementaire de la *Loi sur la diffusion continue en ligne* afin d'assurer la viabilité à long terme des radiodiffuseurs d'intérêt public au Canada et d'éviter une réduction irréversible de leurs activités et de leur programmation..... 113

### Recommandation 219

Veille à ce que les nouveaux mécanismes de financement découlant de la *Loi sur la diffusion continue en ligne* donnent la priorité à FACTOR et à Musicaction. .... 113

### Recommandation 220

Augmente les contributions annuelles au Fonds de la musique du Canada afin d'octroyer un financement amélioré et plus stable au secteur de la musique, en tenant compte de l'inflation, de la pénurie de main-d'œuvre et de la situation particulière du secteur du spectacle, dans le but d'offrir du soutien à l'exportation et financier pour :

- la production et la commercialisation de musique enregistrée et de spectacles, au bénéfice notamment des artistes émergents;
- la rétention et le développement de compétences de la main-d'œuvre. .... 113

### Recommandation 221

Remplisse l'engagement du gouvernement d'augmenter de façon permanente le Fonds de la musique du Canada en plus d'une somme additionnelle pour les nouveaux programmes en direct. .... 113

### Recommandation 222

Accorde un financement permanent à la direction générale des arts de Patrimoine canadien, aux programmes patrimoniaux et au Conseil des arts du Canada afin d'assurer un avenir résilient et équitable pour l'écosystème culturel et artistique au Canada, ses travailleurs, les bâtiments et les collectivités. .... 113

### **Recommandation 223**

**Mette en œuvre l'engagement pris dans la lettre de mandat de l'ancien ministre du Patrimoine canadien de soutenir les auteurs et les éditeurs de livres canadiens en augmentant de manière permanente le financement du Fonds du livre du Canada..... 114**

### **Recommandation 224**

**Rende permanents les ajouts faits à la base budgétaire du Fonds du Canada pour la présentation des arts et du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine en 2019-2020. .... 114**

### **Recommandation 225**

**Augmente le financement accordé au volet Incitatifs aux fonds de dotation du Fonds du Canada pour l'investissement en culture de Patrimoine canadien pour les bénéficiaires actuels des arts de la scène. .... 114**

### **Recommandation 226**

**Appuie le financement opérationnel de base des organismes artistiques afin de favoriser la stabilité institutionnelle et la stabilité de la main-d'œuvre. .... 114**

### **Recommandation 227**

**Simplifie les processus d'octroi de subventions afin de les rendre plus accessibles et soutienne le financement pluriannuel pour encourager la planification stratégique et avancée, l'utilisation efficace des fonds et la durabilité. .... 114**

### **Recommandation 228**

**Fasse un examen des critères d'admissibilité pour les volets de financement existants, comme les subventions pour le tourisme, les subventions pour les événements majeurs et les programmes de financement de Patrimoine canadien, en tenant compte de la composition actuelle du secteur des arts, qui comprend des organisations de plus en plus interdisciplinaires qui travaillent de façon moderne et novatrice..... 114**

### **Recommandation 229**

**Encourage la présence du public en mettant en place un crédit d'impôt pour encourager les particuliers à acheter des billets pour des productions théâtrales canadiennes; en investissant dans une campagne publique, par l'intermédiaire de Destination Canada, visant à promouvoir les spectacles canadiens sur scène en tant qu'expérience touristique et à encourager le retour du public. .... 114**

### **Recommandation 230**

**Prévoit un financement adéquat pour la mise en œuvre du Plan d'action sur les langues officielles 2023-2028. .... 115**

### **Recommandation 231**

**Revoit à la hausse les sommes allouées aux organisations communautaires et linguistiques francophones, afin de suivre l'inflation et les nouvelles obligations du Plan d'action sur les langues officielles 2023-2028. .... 115**

### **Recommandation 232**

**Assure un financement de base spécifique pour toutes les organisations de femmes francophones et acadiennes en situation minoritaire afin d'éviter le point de rupture et réserve une enveloppe spécifique pour les organismes de femmes francophones et acadiennes dans le cadre des financements accordés pour toutes les institutions fédérales. .... 115**

### **Recommandation 233**

**Prévoit des ressources suffisantes afin que les immigrants francophones en région puissent vivre adéquatement et s'épanouir dans leur langue et leur culture. .... 115**

### **Recommandation 234**

**Augmente de façon permanente le financement en appui aux établissements d'enseignement postsecondaire dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire. .... 115**

### **Recommandation 235**

**Crée un programme de bourses d'études postsecondaires pour les étudiantes et les étudiants dont le français est la langue première, doté d'une enveloppe équivalente à celle du programme existant pour les étudiantes et les étudiants dont le français est la langue seconde..... 115**

### **Recommandation 236**

**Continue de prévoir des clauses linguistiques lors du transfert de fonds aux provinces et aux territoires pour diverses initiatives. .... 116**

### **Recommandation 237**

**Investisse afin de faciliter l'accessibilité aux ressources et services pour les personnes aidantes ou proches aidantes francophones. .... 116**

### **Recommandation 238**

**Crée une tribune pour des échanges tripartites permanents sur la conception d'un modèle de financement durable et à long terme pour les transports publics. .... 116**

### **Recommandation 239**

**En collaboration avec les autres ordres de gouvernement, bonifie le financement du transport en commun, notamment :**

- en devançant le soutien permanent aux opérations des organismes de transport en commun de deux années fiscales;**
- en renouvelant le financement du fonctionnement d'urgence de 2022;**
- en octroyant un financement additionnel pour le maintien de la qualité des actifs afin de préserver le niveau de services actuels et de permettre à un plus grand nombre de personnes de bénéficier d'un service de transport en commun moderne et efficace. .... 116**

#### **Recommandation 240**

**Investisse tout au long de la chaîne d'approvisionnement en eau potable pour éliminer les avis concernant la qualité de l'eau potable dans les communautés des Premières Nations..... 117**

#### **Recommandation 241**

**Investisse dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en eaux usées dans les communautés des Premières Nations afin de remédier au sous-financement chronique et d'atténuer les risques pour la santé et le bien-être résultant d'un assainissement inadéquat..... 117**

#### **Recommandation 242**

**Fasse des investissements dans des routes toutes saisons pour accroître l'accès à des biens et services abordables pour les communautés des Premières Nations. .... 117**

#### **Recommandation 243**

**Fasse progresser la mise en œuvre de l'évaluation nationale des infrastructures et élabore, conjointement avec l'industrie et tous les ordres de gouvernement, un plan d'investissement en infrastructure de 25 ans qui comprend des infrastructures favorisant le logement et le commerce. .... 117**

#### **Recommandation 244**

**Fasse des investissements destinés à répondre aux besoins en infrastructures communautaires de base, dont les bâtiments, les ports et les quais, les infrastructures de transport et les services publics et soutienne davantage les projets et les services d'immobilisations municipaux qui favorisent le développement économique..... 117**

#### **Recommandation 245**

**Accorde la priorité au financement des projets d'infrastructure sous le contrôle direct du gouvernement fédéral, comme les investissements dans l'accroissement de la capacité et de la sécurité du transport maritime, ferroviaire et aérien et dans les actifs militaires, ainsi qu'aux infrastructures qui soutiennent la croissance démographique et appuient la circulation des marchandises vers le monde, telles que les infrastructures régionales et locales**

visées par le programme infrastructure Investir dans le Canada et les corridors commerciaux nationaux. .... 117

**Recommandation 246**

Mette de côté dès maintenant les sommes d'argent qui seront nécessaires à la réalisation du lien ferroviaire à plus grande fréquence et à plus grande vitesse entre Québec, Montréal et l'Ontario et en accélère le calendrier de réalisation. .... 118

**Recommandation 247**

Confirme dès maintenant le rehaussement du financement fédéral des projets d'expansion des ports de Montréal (terminal de Contrecœur) et de Saguenay (zone industrialo-portuaire)..... 118

**Recommandation 248**

Bonifie le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires pour répondre aux besoins criants des aéroports régionaux..... 118

**Recommandation 249**

Investisse de façon importante dans les infrastructures aéroportuaires fédérales pour abaisser leur important déficit de maintien d'actifs. .... 118

**Recommandation 250**

Révisé la facture tarifaire élevée imposée aux transporteurs aériens utilisant les aéroports canadiens..... 118

**Recommandation 251**

Augmente de façon permanente les sommes dédiées au Fonds pour le développement des collectivités du Canada finançant les infrastructures municipales et conclue rapidement des ententes avec les provinces et les territoires pour que le transfert des sommes soit fait sans nouvelles conditions quant à leur utilisation. .... 118

### **Recommandation 252**

**Modernise le financement des projets d'infrastructures municipales, en échelonnant davantage la période d'éligibilité des programmes d'aide financière et en élargissant leur cadre. .... 118**

### **Recommandation 253**

**Réinvestisse dans les infrastructures sportives et récréatives pour assurer la santé et le bien-être de la population et accroître l'accès à des infrastructures de qualité..... 119**

### **Recommandation 254**

**Alloue des fonds additionnels aux organisations clés comme le Centre canadien pour la cybersécurité afin d'améliorer la sensibilisation des particuliers à l'égard de la cybersécurité et d'approfondir la collaboration intersectorielle. .... 119**

### **Recommandation 255**

**Protège les infrastructures critiques, les chaînes d'approvisionnement et les entreprises contre les cybermenaces en soutenant les investissements dans la sécurité des technologies de l'information et des technologies opérationnelles aidant les opérateurs d'infrastructures critiques de toutes tailles à élaborer et à déployer des stratégies de cybersécurité axées sur la prévention..... 119**

### **Recommandation 256**

**Crée un fonds de cyberdéfense pour les petites et moyennes entreprises (PME) et réoriente le financement des dépenses gouvernementales moins prioritaires afin que le Canada puisse aider les PME à améliorer leur résilience cybernétique et combler le déficit d'investissement en matière de cybersécurité. .... 119**

### **Recommandation 257**

**Encourage, en collaboration avec le secteur privé et les provinces et territoires, l'adoption universelle d'un réseau pancanadien de confiance aligné sur les principes énoncés dans le Livre blanc sur l'identité numérique pour assurer l'interopérabilité de l'identification et l'authentification numériques sécurisées à travers le Canada et ses diverses sphères d'activités dans le but de maximiser les bénéfices à la population. .... 120**

### **Recommandation 258**

**Crée un mécanisme de vérification directe du revenu entre les prêteurs et l'Agence du revenu du Canada comme moyen de dissuader la fraude dans les documents hypothécaires. .... 120**

### **Recommandation 259**

**Affecte des fonds à l'amélioration de l'éducation juridique en matière de violence conjugale et de contrôle coercitif. .... 120**

### **Recommandation 260**

**En consultation et en collaboration avec les municipalités, les provinces, les territoires et les peuples autochtones, veille à ce qu'une approche intersectionnelle soit appliquée au Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre et à la Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe, et que des engagements de financement pour les organismes d'aide aux victimes et aux survivantes soient intégrés au Plan d'action national afin d'offrir un continuum complet de services culturellement adaptés en un seul endroit et de faciliter l'accès aux services pour les victimes et les survivantes. .... 120**

### **Recommandation 261**

**Investisse un montant supplémentaire pour la mise en œuvre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe et consacre une enveloppe spécifique pour les organismes de femmes francophones et acadiennes en milieu minoritaire. .... 120**

### **Recommandation 262**

**Dans le respect des compétences des organismes de sport, finance des initiatives d'éducation, de formation et de soutien à l'intention des bénévoles, en vue de leur fournir les outils nécessaires pour mieux appuyer les athlètes et veiller à ce que la sécurité des athlètes et les principes du sport sécuritaire soient toujours pris en compte. .... 120**

### **Recommandation 263**

**En consultation et en collaboration avec les municipalités, les provinces, les territoires et les peuples autochtones, finance la mise sur pied d'une alerte**

**robe rouge pour les femmes et les filles autochtones et les personnes bispirituelles disparues et assassinées. .... 121**

**Recommandation 264**

**Améliore le projet de loi C-50, Loi canadienne sur les emplois durables, avant son adoption, notamment en veillant à ce que les travailleurs se fassent entendre par l’entremise de leurs syndicats au sein du Conseil des partenariats sur les emplois durables proposé et adopte le projet de loi afin que les travailleurs aient leur mot à dire lorsque les politiques industrielles seront façonnées. .... 125**

**Recommandation 265**

**Augmente le budget du Fonds de l’avenir et l’élargisse pour couvrir l’ensemble des provinces et des territoires..... 126**

**Recommandation 266**

**Accroisse les investissements dans la planification de la transition, la création d’emplois et le soutien aux travailleurs pour assurer une transition en douceur vers une économie à faibles émissions de carbone. .... 126**

**Recommandation 267**

**Favorise, dans le respect des ententes en matière de main-d’œuvre avec les provinces et les territoires, l’émergence d’une économie carboneutre en investissant dans le développement de la main-d’œuvre à l’aide de crédits d’impôts couvrant les frais de scolarité pour des carrières durables, en augmentant les fonds alloués aux « compétences pour une économie carboneutre », en investissant dans la création d’un nouveau programme visant à soutenir la planification régionale et à financer les initiatives créatrices d’emplois durables et dans l’innovation pour la décarbonation du secteur industriel et dans la diversification économique des communautés affectées par la transition..... 126**

**Recommandation 268**

**Inclue des exigences relatives à la qualité de l’emploi dans les investissements de décarbonisation du budget de 2024 pour veiller à ce que les emplois dans les entreprises à faibles émissions de carbone soient sûrs, bien rémunérés et**

**permettent aux travailleurs d’avoir leur mot à dire au travail en ayant accès à un syndicat..... 126**

#### **Recommandation 269**

**Lance une campagne de rénovations pour des maisons résilientes aux changements climatiques en élargissant et coordonnant les investissements et les programmes existants afin de centraliser les améliorations domiciliaires pour assurer des investissements efficaces qui intègrent des objectifs en matière de santé, d’abordabilité et d’adaptation, et pour répondre aux besoins uniques des collectivités autochtones, nordiques et éloignées. .... 126**

#### **Recommandation 270**

**Élargisse la portée de certains programmes visant à stimuler les rénovations écoénergétiques afin de rendre aussi admissibles les grands immeubles locatifs. .... 127**

#### **Recommandation 271**

**Adopte des mesures législatives pour que les banques canadiennes se dotent de plans, de cibles et de pratiques compatibles avec les engagements climatiques du Canada et les objectifs de l’Accord de Paris, incluant en matière de mesure de réduction des émissions financées. .... 127**

#### **Recommandation 272**

**Élabore une définition normalisée de l’« investissement aligné sur la carboneutralité », inclue des estimations de réduction des émissions dans les politiques et soutienne le travail du Conseil d’action en matière de finance durable, en particulier son projet de taxonomie de transition..... 127**

#### **Recommandation 273**

**Assume un leadership dans le développement d’une économie verte et maintienne et étende les mesures conçues au Canada pour encourager les investissements dans l’énergie propre, notamment dans les véhicules électriques et les usines de batteries au Canada. .... 127**

#### **Recommandation 274**

**S'engage en faveur de la réconciliation économique, de l'action climatique, de la souveraineté de l'Arctique, du développement durable et de la construction d'un réseau électrique pancanadien résilient. .... 127**

#### **Recommandation 275**

**Accélère et élargisse les incitatifs en faveur des technologies propres afin d'aider les fabricants à s'adapter aux plans du Canada en matière de changement climatique et à les faire progresser. .... 127**

#### **Recommandation 276**

**Limite la production de matières résiduelles en créant un fonds de réparation des appareils électroménagers et électroniques et un fonds sur le réemploi des contenants et emballages réutilisables. .... 128**

#### **Recommandation 277**

**Fournisse un plan réaliste pour l'industrie du carburant d'aviation durable au Canada. .... 128**

#### **Recommandation 278**

**Fasse preuve d'exemplarité en accélérant l'atteinte des objectifs de la Stratégie pour un gouvernement vert. .... 128**

#### **Recommandation 279**

**Accorde la priorité aux produits du bois et bioproduits à base de fibres au détriment de solutions à plus forte intensité en gaz à effet de serre dans le cadre de sa Stratégie pour un gouvernement vert et de la Stratégie canadienne pour les bâtiments verts. .... 128**

#### **Recommandation 280**

**Élabore des politiques, comme une plus grande écofiscalité, pour encourager les Canadiens à acheter moins de produits polluants et plus de produits non polluants. .... 129**

### **Recommandation 281**

Prévoit un mécanisme rigoureux pour la mesure, la vérification et le compte rendu des réductions d'émissions dans le cadre du régime réglementé de crédits du Canada plutôt qu'un marché volontaire..... 129

### **Recommandation 282**

Mette rapidement en œuvre les crédits d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre, les technologies propres et l'hydrogène propre, en s'assurant qu'ils aient une large portée, et considère la façon de les bonifier et de mieux les exploiter. .... 129

### **Recommandation 283**

Élargisse l'admissibilité aux crédits d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre, pour la fabrication de technologies propres et pour les technologies propres afin d'inclure les investissements dans l'énergie produite à partir de la biomasse forestière et des résidus forestiers. .... 129

### **Recommandation 284**

Veille à ce que le Canada soit un pays concurrentiel quant aux investissements dans l'hydrogène propre. .... 129

### **Recommandation 285**

Mette fin, dès que possible, au soutien financier de l'industrie des hydrocarbures..... 129

### **Recommandation 286**

Mette en place un réseau d'électricité à émissions nulles fondé sur les énergies renouvelables. .... 130

### **Recommandation 287**

S'engage à fournir un financement direct à la Nukik Corporation afin de permettre la réalisation du projet Kivalliq Hydro-Fibre Link. .... 130

### **Recommandation 288**

**Finance directement l'expansion du réseau électrique de Terre-Neuve-et-Labrador. .... 130**

### **Recommandation 289**

**Hausse de manière significative les investissements dans le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes afin d'accélérer le déploiement d'infrastructures résilientes aux changements climatiques. .... 130**

### **Recommandation 290**

**Augmente considérablement son investissement dans des stratégies proactives d'atténuation et de prévention des feux de forêt, en mettant l'accent sur la réduction des charges de carburant dans les forêts du Canada, en plus des programmes déjà déterminés dans le cadre de l'Initiative pour un avenir résilient face aux incendies de forêt..... 131**

### **Recommandation 291**

**Élabore des stratégies et des programmes pour aider les municipalités rurales à prendre des décisions éclairées concernant l'atténuation des risques de catastrophes comme les inondations, y compris les programmes locaux d'atténuation, et fournisse un financement au programme Intelli-feu Canada pour cartographier les risques de feu de forêt dans les collectivités rurales et aux projets communautaires d'atténuation des effets sur la faune. .... 131**

### **Recommandation 292**

**Tienne compte des recommandations de la coalition Un Canada résistant au climat, du Bureau d'assurance du Canada et du Lancet Countdown sur la santé et les changements climatiques à l'intention du Canada dans la mise en œuvre, en collaboration avec les provinces, de la Stratégie nationale d'adaptation. .... 131**

### **Recommandation 293**

**Fournisse du financement pour les rénovations qui augmentent la résilience des bâtiments résidentiels et commerciaux et assurent une meilleure protection contre les répercussions des phénomènes météorologiques extrêmes causés par les changements climatiques dans le cadre de la Stratégie nationale d'adaptation. .... 131**

**Recommandation 294**

Établisse des carrefours de l'adaptation aux changements climatiques dirigés par des collèges, afin d'exploiter la puissance de la recherche appliquée pour aider les collectivités et les entreprises locales à s'adapter aux changements climatiques. .... 131

**Recommandation 295**

S'appuie sur le financement initial prévu dans le budget de 2023 pour exécuter intégralement in programme national d'assurance contre les inondations. .... 131

**Recommandation 296**

Investisse dans la conservation et les efforts de préserver la biodiversité encadrée par les Premières Nations..... 132

**Recommandation 297**

Respecte l'engagement du Canada de cesser et d'inverser la perte de la biodiversité en mettant en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal..... 132

**Recommandation 298**

Adopte une nouvelle méthode d'établissement du budget qui sera respectueuse des droits inhérents des Premières Nations, des traités internationaux signés par le Canada ainsi que du modèle de relation de nation à nation..... 134

**Recommandation 299**

Reconnaisse que la préoccupation à l'égard du déficit devrait être éclipsée par des priorités plus pressantes, comme celles d'aider les Canadiens à traverser la crise du coût de la vie, la crise du logement, les catastrophes climatiques, et plus encore. .... 134

**Recommandation 300**

Mette en œuvre des politiques complémentaires à celle de la Banque du Canada afin de ralentir la croissance des prix et réduise les prix des services gouvernementaux ou les offre gratuitement..... 135

### **Recommandation 301**

**Procède à un véritable examen complet des programmes. .... 135**

### **Recommandation 302**

**Reconnaisse que l'affirmation selon laquelle le déficit fédéral est une cause importante de l'inflation récente au Canada n'est pas plausible. .... 135**

### **Recommandation 303**

**Applique une analyse comparative entre les sexes plus exhaustive et assure l'accessibilité des résultats à l'ensemble de la population. .... 135**

### **Recommandation 304**

**Fasse preuve de leadership et sévisse contre la classification erronée des employés, qui coûte aux contribuables et aux travailleurs des millions de dollars par année en fraudes salariales. .... 136**

### **Recommandation 305**

**Suive l'exemple de l'Australie en matière de transparence fiscale en introduisant des obligations en matière de déclaration pays par pays pour les entreprises multinationales et leurs filiales, y compris la résidence fiscale, la répartition de la propriété et le type d'entité..... 136**

### **Recommandation 306**

**Fasse de la lutte contre les paradis fiscaux une priorité de la politique étrangère du Canada et pose des gestes afin d'en limiter l'utilisation en :**

- **augmentant la transparence et la reddition de comptes de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et en s'assurant que l'ARC collabore avec Revenu Québec;**
- **revoyant le fonctionnement des pratiques d'opérations à divulgation obligatoire;**
- **encadrant et restreindre davantage le recours à la divulgation volontaire;**

- criminalisant l'évitement fiscal abusif et en sévissant davantage contre les fraudeurs et les facilitateurs;
- limitant et en encadrant les règlements hors cour;
- réclamant un cadastre financier mondial et en élargissant et en rendant publiques les déclarations pays par pays;
- abolissant les problèmes liés aux prix de transfert en mettant en place la taxation unitaire des entreprises;
- mettant fin à la double non-imposition. .... 136

#### **Recommandation 307**

Mette en place, fasse appliquer et maintienne à jour un registre de propriété effective unique et complet à l'échelle du Canada. .... 137

#### **Recommandation 308**

Joue un rôle de leader pour l'obtention d'un impôt minimal mondial pour les entreprises multinationales. .... 137

#### **Recommandation 309**

Prene des mesures pour combler l'écart croissant des revenus et générer des revenus pour financer les programmes de réduction de la pauvreté en éliminant les échappatoires fiscales, en imposant la richesse extrême et en mettant en œuvre un impôt sur les profits excessifs, notamment les gains exceptionnels associés à la pandémie. .... 137

#### **Recommandation 310**

Revoie en profondeur le cadre fiscal du Canada avec l'objectif d'améliorer la productivité du travail, de satisfaire aux besoins de l'économie canadienne en constante évolution, d'accroître la compétitivité du Canada à l'échelle internationale, de réaffirmer l'engagement à atteindre la neutralité fiscale et de le rendre plus simple et équitable. .... 137

### **Recommandation 311**

**Avant d'apporter les changements proposés à l'impôt minimum de remplacement, détermine les répercussions qu'auront ces changements sur les revenus de bienfaisance en menant une analyse financière et économique indépendante..... 137**

### **Recommandation 312**

**Accorde des crédits d'impôt à l'investissement relativement plus importants pour encourager le réinvestissement au Canada des bénéfices non répartis..... 138**

### **Recommandation 313**

**Mette en œuvre un crédit d'impôt général temporaire à l'investissement, applicable à tous les investissements dans des actifs amortissables, y compris les actifs incorporels, à un taux de 5 %, en vigueur à compter de maintenant jusqu'en 2025, suivi par une réduction de 15 à 13 % du taux d'imposition des sociétés..... 138**

### **Recommandation 314**

**Maximise l'incidence des crédits d'impôt existants pour les actions accréditives en assouplissant le délai de réalisation des dépenses admissibles, en particulier lorsque des retards réglementaires empêchent l'entreprise de dépenser dans le délai imparti, et en rendant ces coûts admissibles à la règle du retour en arrière..... 138**

### **Recommandation 315**

**Intègre les coûts de préproduction des minéraux critiques dans le nouveau crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques pour stimuler la production. .... 138**

### **Recommandation 316**

**Soutienne l'investissement des petites entreprises dans la propriété intellectuelle en offrant des incitatifs fiscaux remboursables. .... 138**

### **Recommandation 317**

**Établisse un mécanisme fiscal de type « boîte de propriété intellectuelle » selon lequel les revenus provenant de brevets et d'autres types de propriété**

intellectuelle générée par des activités menées au Canada seraient assujettis à un taux d'imposition des sociétés moins élevé..... 139

**Recommandation 318**

Instaure une taxe sur les bénéfices exceptionnels pour les entreprises de tous les secteurs qui génèrent des profits démesurés en raison de crises, ainsi que sur ceux des grands détaillants de produits alimentaires afin d'utiliser les recettes pour financer une prolongation du remboursement pour l'épicerie. .... 139

**Recommandation 319**

Augmente l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui ont contribué à l'inflation canadienne en affichant des marges de profit extrêmement élevées, y compris le secteur pétrolier et gazier et les supermarchés..... 139

**Recommandation 320**

Maintienne et étende la taxe de 2 % sur les rachats d'actions. .... 139

**Recommandation 321**

Applique un taux d'imposition effectif d'au moins 25 % aux multinationales et aille de l'avant avec l'adoption de sa propre taxe sur les services numériques, si nécessaire. .... 139

**Recommandation 322**

Veille à ce que les taxes sur la technologie et les services numériques ne s'éloignent pas trop des précédents établis à l'échelle internationale et encouragent le développement, la commercialisation et l'adoption des technologies..... 139

**Recommandation 323**

Établisse un système d'étalement du revenu professionnel des artistes sur quatre ans afin de garantir l'équité fiscale. .... 140

**Recommandation 324**

Augmente le seuil de l'exonération cumulative des gains en capital..... 140

**Recommandation 325**

**Instaure un impôt sur la richesse permanent pour les Canadiens les plus riches. .... 140**

**Recommandation 326**

**Inclue le village d'Anticosti (Port-Menier) à titre de zone nordique visée par règlement en ce qui concerne les déductions pour habitants en régions éloignées, étant donné son enclavement. .... 140**

**Recommandation 327**

**Exempte les aéronefs et les navires de la taxe sur les biens de luxe..... 140**

**Recommandation 328**

**Revoie les lignes directrices en matière de détaxation s'appliquant aux produits à l'épicerie pour s'adapter aux nouvelles réalités sur les tablettes. .... 141**

**Recommandation 329**

**Fasse des ajustements à la formule du droit d'accise pour le cannabis afin qu'il soit limité à un tarif ad valorem de 10% ainsi qu'au fonctionnement du droit d'accise, y compris l'exigence d'appliquer un timbre d'accise sur les produits du cannabis..... 141**

**Recommandation 330**

**Modernise la *Loi sur l'accise* afin d'alléger le fardeau fiscal imposé sur les brasseries artisanales canadiennes détenues et exploitées localement, permettant ainsi à l'industrie de poursuivre sa croissance, à créer des emplois et à contribuer à l'économie locale. .... 141**

**Recommandation 331**

**Exonère des droits d'accise à 90 % les premiers 50 000 litres d'alcool éthylique absolu (LAA) produits par les distilleries, à 85 % les 50 000 LAA suivants et à 75 % les 100 000 LAA qui amènent la production à 200 000 LAA..... 141**

### **Recommandation 332**

**Modifie l'exonération du droit d'accise accordée au vin entièrement canadien produit à partir de miel ou de pommes afin qu'elle comprenne également tous les autres produits fermentés qui ne sont pas des raisins. .... 141**

### **Recommandation 333**

**Modifie l'alinéa 178.8(4)(a) de la *Loi sur la taxe d'accise* afin que les commerçants de véhicules récréatifs du Québec n'aient plus à payer la taxe ontarienne à la frontière en plus de la taxe harmonisée TPS/TVQ. .... 141**

### **Recommandation 334**

**Accroisse les approvisionnements gouvernementaux auprès du secteur technologique au Canada et utilise les marchés publics pour stimuler l'innovation en matière de cybersécurité au Canada en rendant les pratiques de marchés publics en matière de technologie plus souples, plus ambitieuses et plus axées sur les résultats. .... 142**

### **Recommandation 335**

**Accroisse la compétitivité mondiale des entreprises canadiennes en élargissant l'accès aux clients, en élaborant une stratégie d'approvisionnement pour les petites et moyennes entreprises nationales et en revoyant les politiques d'approvisionnement afin notamment d'éliminer le critère du plus bas soumissionnaire, le tout afin de permettre aux entreprises canadiennes d'avoir accès aux contrats publics. .... 142**

### **Recommandation 336**

**Révise la politique fédérale sur l'approvisionnement pour interdire le recours à des briseurs de grève, directement ou indirectement. .... 143**

### **Recommandation 337**

**Modifie la politique fédérale en matière de marchés publics afin de garantir que chaque producteur réalisant des œuvres audiovisuelles pour le gouvernement respecte toutes les conventions collectives pertinentes. .... 143**

### **Recommandation 338**

**Impose aux entrepreneurs l'obligation d'embaucher des apprentis pour tous les projets d'approvisionnement et d'infrastructure fédéraux..... 143**

### **Recommandation 339**

**Avant de mettre en place des compressions, élabore un plan de dotation pour l'ensemble de la fonction publique qui tienne compte à la fois des besoins de l'ensemble de la fonction publique et de ceux qui reçoivent des services publics, en collaboration avec les agents négociateurs..... 143**

### **Recommandation 340**

**Crée un organisme au sein de la fonction publique fédérale pour fournir les services actuellement fournis par des consultants privés sous contrat. .... 143**

### **Recommandation 341**

**Collabore avec les agents négociateurs pour modifier la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral* pour l'harmoniser avec les mesures et les protections prévues par la législation dans d'autres secteurs et inclue un libellé exigeant que les employeurs paient les travailleurs correctement et à temps. .... 143**

### **Recommandation 342**

**Offre aux agents chargés de la sécurité publique employés par le gouvernement fédéral la parité salariale avec leurs homologues qui travaillent dans d'autres administrations. .... 143**

### **Recommandation 343**

**Veille à ce que les recommandations découlant de l'examen actuel de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* soient adoptées et que la Loi soit modifiée en conséquence..... 144**

### **Recommandation 344**

**Trouve des moyens non seulement d'embaucher et de former des conseillers en rémunération, mais aussi de les maintenir en poste au moyen du système de paye Phénix amélioré. .... 144**

#### **Recommandation 345**

**Lance une enquête nationale pour déterminer pourquoi la crise relative au système de paye Phénix s'est produite, comment elle aurait pu être évitée et pourquoi elle n'a pas encore été réglée. .... 144**

#### **Recommandation 346**

**Renouvele le protocole d'entente négocié sur les dommages-intérêts relatifs aux erreurs du système de paye Phénix et rende non imposable l'indemnisation générale pour les dommages causés par Phénix. .... 144**

#### **Recommandation 347**

**Élimine l'arriéré des problèmes de paye de Phénix et suspende le recouvrement des trop-payés jusqu'à ce que tous les employés reçoivent le montant qui leur est dû en raison d'erreurs du système de paye Phénix. .... 144**

#### **Recommandation 348**

**Règle de bonne foi les recours collectifs des Noirs et des Autochtones en présentant des excuses publiques aux employés noirs et autochtones de la fonction publique fédérale, en offrant un dédommagement pour compenser la perte financière et le traumatisme racial subis et en appliquant les recours demandés dans chaque poursuite pour éliminer les obstacles systémiques auxquels font face les travailleurs noirs et autochtones. .... 144**

#### **Recommandation 349**

**Travaille à prévenir le racisme envers les Asiatiques, l'islamophobie, l'antisémitisme et toutes les autres formes de racisme, de haine et de discrimination dans la fonction publique fédérale en :**

- **mettant en œuvre les recommandations de l'Alliance de la Fonction publique du Canada;**
- **exigeant que tous les gestionnaires et les employés de la fonction publique fédérale participent à une formation régulière sur le racisme, la haine, la discrimination et les préjugés en milieu de travail et fassent preuve de l'acquisition de compétences définies;**

- fournissant des ressources indéfectibles pour protéger les employés contre les actes de discrimination, fournissant un soutien approprié lorsque des actes sont commis et permettant de mener des enquêtes approfondies et de remédier à toutes ces situations..... 145

**Recommandation 350**

Abroge les modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* qui ont fait passer l'âge minimal de la retraite non réduite à 60 ans avec trente ans de service ou 65 ans avec deux ans de service, pour toute personne embauchée dans la fonction publique fédérale après le 1<sup>er</sup> janvier 2013. .... 145

**Recommandation 351**

Rationalise et simplifie les demandes de financement fédéral pour les municipalités, y compris en ce qui a trait au logement, à l'infrastructure et au changement climatique. .... 145

**Recommandation 352**

Crée un comité au sein du Bureau du Conseil privé pour coordonner les responsabilités en termes de véhicules électriques de tous les ministères, et conseiller le premier ministre sur les progrès réalisés pour atteindre les objectifs d'électrification du gouvernement..... 145

**Recommandation 353**

Prolonge de trois ans le partenariat entre le Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada et Statistique Canada afin de préserver de précieux actifs de données commerciales, tout en maintenant et en développant la série de produits innovants du Laboratoire et les données en temps réel mises gratuitement à la disposition des entreprises, des municipalités, des chercheurs universitaires et des groupes communautaires du Canada. .... 145

**Recommandation 354**

En consultation et en collaboration avec les municipalités, les provinces, les territoires et les peuples autochtones, augmente le financement aux organismes, tels que Statistique Canada et d'autres ministères fédéraux ou organismes et agences concernés, qui appuient la recherche ou

collectent des données désagrégées et intersectionnelles sur diverses questions d'importance en matière d'égalité des genres, dont :

- la violence conjugale et familiale, ainsi que la prévalence et les effets des traumatismes cérébraux chez les survivantes de cette violence;
- la violence à l'égard des femmes et filles autochtones, ainsi que des personnes bispirituelles, vivant en région urbaine et rurale ou en région éloignée, particulièrement dans le contexte d'exploitation des ressources;
- la sécurité économique, les réalités de la pauvreté et l'exploitation économique et financière..... 146

#### Recommandation 355

Joue un rôle de chef de file dans la modernisation du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord et augmente les budgets de la défense afin de respecter les engagements de l'OTAN et de stimuler les activités de recherche et de développement..... 146

#### Recommandation 356

Augmente l'enveloppe de l'aide internationale par rapport au niveau de 2021-2022..... 147

#### Recommandation 357

Fournisse une contribution ciblée à l'appui du Multilateral Partnership for Organizing, Worker Empowerment, and Rights du gouvernement des États-Unis. .... 147

#### Recommandation 358

N'accorde plus aucune concession touchant les produits sous gestion de l'offre dans les futures négociations commerciales en appuyant le projet de loi C-282, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (gestion de l'offre). .... 147

**Recommandation 359**

**Se retire de l'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis,  
qui met en danger la vie des demandeurs d'asile. .... 147**



# FAÇONNER NOTRE AVENIR ÉCONOMIQUE : PRIORITÉS CANADIENNES

---

## INTRODUCTION

En juin 2023, le Comité permanent des finances de la Chambre des communes (le Comité) a lancé ses consultations prébudgétaires annuelles en invitant les Canadiens à soumettre des mémoires afin de faire connaître leurs priorités pour le budget de 2024. Le Comité a ensuite tenu des audiences prébudgétaires à l'automne, du 21 septembre 2023 au 17 novembre 2023. Certaines de ces audiences se sont tenues à Ottawa, mais le Comité a aussi eu l'occasion de sillonner le Canada pour la première fois depuis 2018 afin d'entendre un plus large éventail de Canadiens. De plus, dans le cadre de ces audiences, le Comité a tenu des séances « à micro ouvert » qui ont permis à un plus grand nombre de Canadiens de participer au processus budgétaire. Le Comité a également invité d'autres comités permanents de la Chambre des communes à tenir des réunions afin de soumettre des recommandations, relevant de leurs champs de compétences respectifs, dans le cadre des consultations prébudgétaires.

Après les présentations de près de 170 groupes et personnes, et après avoir reçu plus de 850 mémoires, soit le plus grand nombre de mémoires reçu dans le cadre de ce processus, le Comité présente le rapport sur ses priorités en prévision du budget fédéral de 2024.

Le rapport est divisé en cinq chapitres, qui reflètent la vaste gamme de points de vue et de propositions entendus par le Comité pendant ses audiences prébudgétaires et qui présentent les recommandations du Comité dans chacun de ces secteurs. Le contenu des consultations prébudgétaires est organisé selon les catégories suivantes : soutien aux entreprises, soutien aux personnes, soutien aux communautés, politique sur le changement climatique et l'énergie et cadre financier fédéral et gouvernement. De plus, l'Annexe A contient les propositions d'organisations et de personnes qui ont comparu devant le Comité. Les sujets abordés pendant les séances « à micro ouvert », de même que dans les mémoires, se trouvent respectivement à l'Annexe B et à l'Annexe C.

## SOUTIEN AUX ENTREPRISES

Le produit intérieur brut (PIB) canadien a augmenté de 5,3 % et 3,8 % en 2021 et 2022 après la récession causée par la pandémie de COVID-19. Depuis, la croissance du PIB réel annualisée a diminué, passant de 2,5 % au premier trimestre de 2023 à -1,1 % au



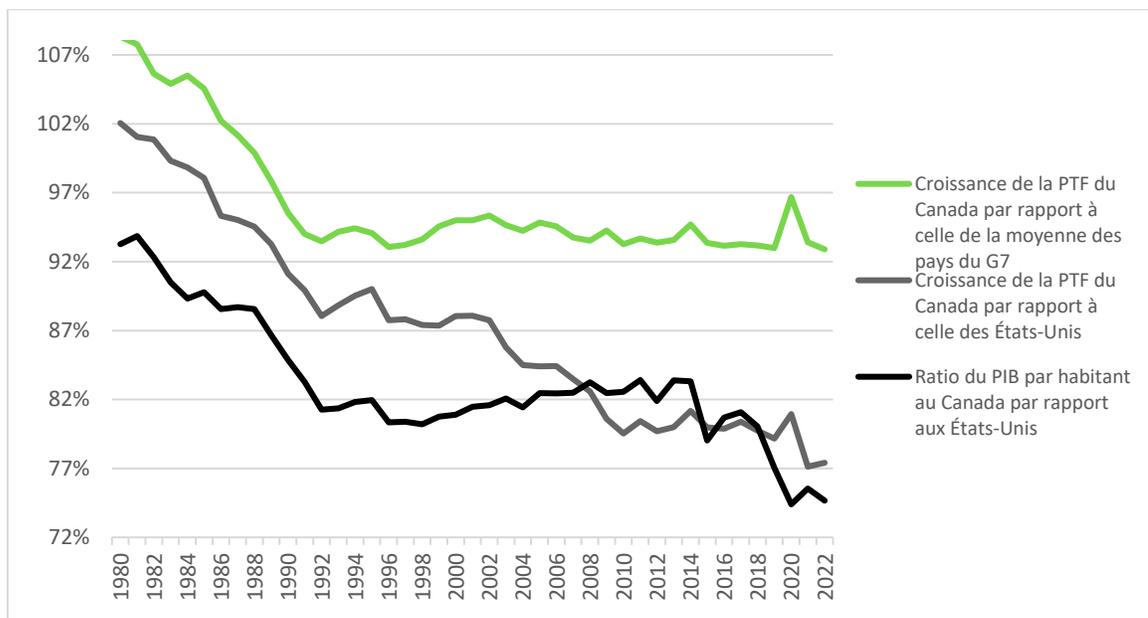
troisième trimestre de 2023. Ce ralentissement de la [croissance du PIB](#) résulte en grande partie de la politique monétaire restrictive menée par la Banque du Canada depuis le printemps 2022 en réponse aux niveaux élevés d'inflation et de la hausse des taux d'intérêt qui s'en est suivie. Malgré le ralentissement de la croissance économique, le [taux de chômage](#) est resté faible par rapport aux normes historiques, bien qu'il soit passé de 5,0 % en janvier 2023 à 5,7 % en janvier 2024, ce qui correspond davantage aux niveaux d'avant la pandémie.

Pour la période à venir, la [Banque du Canada](#) prévoit que la croissance du PIB restera proche de zéro au cours du premier trimestre de 2024 et qu'elle augmentera progressivement au cours des trimestres suivants « à mesure que les effets des hausses passées des taux d'intérêt commenceront à s'estomper et que l'assouplissement récent des conditions financières soutiendra la demande ». Sur une base annuelle, la Banque du Canada prévoit que l'économie canadienne croîtra de 0,8 % et de 2,4 % en 2024 et 2025, respectivement.

Cependant, dans le [budget de 2022](#), le gouvernement fédéral a reconnu que si les entreprises canadiennes continuent de ne pas assez investir dans l'innovation et dans leur croissance par rapport à leurs homologues étrangers, la croissance du PIB par habitant du Canada sera la plus faible de tous les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de 2020 à 2060. En effet, l'économie canadienne est confrontée à un déclin continu de la croissance de la productivité depuis les dernières décennies.

La figure 1 montre que de 1980 à 2022, le taux de croissance de la productivité du Canada est passé de 102 à 77 % du taux des États-Unis, et de 108 à 93 % du taux de la moyenne des pays du G7. De plus, la figure indique clairement que cette baisse relative de la croissance de la productivité a entraîné la baisse relative du niveau de vie moyen au Canada, comparativement à celui aux États-Unis. De 1980 à 2022, le niveau de vie moyen au Canada (mesuré selon le PIB par habitant) est passé de 93 à 75 % de celui des États-Unis. En 2022, les Canadiens avaient un niveau de vie moyen de 57 000 \$ US, comparativement à 76 400 \$ US pour les Américains.

**Figure 1 — Taux de croissance de la productivité du Canada par rapport à celui des États-Unis et à celui de la moyenne des pays du G7, et ratio du produit intérieur brut par habitant au Canada par rapport aux États-Unis (%)**



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Bergeaud et coll., « [Long-Term Productivity Database](#) », base de données, consultée en octobre 2023; et Organisation de coopération et de développement économiques, « [Niveau de PIB par tête et de productivité](#) », base de données, consultée en octobre 2023.

La productivité, ou ce que les économistes appellent « productivité totale des facteurs (PTF) », est une mesure du rendement économique qui compare la quantité de biens et de services produits (extrants) et la quantité de travail et de capital utilisée pour produire ces biens et services (intrants). Il y a croissance de la productivité lorsque les extrants augmentent plus rapidement que les intrants de main-d'œuvre et ceux en capitaux. La croissance de la productivité est le principal moyen permettant à la croissance économique de surpasser ce qu'on pourrait accomplir uniquement en augmentant les intrants de main-d'œuvre et les intrants en capitaux. Par exemple, selon [Statistique Canada](#), environ 90 % de la croissance de la production par habitant du Canada au cours des 40 dernières années est attribuable à la croissance de la productivité.

Compte tenu de l'importance de la productivité en ce qui concerne le niveau de vie moyen des Canadiens, il est primordial de comprendre ce qui détermine son taux de croissance au fil du temps. Une [recherche économique](#) [en anglais] souligne le rôle important joué par les nouvelles idées, qui sont non-rivales et qui peuvent être utilisées à l'infini, pour déterminer les niveaux de vie à long terme. Une « idée » désigne un cadre conceptuel,



un design ou un plan permettant d'accomplir quelque chose. Essentiellement, c'est un ensemble d'instructions qui nécessitent l'emploi d'objets existants de manière à accroître les extrants. Étant donné que ce sont des personnes qui découvrent des idées, la progression des niveaux de vie à long terme dépend du rythme auquel la population d'un pays produit de nouvelles idées qui augmentent la productivité.

Une explication possible pour la baisse de la croissance de la productivité au Canada, de même que dans d'autres économies avancées, est que le taux de croissance des personnes cherchant de nouvelles idées semble avoir diminué. En outre, [des recherches](#) [en anglais] portent à croire qu'il y a une diminution globale de la productivité de la recherche dans différents domaines universitaires. Comme le taux de fertilité total du Canada et d'autres pays a diminué considérablement au cours des dernières décennies, il pourrait devenir plus difficile de générer de nouvelles idées en raison d'un ralentissement de la croissance démographique, ce qui a un effet sur la croissance du nombre de chercheurs, d'entrepreneurs et de scientifiques cherchant de nouvelles idées. Pour arrêter le déclin de la croissance de la productivité, il faudra trouver des solutions à ce problème et accroître les activités de recherche du Canada.

En ce qui concerne le soutien aux entreprises, les témoins ont parlé de l'industrie et de l'innovation, de l'agriculture, de l'alimentation et des pêches, des transports, du tourisme, des institutions financières et des systèmes de paiement, des mesures d'allègement temporaires et du cadre réglementaire.

## Industrie et innovation

En ce qui concerne l'industrie et l'innovation, des témoins ont fait des propositions concernant les programmes soutenant l'innovation, comme le Fonds stratégique pour l'innovation, et les incitatifs fiscaux pour l'investissement, notamment dans la propriété intellectuelle (PI), ainsi que des propositions en faveur de soutien financier pour la recherche et le développement, la commercialisation et le capital de risque. D'autres témoins ont proposé des mesures pour favoriser l'écosystème de données sur les entreprises et les protections de la PI.

Un certain nombre de témoins ont également demandé l'élaboration de stratégies industrielles par le gouvernement fédéral, notamment pour les secteurs de l'aérospatiale, de l'intelligence artificielle et des semi-conducteurs. Finalement, le Comité a reçu des propositions relativement à la fabrication et aux chaînes d'approvisionnement de véhicules électriques (VÉ), à la politique en matière de concurrence et à la rétention des talents dans les secteurs technologiques.

#### **Recommandation 1**

**S'engage à effectuer un examen complet des programmes d'innovation pour éliminer les chevauchements et établir des structures de « liberté d'exploitation », y compris dans le cadre du lancement de la Corporation d'innovation du Canada.**

#### **Recommandation 2**

**Revoie les programmes d'investissement pour les innovateurs pour accorder la priorité aux subventions plutôt qu'aux prêts, augmenter les seuils de financement lorsqu'il est logique de le faire, ordonner la préparation de plans stratégiques en matière de propriété intellectuelle et simplifier l'accès des entreprises.**

#### **Recommandation 3**

**Organise un sommet fédéral-provincial-territorial de l'innovation.**

#### **Recommandation 4**

**Offre des incitatifs qui encouragent les sociétés canadiennes de capital-risque à investir dans les entreprises canadiennes en offrant une aide financière attrayante qui réduit les risques d'investissement.**

#### **Recommandation 5**

**Modernise les programmes de recherche et de développement en aidant les entreprises à entreprendre des recherches à haut risque lorsqu'il n'y a pas de rendement du capital investi et de commercialisation à court terme.**

#### **Recommandation 6**

**Apporte les changements nécessaires au Fonds stratégique pour l'innovation afin d'accroître l'accès au soutien financier.**

#### **Recommandation 7**

**Augmente et coordonne le financement destiné à la commercialisation pour permettre aux organisations régionales dotées d'une plateforme nationale de dynamiser les entreprises en démarrage de tout le pays.**



### **Recommandation 8**

**Présente rapidement le résultat de la révision des encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental et y rende admissibles les innovations incrémentales.**

### **Recommandation 9**

**Instaure un crédit d'impôt à la modernisation des équipements et à la cybersécurité.**

### **Recommandation 10**

**Appuie la création d'espaces de laboratoires expérimentaux partout au pays, afin de permettre aux entreprises en démarrage d'un large éventail de secteurs d'atteindre l'étape de la validation de principe et du produit viable, y compris dans le domaine des sciences de la vie.**

### **Recommandation 11**

**Appuie la recherche, le développement et l'innovation dans les établissements d'enseignement postsecondaire à travers le Canada grâce à une aide financière ciblée pour faire avancer la recherche ou contribuer à la commercialisation d'entreprises créées dans le cadre du système d'enseignement postsecondaire.**

### **Recommandation 12**

**Assure une protection solide de la propriété intellectuelle des produits innovants qui donne aux innovateurs la confiance nécessaire pour investir du temps et des ressources importantes dans la recherche et le développement qui s'étendent sur de nombreuses années.**

### **Recommandation 13**

**Accorde un financement supplémentaire pour contrer les risques accrus de migration de la propriété intellectuelle vers les États-Unis en raison de la portée de la loi *CHIPS and Science Act* américaine et mette sur pied une stratégie nationale sur les semi-conducteurs.**

### **Recommandation 14**

**Étudie la création d'une stratégie industrielle nationale, en partenariat avec les entreprises et les secteurs économiques de l'ensemble du Canada, afin d'adopter une**

**approche cohérente à l'égard de la croissance économique qui tire parti des atouts économiques traditionnels et émergents du Canada.**

**Recommandation 15**

**Mette en œuvre une stratégie industrielle cohérente, verte et solidaire prévoyant des investissements ciblés dans la transition énergétique porteurs d'emplois de qualité, de gains environnementaux et d'investissements sur le territoire et fasse une utilisation stratégique des marchés publics dans une perspective écoresponsable.**

**Recommandation 16**

**Crée des conseils industriels réunissant une fois tous les deux ans les pouvoirs publics, le secteur privé et les syndicats.**

**Recommandation 17**

**Élabore une stratégie de commercialisation de l'intelligence artificielle et de propriété intellectuelle, en mettant clairement l'accent sur l'expansion des entreprises technologiques nationales spécialisées dans le développement ou le déploiement de l'intelligence artificielle, incluant des programmes incitatifs pour l'adoption responsable des technologies canadiennes en intelligence artificielle.**

**Recommandation 18**

**Accroisse le soutien offert aux projets d'investissement et à l'adoption de technologies de pointe dans le secteur manufacturier afin d'augmenter de façon marquée la productivité du Canada et renforcer les possibilités de développement industriel.**

**Recommandation 19**

**Collabore avec les États-Unis pour bâtir une industrie et une chaîne d'approvisionnement nord-américaines de véhicules électriques allant au-delà de l'*Inflation Reduction Act*.**

**Recommandation 20**

**Offre davantage de soutien et d'incitatifs pour encourager la production manufacturière nationale et les exportations à valeur ajoutée, incluant en accompagnant les petites et moyennes entreprises manufacturières dans leurs contrats d'exportation et en leur offrant davantage de programmes pour atténuer les risques relatifs à leurs premières activités sur les marchés internationaux.**



#### **Recommandation 21**

**Élabore une stratégie industrielle aérospatiale nationale à long terme qui comprend des plans de défense clairs.**

#### **Recommandation 22**

**Crée un conseil national de l'espace pour soutenir la concurrence dans la course à la nouvelle économie spatiale, le gouvernement fédéral jouant un rôle central en réunissant les partenaires de l'industrie et en favorisant le secteur spatial en tant que régulateur, fournisseur de capitaux ou en tant que partenaire opérationnel.**

#### **Recommandation 23**

**Encourage les investissements dans les minéraux actuellement non rentables en évaluant les avantages potentiels d'un soutien à la résilience de la chaîne d'approvisionnement ou à la valeur stratégique, y compris dans les cas où les acteurs mondiaux ont une grande maîtrise de l'offre mondiale ou de la dynamique des prix.**

#### **Recommandation 24**

**Élabore et mette en œuvre une stratégie industrielle pour le secteur forestier en collaboration avec les principaux ayants droit et intervenants.**

#### **Recommandation 25**

**Donne la priorité à l'attribution du spectre par des mesures telles que l'augmentation de la quantité de spectres disponible et l'octroi de subventions pour le déploiement en milieu rural.**

#### **Recommandation 26**

**Examine les conséquences négatives des investissements directs étrangers dans le secteur technologique, en particulier l'acquisition de talents.**

#### **Recommandation 27**

**Revoie la politique sur la concurrence qui permet actuellement la consolidation d'industries en un petit nombre d'entreprises oligopolistiques.**

### **Recommandation 28**

**Renforce les règles de concurrence afin de permettre à un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises de soutenir la concurrence et de réduire les coûts pour les consommateurs.**

### **Agriculture, alimentation et pêches**

Au sujet de l'agriculture, des témoins ont proposé des mesures en vue de renforcer le soutien au secteur agricole, notamment par l'entremise de programmes de gestion des risques de l'entreprise et d'initiatives pour la mise en place de pratiques agricoles durables et de processus de transformation à valeur ajoutée. Des témoins ont également indiqué que le gouvernement devrait faire concorder les investissements dans le Fonds d'action à la ferme pour le climat et les ressources additionnelles pour la séquestration du carbone dans le sol.

Un certain nombre de témoins ont également parlé de questions d'ordre fiscal, comme les transferts intergénérationnels, la taxe sur les logements sous-utilisés et les incitatifs fiscaux pour l'achat d'équipement agricole. De plus, le Comité a reçu des propositions concernant une stratégie sur les intrants agricoles cruciaux, l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire, la santé animale, le commerce et la gestion de l'offre et le droit de réparation pour les agriculteurs.

En ce qui concerne l'alimentation, les témoins ont parlé du soutien aux banques alimentaires et aux systèmes alimentaires locaux, de la fabrication d'aliments et du code de conduite pour les épiceries. En matière de pêches, le Comité a entendu des propositions liées à la recherche scientifique et à l'évaluation des stocks, aux pêches de propriétaires-exploitants, aux permis de pêche et à d'autres mesures visant les pêches, comme le Fonds des pêches de l'Atlantique.

### **Recommandation 29**

**Bonifie le programme Agri-stabilité, en augmentant le taux de couverture à 85 % de la marge de référence, tout en maintenant le taux d'indemnisation de 80 % introduit avec le Partenariat canadien pour une agriculture durable.**

### **Recommandation 30**

**Continue de soutenir les agriculteurs au moyen du Programme de paiements anticipés, en voyant à ce que le plafond sans intérêt pour les avances soit augmenté de façon permanente.**



### **Recommandation 31**

**Mette en place un programme d'aide spéciale, spécifique au secteur agricole, pour limiter la répercussion de la hausse des taux d'intérêt sur la santé financière des entreprises agricoles.**

### **Recommandation 32**

**Renforce l'investissement dans l'agriculture en établissant des partenariats avec les entreprises pour la recherche, le développement de produits et la commercialisation du secteur agroalimentaire, tout en élaborant des mécanismes politiques et des soutiens pour inciter le secteur privé à investir dans la recherche et le développement.**

### **Recommandation 33**

**Soutienne l'augmentation des investissements dans la transformation des produits agricoles afin d'aider le Canada à répondre à la demande alimentaire mondiale, tout en favorisant l'activité économique à valeur ajoutée dans les produits de base destinés à l'exportation.**

### **Recommandation 34**

**Mette en œuvre un nouveau programme national d'aide, sur le modèle du Programme canadien d'adoption du numérique, qui faciliterait la planification de la gestion des risques et l'atténuation de ceux-ci dans les exploitations agricoles.**

### **Recommandation 35**

**Protège les terres agricoles et facilite l'accès à la relève avec la création d'un programme agri-dons et d'un fonds pour soutenir l'accès aux terres agricoles.**

### **Recommandation 36**

**Prévoit des montants ambitieux pour permettre l'atteinte des objectifs et indicateurs qui seront établis dans le cadre de la Stratégie pour une agriculture durable.**

### **Recommandation 37**

**Favorise l'émergence des pratiques agricoles durables en finançant la formation et l'embauche de 1 000 agents en services-conseils supplémentaires et en bonifiant le fonds d'action à la ferme pour le climat.**

**Recommandation 38**

**Accorde un budget stable et prévisible en recherche et innovation agronomiques et agroenvironnementales.**

**Recommandation 39**

**Offre un programme de partage des coûts de certification biologique.**

**Recommandation 40**

**Modifie les critères d'admissibilité au Programme des technologies propres en agriculture afin de le rendre accessible aux plus petites entreprises et en uniformiser l'accès, indépendamment du type de clientèle.**

**Recommandation 41**

**Veille à ce que les initiatives liées à la durabilité soient axées sur les agriculteurs et les aide à s'adapter aux effets des changements climatiques.**

**Recommandation 42**

**Mette en œuvre des mesures pour promouvoir l'agriculture durable pour aider le Canada à devenir un chef de file de l'agriculture durable et novatrice grâce à un système alimentaire résilient et diversifié.**

**Recommandation 43**

**Accorde un crédit d'impôt à l'investissement de 40 % aux entreprises agricoles de petite taille qui font l'acquisition d'équipement pour assurer leur croissance et leur rentabilité.**

**Recommandation 44**

**Adopte de façon permanente une déduction pour amortissement accéléré pour toutes les catégories de matériel agricole, permettant ainsi aux producteurs d'amortir 100 % de leur capital affecté à l'achat de matériel agricole au cours de la première année.**

**Recommandation 45**

**Veille à ce que toute modification législative apportée aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* régulant les transferts intergénérationnels ne décourage pas les transferts familiaux véritables.**



#### **Recommandation 46**

**Élimine ou limite le gain en capital imposable lors du don ou de la vente à faible coût de certains actifs agricoles à un neveu ou à une nièce.**

#### **Recommandation 47**

**Crée un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel pour les propriétaires forestiers canadiens.**

#### **Recommandation 48**

**Plaide en faveur de l'élimination des obstacles non tarifaires au commerce dans les accords commerciaux internationaux qui limitent l'accès au marché des produits canadiens.**

#### **Recommandation 49**

**Mette en œuvre des mesures pour défendre le droit des agriculteurs à réparer leur propre machinerie agricole.**

#### **Recommandation 50**

**Offre des incitatifs aux entreprises de préparation d'aliments et de boissons pour qu'elles investissent dans l'innovation et stimulent la compétitivité grâce à l'automatisation et à la numérisation accrues.**

#### **Recommandation 51**

**Assure une approche cohérente et coordonnée pour soutenir la résilience de la chaîne d'approvisionnement du système alimentaire canadien, y compris en :**

- **mettant en œuvre les recommandations du Groupe de travail national sur la chaîne d'approvisionnement;**
- **investissant dans la surveillance continue et la collecte de renseignements relatifs aux chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales et canadiennes;**
- **investissant dans des mesures visant à protéger le système alimentaire canadien des chocs externes et à soutenir la résilience de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, en commençant par une évaluation**

**critique des principaux facteurs de risque et des vulnérabilités tout au long de la chaîne d’approvisionnement alimentaire;**

- **établissant des protocoles pour mobiliser les intervenants en cas de perturbation grave de la chaîne d’approvisionnement alimentaire nationale ou régionale;**
- **travaillant avec les gouvernements infranationaux pour garantir une approche cohérente de la gestion des urgences, y compris un système de communication à point de contact unique pour l’industrie.**

#### **Recommandation 52**

**Réduise la dépendance à l’égard des aliments importés en investissant dans des infrastructures de transport, d’entreposage et de stockage frigorifique intra et interprovinciales pour réduire le gaspillage alimentaire, les coûts de transport et les émissions de gaz à effet de serre.**

#### **Recommandation 53**

**Contribue à une saine alimentation abordable dans les institutions publiques en renforçant les infrastructures et les capacités des institutions et organismes partenaires.**

#### **Recommandation 54**

**Fasse des investissements visant à améliorer l’accès aux aliments nutritifs et traditionnels, aux systèmes alimentaires durables et aux initiatives de protection de l’environnement.**

#### **Recommandation 55**

**Fasse des espèces commerciales importantes, comme le maquereau, le crabe des neiges, le phoque, la crevette nordique et la morue du Nord, une priorité pour évaluer la santé des espèces marines du Canada et pour établir des plans de gestion fondés sur ces évaluations.**

#### **Recommandation 56**

**Accroisse le financement consacré à la recherche halieutique afin de mieux éclairer la prise de décisions aux fins de la gestion de ces ressources.**



### **Recommandation 57**

**Finance la recherche scientifique visant à établir des données de référence dans les zones de pêche où la production d'énergie éolienne est proposée.**

### **Recommandation 58**

**Réduise d'au moins 50 % le nombre de permis pour certaines espèces comme le poisson de fond, le thon, le hareng et le maquereau grâce à un programme ciblé de rachat de permis pour que ces pêcheries correspondent aux quotas disponibles.**

## **Transport**

En ce qui concerne le transport, des témoins ont présenté des propositions pour soutenir le développement des aéroports et améliorer l'expérience des voyageurs, notamment en simplifiant les procédures de douane et d'immigration. D'autres témoins ont formulé des propositions liées à une stratégie nationale sur les chaînes d'approvisionnement et à l'interconnexion du trafic ferroviaire.

Le Comité a reçu des propositions de mesures incitatives pour l'achat de VÉ et de mesures visant à améliorer l'offre de VÉ au Canada. À ce sujet, le Comité a également entendu parler de l'obligation relative aux ventes de VÉ, de mesures pour réduire le nombre de véhicules à combustible fossile et d'initiatives pour soutenir l'installation d'infrastructures de recharge.

### **Recommandation 59**

**Investisse dans des initiatives et des services de modernisation gouvernementaux susceptibles d'améliorer l'expérience des passagers dans les aéroports canadiens.**

### **Recommandation 60**

**Élargisse le programme actuel des voyageurs vérifiés pour en faire un véritable programme de voyageurs dignes de confiance au Canada semblable au programme TSA PreCheck des États-Unis.**

### **Recommandation 61**

**Entreprene un examen du mandat de l'Office des transports du Canada et lui accorde plus d'indépendance et de pouvoirs et un financement proportionnel pour répondre plus efficacement aux problèmes de la chaîne d'approvisionnement.**

### **Recommandation 62**

**Poursuive les incitatifs à l'achat de véhicules légers zéro émission en :**

- **basant le programme de remboursement pour les véhicules zéro émission (VZE) sur le rapport entre le prix et l'autonomie électrique;**
- **finançant les remboursements pour les VZE grâce à un système de redevance-remise selon lequel les achats des nouveaux véhicules les plus polluants seraient soumis à des redevances pollueur-payeur;**
- **mettant en place un programme d'incitatifs axé sur les revenus afin de rendre les VZE plus accessibles pour les consommateurs à faible et à moyen revenu;**
- **retirant le plafond du programme iVZE pour les parcs de véhicules à usage élevé, comme ceux des entreprises de taxi, de covoiturage et de voiturage;**
- **travaillant avec des organismes de véhicules électriques fiables pour éduquer les consommateurs et pour soutenir l'effectif des ventes de l'industrie;**
- **mettant en place un programme de mise au rancart écologique visant les véhicules polluants offrant des remboursements pour des modes de transport à zéro émission.**

### **Recommandation 63**

**Poursuive les incitatifs à l'achat de véhicules moyens, lourds et hors-route zéro émission en :**

- **continuant à fournir un financement prévisible et à long terme aux municipalités, aux sociétés de transport en commun et aux exploitants d'autobus scolaires qui convertissent leur flotte à l'électricité, notamment en rendant le financement du programme FTCZE plus facilement accessible à ces derniers et en menant des campagnes de sensibilisation portant sur les opportunités de financement;**



- **accélérant les analyses de rentabilisation des flottes de véhicules moyens et lourds zéro émission grâce à des fonds destinés à la planification de la transition et à l'achat de camions électriques.**

#### **Recommandation 64**

**Accélère l'accès à l'infrastructure de recharge pour les véhicules électriques (VÉ) en :**

- **fixant des cibles conformes aux derniers rapports de Ressources naturelles Canada sur les besoins en matière d'infrastructures publiques et résidentielles dans des endroits clés, incluant des cibles précises pour les communautés nordiques, rurales et autochtones;**
- **incluant des dispositions pour que tous les nouveaux espaces de stationnement résidentiels soient prêts pour la recharge des VÉ lors de la prochaine révision des codes nationaux du bâtiment et des codes électriques et que de 20 à 40 % des nouveaux espaces de stationnement non résidentiels soient également équipés de l'infrastructure électrique de base nécessaire pour la recharge des VÉ;**
- **mettant en place, en particulier dans les zones urbaines à forte densité, des centres de recharge sur des terrains publics sous-utilisés, qui soient ouverts à tous les exploitants de bornes de recharge sans exclusivité et accessibles au public;**
- **soutenant l'installation de panneaux électriques plus récents et plus efficaces et d'une infrastructure de recharge des VÉ par le biais des programmes existants d'amélioration de l'efficacité énergétique des maisons;**
- **développant un programme de subventions incitatives pour soutenir la mise en place d'installations de recharge de VÉ à grande échelle et les mises à niveau des services électriques afin d'encourager le secteur des véhicules moyens et lourds, en particulier le sous-secteur des camions.**

## **Tourisme**

En matière de tourisme, le Comité a reçu des propositions portant sur le développement de liaisons aériennes, l'industrie des autobus interurbains, les navires de croisière, les traversiers et les ports. Des témoins ont également réclamé des investissements dans les infrastructures et actifs touristiques, de même qu'une capacité accrue pour accélérer les

procédures de résidence temporaire pour les touristes étrangers et le traitement et les formalités douanières pour les navires de croisière.

**Recommandation 65**

**Finance la mise en œuvre d'une stratégie axée sur la main-d'œuvre pour l'industrie touristique autochtone du Canada.**

**Recommandation 66**

**Fournisse un financement de base à RH Tourisme Canada pour soutenir les initiatives stratégiques en faveur de la croissance de la main-d'œuvre dans le secteur du tourisme.**

## **Institutions financières et systèmes de paiement**

Pour ce qui est des institutions financières et des systèmes de paiement, des témoins ont proposé la création d'un système bancaire ouvert au Canada, y compris en ce qui concerne sa structure de gouvernance et ses règles pour le partage de données entre les participants. En outre, des témoins ont formulé des propositions sur la mise en place d'un système de paiement en temps réel.

Le Comité a également entendu des propositions sur le cadre réglementaire pour les hypothèques, les restrictions quant aux investissements à l'étranger pour les régimes de retraite, l'imposition des institutions financières, la protection financière des consommateurs, la littératie financière et le régime de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement des activités terroristes.

**Recommandation 67**

**Renforce la surveillance et la gouvernance du système bancaire ouvert du Canada en créant une entité adaptée aux circonstances pour gérer l'administration du système.**

**Recommandation 68**

**Publie un code de conduite qui précise les règles de partage des données dans le secteur financier canadien en veillant à ce que tous les participants accrédités au système bancaire ouvert du Canada répondent à un ensemble commun et transparent d'exigences et de normes.**



### **Recommandation 69**

**Appuie les efforts de Paiements Canada pour créer un nouveau système de paiement en temps réel.**

### **Recommandation 70**

**Modifie la *Loi canadienne sur les paiements* pour donner aux banques, aux coopératives de crédit et aux fournisseurs de services de paiement réglementés un accès égal aux systèmes de paiement en temps réel du Canada.**

### **Recommandation 71**

**Adopte une réglementation obligeant les fonds de pension à se constituer une réserve pour les investissements dans des actifs étrangers, de manière à favoriser les investissements au Canada.**

### **Recommandation 72**

**Établit un groupe de discussion permanent composé de représentants de l'industrie, du gouvernement et des organismes de réglementation ayant pour mandat de réaliser des examens semi-annuels de l'écosystème hypothécaire réglementé du Canada, particulièrement les effets des nouveaux règlements sur les entreprises de prêt de toutes les tailles, et de mettre sur pied un cadre permettant d'évaluer les propositions du gouvernement, de vérifier que celles-ci répondent aux besoins uniques des petites et moyennes institutions financières réglementées et qu'elles n'ont pas de conséquences néfastes.**

## **Mesures d'allègement temporaires**

Les témoins qui ont abordé le sujet des mesures d'allègement temporaires ont demandé une prolongation des délais pour le remboursement des prêts au titre du compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, de même que des modifications au Fonds d'aide et de relance régionale et au Programme de crédit pour les secteurs très touchés afin de donner plus de souplesse en ce qui concerne le remboursement. Des témoins ont aussi parlé de mesures visant à aider les petites et moyennes entreprises (PME) à se remettre des contrecoups des feux de forêt de l'été 2023 et de la pandémie de COVID-19.

### **Recommandation 73**

**Mette en place un programme de contributions non-remboursables ou de prêts sans intérêt dédié aux petites et moyennes entreprises affectées par les feux de forêt de l'été 2023.**

### **Recommandation 74**

**Repousse la date limite de remboursement au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et prolonge l'accès à la portion non remboursable pour une période maximale de deux ans, soit jusqu'à la fin de 2025.**

## **Cadre réglementaire**

En ce qui concerne le cadre réglementaire, un certain nombre de témoins a prôné une plus grande collaboration avec les provinces, les territoires et les entreprises afin de réduire les obstacles au commerce intérieur, notamment ceux qui sont liés à la mobilité de la main-d'œuvre, à l'accréditation et au transport. Des témoins ont également parlé des évaluations des répercussions environnementales, de la délivrance de permis, de l'efficacité réglementaire (y compris pour les petites entreprises et les produits de santé) et de la règle du « un pour un ». En outre, des propositions relatives aux droits réglementaires pour les producteurs de cannabis, aux licences et aux contrôles en matière d'exportation, à la réglementation du secteur de l'électricité et à la capacité de certification aéronautique de Transports Canada ont été présentées au Comité.

### **Recommandation 75**

**Promeuve la mise en œuvre de la reconnaissance mutuelle pour éliminer les obstacles au commerce interprovincial et établisse un registre public afin de mettre en lumière les obstacles au commerce interprovincial et d'encourager les gouvernements à les justifier ou à les éliminer.**

### **Recommandation 76**

**Assure la clarté, la certitude et la prévisibilité des règles d'évaluation environnementale applicables aux grands projets.**



### **Recommandation 77**

**Modernise les cadres réglementaires du Canada pour améliorer les protections environnementales, sociales et économiques tout en augmentant l'investissement, la croissance et l'emploi.**

### **Recommandation 78**

**Ajoute un mandat économique et de compétitivité pour les organismes de réglementation afin d'encourager des réglementations gérables qui soutiennent la croissance économique et prennent en compte la compétitivité du Canada sur le marché mondial.**

### **Recommandation 79**

**Allège le fardeau réglementaire qui pèse sur les entreprises canadiennes et collabore avec l'industrie et nos partenaires commerciaux internationaux pour garantir l'efficacité et l'alignement de la réglementation.**

### **Recommandation 80**

**Fournisse des ressources pour améliorer la capacité de certification aéronautique de Transports Canada.**

### **Recommandation 81**

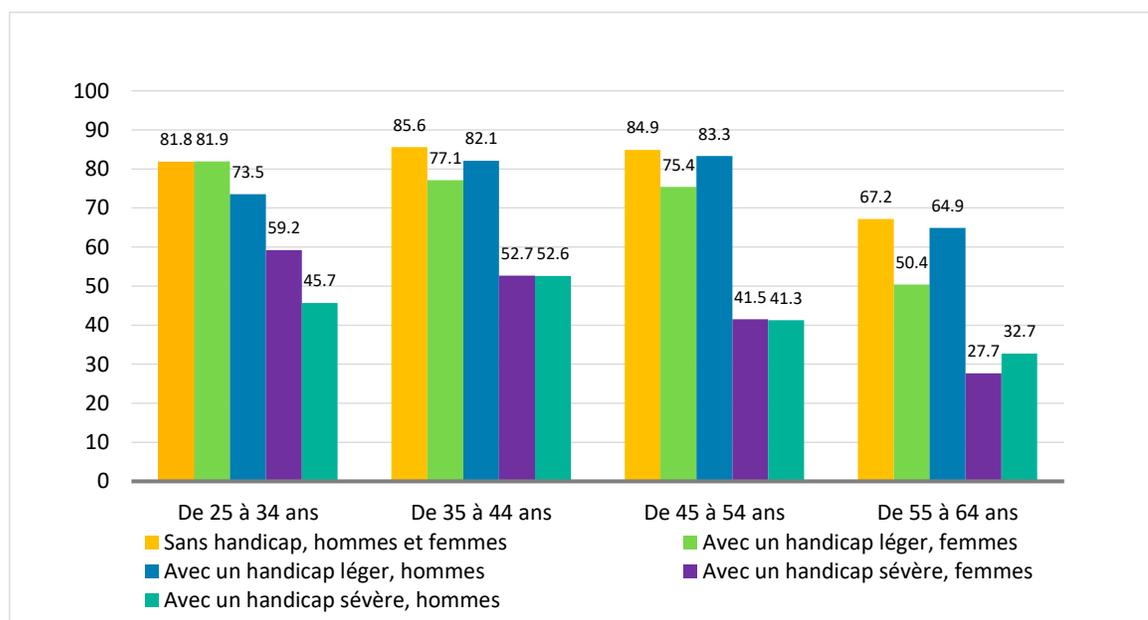
**Facilite les processus de délivrance des permis d'exportation et de contrôle des exportations et les harmonise avec ceux des alliés du Canada.**

## **SOUTIEN AUX PERSONNES**

Le 22 juin 2023, la *Loi sur la prestation canadienne pour les personnes handicapées* (LPCPH) a reçu la sanction royale. La LPCPH définit le cadre législatif d'une nouvelle prestation qui sera offerte par le gouvernement du Canada. Comme l'indique la LPCPH, la loi a pour objet de réduire la pauvreté et de renforcer la sécurité financière des personnes handicapées en âge de travailler, qui, comme le souligne le préambule, sont souvent confrontées à des obstacles à l'emploi ainsi qu'à de l'exclusion économique et sociale. Selon Emploi et Développement social Canada, c'est « un engagement clé et [...] un pilier important du Plan d'action pour l'inclusion des personnes en situation de handicap [(le Plan d'action)] », lequel vise à faire du Canada un pays plus inclusif à l'égard des personnes qui affirment avoir au moins un handicap.

Les plus récents [Rapports sur l'incapacité et l'accessibilité au Canada](#) (les Rapports) de Statistique Canada indiquent qu'en 2017, il y avait 3,7 millions d'adultes en âge de travailler (entre 25 et 64 ans) qui s'identifiaient comme une personne présentant un ou plusieurs handicaps, ce qui représentait 20 % de la population totale de ce groupe d'âge. Lorsqu'on les compare aux adultes en âge de travailler sans handicap, les adultes en âge de travailler en situation de handicap affichaient un taux d'emploi inférieur (59 % par rapport à 80 %). La figure 2 montre que le taux d'emploi est considérablement plus faible chez les personnes qui présentent un handicap sévère, peu importe le groupe d'âge. Les adultes en âge de travailler en situation de handicap étaient également plus susceptibles de travailler à temps partiel, avaient un revenu personnel médian après impôt moins élevé et étaient plus susceptibles de vivre dans la pauvreté.

**Figure 2 — Taux d'emploi de la population canadienne âgée de 25 à 64 ans, selon l'état de la personne en situation de handicap, la sévérité du handicap, le groupe d'âge et le sexe, 2016 (%)**



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Stuart Morris et coll., [Un profil de la démographie, de l'emploi et du revenu des Canadiens ayant une incapacité âgés de 15 ans et plus](#), Rapports sur l'enquête canadienne sur l'incapacité, Statistique Canada, 2017, 28 novembre 2018.

Comme le souligne également le [préambule](#) de la LPCPH, ces défis et obstacles peuvent être aggravés en raison d'autres identités croisées, comme le statut d'Autochtone, le sexe et l'âge, ce qui entraîne des obstacles additionnels pour les personnes en situation de handicap. Comme l'indique le Plan d'action, environ 20 % de la population



canadienne âgée de 15 ans et plus présentait au moins un handicap, mais le taux grimpeait à près d'un sur trois chez les Autochtones. En ce qui concerne le genre, les Rapports ont révélé que « les hommes avec une incapacité moins sévère ou sans incapacité présentaient des taux d'emploi plus élevés que les femmes dans presque tous les groupes d'âge ». En ce qui concerne l'incidence de l'âge, les Rapports soulignent également que le taux d'emploi des adultes âgés de 55 à 64 ans présentant un handicap plus sévère était près de la moitié de celui des personnes âgées de 25 à 34 ans (30 % par rapport à 54 %). Finalement, les Rapports indiquent que le niveau de revenu personnel des adultes en âge de travailler est « fortement lié à la sévérité de l'incapacité », les femmes ayant des niveaux de revenu personnel globalement inférieurs à ceux des hommes.

En plus des personnes en situation de handicap, les témoins ont discuté des mesures relatives à l'emploi et à la main d'œuvre, à l'immigration, à l'éducation, à la formation professionnelle, à la santé, aux peuples autochtones, à l'enfance, aux familles et à la politique sociale, ainsi qu'aux aînés et à la retraite.

## Personnes en situation de handicap

Au sujet des mesures de soutien pour les personnes en situation de handicap, plusieurs témoins ont abordé la nouvelle prestation canadienne pour les personnes handicapées. Des témoins ont également souligné la nécessité de fournir du soutien financier additionnel aux personnes en situation de handicap, notamment celles qui sont autochtones. Finalement, le Comité a entendu des témoignages portant sur le crédit canadien pour aidant naturel.

### Recommandation 82

**Fasse des investissements visant à soutenir l'intégrité du Programme d'aide à la vie autonome et à l'adapter à la croissance démographique et à l'inflation.**

### Recommandation 83

**Finance correctement les Premières Nations pour qu'elles puissent répondre aux exigences des normes modernes d'accessibilité et remédier aux iniquités auxquelles sont confrontées les personnes en situation de handicap.**

#### **Recommandation 84**

**Mette en place une prestation provisoire pour les personnes handicapées en âge de travailler, améliore la Prestation pour enfants handicapés et les prestations pour proches aidants.**

#### **Recommandation 85**

**Finance adéquatement la prestation canadienne pour les personnes handicapées pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire chez les personnes handicapées.**

#### **Recommandation 86**

**Élargisse le crédit canadien pour aidant naturel pour en faire une prestation remboursable et libre d'impôt.**

### **Emploi et main-d'œuvre**

En ce qui concerne l'emploi et la main-d'œuvre, plusieurs témoignages ont porté sur l'assurance-emploi. Le Comité a entendu des propositions visant à développer et à conserver la main-d'œuvre dans certains secteurs, tels que l'aérospatial, la fabrication et l'exportation, le tourisme et la santé. L'immigration, les travailleurs âgés et les programmes en matière d'emploi ont également été discutés dans le cadre de propositions soumises au Comité afin de remédier à la pénurie de main-d'œuvre. Le Comité a aussi entendu des propositions pour améliorer le Programme des travailleurs étrangers temporaires, ainsi que pour favoriser le talent, la productivité, la recherche et l'innovation au Canada. Finalement, des témoins ont parlé des conditions de travail, des approches à la gestion des conflits du travail, et des mesures de protection des employés du secteur public fédéral et des travailleurs de la santé.

#### **Recommandation 87**

**Adopte les recommandations contenues dans le rapport du Comité d'experts sur les normes du travail fédérales modernes, y compris des mesures de protection contre les représailles pour les travailleurs non syndiqués qui prennent des mesures collectives en milieu de travail, et mette à l'essai la négociation collective au niveau sectoriel dans le secteur privé réglementé par le fédéral.**

#### **Recommandation 88**

**Établisse une contribution gouvernementale annuelle au régime d'assurance-emploi.**



### **Recommandation 89**

**Réforme et de bonifie le régime d'assurance-emploi, y compris en :**

- **fournissant jusqu'à 50 semaines de prestations régulières d'assurance-emploi;**
- **accroissant l'admissibilité dans tous les secteurs et dans toutes les classifications d'emploi, incluant en offrant l'assurance-emploi aux travailleurs autonomes;**
- **augmentant les taux des prestations d'assurance-emploi et en relevant le plafond des gains assurables pour tous les prestataires de façon à assurer un revenu de subsistance;**
- **prolongeant la période de prestations d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les proches aidants devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche;**
- **mettant fin à la restriction de 50 semaines sur les prestations spéciales et les prestations régulières combinées, qui pénalise de façon disproportionnée les femmes;**
- **fournissant l'accès à l'assurance-emploi à tous les travailleurs migrants.**

### **Recommandation 90**

**Remplace la migration temporaire mal payée par l'immigration permanente et réforme le programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme de mobilité internationale en :**

- **remplaçant les permis de travail liés par des permis ouverts;**
- **établissant une voie d'accès à la résidence permanente pour tous les travailleurs migrants mal payés qui veulent présenter une demande;**
- **donnant le droit aux travailleuses et aux travailleurs qui participent au programme des travailleurs étrangers temporaires de changer d'employeur;**
- **simplifiant le processus de demande, en augmentant la transparence pour les demandeurs, en permettant aux employeurs de bénéficier**

**d'une meilleure prévisibilité et en identifiant des mesures pour remédier aux retards de traitement, en particulier pour les demandes provenant du Québec.**

**Recommandation 91**

**Crée un volet consacré aux secteurs du tourisme et de la restauration comportant une voie d'accès à la résidence permanente dans le cadre du programme des travailleurs étrangers temporaires.**

**Recommandation 92**

**Accélère la mise en œuvre du programme des employeurs de confiance.**

**Recommandation 93**

**Exempte temporairement les restaurants employeurs de l'exigence relative à l'évaluation de l'impact sur le marché du travail.**

**Recommandation 94**

**Apporte des changements urgents et nécessaires au régime d'assurance-emploi pour les travailleurs saisonniers dans les industries du tourisme et de la pêche, notamment de Terre-Neuve et du Labrador.**

**Recommandation 95**

**Réponde à l'enjeu lié au taux de chômage ajusté, qui a placé un grand nombre de travailleurs saisonniers dans une position où ils risquent d'accumuler un nombre de semaines ou d'heures d'emploi insuffisant pour établir leur admissibilité à des prestations d'assurance-emploi.**

**Recommandation 96**

**Mette en œuvre des solutions permanentes aux défis liés à l'emploi saisonnier, comme des programmes ou des incitatifs pour effectuer la transition vers un emploi à l'année.**

**Recommandation 97**

**Élabore une stratégie pour les travailleurs âgés qui encourage et appuie les personnes âgées qui souhaitent retourner au travail ou continuer à travailler après la retraite,**



**incluant en renforçant les mesures d'incitation au travail, tout en aidant les employeurs à réussir dans leur secteur d'activité.**

**Recommandation 98**

**Mette en place un crédit d'impôt remboursable pour prolongation de carrière afin d'inciter les travailleurs d'expérience à se maintenir en emploi.**

**Recommandation 99**

**Annule les réductions de l'Allocation canadienne pour enfants, rembourse la dette liée à la Prestation canadienne d'urgence (PCU), et mette en place une amnistie pour le remboursement de la PCU.**

**Recommandation 100**

**Collabore avec les provinces, les territoires et les municipalités pour assurer une approche coordonnée en matière de logement abordable, de transport public et d'autres infrastructures nécessaires à la main-d'œuvre locale.**

**Recommandation 101**

**Élabore et soutienne financièrement un plan de développement de la main-d'œuvre aérospatiale qui comprend des programmes de main-d'œuvre qualifiée, des processus d'immigration rationalisés et des initiatives de mobilisation des jeunes.**

**Recommandation 102**

**Mette en place un crédit d'impôt pour les infirmières et infirmiers et les autres professionnels de la santé pour encourager le maintien en poste et le retour des professionnels de la santé sur le marché du travail.**

**Recommandation 103**

**Fournisse un financement pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan stratégique national, ainsi qu'un secrétariat qui soutiendrait ce plan, sur la main-d'œuvre pour l'agriculture et la préparation d'aliments et de boissons.**

## **Immigration**

Au sujet de l'immigration, les témoignages ont porté sur le processus de demande et ses longs délais, ainsi que sur la place de l'immigration dans l'économie canadienne. Les

témoins ont aussi abordé l'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis, l'accord de parrainage entre Syria-Antigonish Families Embrace et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et le processus de reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger. Finalement, les témoins ont également souligné l'importance des services de soutien aux immigrants et du financement de ces services.

**Recommandation 104**

**Réinvestisse dans les ambassades nord africaines pour réduire les délais de traitement des dossiers d'immigration en provenance de ces régions.**

**Recommandation 105**

**Élabore des programmes d'immigration stratégiques, fondés sur les compétences et alignés sur les besoins en matière de main-d'œuvre, y compris ceux du secteur de la fabrication.**

**Recommandation 106**

**Continue de financer les services de soutien à l'immigration.**

## **Éducation**

En ce qui concerne l'éducation, les témoins ont souligné l'importance du financement et de l'investissement en matière d'éducation, notamment pour soutenir la scolarisation postsecondaire des Premières Nations, tant au niveau des infrastructures (incluant les infrastructures vertes) et des institutions que des programmes et des bourses d'études. Le Comité a également entendu des témoignages portant sur les besoins au niveau de la recherche, ainsi que les besoins des étudiants en matière de logement et de soutien en santé mentale.

**Recommandation 107**

**Fasse des investissements fondés sur des besoins réels pour combler le fossé en matière d'éducation et remédier aux déficits de financement dans les domaines des langues, de l'éducation, du transport et des installations.**



#### **Recommandation 108**

**Fasse des investissements pour construire, remplacer, réparer et agrandir immédiatement les écoles et les centres d'enseignement des Premières Nations et éliminer la surpopulation dans ces établissements.**

#### **Recommandation 109**

**Fasse des investissements pour les étudiants, les établissements, les programmes communautaires et les tables techniques permanentes pour faire progresser les modèles d'enseignement postsecondaire des Premières Nations.**

#### **Recommandation 110**

**Fasse des investissements pour élargir les programmes d'éducation des adultes qui répondent aux besoins particuliers des apprenants adultes des Premières Nations.**

#### **Recommandation 111**

**Ordonne à la Société canadienne d'hypothèques et de logement de réviser la Stratégie nationale sur le logement afin de prioriser et d'établir un programme de financement pour aider les universités à bâtir des logements étudiants abordables et accessibles sur le campus et à l'extérieur.**

#### **Recommandation 112**

**Débloque l'offre de logements en investissant pour appuyer l'ajout de 75 000 logements destinés aux étudiants devant être achevés d'ici six ans.**

#### **Recommandation 113**

**S'engage à l'égard d'un cadre national d'éducation postsecondaire qui établit un financement et des normes robustes et fiables pour tous les établissements d'enseignement postsecondaire au pays, assurant un enseignement public abordable, accessible et de qualité pour tous, et des conditions de travail décentes pour les employés de ces institutions**

#### **Recommandation 114**

**Mette en place un seuil minimum par établissement d'enseignement supérieur pour l'octroi de bourses d'études supérieures du Canada à la maîtrise et au doctorat afin que ces bourses soient distribuées plus équitablement parmi les universités canadiennes.**

#### **Recommandation 115**

**Augmente le nombre et la valeur des bourses d'études supérieures et des bourses postdoctorales et investisse significativement dans les programmes de bourses d'études supérieures du Canada (BÉSC) à la maîtrise et au doctorat en :**

- **rehaussant la valeur annuelle des BÉSC offertes par les trois conseils subventionnaires et en l'ajustant à l'inflation sur une base annuelle;**
- **doublant le nombre de BÉSC offertes à la maîtrise et au doctorat;**
- **prolongeant de 12 mois la durée des BÉSC afin de l'arrimer à la durée prévue de la majorité des programmes de maîtrise et de doctorat.**

#### **Recommandation 116**

**Élargisse les possibilités de recherche pour les étudiants de premier cycle dans le cadre de programmes existants des conseils subventionnaires.**

#### **Recommandation 117**

**Augmenter le budget de base des conseils subventionnaires pour les programmes de base, comme l'a recommandé le Comité consultatif sur le système fédéral de soutien à la recherche, et dédie des fonds à la recherche non médicale ce qui permettrait aux subventions octroyées d'être plus représentatives de la diversité disciplinaire du domaine de la santé et des services sociaux.**

#### **Recommandation 118**

**Investisse significativement dans Patrimoine Canada afin de soutenir la production, la publication et la diffusion de la science en français.**

#### **Recommandation 119**

**S'assure, en collaboration avec les établissements universitaires, que tous les ministères fédéraux disposent de budgets destinés à soutenir leurs besoins de recherche afin de répondre aux priorités scientifiques et technologiques du Canada.**



### **Recommandation 120**

**Investisse pour embaucher 1 200 nouveaux conseillers afin de surmonter la crise de santé mentale qui sévit dans les établissements d'enseignement postsecondaire partout au Canada.**

### **Recommandation 121**

**Investisse et travaille avec ses partenaires provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones, ainsi qu'avec divers intervenants, pour élaborer une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles et pour travailler à l'élaboration d'un programme de repas nutritifs dans les écoles.**

### **Recommandation 122**

**Conçoive, promeuve et renforce l'appui aux programmes de littératie financière offerts à la population canadienne par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada.**

### **Recommandation 123**

**Crée 750 nouveaux postes de chaires de recherche du Canada pour les chercheurs en début et en milieu de carrière (niveau II), assortis d'un soutien opérationnel à la recherche pendant cinq ans et de fonds pour l'infrastructure de recherche.**

## **Formation professionnelle**

Au sujet de la formation professionnelle, les témoins ont discuté d'accès à l'éducation professionnelle, d'alphabétisation et du rôle des programmes de formation. Le Comité a également reçu des propositions relatives aux programmes de recyclage, à l'apprentissage intégré au travail et aux stages, ainsi qu'aux stratégies pour financer tant la formation de la main-d'œuvre que sa formation continue et son perfectionnement.

### **Recommandation 124**

**Investisse dans une stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre solide qui reconnaît explicitement le travail et l'infrastructure de soins dans le cadre du Plan pour des emplois durables.**

**Recommandation 125**

**Crée un conseil consultatif permanent « tripartite plus » chargé de fournir des avis et des recommandations au ministre en ce qui concerne le développement des compétences et la politique du marché du travail.**

**Recommandation 126**

**Accorde la priorité à un vaste accès à l'éducation professionnelle, aux possibilités de formation et d'apprentissage pour l'ensemble des travailleurs, au moyen d'incitatifs ciblés visant à accroître les possibilités pour les groupes défavorisés et mal desservis, y compris les femmes, les Autochtones, les jeunes, les travailleurs peu spécialisés, les personnes handicapées, les nouveaux arrivants au Canada et les minorités visibles.**

**Recommandation 127**

**Assure un financement de base aux organisations d'alphabétisation et investisse dans un nouveau programme national d'alphabétisation en milieu de travail offert en partenariat avec les syndicats.**

**Recommandation 128**

**Mette en œuvre des solutions permanentes aux défis liés à l'emploi saisonnier, comme des programmes de recyclage et du soutien pour faciliter la transition vers le milieu du travail.**

**Recommandation 129**

**Remplace le crédit canadien pour la formation par un régime volontaire d'épargne formation continue.**

**Recommandation 130**

**Procède rapidement à l'annonce des investissements à venir jusqu'en 2030 du Programme de stages pratiques pour étudiants.**

**Recommandation 131**

**Bonifie le programme d'Emploi d'été Canada pour ramener le financement au niveau de 2021.**



### **Recommandation 132**

**Collabore avec les provinces et les territoires pour soutenir des programmes pour le recyclage et le perfectionnement des compétences en vue de répondre aux besoins du marché du travail.**

## **Santé**

En ce qui concerne la santé, le Comité a reçu des propositions visant à améliorer les services de santé disponibles aux Premières Nations, dans le respect de leur autonomie. Des témoins ont aussi abordé l'économie des soins et le financement du secteur des soins, ainsi que le recrutement et la rétention des professionnels de la santé formés à l'étranger. Finalement, d'autres témoins ont discuté des besoins en matière de santé mentale, de soins dentaires, de services de prévention et d'intervention en cas de crise, des innovations en matière de soins de santé, ainsi que de certains enjeux liés à la réglementation du cannabis et au régime national d'assurance-médicaments.

### **Recommandation 133**

**Renforce les effectifs des services de santé des Premières Nations, pour fournir des soins plus près du domicile et offrir des soins tout au long de la vie.**

### **Recommandation 134**

**Fasse des investissements visant à garantir que les Premières Nations dirigent effectivement la mise en œuvre des mesures législatives sur les soins de santé fondée sur les distinctions.**

### **Recommandation 135**

**Mette sur pied une commission sur l'économie des soins chargée de planifier, de coordonner et de surveiller les investissements, les changements stratégiques et les réformes réglementaires nécessaires pour renforcer systématiquement la prestation des soins et les services de soins au Canada.**

### **Recommandation 136**

**Collabore avec les provinces et les territoires, les syndicats, les employeurs et les organismes de réglementation pour élaborer une stratégie nationale visant à recruter, à immatriculer et à maintenir en poste de façon éthique des infirmières formées et**

**d'autres professionnels de la santé formés à l'étranger dans le système de santé canadien.**

**Recommandation 137**

**Intègre, dans les accords bilatéraux sur la santé conclus avec les provinces et les territoires, des mesures visant à exclure progressivement les agences privées de soins infirmiers des dépenses provinciales.**

**Recommandation 138**

**Assure le déploiement du programme d'assurance dentaire au bénéfice des personnes âgées ou, à défaut d'une entente avec les provinces et territoires, octroie directement un soutien financier en lien avec les soins dentaires aux personnes admissibles.**

**Recommandation 139**

**Accélère la mise en place d'un programme national public d'assurance-médicaments au Canada en harmonisant les échéanciers de mise en œuvre à ceux figurant dans le rapport final du Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments afin d'instaurer un régime public d'assurance-médicaments universel complet d'ici 2027.**

**Recommandation 140**

**S'assure que le nouveau régime pancanadien d'assurance-médicaments soit complémentaire au système québécois actuel, afin de préserver la flexibilité et l'universalité de ce dernier.**

**Recommandation 141**

**En consultation et en collaboration avec les municipalités, les provinces, les territoires et les peuples autochtones, augmente le financement en matière de santé mentale aux provinces et aux territoires, dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé ou en créant un transfert canadien en matière de santé mentale, ainsi qu'au Programme des services de santé non assurés, et qu'il accélère la prestation d'un financement accru et durable aux organismes et aux fournisseurs de services qui, à l'échelle du Canada, offrent des programmes et des services de santé mentale tenant compte des traumatismes, dont :**

- **des services de soutien par les pairs;**



- **des programmes de réadaptation pour les personnes atteintes de troubles de l'alimentation;**
- **des services de soutien pour les enfants d'âge scolaire, dans les écoles;**
- **des services de soutien pour des groupes précis, comme les jeunes, les populations autochtones, les jeunes femmes et les filles noires et racisées, les personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, queer, intersexuées et les personnes aux diverses identités sexuelles et de genre;**
- **des services de soutien dans le secteur de l'enfance et de la jeunesse;**
- **des services de soutien pour la littéracie en santé mentale et pour la formation en matière de régulation des émotions et d'empathie à l'intention des familles, des parents et des jeunes;**
- **des services de soutien sur les campus universitaires et collégiaux;**
- **des services de soutien pour les survivantes d'agression et de violence sexuelles;**
- **des services de soutien dans les communautés rurales et éloignées, y compris des soins cliniques et virtuels;**
- **des services de soutien adaptés à la culture pour les immigrantes, les réfugiées et les nouvelles arrivantes, femmes et filles ainsi que les résidentes temporaires.**

## **Peuples autochtones**

Au sujet des peuples autochtones, des témoins ont demandé un investissement accru, notamment afin de combler les inégalités et d'assurer la pleine participation des peuples autochtones, tout en assurant le respect de leurs droits à l'autodétermination et de leurs droits fonciers. Les témoins ont également abordé le règlement des revendications particulières et l'organisation de l'approvisionnement du gouvernement. Le Comité a en outre entendu des propositions visant à améliorer les infrastructures et l'accès au logement et à assurer la mise en œuvre des objectifs de développement durable et de lutte contre changements climatiques.

Des témoins ont aussi présenté au Comité des propositions visant à respecter le principe de Jordan, à promouvoir la santé mentale des travailleurs autochtones et à permettre aux organismes de bienfaisance de maintenir et d'accroître leur prestation de services auprès des peuples autochtones. Le Comité a en outre reçu des propositions en matière de réconciliation économique, de réduction de la pauvreté et de scolarisation postsecondaire des Inuits et de la Nation métisse. Finalement, des témoins ont souligné l'importance de rétablir la vérité, de la reconnaissance, de la réconciliation économique, des activités de commémoration, ainsi que de respecter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

**Recommandation 142**

**Fasse des investissements pour soutenir les prestations d'allègement de l'inflation pour les clients du programme d'aide au revenu des Premières Nations.**

**Recommandation 143**

**Fasse des investissements pour que les jeunes des Premières Nations puissent s'épanouir et pour faciliter leur passage à l'âge adulte.**

**Recommandation 144**

**Mette en œuvre les recommandations du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale à l'égard de ses récents rapports périodiques sur le Canada, y compris la réforme des lois fédérales, des politiques et des règlements pour les rendre conformes à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.**

**Recommandation 145**

**Alloue des ressources suffisantes aux processus conduits par les Premières Nations afin de garantir que les lois, les politiques et les réglementations du Canada répondent aux objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.**

**Recommandation 146**

**Prenne les mesures nécessaires et les mesures efficaces auxquelles l'oblige la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.**



#### **Recommandation 147**

**Investisse dans l'engagement des Premières Nations dans les lois, les politiques, les processus et les mécanismes qui contribuent au respect des droits à l'autodétermination et des droits fonciers.**

#### **Recommandation 148**

**Fasse des investissements pour appuyer la mise en place d'approches provisoires et transformationnelles pour l'accès aux terres et pour résoudre plus de 1 300 demandes d'ajouts aux réserves.**

#### **Recommandation 149**

**Crée un nouveau centre pour le règlement des revendications particulières pour coordonner l'élaboration et la mise en œuvre conjointe d'une réforme du processus de règlement des revendications particulières.**

#### **Recommandation 150**

**Investisse pour reconnaître officiellement les Premières Nations et les Premières Nations sans terres.**

#### **Recommandation 151**

**Investisse pour renforcer les capacités des Premières Nations et la mise en œuvre communautaire des objectifs de développement durable.**

#### **Recommandation 152**

**Investisse dans la lutte contre le changement climatique menée par les Premières Nations.**

#### **Recommandation 153**

**Investisse dans le renforcement des capacités, les initiatives menées par les Premières Nations et veille à ce que la gestion et la gouvernance menées par la Couronne respectent les droits inhérents, les traités, les titres, les compétences et les systèmes de connaissances.**

**Recommandation 154**

**Fasse des investissements permettant aux Premières Nations d'exercer une bonne gouvernance et de fournir des services adéquats à leurs citoyens, quel que soit leur lieu de résidence.**

**Recommandation 155**

**Mette en place une nouvelle organisation de l'approvisionnement encadrée par les Premières Nations pour aider les entreprises des Premières Nations à obtenir des marchés publics et à atteindre l'objectif fédéral de 5 % en matière d'approvisionnement autochtone.**

**Recommandation 156**

**Fasse des investissements pour la participation des Premières Nations à l'examen de la *Loi sur le cannabis*.**

**Recommandation 157**

**Rétablit la vérité et commémore le passé, notamment en veillant à ce que les activités de commémoration et les monuments nationaux soient encadrés par les Premières Nations et en procédant au rapatriement des artefacts et des dépouilles mortelles.**

**Recommandation 158**

**Reconnaisse les lois coutumières et les normes juridiques autochtones et remédie à la surreprésentation des Premières Nations dans le système de justice pénale.**

**Recommandation 159**

**Renforce les effectifs des services de mieux-être mental des Premières Nations afin de réduire l'épuisement professionnel et d'accroître l'accès à des interventions holistiques, fondées sur la culture et tenant compte des traumatismes intergénérationnels.**

**Recommandation 160**

**Reconnaisse l'obligation du Canada de fournir aux Premières Nations un financement suffisant, prévisible et durable pour combler les inégalités socioéconomiques et en matière d'infrastructures.**



#### **Recommandation 161**

**Veille à ce que les Premières Nations bénéficient de la même qualité de vie que les Canadiens non autochtones, de même que de conditions équitables et égales.**

#### **Recommandation 162**

**Réduise la fracture numérique des Premières Nations en respectant les normes minimales en matière de large bande énoncées dans La haute vitesse pour tous : la stratégie canadienne pour la connectivité.**

#### **Recommandation 163**

**Continue à fournir du financement aux organisations fournissant des services à l'enfance et à la famille aux Autochtones en milieu urbain, rural et nordique.**

#### **Recommandation 164**

**Agisse plus rapidement quant aux garanties de prêts pour les Autochtones dans le cadre des grands projets d'exploitation des ressources afin que les projets puissent aller de l'avant et que la réconciliation économique avec les Autochtones puisse se concrétiser.**

#### **Recommandation 165**

**Reconnaisse l'importance de la participation des autochtones et soutienne les partenariats dans les projets de développement économique des énergies renouvelables en permettant aux entités autochtones, et pas seulement aux sociétés imposables, de participer pleinement aux crédits d'impôt à l'investissement.**

#### **Recommandation 166**

**Continue d'investir dans le principe de Jordan pour que les enfants des Premières Nations puissent avoir accès aux services médicaux et de santé mentale dont ils ont besoin.**

#### **Recommandation 167**

**Réfléchisse à la façon d'élargir ou d'investir dans les Programmes urbains pour les peuples autochtones de manière à continuer de permettre aux organismes de services à l'enfance et à la famille d'accroître leur prestation de services.**

**Recommandation 168**

**Fasse des investissements pour que chaque Première Nation établisse et maintienne des programmes de gestion des situations d'urgence officiels et culturellement pertinents.**

**Recommandation 169**

**Investisse dans la mise en œuvre des appels à la justice à la suite de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.**

**Recommandation 170**

**Fasse des investissements permettant de mettre en place des services de police des Premières Nations équivalents aux autres services de police.**

**Recommandation 171**

**Soutenir la réconciliation et fournir un financement prévisible et durable pour la réhabilitation, la revitalisation et le maintien des langues, du patrimoine culturel et des arts des Premières Nations.**

**Recommandation 172**

**Fasse des investissements pour inverser d'urgence le déclin des langues autochtones et soutenir les initiatives dans les milieux non scolaires.**

**Recommandation 173**

**Augmente le financement du programme d'aide aux étudiants de niveau post-secondaire et des stratégies d'éducation postsecondaire pour les Inuits et la Nation métisse afin d'aider les étudiants autochtones à suivre des études postsecondaires.**

## **Enfance, familles et politique sociale**

En ce qui concerne l'enfance et les familles, les témoins ont souligné au Comité l'importance d'investir dans les jeunes autochtones. Le Comité a également entendu des propositions portant sur la politique alimentaire canadienne, les services de garde d'enfants, incluant le programme national de garderie, et les allègements fiscaux liés aux frais de garde d'enfants. En matière de politique sociale, les témoins ont abordé les programmes d'aide au revenu et de soutien financier, incluant des mesures de protection visant certains crédits d'impôt. D'autres témoins ont proposé d'instaurer un



revenu de base garanti. Finalement, la Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale, ainsi que le financement des organismes de bienfaisance a été discuté.

#### **Recommandation 174**

**Maintienne et étende certaines mesures de soutien financier ciblées pour les Canadiens durement touchés, comme le crédit pour la TPS et l'Allocation canadienne d'aide au logement.**

#### **Recommandation 175**

**Travaille en collaboration avec les autres ordres de gouvernement pour transformer le système d'aide social afin d'instaurer un revenu de base garanti pour les adultes en âge de travailler âgés de 18 à 64 ans, y compris ceux vivant dans les réserves, les travailleurs migrants, les résidents temporaires et permanents et les demandeurs d'asile.**

#### **Recommandation 176**

**Détermine en collaboration avec les gouvernements provinciaux et autochtones quels programmes seraient remplacés, le cas échéant, et lesquels continueraient et seraient mis à jour ou élargis au besoin, ce qui comprend notamment les programmes provinciaux d'emploi et de formation, les services d'orientation et de réadaptation ainsi que les mesures de soutien, lorsque le revenu de base garanti sera mis en œuvre.**

#### **Recommandation 177**

**Élargisse les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants sans but lucratif et de propriété publique avec plus de financement au Fonds d'infrastructure pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.**

#### **Recommandation 178**

**Investisse dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie d'action nationale sur le bénévolat afin d'appuyer les activités bénévoles partout au pays et les organismes qui comptent sur le travail des bénévoles pour soutenir la population canadienne.**

#### **Recommandation 179**

**Transforme l'Allocation canadienne pour les travailleurs en un supplément canadien bonifié pour les personnes en âge de travailler en vue de soutenir les personnes âgées de 18 à 64 ans aux prises avec la pauvreté et l'insécurité alimentaire.**

**Recommandation 180**

**Crée un fonds destiné à soutenir un projet pilote national pour les banques alimentaires afin de stimuler l'innovation, l'évolution et les effets des banques alimentaires dans tout le pays.**

**Recommandation 181**

**Finance la création et la mise en œuvre d'une stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre en collaboration avec le secteur de la bienfaisance.**

**Recommandation 182**

**Sauvegarde et assure le succès continu du Prix Humanitaire Terry Fox, dont profitent plus de 1 027 jeunes Canadiens qui apportent une contribution humanitaire extraordinaire aux communautés locales, régionales et mondiales tout en surmontant des obstacles importants pour pouvoir poursuivre leur cheminement scolaire postsecondaire.**

**Recommandation 183**

**En consultation et en collaboration avec les municipalités, les provinces, les territoires et les peuples autochtones, continue de financer les organismes et les initiatives visant à favoriser la sécurité des femmes, à réduire la pauvreté et à appuyer l'émancipation économique, comme les initiatives pour des services de garde accessibles et abordables, des logements et des refuges sûrs et abordables et l'accès à l'éducation, à la formation et à l'emploi.**

**Recommandation 184**

**S'engage à consacrer une partie des fonds pour l'équité menstruelle à l'accès à des produits pour les femmes et toutes les personnes qui ont leurs règles et qui vivent en situation de pauvreté ou d'itinérance.**

**Recommandation 185**

**Augmente les transferts financiers aux ménages à faible revenu.**

## **Aînés et retraite**

Au sujet du revenu de retraite et des aînés, le Comité a entendu des propositions portant sur les régimes d'épargne et de revenu de retraite, ainsi que sur les prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*. Des témoins ont également



abordé la proposition de l'Alberta de quitter le Régime de pensions du Canada ainsi que les programmes offrant du soutien aux aînés.

**Recommandation 186**

**Mette en œuvre des mesures pour répondre aux défis associés au coût élevé de la vie et à la sécurité financière.**

**Recommandation 187**

**Simplifie le processus d'application du programme Nouveaux Horizons pour les aînés.**

**Recommandation 188**

**Rehausse la somme octroyée par le biais du Supplément de revenu garanti.**

**Recommandation 189**

**Bonifie la pension de la Sécurité de vieillesse pour les personnes âgées de 65 à 74 ans et révisé la méthode d'indexation afin de prendre en considération la croissance des salaires au Canada.**

**Recommandation 190**

**Mette en place des mesures plus robustes pour augmenter l'âge moyen de départ à la retraite, en :**

- **déployant une campagne de sensibilisation et en se dotant d'un plan d'action afin de favoriser la rétention et l'embauche des travailleurs expérimentés;**
- **augmentant le seuil de revenu en-deçà duquel le Supplément de revenu garanti n'est pas réduit;**
- **effectuant une révision des limites, conditions et impacts fiscaux de la conversion d'un Régime enregistré d'épargne-retraite en Fonds enregistré de revenu de retraite.**

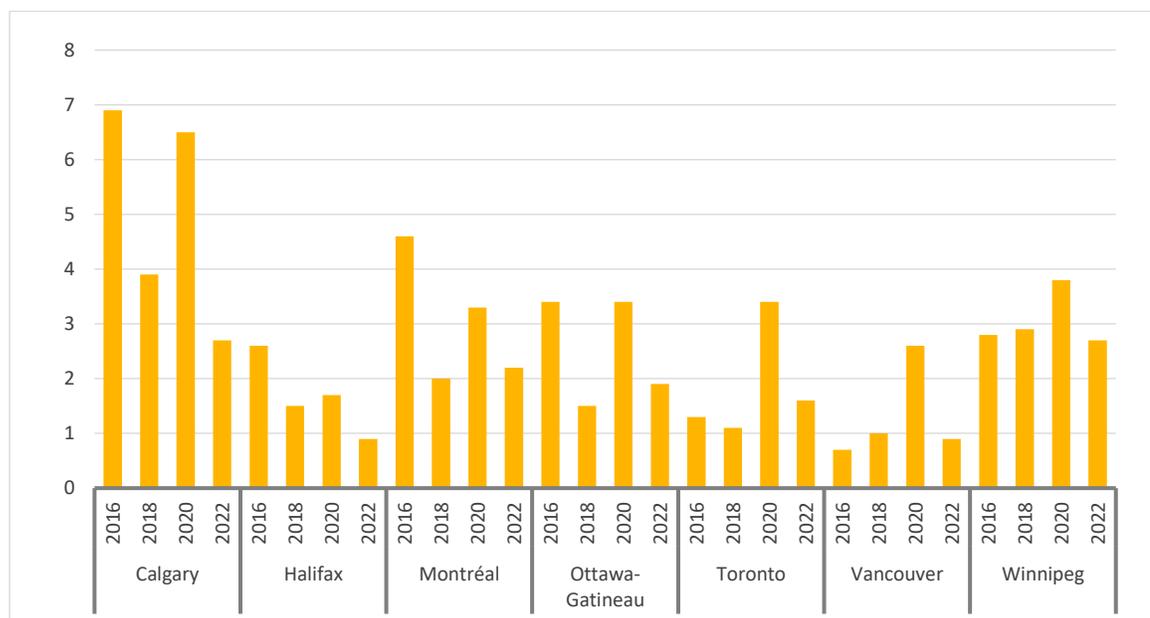
## **SOUTIEN AUX COMMUNAUTÉS**

Le Canada se trouvait déjà en situation de pénurie de logements avant la pandémie de COVID-19. Selon une analyse de la [Banque Scotia](#) publiée en mai 2021 : « [l]e nombre

de logements par tranche de 1 000 Canadiens est en chute libre depuis 2016 en raison de la brusque hausse de la croissance de la population. » Avec 424 logements par 1 000 habitants, le Canada a été cette année-là le pays offrant le moins grand nombre de logements par tranche de 1 000 résidents parmi tous les pays du G7, où la moyenne était de 471 logements par 1 000 habitants. L'analyse indique en outre qu'il « aurait fallu 100 000 logements supplémentaires pour stabiliser le ratio des logements par rapport à la population depuis 2016 ». Même en atteignant ce niveau de construction résidentielle, le Canada serait quand même bien en deçà de la moyenne du G7.

La baisse du nombre de logements disponibles sur le marché locatif est une conséquence de l'insuffisance de l'offre de logements. La figure 3 montre que depuis 2016, le taux d'inoccupation a diminué dans de nombreuses villes canadiennes, de façon plus marquée depuis 2020. La [Société canadienne d'hypothèques et de logement](#) (SCHL) a noté que malgré une forte hausse de l'offre d'appartements locatifs traditionnels en 2022, la demande était plus élevée, ce qui a fait en sorte que le taux d'inoccupation national est passé de 3,1 à 1,9 %, soit le taux le plus bas depuis 2001.

**Figure 3 — Taux d'inoccupation des logements locatifs dans les immeubles de six logements ou plus, régions métropolitaines de recensement choisies (%)**



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Statistique Canada, « [Tableau Canada 34-10-0127-01 : Société canadienne d'hypothèques et de logement, taux d'inoccupation, immeubles d'appartements de six logements et plus, logements d'initiative privée dans les régions métropolitaines de recensement](#) », base de données, consultée le 10 novembre 2023.



Parmi les déterminants de l'offre de logements figurent le prix des terrains et les coûts de construction, ainsi que les contraintes géographiques (p. ex. les océans et les montagnes) et les restrictions municipales relatives à l'aménagement du territoire, qui relèvent de la compétence provinciale, territoriale et municipale, et limitent les types d'habitations et l'endroit où elles peuvent être construites. Les contraintes géographiques et les restrictions municipales relatives à l'aménagement du territoire peuvent limiter le potentiel de croissance de l'offre en réaction à la hausse des prix.

Le gouvernement fédéral a pris plusieurs mesures pour faire diminuer les coûts de construction afin d'accroître l'offre de logements neufs au Canada, comme l'initiative Financement de la construction de logements locatifs et l'Initiative pour la création rapide de logements. Plus récemment, il a présenté le [projet de loi C-56, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise et la Loi sur la concurrence](#). Plus précisément, le projet de loi, qui a reçu la sanction royale en décembre 2023, augmente le taux du remboursement de la TPS pour les immeubles d'habitation locatifs neufs, le faisant passer de 36 à 100 %, et abolit les seuils d'élimination progressive pour certains projets de logement locatif, éliminant ainsi la TPS sur ces projets.

Quand l'offre de logements réagit quelque peu aux variations de prix, ou en d'autres termes est « élastique », les mesures qui contribuent à augmenter l'offre de logements par une aide gouvernementale directe, un apport en capital, des subventions de prêts ou des mesures fiscales peuvent mener à une hausse de la quantité de logements offerts. Toutefois, selon l'[International Growth Centre](#) [en anglais] (IGC), lorsqu'elles sont mises en œuvre dans le contexte de restrictions municipales relatives à l'aménagement du territoire « qui contribuent à l'inélasticité de l'offre de logements » [traduction], ces mesures « ne peuvent pas faire augmenter le parc de logements et ont plutôt pour effet de remplacer les logements non subventionnés par des logements construits par des promoteurs subventionnés » [traduction].

Selon une estimation publiée en 2021 par la [Banque du Canada](#) [en anglais], l'élasticité médiane de l'offre de logements était de 2,2 % à l'échelle des villes canadiennes, ce qui signifie qu'une hausse de 1 % du prix des maisons dans la ville canadienne médiane était associée à une augmentation de 2,2 % de l'offre de logements. La Banque du Canada a cependant constaté des disparités notables entre les villes. Ainsi, l'élasticité estimative de l'offre était de 0,63 % à Vancouver, de 0,89 % à Toronto et de 4,3 % à Winnipeg.

D'après l'[IGC](#) [en anglais], quand l'offre de logements dans une ville n'est pas élastique, « pour débloquer des terrains, il faut éliminer les obstacles à l'obtention de parcelles officielles qui sont bien rattachées à la ville et en réduire ainsi le coût » [traduction]. Ces obstacles comprennent des restrictions strictes relatives à l'aménagement du territoire et

les difficultés relatives à l'obtention de terrains publics bien situés pour la construction de logements. En 2020, l'[Institut C.D. Howe](#) [en anglais] a évalué à 230 000 \$ en moyenne le surcoût d'une nouvelle maison attribuable à ces obstacles dans les huit villes canadiennes les plus restrictives et à 644 000 \$ à Vancouver.

Pour faire face aux restrictions municipales liées à l'aménagement du territoire, il a été annoncé dans le [budget de 2022](#) qu'à compter de 2022-2023, une somme de quatre milliards de dollars sur cinq ans serait remise à la SCHL afin de lancer un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements en vue de créer 100 000 nouveaux logements nets au cours des cinq prochaines années. Comme l'a déclaré le [ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités](#), ce programme « a été créé pour inciter les administrations locales à mettre en œuvre des réformes structurelles et durables qui permettront d'accroître l'offre de logements ». Le ministre a indiqué qu'à la suite des négociations pour l'obtention des fonds du programme, « des villes comme London, Calgary, Hamilton, Halifax, Kitchener et Vaughan ont récemment décidé de mettre fin au zonage d'exclusion. D'autres modifient de façon proactive leurs règles de zonage et leur processus de délivrance de permis dans l'attente d'une décision concernant leur demande au Fonds pour accélérer la construction de logements. »

Dans un [rapport](#) publié en septembre 2023, la SCHL estimait que 3,5 millions de logements supplémentaires seraient nécessaires d'ici 2030 pour rétablir l'abordabilité des logements. Le rapport présente aussi deux autres scénarios qui tiennent compte des changements dans les projections économiques et démographiques :

- Le scénario de « forte croissance démographique » prévoit l'évolution de l'écart de l'offre de logements si les taux d'immigration actuels étaient maintenus jusqu'en 2030. Selon ce scénario, l'écart grimperait à quatre millions de logements.
- Le scénario de « faible croissance économique » entraînerait un écart de l'offre de logements atteignant 3,1 millions de logements, en prenant comme hypothèse une faible croissance économique et la fin de la politique d'immigration actuelle d'ici 2025.

En ce qui concerne l'écart de l'offre de logements dans différentes provinces, c'est en Ontario et en Colombie-Britannique qu'il manque la plus grande proportion des 3,5 millions de logements, car l'offre de logements est en retard sur la demande depuis les 20 dernières années dans les grandes agglomérations urbaines.

La [SCHL](#) s'attend à ce que les mises en chantier diminuent considérablement, en raison non seulement de la hausse des taux d'intérêt, mais aussi des pénuries de main-d'œuvre



et du coût des matériaux. En raison de ce ralentissement de la croissance de l'offre et de la reprise de la demande, la SCHL s'attend à ce que les prix des logements augmentent en 2024. Le prix élevé des maisons et les niveaux d'immigration devraient également accroître la demande de logements locatifs et, par conséquent, faire augmenter les loyers.

Outre le logement, les témoins ont abordé les thèmes des arts, de la culture et des langues, des infrastructures et de la sécurité et protection.

## Logement

En matière de logement, des témoins ont souligné à quel point il est important que le gouvernement fédéral collabore avec les gouvernements provinciaux et municipaux, de même qu'avec les entreprises et les organismes sans but lucratif. Des témoins ont exhorté le gouvernement fédéral à jouer un rôle de leadership en ce qui concerne la réforme de la réglementation dans tous les ordres de gouvernement et à favoriser l'investissement du secteur privé et l'entrepreneuriat. Le Comité a entendu plusieurs propositions visant à élargir les programmes de financement pour augmenter l'offre de logements abordables, particulièrement les logements sociaux et les logements sans but lucratif. Des témoins ont souligné que les ménages à faible revenu, les nouveaux arrivants et les collectivités rurales et autochtones ont besoin de soutien ciblé et doivent être pris en compte lors de l'élaboration des politiques. D'autres témoins ont proposé diverses réformes en matière d'impôt et de réglementation des hypothèques, l'accroissement de l'utilisation des terres publiques et des améliorations à l'écosystème de données sur le logement.

### Recommandation 191

**Améliore la coordination entre les politiques stratégiques au moyen d'un forum réunissant les intervenants pertinents – y compris les autorités fédérales, provinciales et municipales responsables du logement, des infrastructures et de l'immigration, ainsi que les représentants de l'industrie de la construction et des groupes de défense d'intérêts – pour corriger le déséquilibre entre l'offre et la demande qui cause la crise de l'abordabilité du logement.**

### Recommandation 192

**Encourage l'innovation pour réduire les coûts de construction des maisons et concentre ses efforts sur des mesures et des incitatifs visant à stimuler spécifiquement l'offre de logements au Canada.**

**Recommandation 193**

**Évite d'ajouter des coûts en raison de codes et de règlements en simplifiant les approbations pour les administrations locales et en renforçant la capacité des organismes d'approbation.**

**Recommandation 194**

**Accélère la mise en œuvre de l'Initiative des terrains fédéraux de la Stratégie nationale sur le logement et mette en place un fonds d'acquisition de terrains publics de cinq ans afin d'acquérir des terrains supplémentaires pour la construction de logements locatifs abordables hors marché.**

**Recommandation 195**

**Permette la récupération de la plus-value immobilière par les organismes sans but lucratif qui cherchent à construire des logements sur leurs terres lorsque des propositions lui sont présentées.**

**Recommandation 196**

**Affecte un financement en capital au Fonds pour le logement abordable afin de construire au moins 100 000 nouveaux logements par année, en collaboration avec les partenaires provinciaux et d'autres contributions publiques.**

**Recommandation 197**

**Combine les modalités de certains programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, notamment APH Select, pour le financement de projets locatifs neufs.**

**Recommandation 198**

**Crée un fonds d'acquisition de logements afin d'aider le secteur du logement communautaire à acquérir des immeubles locatifs abordables existants.**

**Recommandation 199**

**Fasse de l'Initiative pour la création rapide de logements un programme à long terme avec un financement récurrent et prévisible au-delà de 2024.**



### **Recommandation 200**

**Lance et mette en œuvre le programme de développement de coopératives d'habitation dans le cadre d'une stratégie plus vaste visant à doubler le nombre de logements hors marché au pays.**

### **Recommandation 201**

**Réduise les pressions sur les coûts causées par les actes d'entreprises privées en effectuant une expansion ambitieuse du logement abordable et du logement hors marché, et exerce un meilleur contrôle sur le prix des habitations et le coût des loyers.**

### **Recommandation 202**

**Réaffecte les sommes prévues dans sa Stratégie nationale vers le logement social et abordable et investisse massivement dans celui-ci, tant au niveau de l'acquisition que de la rénovation, afin de faire face à la crise du logement, favoriser la lutte contre l'itinérance et contrer la baisse observée des mises en chantier, notamment en fournissant des ressources pour la construction, en collaboration avec les gouvernements provinciaux et municipaux, et en offrant des subventions suffisantes pour garantir le retour et maintien dans les lieux des locataires quel que soit leur revenu.**

### **Recommandation 203**

**Crée un plan national de logement qui reconnaît que le logement décent est un droit de la personne, en commençant par un engagement relatif aux ressources nécessaires pour veiller à ce que tous les habitants du Nord aient accès à un logement abordable et adéquat, conformément aux normes nationales et aux codes du bâtiment, dans un délai de cinq ans.**

### **Recommandation 204**

**Veille à ce que les logements financés par le gouvernement fédéral soient abordables pour les familles à faible revenu, tout en reflétant les divers besoins des familles avec enfants, et augmente l'aide aux ménages à faible revenu par différents transferts et crédits d'impôt.**

### **Recommandation 205**

**Fasse des investissements dans le logement pour les Premières Nations visant à remédier au surpeuplement, à remplacer des logements, à viabiliser de nouveaux terrains, à**

**effectuer les réparations nécessaires, à gérer les migrations dans les réserves et à faire face à la croissance démographique.**

#### **Recommandation 206**

**Élimine la simulation de crise sur les transferts, les substitutions et les renouvellements de prêts hypothécaires pour les titulaires de prêts hypothécaires en règle afin d'aider les Canadiens à trouver les solutions de financement qui correspondent le mieux à leurs besoins et à leur budget.**

### **Arts, culture et langues**

Les témoins qui ont parlé des arts, de la culture et des langues ont proposé de renforcer les protections pour les droits des artistes, particulièrement pour s'adapter aux percées technologiques et pour cadrer avec les normes internationales. Des témoins ont réclamé une augmentation permanente du financement des événements culturels, des arts et du journalisme, particulièrement pour les producteurs indépendants et les médias locaux. Des témoins ont également demandé une augmentation du financement pour les groupes francophones, les langues autochtones et les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Il a aussi été proposé que le gouvernement continue d'inclure des clauses linguistiques dans les ententes de transfert avec les provinces et les territoires et qu'il appuie l'équité, la diversité et l'inclusion dans l'industrie des médias.

#### **Recommandation 207**

**Mette en œuvre des solutions fondées sur le marché qui favorisent la rémunération équitable des titulaires de droits pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur grâce à la réforme de la *Loi sur le droit d'auteur* et veille à ce que la Loi protège tous les créateurs et les titulaires de droits d'auteur et à ce que l'industrie de l'édition éducative soit durable.**

#### **Recommandation 208**

**Préserve l'exception relative à l'utilisation équitable à des fins éducatives en vertu de la *Loi sur le droit d'auteur*.**

#### **Recommandation 209**

**Mette à jour la *Loi sur le droit d'auteur* afin que les artistes soient rémunérés lorsqu'on utilise leur travail, élargisse les dispositions liées aux droits moraux afin de renforcer le « droit à la personnalité » des artistes en vertu de la common law, et renforce les**



**dispositions relatives aux droits économiques pour tenir compte des normes internationales et des progrès technologiques.**

**Recommandation 210**

**Procède rapidement à des modifications à la *Loi sur le droit d'auteur* et soutienne des réformes qui profitent à la musique indépendante appartenant à des intérêts canadiens.**

**Recommandation 211**

**Adopte des dispositions législatives incluant des mesures de protection de l'image, de la voix et des performances des artistes-interprètes afin de prévenir le remplacement non autorisé de performances humaines par des technologies de l'intelligence artificielle.**

**Recommandation 212**

**Instaure un droit inaliénable pour les artistes-interprètes en ce qui concerne la mise à disposition de prestations fixées pour la diffusion en continu sur demande et la diffusion interactive d'enregistrements sonores et audiovisuels.**

**Recommandation 213**

**Mette en place des mesures fiscales pour inciter les entreprises à faire de la publicité auprès des organes de presse canadiens du secteur privé et rende plus équitable la différence de traitement fiscal de la publicité achetée sur des sites Web étrangers pour s'assurer que les organisations médiatiques ne soient pas privées de revenus.**

**Recommandation 214**

**Fournisse un budget de fonctionnement annuel pour toutes les stations de radio communautaires, autochtones et universitaires qui pourrait être établi et administré par le Fonds canadien de la radio communautaire.**

**Recommandation 215**

**Oblige toutes les campagnes publicitaires du gouvernement à inclure de la publicité dans les stations de radio universitaires et communautaires.**

**Recommandation 216**

**Augmente le financement de l'Initiative pour le journalisme local et veille à ce que ce financement soit accordé en temps opportun.**

#### **Recommandation 217**

**Poursuive les efforts pour assurer une industrie des médias d'enregistrement plus équitable, diversifiée et inclusive.**

#### **Recommandation 218**

**Accélère, par l'intermédiaire du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la mise en œuvre réglementaire de la *Loi sur la diffusion continue en ligne* afin d'assurer la viabilité à long terme des radiodiffuseurs d'intérêt public au Canada et d'éviter une réduction irréversible de leurs activités et de leur programmation.**

#### **Recommandation 219**

**Veille à ce que les nouveaux mécanismes de financement découlant de la *Loi sur la diffusion continue en ligne* donnent la priorité à FACTOR et à Musicaction.**

#### **Recommandation 220**

**Augmente les contributions annuelles au Fonds de la musique du Canada afin d'octroyer un financement amélioré et plus stable au secteur de la musique, en tenant compte de l'inflation, de la pénurie de main-d'œuvre et de la situation particulière du secteur du spectacle, dans le but d'offrir du soutien à l'exportation et financier pour :**

- **la production et la commercialisation de musique enregistrée et de spectacles, au bénéfice notamment des artistes émergents;**
- **la rétention et le développement de compétences de la main-d'œuvre.**

#### **Recommandation 221**

**Remplisse l'engagement du gouvernement d'augmenter de façon permanente le Fonds de la musique du Canada en plus d'une somme additionnelle pour les nouveaux programmes en direct.**

#### **Recommandation 222**

**Accorde un financement permanent à la direction générale des arts de Patrimoine canadien, aux programmes patrimoniaux et au Conseil des arts du Canada afin d'assurer un avenir résilient et équitable pour l'écosystème culturel et artistique au Canada, ses travailleurs, les bâtiments et les collectivités.**



### **Recommandation 223**

**Mette en œuvre l'engagement pris dans la lettre de mandat de l'ancien ministre du Patrimoine canadien de soutenir les auteurs et les éditeurs de livres canadiens en augmentant de manière permanente le financement du Fonds du livre du Canada.**

### **Recommandation 224**

**Rende permanents les ajouts faits à la base budgétaire du Fonds du Canada pour la présentation des arts et du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine en 2019-2020.**

### **Recommandation 225**

**Augmente le financement accordé au volet Incitatifs aux fonds de dotation du Fonds du Canada pour l'investissement en culture de Patrimoine canadien pour les bénéficiaires actuels des arts de la scène.**

### **Recommandation 226**

**Appuie le financement opérationnel de base des organismes artistiques afin de favoriser la stabilité institutionnelle et la stabilité de la main-d'œuvre.**

### **Recommandation 227**

**Simplifie les processus d'octroi de subventions afin de les rendre plus accessibles et soutienne le financement pluriannuel pour encourager la planification stratégique et avancée, l'utilisation efficace des fonds et la durabilité.**

### **Recommandation 228**

**Fasse un examen des critères d'admissibilité pour les volets de financement existants, comme les subventions pour le tourisme, les subventions pour les événements majeurs et les programmes de financement de Patrimoine canadien, en tenant compte de la composition actuelle du secteur des arts, qui comprend des organisations de plus en plus interdisciplinaires qui travaillent de façon moderne et novatrice.**

### **Recommandation 229**

**Encourage la présence du public en mettant en place un crédit d'impôt pour encourager les particuliers à acheter des billets pour des productions théâtrales canadiennes; en investissant dans une campagne publique, par l'intermédiaire de Destination Canada,**

**visant à promouvoir les spectacles canadiens sur scène en tant qu'expérience touristique et à encourager le retour du public.**

**Recommandation 230**

**Prévoit un financement adéquat pour la mise en œuvre du Plan d'action sur les langues officielles 2023-2028.**

**Recommandation 231**

**Revoit à la hausse les sommes allouées aux organisations communautaires et linguistiques francophones, afin de suivre l'inflation et les nouvelles obligations du Plan d'action sur les langues officielles 2023-2028.**

**Recommandation 232**

**Assure un financement de base spécifique pour toutes les organisations de femmes francophones et acadiennes en situation minoritaire afin d'éviter le point de rupture et réserve une enveloppe spécifique pour les organismes de femmes francophones et acadiennes dans le cadre des financements accordés pour toutes les institutions fédérales.**

**Recommandation 233**

**Prévoit des ressources suffisantes afin que les immigrants francophones en région puissent vivre adéquatement et s'épanouir dans leur langue et leur culture.**

**Recommandation 234**

**Augmente de façon permanente le financement en appui aux établissements d'enseignement postsecondaire dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire.**

**Recommandation 235**

**Crée un programme de bourses d'études postsecondaires pour les étudiantes et les étudiants dont le français est la langue première, doté d'une enveloppe équivalente à celle du programme existant pour les étudiantes et les étudiants dont le français est la langue seconde.**



### **Recommandation 236**

**Continue de prévoir des clauses linguistiques lors du transfert de fonds aux provinces et aux territoires pour diverses initiatives.**

### **Recommandation 237**

**Investisse afin de faciliter l'accessibilité aux ressources et services pour les personnes aidantes ou proches aidantes francophones.**

## **Infrastructure**

En matière d'infrastructure, les propositions des témoins étaient axées sur les transports publics, les infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, et les infrastructures de facilitation du commerce comme les ports, les voies ferroviaires et les aéroports. Le Comité a également entendu des propositions d'investissements dans les infrastructures récréatives et les infrastructures liées au tourisme. De nombreux témoins ont souligné l'importance de la collaboration entre tous les ordres de gouvernement et avec l'industrie. Certains ont suggéré de procéder à des examens et à des réformes des critères de financement, des montants et des mécanismes, particulièrement en ce qui concerne le financement des municipalités (tant urbaines que rurales).

### **Recommandation 238**

**Crée une tribune pour des échanges tripartites permanents sur la conception d'un modèle de financement durable et à long terme pour les transports publics.**

### **Recommandation 239**

**En collaboration avec les autres ordres de gouvernement, bonifie le financement du transport en commun, notamment :**

- **en devançant le soutien permanent aux opérations des organismes de transport en commun de deux années fiscales;**
- **en renouvelant le financement du fonctionnement d'urgence de 2022;**
- **en octroyant un financement additionnel pour le maintien de la qualité des actifs afin de préserver le niveau de services actuels et de permettre à un plus grand nombre de personnes de bénéficier d'un service de transport en commun moderne et efficace.**

**Recommandation 240**

**Investisse tout au long de la chaîne d'approvisionnement en eau potable pour éliminer les avis concernant la qualité de l'eau potable dans les communautés des Premières Nations.**

**Recommandation 241**

**Investisse dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en eaux usées dans les communautés des Premières Nations afin de remédier au sous-financement chronique et d'atténuer les risques pour la santé et le bien-être résultant d'un assainissement inadéquat.**

**Recommandation 242**

**Fasse des investissements dans des routes toutes saisons pour accroître l'accès à des biens et services abordables pour les communautés des Premières Nations.**

**Recommandation 243**

**Fasse progresser la mise en œuvre de l'évaluation nationale des infrastructures et élabore, conjointement avec l'industrie et tous les ordres de gouvernement, un plan d'investissement en infrastructure de 25 ans qui comprend des infrastructures favorisant le logement et le commerce.**

**Recommandation 244**

**Fasse des investissements destinés à répondre aux besoins en infrastructures communautaires de base, dont les bâtiments, les ports et les quais, les infrastructures de transport et les services publics et soutienne davantage les projets et les services d'immobilisations municipaux qui favorisent le développement économique.**

**Recommandation 245**

**Accorde la priorité au financement des projets d'infrastructure sous le contrôle direct du gouvernement fédéral, comme les investissements dans l'accroissement de la capacité et de la sécurité du transport maritime, ferroviaire et aérien et dans les actifs militaires, ainsi qu'aux infrastructures qui soutiennent la croissance démographique et appuient la circulation des marchandises vers le monde, telles que les infrastructures régionales et locales visées par le programme infrastructure Investir dans le Canada et les corridors commerciaux nationaux.**



#### **Recommandation 246**

**Mette de côté dès maintenant les sommes d'argent qui seront nécessaires à la réalisation du lien ferroviaire à plus grande fréquence et à plus grande vitesse entre Québec, Montréal et l'Ontario et en accélère le calendrier de réalisation.**

#### **Recommandation 247**

**Confirme dès maintenant le rehaussement du financement fédéral des projets d'expansion des ports de Montréal (terminal de Contrecoeur) et de Saguenay (zone industrialo-portuaire).**

#### **Recommandation 248**

**Bonifie le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires pour répondre aux besoins criants des aéroports régionaux.**

#### **Recommandation 249**

**Investisse de façon importante dans les infrastructures aéroportuaires fédérales pour abaisser leur important déficit de maintien d'actifs.**

#### **Recommandation 250**

**Révisé la facture tarifaire élevée imposée aux transporteurs aériens utilisant les aéroports canadiens.**

#### **Recommandation 251**

**Augmente de façon permanente les sommes dédiées au Fonds pour le développement des collectivités du Canada finançant les infrastructures municipales et conclue rapidement des ententes avec les provinces et les territoires pour que le transfert des sommes soit fait sans nouvelles conditions quant à leur utilisation.**

#### **Recommandation 252**

**Modernise le financement des projets d'infrastructures municipales, en échelonnant davantage la période d'éligibilité des programmes d'aide financière et en élargissant leur cadre.**

### **Recommandation 253**

**Réinvestisse dans les infrastructures sportives et récréatives pour assurer la santé et le bien-être de la population et accroître l'accès à des infrastructures de qualité.**

## **Sécurité et protection**

Quelques témoins ont présenté des propositions en matière de sécurité et de protection, comme un financement accru des programmes de sécurité dirigés par des Autochtones, de la cybersécurité, de la prévention de la fraude, et des initiatives de sécurité et de justice fondées sur le genre. On a demandé au Comité que des investissements plus importants soient faits afin de mettre en œuvre les appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Le Comité a aussi entendu des propositions pour que le gouvernement consulte les municipalités et les provinces et collabore avec ces dernières lors de la négociation de contrats avec la Gendarmerie royale du Canada.

### **Recommandation 254**

**Alloue des fonds additionnels aux organisations clés comme le Centre canadien pour la cybersécurité afin d'améliorer la sensibilisation des particuliers à l'égard de la cybersécurité et d'approfondir la collaboration intersectorielle.**

### **Recommandation 255**

**Protège les infrastructures critiques, les chaînes d'approvisionnement et les entreprises contre les cybermenaces en soutenant les investissements dans la sécurité des technologies de l'information et des technologies opérationnelles aidant les opérateurs d'infrastructures critiques de toutes tailles à élaborer et à déployer des stratégies de cybersécurité axées sur la prévention.**

### **Recommandation 256**

**Crée un fonds de cyberdéfense pour les petites et moyennes entreprises (PME) et réoriente le financement des dépenses gouvernementales moins prioritaires afin que le Canada puisse aider les PME à améliorer leur résilience cybernétique et combler le déficit d'investissement en matière de cybersécurité.**



#### **Recommandation 257**

**Encourage, en collaboration avec le secteur privé et les provinces et territoires, l'adoption universelle d'un réseau pancanadien de confiance aligné sur les principes énoncés dans le Livre blanc sur l'identité numérique pour assurer l'interopérabilité de l'identification et l'authentification numériques sécurisées à travers le Canada et ses diverses sphères d'activités dans le but de maximiser les bénéfices à la population.**

#### **Recommandation 258**

**Crée un mécanisme de vérification directe du revenu entre les prêteurs et l'Agence du revenu du Canada comme moyen de dissuader la fraude dans les documents hypothécaires.**

#### **Recommandation 259**

**Affecte des fonds à l'amélioration de l'éducation juridique en matière de violence conjugale et de contrôle coercitif.**

#### **Recommandation 260**

**En consultation et en collaboration avec les municipalités, les provinces, les territoires et les peuples autochtones, veille à ce qu'une approche intersectionnelle soit appliquée au Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre et à la Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe, et que des engagements de financement pour les organismes d'aide aux victimes et aux survivantes soient intégrés au Plan d'action national afin d'offrir un continuum complet de services culturellement adaptés en un seul endroit et de faciliter l'accès aux services pour les victimes et les survivantes.**

#### **Recommandation 261**

**Investisse un montant supplémentaire pour la mise en œuvre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe et consacre une enveloppe spécifique pour les organismes de femmes francophones et acadiennes en milieu minoritaire.**

#### **Recommandation 262**

**Dans le respect des compétences des organismes de sport, finance des initiatives d'éducation, de formation et de soutien à l'intention des bénévoles, en vue de leur fournir les outils nécessaires pour mieux appuyer les athlètes et veiller à ce que la sécurité des athlètes et les principes du sport sécuritaire soient toujours pris en compte.**

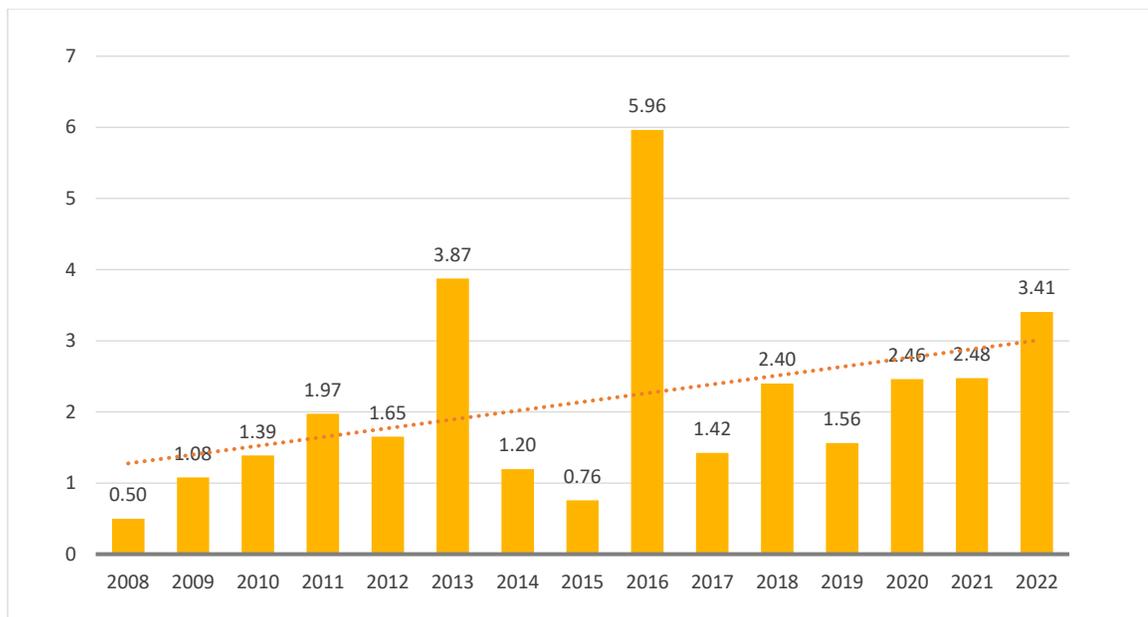
### Recommandation 263

**En consultation et en collaboration avec les municipalités, les provinces, les territoires et les peuples autochtones, finance la mise sur pied d’une alerte robe rouge pour les femmes et les filles autochtones et les personnes bispirituelles disparues et assassinées.**

## POLITIQUE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L’ÉNERGIE

Comme le signale le [Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat](#) [en anglais], le réchauffement climatique sans précédent observé par les scientifiques au cours des dernières décennies, principalement attribuable à la hausse des émissions de gaz à effet de serre (GES), aura des [répercussions](#) à court et à long terme sur plusieurs aspects de la société canadienne, notamment la santé, la sécurité alimentaire, l’économie et les infrastructures. Par exemple, la figure 4 montre une tendance à la hausse en ce qui concerne les sinistres assurés attribuables à des phénomènes météorologiques extrêmes au Canada pendant la période allant de 2008 à 2022.

**Figure 4 — Pertes assurées résultant de phénomènes météorologiques extrêmes au Canada (milliards de dollars de 2022)**



Note : Les pertes assurées attribuables à un événement météorologique sont considérées comme catastrophiques lorsqu’elles s’élèvent à 30 millions de dollars ou plus. Ces chiffres sont en dollars de 2022. Les données pour 2021 et 2022 sont préliminaires.



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées du Bureau d'assurance du Canada, [2023 Fact of the Property and Casualty Insurance Industry in Canada](#), 2023, p. 15 à 26. [en anglais]

Depuis [l'ouvrage](#) [en anglais] d'Arthur Pigou publié en 1920, les économistes reconnaissent la pollution comme une externalité négative, tant en ce qui concerne la production que la consommation. Une externalité négative désigne les conséquences imprévues et néfastes d'une activité économique qui touchent des tiers ne prenant pas directement part à l'activité, entraînant une défaillance du marché. Cette préoccupation va au-delà de la pollution immédiate et inclut d'éventuels dommages futurs causés par des phénomènes à long terme comme les changements climatiques. Les émissions de GES provoquées par des personnes, des entreprises et des gouvernements représentent donc une externalité négative.

L'[approche la plus efficace](#) [en anglais] en matière de politiques sur les changements climatiques semble relever de la politique budgétaire, plutôt que de la politique monétaire, un point de vue qui a également été mis en lumière par le gouverneur de la Banque du Canada lors de sa [comparution du 30 octobre 2023](#) devant le Comité, au cours de laquelle il a indiqué que la politique sur les changements climatiques ne relève pas du mandat de la Banque et doit demeurer la responsabilité des gouvernements. De nombreux [économistes](#) [en anglais] proposent de régler la défaillance du marché causée par les personnes, les entreprises et les gouvernements qui font fi des émissions de GES dans leurs activités aux étapes de la production et de la consommation. Cela peut se faire grâce à des mécanismes de tarification du carbone (comme un impôt direct sur les émissions de GES ou des politiques [de plafonnement et d'échange](#) [en anglais]) ou à des moyens indirects (comme des subventions et des crédits d'impôt pour la recherche et le développement en matière d'énergie propre et de technologies propres).

D'une part, [certains économistes](#) [EN ANGLAIS] estiment que la taxation des émissions de GES est la solution la plus efficace pour que les pollueurs tiennent compte des coûts sociaux de leurs émissions de GES, et préconisent cette approche, plutôt que des subventions. Selon ces économistes, les taxes peuvent offrir de la souplesse aux entreprises et leur permettre de réduire leurs émissions par différents moyens comme les sources d'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique ou les réductions de production, tandis que les subventions ciblent des solutions de remplacement précises pour des aspects précis des objectifs en matière de réduction des émissions.

D'autre part, [certains](#) [en anglais] économistes soutiennent qu'une combinaison de politiques pourrait s'avérer l'approche la plus efficace pour parvenir à une décarbonation rapide et profonde, tandis que d'[autres](#) [en anglais] se prononcent contre la tarification du carbone. Bien que les taxes sur le carbone soient mises en œuvre à l'échelle locale,

les effets des changements climatiques représentent un problème mondial. Les partisans de la taxe soutiennent que lorsqu'une province ou un pays impose une taxe sur le carbone, ses résidents, ce qui inclut les entreprises qui y opèrent, en assument le fardeau financier, mais des personnes dans d'autres régions et pays peuvent en tirer des avantages. Ainsi, selon eux, les juridictions qui décident de ne pas mettre de taxe sur le carbone en œuvre peuvent essentiellement se fier aux autres administrations pour assumer les coûts liés à la réduction des émissions de GES – une défaillance du marché appelée « [problème du bénéficiaire indu](#) » [traduction].

Le gouvernement des États-Unis a choisi de ne pas intégrer de taxe sur le carbone à sa [Inflation Reduction Act](#) (IRA). À l'exception de la taxe sur les émissions de méthane, l'IRA mise principalement sur des subventions plutôt que sur des taxes. L'IRA englobe une panoplie d'incitatifs fiscaux conçus pour encourager à la fois les entreprises et les ménages à effectuer la transition vers des formes d'énergie plus propre. Cela comprend plus précisément des dispositions destinées aux entreprises, comme des crédits d'impôt, qui visent à promouvoir les investissements dans des méthodes de production d'énergie solaire, éolienne et non fondée sur le carbone. Pour les ménages, l'IRA met des mesures incitatives en place pour favoriser l'adoption des VÉ, de même que pour encourager les améliorations du rendement énergétique des maisons comme l'installation de thermopompes et de panneaux solaires en toiture.

Une des dispositions clés concerne le crédit d'impôt pour la production d'énergie propre. Aux termes de l'IRA, toute entreprise prenant part à la production de nouvelle électricité sans carbone, notamment à partir d'énergie éolienne ou solaire, devient admissible à des mesures incitatives, en fonction de la quantité d'électricité produite. L'IRA intègre également des mesures visant à encourager l'utilisation de nouvelles technologies, notamment le captage et l'utilisation du carbone, de même que de combustibles propres, notamment l'hydrogène vert.

En septembre 2022, le Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes a mené une [étude](#) sur les répercussions de l'IRA sur les entreprises canadiennes, en mettant l'accent sur les secteurs de l'automobile, de l'énergie propre et des technologies propres, et des minéraux essentiels. La plupart des témoins ont parlé des défis que doivent relever les entreprises canadiennes en raison des mesures incitatives prévues par l'IRA pour les énergies propres et les technologies propres. Selon plusieurs témoins, les défis sont notamment les suivants :

- le Canada pourrait perdre sa position de chef de file en ce qui concerne les efforts de décarbonation et être remplacé par les États-Unis;



- le fait que les États-Unis deviennent « un marché très attrayant » où investir dans les énergies propres;
- l'incapacité des entreprises canadiennes dans le domaine de l'énergie propre et des technologies propres de concurrencer leurs homologues des États-Unis pour attirer les investissements et les travailleurs qualifiés;
- le déplacement, du Canada vers les États-Unis, de certains investissements dans les technologies propres.

Dans le [budget de 2023](#), le gouvernement fédéral a annoncé diverses mesures visant à soutenir le développement de l'électricité propre et des technologies propres, dont la valeur s'élève à 18,5 milliards de dollars sur cinq ans. De cette somme, 17 milliards de dollars sont prévus pour divers crédits d'impôt visant à encourager les investissements dans ces secteurs. Une mesure phare est la mise en place d'un nouveau crédit d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre. Ce crédit d'impôt a été structuré de manière à ce que les entités publiques et les collectivités autochtones y soient admissibles; il s'applique tant aux nouveaux projets qu'aux rénovations.

Les témoins qui ont abordé la question de la politique sur le changement climatique et l'énergie ont formulé des propositions relatives à la transition vers la carboneutralité, à la tarification de la pollution par le carbone, au secteur de l'énergie, ainsi qu'aux mesures d'adaptation et de préservation.

## Transition vers la carboneutralité

En ce qui a trait à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, des témoins ont suggéré des mesures que le gouvernement peut prendre en matière d'emploi et de relations de travail, notamment aider les travailleurs à effectuer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, par exemple en investissant dans la création de nouveaux programmes pour soutenir la planification régionale et les choix de carrière pour des emplois durables, offrir des conditions de travail sûres et syndiquées et soutenir les groupes sous-représentés, garantir des taux de rémunération et des exigences en matière d'apprentissage et adopter le projet de loi C-50, Loi canadienne sur les emplois durables.

En ce qui concerne la transition, des témoins ont soutenu qu'il fallait créer de nouvelles sources de financement ou accroître le financement pour les rénovations domiciliaires liées aux changements climatiques, le fonds de l'avenir, la décarbonation du réseau électrique, la transition des bateaux de pêche, les contrats sur différence pour

l'hydrogène vert, le soutien aux fabricants, un fonds de réparation des appareils électroménagers et des appareils électroniques, et un fonds pour les contenants et emballages réutilisables. Ils ont également indiqué qu'il fallait cesser de financer des « projets polluants ».

En matière de fiscalité, des témoins ont demandé que le gouvernement instaure des crédits d'impôt pour la décarbonisation de l'industrie de l'aluminium, crée davantage d'écotaxes et de règlements contraignants et accélère les mesures d'écofiscalité.

Des témoins ont également indiqué qu'une plus grande prévisibilité en ce qui concerne les plans de captage du carbone était nécessaire, tout comme la tenue de consultations auprès des intervenants et l'adoption de politiques liées à l'industrie ainsi que des mesures incitatives pour le carburant d'avion durable et la modernisation, et des outils permettant aux PME de mesurer et d'atténuer leur empreinte carbone.

Au sujet des enjeux stratégiques généraux dans ce secteur, des témoins ont soutenu que le gouvernement fédéral devait faire preuve d'un leadership accru dans le développement d'une économie verte et accélérer le rythme de la Stratégie pour un gouvernement vert, tout en améliorant la productivité, en comblant l'écart concurrentiel avec les États-Unis, en éliminant la consommation de combustibles fossiles d'ici 2050, en faisant progresser un système national de crédits compensatoires pour les GES applicable dans tous les domaines, et en faisant mieux connaître les programmes verts.

Finalement, en ce qui a trait aux enjeux publics propres à la transition, des témoins ont parlé du rôle des institutions financières et de la Banque de l'infrastructure du Canada, du soutien aux initiatives municipales de développement durable, des normes d'émissions, de l'utilisation des batteries en fin de vie, des critères relatifs au contenu national, et des programmes incitatifs pour les réductions provinciales des émissions de GES.

#### **Recommandation 264**

**Améliore le projet de loi C-50, Loi canadienne sur les emplois durables, avant son adoption, notamment en veillant à ce que les travailleurs se fassent entendre par l'entremise de leurs syndicats au sein du Conseil des partenariats sur les emplois durables proposé et adopte le projet de loi afin que les travailleurs aient leur mot à dire lorsque les politiques industrielles seront façonnées.**



### **Recommandation 265**

**Augmente le budget du Fonds de l'avenir et l'élargisse pour couvrir l'ensemble des provinces et des territoires.**

### **Recommandation 266**

**Accroisse les investissements dans la planification de la transition, la création d'emplois et le soutien aux travailleurs pour assurer une transition en douceur vers une économie à faibles émissions de carbone.**

### **Recommandation 267**

**Favorise, dans le respect des ententes en matière de main-d'œuvre avec les provinces et les territoires, l'émergence d'une économie carboneutre en investissant dans le développement de la main-d'œuvre à l'aide de crédits d'impôts couvrant les frais de scolarité pour des carrières durables, en augmentant les fonds alloués aux « compétences pour une économie carboneutre », en investissant dans la création d'un nouveau programme visant à soutenir la planification régionale et à financer les initiatives créatrices d'emplois durables et dans l'innovation pour la décarbonation du secteur industriel et dans la diversification économique des communautés affectées par la transition.**

### **Recommandation 268**

**Inclue des exigences relatives à la qualité de l'emploi dans les investissements de décarbonisation du budget de 2024 pour veiller à ce que les emplois dans les entreprises à faibles émissions de carbone soient sûrs, bien rémunérés et permettent aux travailleurs d'avoir leur mot à dire au travail en ayant accès à un syndicat.**

### **Recommandation 269**

**Lance une campagne de rénovations pour des maisons résilientes aux changements climatiques en élargissant et coordonnant les investissements et les programmes existants afin de centraliser les améliorations domiciliaires pour assurer des investissements efficaces qui intègrent des objectifs en matière de santé, d'abordabilité et d'adaptation, et pour répondre aux besoins uniques des collectivités autochtones, nordiques et éloignées.**

**Recommandation 270**

Élargisse la portée de certains programmes visant à stimuler les rénovations écoénergétiques afin de rendre aussi admissibles les grands immeubles locatifs.

**Recommandation 271**

Adopte des mesures législatives pour que les banques canadiennes se dotent de plans, de cibles et de pratiques compatibles avec les engagements climatiques du Canada et les objectifs de l'Accord de Paris, incluant en matière de mesure de réduction des émissions financées.

**Recommandation 272**

Élabore une définition normalisée de l'« investissement aligné sur la carboneutralité », inclue des estimations de réduction des émissions dans les politiques et soutienne le travail du Conseil d'action en matière de finance durable, en particulier son projet de taxonomie de transition.

**Recommandation 273**

Assume un leadership dans le développement d'une économie verte et maintienne et étende les mesures conçues au Canada pour encourager les investissements dans l'énergie propre, notamment dans les véhicules électriques et les usines de batteries au Canada.

**Recommandation 274**

S'engage en faveur de la réconciliation économique, de l'action climatique, de la souveraineté de l'Arctique, du développement durable et de la construction d'un réseau électrique pancanadien résilient.

**Recommandation 275**

Accélère et élargisse les incitatifs en faveur des technologies propres afin d'aider les fabricants à s'adapter aux plans du Canada en matière de changement climatique et à les faire progresser.



### **Recommandation 276**

**Limite la production de matières résiduelles en créant un fonds de réparation des appareils électroménagers et électroniques et un fonds sur le réemploi des contenants et emballages réutilisables.**

### **Recommandation 277**

**Fournisse un plan réaliste pour l'industrie du carburant d'aviation durable au Canada.**

### **Recommandation 278**

**Fasse preuve d'exemplarité en accélérant l'atteinte des objectifs de la Stratégie pour un gouvernement vert.**

### **Recommandation 279**

**Accorde la priorité aux produits du bois et bioproduits à base de fibres au détriment de solutions à plus forte intensité en gaz à effet de serre dans le cadre de sa Stratégie pour un gouvernement vert et de la Stratégie canadienne pour les bâtiments verts.**

## **Tarification de la pollution par le carbone**

En ce qui concerne la tarification de la pollution causée par le carbone, des témoins ont suggéré que le gouvernement examine les systèmes d'échange de droits d'émissions liés aux États-Unis et à d'autres mécanismes financiers liés au climat, instaure des politiques d'écofiscalité additionnelles pour encourager les Canadiens à consacrer moins d'argent aux biens polluants, mette en place un mécanisme pour veiller à ce que les réductions d'émissions soient vérifiées et consignés dans un système canadien de crédits réglementé, et que le mécanisme de tarification de la pollution par le carbone du gouvernement soit gelé à son niveau actuel, en plus de rendre aux petites entreprises les sommes ayant été perçues auprès d'elles.

En ce qui a trait aux préoccupations liées à l'agriculture et à l'alimentation au Canada, des témoins ont indiqué que l'exemption à la ferme pour les combustibles agricoles admissibles soit élargie afin d'inclure le gaz naturel et le propane, que les effets de la tarification du carbone sur l'abordabilité des aliments pour les Canadiens et sur la compétitivité des industries canadiennes devraient être évalués, et qu'une pause temporaire devrait être envisagée en ce qui a trait aux politiques de tarification du carbone ayant une incidence sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire du Canada.

**Recommandation 280**

**Élabore des politiques, comme une plus grande écofiscalité, pour encourager les Canadiens à acheter moins de produits polluants et plus de produits non polluants.**

**Recommandation 281**

**Prévoit un mécanisme rigoureux pour la mesure, la vérification et le compte rendu des réductions d'émissions dans le cadre du régime réglementé de crédits du Canada plutôt qu'un marché volontaire.**

## **Énergie**

En matière d'énergie, un certain nombre de témoins ont demandé l'adoption d'incitatifs fiscaux et d'autres mesures pour soutenir l'énergie propre et renouvelable, les technologies propres et le captage, l'utilisation et le stockage du carbone. D'autres témoins, quant à eux, ont proposé une réduction du soutien au secteur pétrolier et gazier. Des témoins ont aussi formulé des commentaires sur le développement des réseaux d'électricité, notamment en ce qui concerne la transition proposée vers un réseau carboneutre d'ici 2035.

**Recommandation 282**

**Mette rapidement en œuvre les crédits d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre, les technologies propres et l'hydrogène propre, en s'assurant qu'ils aient une large portée, et considère la façon de les bonifier et de mieux les exploiter.**

**Recommandation 283**

**Élargisse l'admissibilité aux crédits d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre, pour la fabrication de technologies propres et pour les technologies propres afin d'inclure les investissements dans l'énergie produite à partir de la biomasse forestière et des résidus forestiers.**

**Recommandation 284**

**Veille à ce que le Canada soit un pays concurrentiel quant aux investissements dans l'hydrogène propre.**

**Recommandation 285**

**Mette fin, dès que possible, au soutien financier de l'industrie des hydrocarbures.**



#### **Recommandation 286**

**Mette en place un réseau d'électricité à émissions nulles fondé sur les énergies renouvelables.**

#### **Recommandation 287**

**S'engage à fournir un financement direct à la Nukik Corporation afin de permettre la réalisation du projet Kivalliq Hydro-Fibre Link.**

#### **Recommandation 288**

**Finance directement l'expansion du réseau électrique de Terre-Neuve-et-Labrador.**

### **Adaptation et préservation**

Des témoins se sont prononcés sur les efforts déployés pour permettre à la société canadienne et à l'industrie canadienne de s'adapter aux changements climatiques en demandant que le gouvernement agisse pour revoir ou améliorer les programmes de gestion des risques liés aux catastrophes (comme Agri-relance) afin de veiller à ce qu'ils soient mieux adaptés et plus prévisibles, qu'il offre du soutien aux agriculteurs pour les aider à s'adapter aux effets des changements climatiques et qu'il investisse stratégiquement dans une agriculture résiliente à l'égard du climat. D'autres témoins ont proposé de mettre des mesures en œuvre afin de permettre aux édifices et aux opérations commerciales de se préparer aux ouragans, d'augmenter le financement du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et le rendre accessible aux collectivités rurales, d'élaborer des stratégies et des programmes pour aider les municipalités rurales à prendre des décisions éclairées en matière d'atténuation des risques de catastrophes et d'établir des centres d'adaptation aux changements climatiques dirigés par les collèges afin d'aider les collectivités locales et les entreprises à s'adapter aux changements climatiques. Finalement, des témoins ont discuté de l'investissement dans des projets de conservation et de préservation de la biodiversité dirigés par des Premières Nations, et de la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal.

#### **Recommandation 289**

**Hausse de manière significative les investissements dans le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes afin d'accélérer le déploiement d'infrastructures résilientes aux changements climatiques.**

**Recommandation 290**

**Augmente considérablement son investissement dans des stratégies proactives d'atténuation et de prévention des feux de forêt, en mettant l'accent sur la réduction des charges de carburant dans les forêts du Canada, en plus des programmes déjà déterminés dans le cadre de l'Initiative pour un avenir résilient face aux incendies de forêt.**

**Recommandation 291**

**Élabore des stratégies et des programmes pour aider les municipalités rurales à prendre des décisions éclairées concernant l'atténuation des risques de catastrophes comme les inondations, y compris les programmes locaux d'atténuation, et fournisse un financement au programme Intelli-feu Canada pour cartographier les risques de feu de forêt dans les collectivités rurales et aux projets communautaires d'atténuation des effets sur la faune.**

**Recommandation 292**

**Tienne compte des recommandations de la coalition Un Canada résistant au climat, du Bureau d'assurance du Canada et du Lancet Countdown sur la santé et les changements climatiques à l'intention du Canada dans la mise en œuvre, en collaboration avec les provinces, de la Stratégie nationale d'adaptation.**

**Recommandation 293**

**Fournisse du financement pour les rénovations qui augmentent la résilience des bâtiments résidentiels et commerciaux et assurent une meilleure protection contre les répercussions des phénomènes météorologiques extrêmes causés par les changements climatiques dans le cadre de la Stratégie nationale d'adaptation.**

**Recommandation 294**

**Établisse des carrefours de l'adaptation aux changements climatiques dirigés par des collègues, afin d'exploiter la puissance de la recherche appliquée pour aider les collectivités et les entreprises locales à s'adapter aux changements climatiques.**

**Recommandation 295**

**S'appuie sur le financement initial prévu dans le budget de 2023 pour exécuter intégralement in programme national d'assurance contre les inondations.**



### **Recommandation 296**

**Investisse dans la conservation et les efforts de préserver la biodiversité encadrée par les Premières Nations.**

### **Recommandation 297**

**Respecte l'engagement du Canada de cesser et d'inverser la perte de la biodiversité en mettant en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal.**

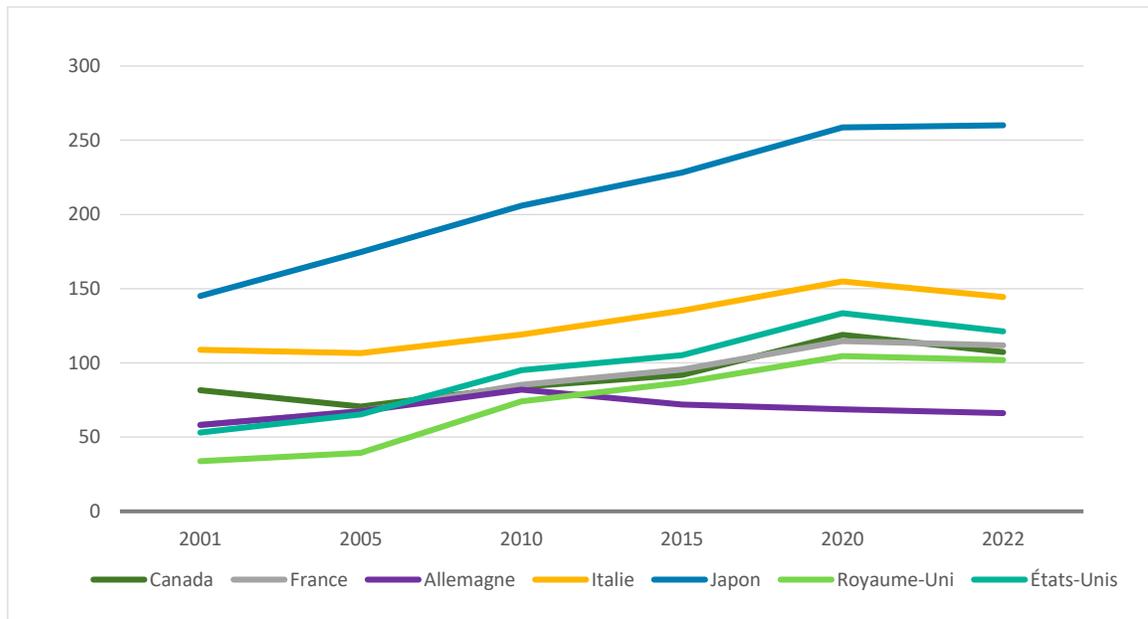
## **CADRE FINANCIER FÉDÉRAL ET GOUVERNEMENT**

De nombreux économistes estiment [en anglais] que l'inflation est un phénomène budgétaire et monétaire et que pour arriver à stabiliser les prix au fil du temps, il faut une coordination entre les autorités budgétaires et monétaires. Selon ce point de vue, la capacité d'une banque centrale de contrôler entièrement l'inflation repose ultimement sur la stabilisation réussie de la dette publique au moyen d'une planification budgétaire durable.

Par exemple, lorsqu'un gouvernement ne s'attaque pas aux déficits structurels existants, le niveau des prix augmentera afin de maintenir la viabilité de la dette publique à long terme, ce qui peut faire dévier l'inflation du taux cible de la banque centrale. À mesure que les déficits structurels s'accroissent et que la crédibilité du plan budgétaire du gouvernement diminue, il peut devenir de plus en plus difficile pour la banque centrale de stabiliser l'inflation autour du taux cible. Plus précisément, lorsque la banque centrale hausse les taux d'intérêt en réaction à l'inflation élevée, l'économie peut connaître une récession, ce qui fait augmenter le ratio de la dette au PIB ainsi que les niveaux de déficit, et peut renforcer les pressions inflationnistes. Dans de tels scénarios, au lieu de freiner l'inflation, la hausse des taux d'intérêt contribuerait à stimuler involontairement l'inflation déjà élevée et pourrait entraîner la « stagflation », soit la présence d'un taux d'inflation plus élevé que le taux cible de la banque centrale accompagné d'un ralentissement important de la croissance du PIB.

Le rôle potentiel de la politique budgétaire est particulièrement pertinent aujourd'hui, alors que de nombreux pays, dont le Canada, sont confrontés à une hausse rapide et inattendue des prix après deux décennies de faible inflation. La figure 5 montre que la dette totale du gouvernement en pourcentage du PIB a beaucoup augmenté dans tous les pays du G7 pendant cette période, sauf en Allemagne.

**Figure 5 — Dette brute des administrations publiques de divers pays en pourcentage du produit intérieur brut (%)**



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées du Fonds monétaire international, « [General government gross debt](#) » [en anglais], base de données, consultée le 3 novembre 2023.

Des [économistes](#) [en anglais] soutiennent que les importants déficits encourus afin de soutenir la relance après la pandémie de COVID-19 pourraient avoir joué un rôle important dans l'augmentation rapide des prix. D'autres [économistes](#) [en anglais] soutiennent toutefois que la récente flambée de l'inflation est principalement attribuable aux perturbations de l'offre, comme celle causée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui ont entraîné une hausse du prix des aliments et de l'énergie, de même qu'à un déplacement de la demande de services vers les biens causé par la pandémie et par les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, qui ont provoqué des pénuries de nombreux produits.

Finalement, il est important de souligner qu'il n'y a pas de consensus chez les économistes quant aux niveaux optimaux de dette et de déficit publics, et quant à l'existence d'une corrélation solide entre ces indicateurs budgétaires et l'inflation. Par exemple, d'un côté, [Olivier Blanchard](#) [en anglais], professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology et ancien économiste en chef au Fonds monétaire international, a soutenu avant la pandémie et la récente flambée de l'inflation qu'une dette additionnelle pourrait n'avoir aucun coût financier parce que le taux d'intérêt sur



la dette publique peut être inférieure au taux de croissance de l'économie, de sorte que la dette publique peut être constamment reportée. Par contre, Ryan Banerjee et al. de la Banque des règlements internationaux ont soutenu dans un [article paru en juin 2023](#) [en anglais] que « les changements apportés aux cadres budgétaires, qui réduisent la discipline budgétaire ou qui font en sorte qu'il est plus tolérable d'accroître le niveau de dette publique, pourraient accroître les risques d'inflation » [traduction].

Sur le thème du cadre financier fédéral et du gouvernement, les témoins ont parlé des finances nationales, de réforme et de conformité fiscales, de l'impôt sur le revenu des sociétés et des entreprises, de l'impôt sur le revenu des particuliers, des taxes à la consommation et des droits d'accise, des ministères fédéraux et de la fonction publique, ainsi que de la politique étrangère.

## Finances nationales

En ce qui concerne les finances nationales, des témoins ont proposé d'adopter une nouvelle approche budgétaire concernant les Premières Nations, d'équilibrer le budget pour permettre des investissements publics et de limiter la croissance des dépenses du gouvernement ou de hausser les impôts. Des témoins ont souligné le rôle que doit jouer le gouvernement pour s'attaquer à la crise du coût de la vie, à la crise du logement et aux catastrophes naturelles, malgré les préoccupations relatives au déficit. Ils ont proposé des mesures comme une cible budgétaire, l'enchâssement des principes budgétaires dans la loi et une divulgation améliorée afin de gérer les frais de service de la dette. Finalement, certains témoins ont partagé leur point de vue à l'effet que l'affirmation selon laquelle il existe un lien entre le déficit fédéral et l'évolution récente de l'inflation au Canada n'est pas crédible.

### Recommandation 298

**Adopte une nouvelle méthode d'établissement du budget qui sera respectueuse des droits inhérents des Premières Nations, des traités internationaux signés par le Canada ainsi que du modèle de relation de nation à nation.**

### Recommandation 299

**Reconnaisse que la préoccupation à l'égard du déficit devrait être éclipsée par des priorités plus pressantes, comme celles d'aider les Canadiens à traverser la crise du coût de la vie, la crise du logement, les catastrophes climatiques, et plus encore.**

### **Recommandation 300**

**Mette en œuvre des politiques complémentaires à celle de la Banque du Canada afin de ralentir la croissance des prix et réduise les prix des services gouvernementaux ou les offre gratuitement.**

### **Recommandation 301**

**Procède à un véritable examen complet des programmes.**

### **Recommandation 302**

**Reconnaisse que l'affirmation selon laquelle le déficit fédéral est une cause importante de l'inflation récente au Canada n'est pas plausible.**

### **Recommandation 303**

**Applique une analyse comparative entre les sexes plus exhaustive et assure l'accessibilité des résultats à l'ensemble de la population.**

## **Réforme et conformité fiscales**

Les propositions des témoins en matière de réforme fiscale et de conformité comprenaient une approche à plusieurs volets préconisant la lutte contre la classification inappropriée des employés, la reproduction des mesures de transparence fiscale de l'Australie, le lancement de consultations publiques sur les règles relatives aux prix de transfert, et le renforcement de la coopération fiscale internationale par l'entremise des Nations Unies.

Un certain nombre de témoins ont recommandé d'accroître la transparence et les exigences en matière de reddition de compte de l'Agence du revenu du Canada, de procéder à des examens des divulgations obligatoires, de collaborer avec Revenu Québec et de créer des registres publics des bénéficiaires effectifs. Les propositions portaient également sur la lutte contre l'évitement fiscal, l'élimination de la double non-imposition, l'imposition appropriée du revenu des entreprises multinationales et la mise en place de l'imposition unitaire suivant laquelle les différentes parties d'une entreprise multinationale sont imposées comme une seule entreprise. En outre, des témoins ont réclamé que la politique étrangère soit axée sur la lutte contre les paradis fiscaux, que les règlements extrajudiciaires soient réglementés, la législation fiscale simplifiée et le système fiscal canadien examiné de façon exhaustive. D'autres propositions visaient à créer un registre pancanadien de propriété effective, à simplifier le processus de



déclaration de revenus, à faciliter les transferts intergénérationnels d'entreprises familiales et à encourager les dons grâce à des modifications à la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

#### **Recommandation 304**

**Fasse preuve de leadership et sévisse contre la classification erronée des employés, qui coûte aux contribuables et aux travailleurs des millions de dollars par année en fraudes salariales.**

#### **Recommandation 305**

**Suive l'exemple de l'Australie en matière de transparence fiscale en introduisant des obligations en matière de déclaration pays par pays pour les entreprises multinationales et leurs filiales, y compris la résidence fiscale, la répartition de la propriété et le type d'entité.**

#### **Recommandation 306**

**Fasse de la lutte contre les paradis fiscaux une priorité de la politique étrangère du Canada et pose des gestes afin d'en limiter l'utilisation en :**

- **augmentant la transparence et la reddition de comptes de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et en s'assurant que l'ARC collabore avec Revenu Québec;**
- **revoquant le fonctionnement des pratiques d'opérations à divulgation obligatoire;**
- **encadrant et restreindre davantage le recours à la divulgation volontaire;**
- **criminalisant l'évitement fiscal abusif et en sévissant davantage contre les fraudeurs et les facilitateurs;**
- **limitant et en encadrant les règlements hors cour;**
- **réclamant un cadastre financier mondial et en élargissant et en rendant publiques les déclarations pays par pays;**
- **abolissant les problèmes liés aux prix de transfert en mettant en place la taxation unitaire des entreprises;**

- **mettant fin à la double non-imposition.**

**Recommandation 307**

**Mette en place, fasse appliquer et maintienne à jour un registre de propriété effective unique et complet à l'échelle du Canada.**

**Recommandation 308**

**Joue un rôle de leader pour l'obtention d'un impôt minimal mondial pour les entreprises multinationales.**

**Recommandation 309**

**Prene des mesures pour combler l'écart croissant des revenus et générer des revenus pour financer les programmes de réduction de la pauvreté en éliminant les échappatoires fiscales, en imposant la richesse extrême et en mettant en œuvre un impôt sur les profits excessifs, notamment les gains exceptionnels associés à la pandémie.**

**Recommandation 310**

**Revoie en profondeur le cadre fiscal du Canada avec l'objectif d'améliorer la productivité du travail, de satisfaire aux besoins de l'économie canadienne en constante évolution, d'accroître la compétitivité du Canada à l'échelle internationale, de réaffirmer l'engagement à atteindre la neutralité fiscale et de le rendre plus simple et équitable.**

**Recommandation 311**

**Avant d'apporter les changements proposés à l'impôt minimum de remplacement, détermine les répercussions qu'auront ces changements sur les revenus de bienfaisance en menant une analyse financière et économique indépendante.**

## **Impôt sur le revenu des sociétés et des entreprises**

Les propositions des témoins en matière d'impôt sur le revenu des sociétés et des entreprises portaient sur un large éventail de stratégies, notamment le réinvestissement des bénéficiaires non répartis grâce à des crédits d'impôt à l'investissement plus substantiels, la mise en place d'un crédit d'impôt général à l'investissement temporaire, des modifications de certains autres crédits d'impôt et la réduction du taux d'imposition des sociétés. D'autres suggestions portaient sur la création d'un mécanisme fiscal



comprenant une « boîte à PI » pour le revenu tiré de la PI, sur l'établissement d'un lien entre la déduction accordée aux petites entreprises et l'âge de l'entreprise, et sur l'exemption de certains gains en capital.

De plus, des témoins ont proposé d'imposer les bénéfices exceptionnels pour les grands détaillants en alimentation, des taxes supplémentaires pour les entreprises contribuant à l'inflation et d'éviter d'imposer de nouvelles taxes aux entreprises, ou de reporter leur entrée en vigueur. Certains témoins ont présenté des suggestions sur les taxes sur le rachat d'actions. D'autres recommandations visaient à hausser les seuils de déduction des petites entreprises, à abaisser les taux d'imposition fédéraux applicables aux petites entreprises, à retarder l'élimination progressive de la déduction pour amortissement, à augmenter l'exonération cumulative des gains en capital et à offrir des incitatifs pour les fiducies collectives des employés ainsi que les coopératives de travailleurs.

#### **Recommandation 312**

**Accorde des crédits d'impôt à l'investissement relativement plus importants pour encourager le réinvestissement au Canada des bénéfices non répartis.**

#### **Recommandation 313**

**Mette en œuvre un crédit d'impôt général temporaire à l'investissement, applicable à tous les investissements dans des actifs amortissables, y compris les actifs incorporels, à un taux de 5 %, en vigueur à compter de maintenant jusqu'en 2025, suivi par une réduction de 15 à 13 % du taux d'imposition des sociétés.**

#### **Recommandation 314**

**Maximise l'incidence des crédits d'impôt existants pour les actions accréditives en assouplissant le délai de réalisation des dépenses admissibles, en particulier lorsque des retards réglementaires empêchent l'entreprise de dépenser dans le délai imparti, et en rendant ces coûts admissibles à la règle du retour en arrière.**

#### **Recommandation 315**

**Intègre les coûts de préproduction des minéraux critiques dans le nouveau crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques pour stimuler la production.**

#### **Recommandation 316**

**Soutienne l'investissement des petites entreprises dans la propriété intellectuelle en offrant des incitatifs fiscaux remboursables.**

#### **Recommandation 317**

**Établit un mécanisme fiscal de type « boîte de propriété intellectuelle » selon lequel les revenus provenant de brevets et d'autres types de propriété intellectuelle générée par des activités menées au Canada seraient assujettis à un taux d'imposition des sociétés moins élevé.**

#### **Recommandation 318**

**Instaure une taxe sur les bénéfices exceptionnels pour les entreprises de tous les secteurs qui génèrent des profits démesurés en raison de crises, ainsi que sur ceux des grands détaillants de produits alimentaires afin d'utiliser les recettes pour financer une prolongation du remboursement pour l'épicerie.**

#### **Recommandation 319**

**Augmente l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui ont contribué à l'inflation canadienne en affichant des marges de profit extrêmement élevées, y compris le secteur pétrolier et gazier et les supermarchés.**

#### **Recommandation 320**

**Maintienne et étende la taxe de 2 % sur les rachats d'actions.**

#### **Recommandation 321**

**Applique un taux d'imposition effectif d'au moins 25 % aux multinationales et aille de l'avant avec l'adoption de sa propre taxe sur les services numériques, si nécessaire.**

#### **Recommandation 322**

**Veille à ce que les taxes sur la technologie et les services numériques ne s'éloignent pas trop des précédents établis à l'échelle internationale et encouragent le développement, la commercialisation et l'adoption des technologies.**

### **Impôt sur le revenu des particuliers**

Les propositions des témoins en matière d'impôt sur le revenu des particuliers comprenaient l'introduction de mesures d'équité visant l'imposition du revenu artistique professionnel, l'imposition des indemnités de grève comme un revenu ordinaire, ainsi que l'amélioration du traitement fiscal des dépenses médicales en abaissant le seuil. Certains témoins ont suggéré d'indexer différents paliers aux fins de l'impôt sur le



revenu, paiements de prestations et crédits d'impôt en fonction de l'indice des prix à la consommation, de réduire le montant de base du crédit en raison de l'âge, de permettre l'étalement du revenu sur plusieurs années et d'imposer un impôt permanent sur la fortune.

### **Recommandation 323**

**Établit un système d'étalement du revenu professionnel des artistes sur quatre ans afin de garantir l'équité fiscale.**

### **Recommandation 324**

**Augmente le seuil de l'exonération cumulative des gains en capital.**

### **Recommandation 325**

**Instaure un impôt sur la richesse permanent pour les Canadiens les plus riches.**

### **Recommandation 326**

**Inclut le village d'Anticosti (Port-Menier) à titre de zone nordique visée par règlement en ce qui concerne les déductions pour habitants en régions éloignées, étant donné son enclavement.**

## **Taxes à la consommation et droits d'accise**

Certains témoins ont proposé d'exclure les aéronefs de la *Loi sur la taxe sur certains biens de luxe* et d'instaurer un moratoire sur la taxe de luxe sur les aéronefs en attendant d'autres consultations des membres de l'industrie, de financer de nouvelles dépenses grâce à une hausse du taux de la TPS, de clarifier les idées fausses entourant les taxes sur les produits alimentaires malsains et d'éliminer la taxe de vente sur l'épicerie. Ils ont également proposé d'ajuster la formule de calcul du droit d'accise pour le cannabis et de répondre aux préoccupations liées à l'augmentation automatique du droit d'accise sur l'alcool.

### **Recommandation 327**

**Exempte les aéronefs et les navires de la taxe sur les biens de luxe.**

### **Recommandation 328**

Revoie les lignes directrices en matière de détaxation s'appliquant aux produits à l'épicerie pour s'adapter aux nouvelles réalités sur les tablettes.

### **Recommandation 329**

Fasse des ajustements à la formule du droit d'accise pour le cannabis afin qu'il soit limité à un tarif ad valorem de 10% ainsi qu'au fonctionnement du droit d'accise, y compris l'exigence d'appliquer un timbre d'accise sur les produits du cannabis.

### **Recommandation 330**

Modernise la *Loi sur l'accise* afin d'alléger le fardeau fiscal imposé sur les brasseries artisanales canadiennes détenues et exploitées localement, permettant ainsi à l'industrie de poursuivre sa croissance, à créer des emplois et à contribuer à l'économie locale.

### **Recommandation 331**

Exonère des droits d'accise à 90 % les premiers 50 000 litres d'alcool éthylique absolu (LAA) produits par les distilleries, à 85 % les 50 000 LAA suivants et à 75 % les 100 000 LAA qui amènent la production à 200 000 LAA.

### **Recommandation 332**

Modifie l'exonération du droit d'accise accordée au vin entièrement canadien produit à partir de miel ou de pommes afin qu'elle comprenne également tous les autres produits fermentés qui ne sont pas des raisins.

### **Recommandation 333**

Modifie l'alinéa 178.8(4)(a) de la *Loi sur la taxe d'accise* afin que les commerçants de véhicules récréatifs du Québec n'aient plus à payer la taxe ontarienne à la frontière en plus de la taxe harmonisée TPS/TVQ.

## **Ministères fédéraux et fonction publique**

Les témoins ont formulé plusieurs propositions relatives aux ministères fédéraux et à la fonction publique. Tout d'abord, ils ont suggéré de moderniser les processus d'approvisionnement, de revoir la politique d'approvisionnement fédérale afin d'interdire le recours aux travailleurs de remplacement, ainsi qu'une hausse de l'approvisionnement auprès des entreprises de technologie canadiennes et des



politiques d'approvisionnement propres. De plus, ils ont proposé de modifier les politiques d'approvisionnement pour veiller à ce que les producteurs audiovisuels adhèrent aux conventions collectives pertinentes et de faire en sorte que les agences de publicité engagées par le gouvernement fédéral soient signataires du National Commercial Agreement de l'Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists. Des témoins ont aussi demandé des stratégies d'approvisionnement pour les PME canadiennes

Parmi les autres propositions, il y avait le gel pendant cinq ans des budgets de fonctionnement des ministères fédéraux pour les salaires au niveau de 2023, la transition des régimes de pension des employés vers des modèles à risques partagés et l'imposition d'exigences en matière d'apprentissage et de formation pour les fournisseurs prenant part à des projets fédéraux. Des témoins ont également souligné qu'il fallait faire participer le vérificateur général et l'industrie lors des examens, simplifier les demandes de financement pour les municipalités et améliorer l'embauche et la rétention de conseillers à la paie.

Certains témoins ont réclamé une enquête nationale sur la crise liée au système de paie Phénix, le règlement des recours collectifs, la prévention du racisme et de la discrimination, et l'abrogation des changements à la *Loi sur la pension de la fonction publique*. Finalement, ils ont également proposé un soutien accru à la recherche, la création d'un bureau consacré à la coordination des VÉ et un virage vers l'adoption des VÉ au sein du gouvernement fédéral, y comprise une cible de 10 % des places de stationnement fédérales électrifiées d'ici 2025.

#### **Recommandation 334**

**Accroisse les approvisionnements gouvernementaux auprès du secteur technologique au Canada et utilise les marchés publics pour stimuler l'innovation en matière de cybersécurité au Canada en rendant les pratiques de marchés publics en matière de technologie plus souples, plus ambitieuses et plus axées sur les résultats.**

#### **Recommandation 335**

**Accroisse la compétitivité mondiale des entreprises canadiennes en élargissant l'accès aux clients, en élaborant une stratégie d'approvisionnement pour les petites et moyennes entreprises nationales et en revoyant les politiques d'approvisionnement afin notamment d'éliminer le critère du plus bas soumissionnaire, le tout afin de permettre aux entreprises canadiennes d'avoir accès aux contrats publics.**

**Recommandation 336**

**Révise la politique fédérale sur l'approvisionnement pour interdire le recours à des briseurs de grève, directement ou indirectement.**

**Recommandation 337**

**Modifie la politique fédérale en matière de marchés publics afin de garantir que chaque producteur réalisant des œuvres audiovisuelles pour le gouvernement respecte toutes les conventions collectives pertinentes.**

**Recommandation 338**

**Impose aux entrepreneurs l'obligation d'embaucher des apprentis pour tous les projets d'approvisionnement et d'infrastructure fédéraux.**

**Recommandation 339**

**Avant de mettre en place des compressions, élabore un plan de dotation pour l'ensemble de la fonction publique qui tienne compte à la fois des besoins de l'ensemble de la fonction publique et de ceux qui reçoivent des services publics, en collaboration avec les agents négociateurs.**

**Recommandation 340**

**Crée un organisme au sein de la fonction publique fédérale pour fournir les services actuellement fournis par des consultants privés sous contrat.**

**Recommandation 341**

**Collabore avec les agents négociateurs pour modifier la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral* pour l'harmoniser avec les mesures et les protections prévues par la législation dans d'autres secteurs et inclue un libellé exigeant que les employeurs paient les travailleurs correctement et à temps.**

**Recommandation 342**

**Offre aux agents chargés de la sécurité publique employés par le gouvernement fédéral la parité salariale avec leurs homologues qui travaillent dans d'autres administrations.**



### **Recommandation 343**

**Veille à ce que les recommandations découlant de l'examen actuel de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* soient adoptées et que la Loi soit modifiée en conséquence.**

### **Recommandation 344**

**Trouve des moyens non seulement d'embaucher et de former des conseillers en rémunération, mais aussi de les maintenir en poste au moyen du système de paye Phénix amélioré.**

### **Recommandation 345**

**Lance une enquête nationale pour déterminer pourquoi la crise relative au système de paye Phénix s'est produite, comment elle aurait pu être évitée et pourquoi elle n'a pas encore été réglée.**

### **Recommandation 346**

**Renouvèle le protocole d'entente négocié sur les dommages-intérêts relatifs aux erreurs du système de paye Phénix et rende non imposable l'indemnisation générale pour les dommages causés par Phénix.**

### **Recommandation 347**

**Élimine l'arriéré des problèmes de paye de Phénix et suspende le recouvrement des trop-payés jusqu'à ce que tous les employés reçoivent le montant qui leur est dû en raison d'erreurs du système de paye Phénix.**

### **Recommandation 348**

**Règle de bonne foi les recours collectifs des Noirs et des Autochtones en présentant des excuses publiques aux employés noirs et autochtones de la fonction publique fédérale, en offrant un dédommagement pour compenser la perte financière et le traumatisme racial subis et en appliquant les recours demandés dans chaque poursuite pour éliminer les obstacles systémiques auxquels font face les travailleurs noirs et autochtones.**

#### **Recommandation 349**

**Travaille à prévenir le racisme envers les Asiatiques, l'islamophobie, l'antisémitisme et toutes les autres formes de racisme, de haine et de discrimination dans la fonction publique fédérale en :**

- **mettant en œuvre les recommandations de l'Alliance de la Fonction publique du Canada;**
- **exigeant que tous les gestionnaires et les employés de la fonction publique fédérale participent à une formation régulière sur le racisme, la haine, la discrimination et les préjugés en milieu de travail et fassent preuve de l'acquisition de compétences définies;**
- **fournissant des ressources indéfectibles pour protéger les employés contre les actes de discrimination, fournissant un soutien approprié lorsque des actes sont commis et permettant de mener des enquêtes approfondies et de remédier à toutes ces situations.**

#### **Recommandation 350**

**Abroge les modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* qui ont fait passer l'âge minimal de la retraite non réduite à 60 ans avec trente ans de service ou 65 ans avec deux ans de service, pour toute personne embauchée dans la fonction publique fédérale après le 1<sup>er</sup> janvier 2013.**

#### **Recommandation 351**

**Rationalise et simplifie les demandes de financement fédéral pour les municipalités, y compris en ce qui a trait au logement, à l'infrastructure et au changement climatique.**

#### **Recommandation 352**

**Crée un comité au sein du Bureau du Conseil privé pour coordonner les responsabilités en termes de véhicules électriques de tous les ministères, et conseiller le premier ministre sur les progrès réalisés pour atteindre les objectifs d'électrification du gouvernement.**

#### **Recommandation 353**

**Prolonge de trois ans le partenariat entre le Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada et Statistique Canada afin de préserver de**



**précieux actifs de données commerciales, tout en maintenant et en développant la série de produits innovants du Laboratoire et les données en temps réel mises gratuitement à la disposition des entreprises, des municipalités, des chercheurs universitaires et des groupes communautaires du Canada.**

#### **Recommandation 354**

**En consultation et en collaboration avec les municipalités, les provinces, les territoires et les peuples autochtones, augmente le financement aux organismes, tels que Statistique Canada et d'autres ministères fédéraux ou organismes et agences concernés, qui appuient la recherche ou collectent des données désagrégées et intersectionnelles sur diverses questions d'importance en matière d'égalité des genres, dont :**

- **la violence conjugale et familiale, ainsi que la prévalence et les effets des traumatismes cérébraux chez les survivantes de cette violence;**
- **la violence à l'égard des femmes et filles autochtones, ainsi que des personnes bispirituelles, vivant en région urbaine et rurale ou en région éloignée, particulièrement dans le contexte d'exploitation des ressources;**
- **la sécurité économique, les réalités de la pauvreté et l'exploitation économique et financière.**

### **Politique étrangère**

En ce qui concerne la politique étrangère, le comité a entendu des témoignages indiquant que le gouvernement devrait accroître son financement et son leadership au sein des organisations multilatérales de défense. D'autres témoins ont suggéré que le gouvernement augmente le financement de l'aide internationale, en particulier pour les initiatives visant à renforcer et à protéger les droits des femmes, des filles et des personnes LGBTQ+. Enfin, certains témoins ont suggéré que le gouvernement devrait augmenter le financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays à faible revenu et contribuer financièrement aux initiatives internationales en matière de travail et au développement des systèmes d'enseignement technique.

#### **Recommandation 355**

**Joue un rôle de chef de file dans la modernisation du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord et augmente les budgets de la défense afin de**

**respecter les engagements de l'OTAN et de stimuler les activités de recherche et de développement.**

**Recommandation 356**

**Augmente l'enveloppe de l'aide internationale par rapport au niveau de 2021-2022.**

**Recommandation 357**

**Fournisse une contribution ciblée à l'appui du Multilateral Partnership for Organizing, Worker Empowerment, and Rights du gouvernement des États-Unis.**

**Recommandation 358**

**N'accorde plus aucune concession touchant les produits sous gestion de l'offre dans les futures négociations commerciales en appuyant le projet de loi C-282, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (gestion de l'offre).**

**Recommandation 359**

**Se retire de l'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis, qui met en danger la vie des demandeurs d'asile.**

## **CONCLUSION**

Le Comité remercie les Canadiens qui ont pris part à ses consultations prébudgétaires en préparant des mémoires ou en témoignant à Ottawa et ailleurs au Canada. Comme toujours, vos points de vue et vos réflexions nous sont extrêmement utiles pour élaborer nos recommandations au gouvernement. Nous sommes confiants que lors de la préparation du budget fédéral de 2024, la vice-première ministre et ministre des Finances tiendra compte des propositions qui ont été portées à l'attention du Comité et donnera suite à nos recommandations.



## **ANNEXE A : PROPOSITIONS DES TÉMOINS**

---

Les tableaux qui suivent montrent les propositions présentées par les organismes et les personnes qui ont comparu devant le Comité au cours des consultations prébudgétaires de cette année, ainsi que les propositions contenues dans leurs mémoires.

## ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	[Investir dans] la conservation [et les efforts pour préserver la biodiversité] encadrée par les Premières Nations.	<a href="#">2023/10/26</a>
Coalition pour un budget vert	Respecter l'engagement du Canada de cesser et d'inverser la perte de la biodiversité en mettant en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal.	<a href="#">2023/09/25</a>
Collèges et instituts Canada	Établir [des] carrefours de l'adaptation aux changements climatiques dirigés par des collèges, afin d'exploiter la puissance de la recherche appliquée pour aider les collectivités et les entreprises locales à s'adapter aux changements climatiques.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Entreprendre la révision des principaux programmes de gestion des risques, en particulier Agri-relance, pour veiller à les rendre plus rapides, adaptés et prévisibles dans un contexte d'augmentation du nombre de catastrophes naturelles liées aux changements climatiques.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Veiller à ce que les questions liées à la durabilité soient axées sur les agriculteurs et offrent du soutien pour les aider à s'adapter aux effets des changements climatiques.	<a href="#">2023/10/05</a>
Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce	[Travailler ensemble à mettre en œuvre des mesures pour soutenir] la préparation des bâtiments et des activités commerciales aux ouragans et le renforcement des systèmes pour protéger les entreprises en vue de la nouvelle saison des ouragans et contre les changements climatiques.	<a href="#">2023/10/10</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Municipalités rurales de l'Alberta	S'engager à élaborer un nouveau volet du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes qui fournit un financement strictement réservé aux collectivités rurales, utilise un seuil de dépenses relatives aux projets beaucoup plus bas, et utilise une contribution fédérale de partage des coûts plus élevée qui permettra de donner aux dirigeants locaux dans les collectivités de tous types les moyens de s'adapter au changement climatique.	<a href="#">2023/11/16</a>
Municipalités rurales de l'Alberta	Élaborer des stratégies et des programmes pour aider les municipalités rurales à prendre des décisions éclairées concernant l'atténuation des risques de catastrophes, [comme les inondations, y compris des projets communautaires d'atténuation] afin d'aider les collectivités rurales [...] [ainsi que du] financement à [Intelli-feu Canada] pour cartographier les risques de feu de forêt dans les collectivités rurales et [...] aux projets communautaires d'atténuation des effets sur la faune.	<a href="#">2023/11/16</a>
Prince Edward Island Federation of Agriculture	[Améliorer les programmes de gestion des risques des entreprises agricoles en créant] un régime d'aide qui permettra aux entreprises et aux communautés de se reconstruire plus rapidement [après une catastrophe naturelle].	<a href="#">2023/10/10</a>
Prince Edward Island Federation of Agriculture	[Investir stratégiquement] dans l'agriculture résiliente au changement climatique.	<a href="#">2023/10/10</a>
Union des municipalités du Québec)	Hausser de manière significative [les] investissements dans le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes afin d'accélérer le déploiement d'infrastructures résilientes aux changements climatiques.	<a href="#">2023/11/13</a>

## AGRICULTURE, ALIMENTATION ET PÊCHES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Abbotsford Chamber of Commerce	Favoriser le succès de nouvelles industries, comme la technologie agricole, qui a son siège naturel à Abbotsford.	<a href="#">2023/11/17</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements visant à améliorer l'accès aux aliments nutritifs et traditionnels, aux systèmes alimentaires durables et aux initiatives de protection de l'environnement.	<a href="#">2023/10/26</a>
Association nationale des engraisseurs de bovins	Mener des consultations, puis élaborer une stratégie sur les intrants agricoles critiques visant à assurer un approvisionnement abordable et stable en intrants agricoles critiques aux producteurs canadiens.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association nationale des engraisseurs de bovins	Fournir un financement accru et prévisible au Programme intégré canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens pour que nous puissions compter sur un programme national amélioré encadrant l'utilisation des antimicrobiens et la surveillance de la résistance à ces produits.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association nationale des engraisseurs de bovins	Maintenir le plafond d'exonération d'intérêts du Programme de paiements anticipés à 350 000 \$.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association nationale des engraisseurs de bovins	Créer un environnement d'affaires favorable à l'agriculture canadienne par des exigences réglementaires, politiques et fiscales suivant celles [des] concurrents étrangers [du Canada].	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce du Canada	Renforcer l'investissement dans l'agriculture. Établir des partenariats avec les entreprises pour la recherche, le développement de produits et la commercialisation du secteur agroalimentaire, tout en élaborant des mécanismes politiques et des soutiens pour inciter le secteur privé à investir dans la recherche et le développement.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Encourager la transformation des produits agricoles à valeur ajoutée.	<a href="#">2023/11/02</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition pour un budget vert	[Mettre en œuvre des mesures pour] promouvoir l'agriculture durable [...] pour aider [...] le Canada à [devenir] un chef de file de l'agriculture durable et novatrice grâce à un système alimentaire résilient et diversifié.	<a href="#">2023/09/25</a>
Équiterre	Favoriser l'émergence des pratiques agricoles durables en finançant la formation et l'embauche [...] [d']agent.e.s en services-conseils supplémentaires [...] et en bonifiant le fonds d'action climatique à la ferme.	<a href="#">2023/11/13</a>
Équiterre	Protéger les terres agricoles et faciliter l'accès à la relève avec la création d'un programme Agri-dons et d'un fonds pour soutenir l'accès aux terres agricoles.	<a href="#">2023/11/13</a>
Équiterre	Contribuer à une saine alimentation abordable dans les institutions publiques en bonifiant les programmes d'alimentation scolaire existants [...] et en renforçant les infrastructures et les capacités des institutions et organismes partenaires.	<a href="#">2023/11/13</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Continuer de soutenir les agriculteurs au moyen du Programme de paiement anticipé, [en augmentant de façon permanente] le plafond sans intérêt pour les avances.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Créer une déduction permanente pour amortissement accéléré pour toutes les catégories de matériel agricole, permettant ainsi aux producteurs d'amortir 100 % de leur capital affecté à l'achat de matériel agricole au cours de la première année.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Veiller à mettre en place une approche pangouvernementale pour appuyer de solides mesures incitatives à l'adoption [par les agriculteurs] de pratiques exemplaires de gestion, [incluant des services d'appoint sur le terrain] ainsi que les investissements nécessaires pour faire avancer la recherche.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Augmenter le seuil de l'exonération cumulative des gains en capital.	<a href="#">2023/10/05</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne de l'agriculture	Veiller à ce que [toute modification des] dispositions [de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> ] [...] liées à [...] [la réglementation des] transferts intergénérationnels ne découragent pas les véritables transferts familiaux.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Mener des consultations et élaborer une Stratégie sur les Intrants Agricoles Critiques afin de garantir que les producteurs canadiens disposent d'une source d'approvisionnement stable et à long terme pour les intrants agricoles essentiels, y compris les engrais, nécessaires à la production de produits agricoles et agroalimentaires de haute qualité.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Mettre en œuvre un nouveau programme [de subvention], sur le modèle du Programme canadien d'adoption du numérique, qui faciliterait la planification de la gestion des risques et l'atténuation de ceux-ci dans les exploitations agricoles.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Augmenter la couverture du programme Agri-stabilité à 85 % de la marge de référence.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Veiller à ce que l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire dispose de ressources suffisantes et améliore ses processus internes afin de prendre des décisions rapides, transparentes et fondées sur des données scientifiques.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Exempter les exploitations agricoles de la déclaration de la taxe sur les logements sous-utilisés.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Mettre en œuvre des mesures pour défendre le droit à la réparation des agriculteurs à réparer leur propre machinerie agricole.	<a href="#">2023/10/05</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne de l'agriculture	S'assurer que le lancement de la Stratégie pour une agriculture durable de tous les produits de base agricoles et est accompagné d'une enveloppe financière ambitieuse, qui reflète les mesures d'incitation, la recherche et les activités de transfert de connaissances nécessaires pour répondre aux exigences interdépendantes de la durabilité environnementale, économique et sociale.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Fournir un soutien financier pendant les deux ou trois premières années pour la création d'un Bureau d'arbitrage du Code de l'alimentation, qui sera essentiel pour faire progresser la formation, l'éducation, les services de règlement des différends et la surveillance nécessaires à la mise en œuvre d'un Code de conduite de l'industrie de l'alimentation dirigé par l'industrie.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Fournir un soutien financier pour mettre sur pied un secrétariat qui soutiendra la mise en œuvre du Cadre stratégique national de la main-d'œuvre pour l'agriculture et la fabrication d'aliments et de boissons.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	[Élargir] la définition d'« enfant » [dans la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> ] afin de permettre aux actionnaires frères et sœurs de transmettre une part sans droit de contrôle de leur propriété à la génération suivante.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Plaider en faveur de l'élimination des obstacles non tarifaires au commerce dans les accords commerciaux internationaux.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Veiller à ce que les futurs accords commerciaux ne prévoient pas d'accès supplémentaire aux secteurs soumis à la gestion de l'offre.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fish Food and Allied Workers - Unifor	Faire des espèces commerciales importantes une priorité [lors de l'évaluation de] la santé des espèces marines et [de l'établissement] des plans de gestion fondés sur ces évaluations.	<a href="#">2023/10/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fish Food and Allied Workers - Unifor	[Veiller à l'application rigoureuse de la <i>Loi sur les pêches</i> et des règlements connexes, qui] reconnaissent que la pêche par les propriétaires-exploitants génère beaucoup plus de valeur pour notre économie que la pêche par les sociétés, ... afin de punir les délinquants et de protéger l'avenir [des] collectivités.	<a href="#">2023/10/13</a>
Greener Village	[Créer] [...] un fonds destiné à soutenir un programme pilote national pour les banques alimentaires.	<a href="#">2023/10/05</a>
Greener Village	Développer et [...] soutenir des initiatives qui renforcent les systèmes alimentaires locaux, évitent d'envoyer des aliments comestibles dans les dépotoirs et favorisent l'autonomie et la résilience des citoyens et des collectivités.	<a href="#">2023/10/05</a>
Greener Village	[Catalyser l'esprit d'entreprise pour promouvoir la production alimentaire artisanale en facilitant] la création d'entrepôts alimentaires et la location de cuisines commerciales de classe 5 et de conformité [Agence canadienne d'inspection des aliments], et leur accès.	<a href="#">2023/10/05</a>
Greener Village	[Réduire] [...] la dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires [...] [en investissant] dans des infrastructures de transport, d'entreposage et de stockage frigorifique intraprovinciales et interprovinciales afin de réduire le gaspillage alimentaire, les coûts de transport, les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance à l'égard des aliments importés.	<a href="#">2023/10/05</a>
Greener Village	Envisager un investissement [...] dans le réseau des banques alimentaires.	<a href="#">2023/10/05</a>
Institut canadien de la santé animale	Modifier les frais liés à la politique sur les services entourant les médicaments vétérinaires pour les fixer à un montant qui permettrait au Canada d'être proportionnellement concurrentiel par rapport à ses principaux partenaires commerciaux.	<a href="#">2023/11/15</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut canadien de la santé animale	Modifier la <i>Loi sur les aliments et drogues</i> afin de permettre la reconnaissance des décisions prises à l'étranger par des autorités réglementaires de confiance d'autres pays relatives à l'évaluation de la fabrication, de la qualité et de l'efficacité clinique en vue de l'autorisation des médicaments vétérinaires.	<a href="#">2023/11/15</a>
Institut canadien de la santé animale	Modifier [la] politique et abolir les droits de licence d'établissement de produits pharmaceutiques pour les ingrédients pharmaceutiques actifs à faible risque.	<a href="#">2023/11/15</a>
Keystone Agricultural Producers	Exempter les exploitations agricoles de l'obligation de produire la déclaration de la taxe sur les logements sous-utilisés.	<a href="#">2023/11/15</a>
Keystone Agricultural Producers	Veiller à ce que l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire [...] dispose de ressources suffisantes et améliore ses processus internes à l'appui de décisions opportunes, transparentes et fondées sur des données scientifiques qui aideront les producteurs canadiens à demeurer concurrentiels sur le marché mondial.	<a href="#">2023/11/15</a>
Keystone Agricultural Producers	[S'assurer] que le lancement d'une stratégie agricole durable englobe tous les produits agricoles.	<a href="#">2023/11/15</a>
Keystone Agricultural Producers	Augmenter la couverture d'Agri-stabilité à 85 % de la marge de référence.	<a href="#">2023/11/15</a>
Keystone Agricultural Producers	Mettre en œuvre des mesures pour soutenir le droit des agriculteurs de réparer leur propre machinerie agricole.	<a href="#">2023/11/15</a>
Keystone Agricultural Producers	Augmenter le seuil d'exemption des gains en capital [sur les biens agricoles ou de pêche admissibles] au-delà de 1 million de dollars pour qu'il corresponde davantage à la valeur actuelle des terres.	<a href="#">2023/11/15</a>
Keystone Agricultural Producers	Apporter des modifications à la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> pour élargir la définition d'un enfant pour le transfert à la prochaine génération d'actions sans contrôle.	<a href="#">2023/11/15</a>
Ocean Choice International	Accroître le financement consacré à la recherche halieutique afin de mieux éclairer la prise de décisions aux fins de la gestion de ces ressources.	<a href="#">2023/10/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Ocean Choice International	[S'assurer que Pêches et Océans Canada fasse] sans tarder les démarches nécessaires pour mettre à contribution les ressources à la disposition de l'industrie [de la pêche] de telle sorte que les relevés [des stocks] puissent être effectués en temps utile.	<a href="#">2023/10/13</a>
Ocean Choice International	Mettre en place des mesures pour compenser le coût élevé du carburant attribuable au Règlement sur les combustibles propres pour les secteurs qui n'ont pas la possibilité de contrôler de tels coûts.	<a href="#">2023/10/13</a>
Ocean Choice International	Continuer d'assurer le financement du Fonds des pêches de l'Atlantique afin de faciliter les investissements stratégiques et porteurs pour la région.	<a href="#">2023/10/13</a>
Prince Edward Island Federation of Agriculture	[Maintenir la partie sans intérêt des prêts offerts par le] programme de paiements.	<a href="#">2023/10/10</a>
Prince Edward Island Fishermen's Association	[Fournir du] financement de la recherche scientifique visant à établir des données de référence dans les zones de pêche où la production d'énergie éolienne est proposée.	<a href="#">2023/10/10</a>
Prince Edward Island Fishermen's Association	[Réduire le] nombre de permis [d'au moins 50 %] pour certaines espèces [telles que le poisson de fond, le thon, le hareng et le maquereau] grâce à un programme ciblé de rachat de permis [...] [afin] que ces pêcheries correspondent aux quotas disponibles.	<a href="#">2023/10/10</a>
Prince Edward Island Fishermen's Association	[Attribuer des fonds pour] la recherche scientifique visant à évaluer les répercussions extracôtières de la tempête tropicale Fiona à l'Île-du-Prince-Édouard, [y compris sur les stocks de homards].	<a href="#">2023/10/10</a>
The Mustard Seed	Travailler en partenariat avec les provinces et les territoires, avec les peuples autochtones et avec les organismes sans but lucratif pour élaborer et mettre en œuvre un programme national de repas nutritifs dans les écoles ainsi que des politiques alimentaires correspondant à la politique alimentaire évolutive du Canada [...] [et s'assurer] que le financement arrive jusqu'au niveau local.	<a href="#">2023/11/15</a>

## AÎNÉS ET RETRAITE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alberta Federation of Labour	Ordonner à l'actuaire en chef de [...] décrire clairement les répercussions que [la proposition de l'Alberta de quitter le Régime de pensions du Canada] [...] aurait sur la sécurité de la retraite des travailleurs et des retraités de l'Alberta et du reste du pays.	<a href="#">2023/11/16</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Mettre en place des mesures plus robustes pour augmenter l'âge moyen de départ à la retraite [en déployant] une campagne de sensibilisation afin de favoriser la rétention et l'embauche des travailleurs expérimentés; [en] se [dotant] d'un plan d'action afin de favoriser la rétention et l'embauche des travailleurs expérimentés; en augmentant] le seuil de revenu ne diminuant pas les prestations du Supplément de revenu garanti; [...] [en effectuant] une révision des limites, conditions et impacts fiscaux de la conversion d'un [Régime enregistré d'épargne-retraite] en [Fonds enregistré de revenu de retraite et en excluant] les revenus de travail dans le calcul de récupération de la pension de la Sécurité de la vieillesse.	<a href="#">2023/11/13</a>
Institut C.D. Howe	Augmenter annuellement le plafond des cotisations aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux [Régime enregistré d'épargne-retraite] de trois points de pourcentage du revenu – le faisant passer de 18 % à 30 % du revenu gagné – sur quatre ans.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Établir un seuil d'exemption pour les retraits d'un [Fonds enregistré de revenu de retraite (FERR)] en vertu duquel aucun retrait minimal ne s'appliquerait; ou instaurer une réduction immédiate d'un point de pourcentage des retraits minimaux obligatoires d'un FERR pour chaque âge, à compter de l'année d'imposition 2023.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Permettre l'achat de rentes – y compris les rentes viagères différées à un âge avancé introduites dans le budget de 2019 et les rentes viagères à paiements variables [...] – à partir d'un [Compte d'épargne libre d'impôt].	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut C.D. Howe	Augmenter l'âge auquel les cotisations aux régimes d'épargne-retraite à impôt différé doivent prendre fin.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Retarder l'âge d'admissibilité aux prestations de pension de l'État [...] à 66 ans en 2033, puis à 67 ans entre 2048 et 2050.	<a href="#">2023/10/19</a>
Newfoundland and Labrador Public Sector Pensioners' Association	[Mettre en œuvre des mesures pour répondre aux défis associés au] coût élevé de la vie et [à] la sécurité financière.	<a href="#">2023/10/13</a>
Newfoundland and Labrador Public Sector Pensioners' Association	[Simplifier le processus d'application du programme Nouveaux Horizons pour les aînés, car] un grand nombre d'organisations pour aînés, qui dépendent de ce financement et qui pourraient l'utiliser, finissent par lancer la serviette [à cause de la complexité du processus].	<a href="#">2023/10/13</a>
Réseau FADOQ	Rehausser la somme octroyée par le biais du Supplément de revenu garanti.	<a href="#">2023/09/25</a>
Réseau FADOQ	Bonifier le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes aînées de 65 à 74 ans.	<a href="#">2023/09/25</a>
Réseau FADOQ	Réviser la méthode d'indexation du programme de la Sécurité de la vieillesse afin de prendre en considération la croissance des salaires au Canada.	<a href="#">2023/09/25</a>

## ARTS, CULTURE ET LANGUES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance des femmes de la francophonie canadienne	Assurer un financement de base spécifique pour toutes les organisations de femmes francophones et acadiennes en situation minoritaire et [augmenter] [...] l'enveloppe des fonds alloués à titre de financement de base des organismes de la francophonie canadienne.	<a href="#">2023/11/17</a>
Alliance des femmes de la francophonie canadienne	Réserver une enveloppe spécifique pour les organismes de femmes francophones et acadiennes dans le cadre des financements accordés pour toutes les institutions fédérales.	<a href="#">2023/11/17</a>
Alliance des femmes de la francophonie canadienne	Investir afin de faciliter l'accessibilité aux ressources et aux services pour les personnes aidantes ou proches aidantes francophones.	<a href="#">2023/11/17</a>
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	Mettre en œuvre les fondements de la politique de la <i>Loi sur le statut de l'artiste</i> en [...] [ordonnant] à tous les organismes fédéraux compétents d'exiger que, pour obtenir du financement, tous les producteurs de contenu canadien doivent respecter les conditions des conventions collectives appropriées [...] [et ordonner] ordonner au [Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes] d'imposer une exigence analogue à chaque entreprise qu'il autorise ou réglemente.	<a href="#">2023/10/19</a>
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	[Présenter une loi ayant] des mesures de protection de l'image, de la voix et des performances des artistes-interprètes afin de prévenir le remplacement non autorisé de performances humaines par des technologies de l'intelligence artificielle.	<a href="#">2023/10/19</a>
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	Mettre à jour la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> du Canada afin que tous les artistes puissent être rémunérés lorsqu'on utilise leur travail [...] [en élargissant] les dispositions liées aux droits moraux pour renforcer le « droit à la personnalité » des artistes en vertu de la common law [...] [et en renforçant] les dispositions relatives aux droits économiques [...] pour tenir compte des normes internationales et des progrès technologiques.	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	[Établir] un droit inaliénable pour les artistes-interprètes en ce qui concerne la mise à disposition de prestations fixées pour la diffusion en continu sur demande et la diffusion interactive d'enregistrements sonores et audiovisuels.	<a href="#">2023/10/19</a>
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	[Poursuivre les] efforts pour assurer une industrie des médias d'enregistrement plus équitable, diversifiée et inclusive.	<a href="#">2023/10/19</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements pour inverser d'urgence le déclin des langues et soutenir les initiatives dans les milieux non scolaires.	<a href="#">2023/10/26</a>
Association canadienne-française de l'Alberta	Revoir [les] enveloppes de financement [pour la francophonie albertaine] pour refléter [de nouvelles réalités dont l'importante croissance de sa population d'expression française].	<a href="#">2023/11/16</a>
Association canadienne-française de l'Alberta	[Revoir les montants alloués aux] programmes de langues officielles en éducation pour l'Alberta [étant donné que] la population et les besoins en éducation ont crû de manière importante.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association canadienne-française de l'Alberta	Continuer de prévoir des clauses linguistiques [dans les] transferts de fonds aux provinces et territoires pour diverses initiatives.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association canadienne-française de l'Alberta	Bonifier [...] l'enveloppe destinée au financement de base des organismes au service des communautés francophones en situation minoritaire dans le Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association canadienne-française de l'Alberta	Créer dans le ministère des Affaires étrangères un fonds stratégique [...] pour appuyer une réelle stratégie d'internationalisation de la francophonie.	<a href="#">2023/11/16</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne-française de l'Alberta	Assurer le financement pour la mise en œuvre de la nouvelle <i>Loi sur les langues officielles</i> pour permettre que les ministères, agences fédérales et les communautés linguistiques vivants en situation minoritaire aient le financement adéquat pour répondre aux nouvelles exigences qu'imposent la loi.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association canadienne-française de l'Alberta	[Rendre permanents] les montants ajoutés au dernier Plan d'action pour les langues officielles [...] pour permettre un développement durable et soutenu des communautés linguistiques vivant en situation minoritaire.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association culturelle de la francophonie manitobaine	[Soutenir] les organismes comme l'[Association culturelle de la francophonie manitobaine], qui travaillent pour le développement des régions rurales au moyen des arts, de la culture et du patrimoine.	<a href="#">2023/11/13</a>
Association des collèges et universités de la francophonie canadienne	[Augmenter] de façon permanente, le financement en appui aux établissements d'enseignement postsecondaire dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire.	<a href="#">2023/11/15</a>
Association des collèges et universités de la francophonie canadienne	Créer un programme de bourses d'études postsecondaires pour les étudiantes et les étudiants dont le français est la langue première, doté [...] [d'un financement] équivalent [au] programme existant pour les étudiantes et les étudiants dont le français est la langue seconde.	<a href="#">2023/11/15</a>
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo	Augmenter [...] [les] contributions annuelles au Fonds de la musique du Canada de façon à octroyer un financement amélioré et plus stable au secteur de la musique.	<a href="#">2023/11/14</a>
Canadian Independent Music Association	Remplir l'engagement du gouvernement d'augmenter de façon permanente le Fonds de la musique du Canada [...] en plus d'une somme additionnelle [...] pour les nouveaux programmes en direct.	<a href="#">2023/11/14</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadian Independent Music Association	[Accélérer les] modifications à la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> [...] et soutenir [les] réformes qui profitent à la musique indépendante appartenant à des intérêts canadiens.	<a href="#">2023/11/14</a>
Canadian Independent Music Association	Veiller à ce que les nouveaux mécanismes de financement découlant du projet [de loi] C-11, la Loi sur la diffusion en ligne, [...] donnent la priorité aux dispositions relatives au financement qui doivent être orientées vers FACTOR et Musicaction.	<a href="#">2023/11/14</a>
Confédération des syndicats nationaux	[Soutenir] les médias [...] [et ne pas les priver] de revenus.	<a href="#">2023/10/19</a>
Festivals et événements majeurs Canada	Rendre permanents les ajouts faits à la base budgétaire du Fonds du Canada pour la présentation des arts et du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine en 2019-2020.	<a href="#">2023/10/10</a>
Festivals et événements majeurs Canada	[Fournir un financement supplémentaire] au Fonds du Canada pour la présentation des arts et au programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.	<a href="#">2023/10/10</a>
Fonds canadien de la radio communautaire	Fournir un budget de fonctionnement annuel pour toutes les stations de radio communautaires, autochtones et universitaires, [lequel] pourrait être établi et administré par le Fonds canadien de la radio communautaire.	<a href="#">2023/09/25</a>
Fonds canadien de la radio communautaire	Augmenter le financement de l'Initiative de journalisme local [...] et [veiller] à ce que ce financement soit accordé en temps opportun.	<a href="#">2023/09/25</a>
Fonds canadien de la radio communautaire	Obliger toutes les campagnes publicitaires du gouvernement à inclure de la publicité dans les stations de radio universitaires et communautaires.	<a href="#">2023/09/25</a>
Université de l'Ontario français	[Augmenter], de façon permanente, le financement [accordé] au secteur postsecondaire dans les communautés de langues officielles en situation linguistique minoritaire.	<a href="#">2023/11/14</a>

## CADRE RÉGLEMENTAIRE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des industries aérospatiales du Canada	Fournir des ressources pour améliorer la capacité de certification aéronautique de Transports Canada.	<a href="#">2023/10/10</a>
Association des industries aérospatiales du Canada	Faciliter les processus de délivrance des permis d'exportation et de contrôle des exportations et les harmoniser avec ceux [des] alliés [du Canada].	<a href="#">2023/10/10</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Réduire la charge administrative globale qui pèse sur les petites entreprises.	<a href="#">2023/11/14</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Maîtriser la mise en œuvre de la reconnaissance mutuelle afin de supprimer les obstacles au commerce interprovincial.	<a href="#">2023/11/14</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Mettre à jour [la règle du un-pour-un] pour inclure non seulement les règles contenues dans les règlements, mais aussi celles contenues dans les lois, les lignes directrices et les politiques.	<a href="#">2023/11/14</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce de Calgary	Réduire les obstacles au commerce intérieur comme les restrictions en matière de licences, de transport et de mobilité de la main-d'œuvre en collaborant avec d'autres ordres de gouvernement, les chambres de commerce et d'autres intervenants à l'élaboration d'une initiative d'accélération du commerce intérieur axée sur l'augmentation des volumes d'échanges intérieurs et la réduction des obstacles au commerce intérieur.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce du Canada	Réduire les obstacles au commerce interprovincial en établissant un registre public.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Accélérer la modernisation de la réglementation.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Ajouter un mandat économique et de compétitivité pour les organismes de réglementation.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Assurer l'alignement réglementaire. Le gouvernement doit chercher à alléger le fardeau réglementaire qui pèse sur les entreprises canadiennes et collaborer avec l'industrie et nos partenaires commerciaux internationaux pour garantir l'efficacité et l'alignement de la réglementation.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Améliorer l'agilité réglementaire dans les sciences de la vie et les processus d'examen médical. Se concentrer sur des procédures d'octroi de licences souples et rapides qui intègrent l'engagement des patients, et lancer un processus agile de mise en œuvre des marchés publics de la santé pour piloter et déployer des produits et des technologies prometteurs afin d'accroître la sécurité du système de santé et d'améliorer les résultats médicaux.	<a href="#">2023/11/02</a>
Conseil canadien des affaires	Élaborer un plan concret sur la réforme des permis d'ici la fin de cette année.	<a href="#">2023/10/26</a>
Conseil canadien des affaires	Assurer la clarté, la certitude et la prévisibilité des règles [relatifs à l'évaluation environnementale] applicables aux projets.	<a href="#">2023/10/26</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil du cannabis canadien	Abolir la taxe spéciale de 2,3 % au titre des frais réglementaires [imposée par] Santé Canada [sur les produits de cannabis].	<a href="#">2023/10/26</a>
Edmonton Global	Changer [la] façon de penser et [l']approche en matière de politiques et de réglementation pour [faciliter les investissements, y inclus dans les projets favorisant la transition énergétique].	<a href="#">2023/11/16</a>
Edmonton Global	Adopter une clause de droits acquis pour les projets qui ont démarré sous ... [un certain processus d'approbation et cadre réglementaire afin d'offrir de la certitude et de la stabilité aux investisseurs].	<a href="#">2023/11/16</a>
Institut C.D. Howe	Renouveler l'engagement du gouvernement fédéral à veiller à ce que les règlements atteignent leurs objectifs au coût le plus bas possible pour les Canadiens et leurs entreprises.	<a href="#">2023/10/19</a>
Manitoba Chambers of Commerce	Chercher à alléger le fardeau réglementaire des entreprises canadiennes [...] [tout en collaborant] avec les acteurs de l'industrie et les partenaires commerciaux internationaux du Canada pour favoriser l'efficacité et l'harmonisation de la réglementation.	<a href="#">2023/11/15</a>
Manitoba Chambers of Commerce	Créer un registre public dans le but d'aplanir les obstacles au commerce interprovincial [...] [qui] mettra en lumière les obstacles et [...] encouragera les gouvernements à les justifier ou à les éliminer.	<a href="#">2023/11/15</a>
Manufacturiers et Exportateurs du Québec	[Accompagner] les petites et moyennes entreprises manufacturières [dans leurs contrats d'exportation] [...] et leur offrir davantage de programmes pour atténuer les risques relatifs à leurs premières activités sur les marchés internationaux.	<a href="#">2023/11/13</a>
Mobilité électrique Canada	Établir une ligne directrice pancanadienne sur les organismes de réglementation de l'électricité afin d'accélérer l'installation de l'infrastructure de recharge, par l'entremise d'une table intergouvernementale chargée d'examiner les questions de réglementation des systèmes électriques.	<a href="#">2023/11/16</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Vivek Dehejia (à titre personnel)	Réduire l'ingérence excessive du gouvernement dans l'économie.	<a href="#">2023/10/05</a>

## ÉDUCATION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance de la Fonction publique du Canada	S'engager à l'égard d'un cadre national d'éducation postsecondaire qui établit un financement et des normes robustes et fiables pour tous les établissements d'enseignement postsecondaire au pays, assurant un enseignement public abordable, accessible et de qualité pour tous, et des conditions de travail décentes pour les employés de ces institutions.	<a href="#">2023/10/05</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements fondés sur des besoins réels pour combler le fossé en matière d'éducation et remédier aux déficits de financement dans les domaines des langues, de l'éducation, du transport et des installations.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements pour construire, remplacer, réparer et agrandir immédiatement les écoles et les centres d'enseignement des Premières Nations et éliminer la surpopulation dans ces établissements.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements pour les étudiants, les établissements, les programmes communautaires et les tables techniques permanentes pour faire progresser les modèles d'enseignement postsecondaire des Premières Nations.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements pour élargir les programmes d'éducation des adultes qui répondent aux besoins particuliers des apprenants adultes des Premières Nations.	<a href="#">2023/10/26</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des professeures et professeurs d'université	Augmenter les budgets des conseils subventionnaires pour les programmes de base comme l'a recommandé le Comité consultatif sur le système fédéral de soutien à la recherche.	<a href="#">2023/10/13</a>
Association canadienne des professeures et professeurs d'université	Augmenter [le] nombre et [...] la valeur des bourses d'études supérieures et des bourses postdoctorales.	<a href="#">2023/10/13</a>
Association canadienne des professeures et professeurs d'université	Doublé de façon permanente la valeur de la bourse canadienne pour étudiants, et établir un modèle de financement plus équitable à parts égales pour les subventions et les prêts, en s'éloignant du modèle actuel de ratio de deux pour un pour les prêts remboursables par rapport aux subventions.	<a href="#">2023/10/13</a>
Association canadienne des professeures et professeurs d'université	[Fournir] un financement pour améliorer la collecte de données sur l'équité, la diversité et l'inclusion dans le milieu de l'éducation postsecondaire, y compris en ce qui concerne les effectifs de science et de recherche, l'expérience étudiante, la santé mentale, le logement, les étudiantes et étudiants internationaux, la dette étudiante et les résultats scolaires.	<a href="#">2023/10/13</a>
Association canadienne des professeures et professeurs d'université	Protéger la mission de l'enseignement postsecondaire public en modifiant la <i>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies</i> et la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> afin d'exclure les établissements publics d'enseignement postsecondaire.	<a href="#">2023/10/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des professeures et professeurs d'université	[Fournir un financement] pour combler l'écart des Autochtones en matière de soutien à l'éducation et de scolarisation postsecondaires, [y compris] le rehaussement du soutien offert au Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire et le financement des stratégies d'éducation postsecondaire des Inuits et de la Nation métisse.	<a href="#">2023/10/13</a>
Association des universités de l'Atlantique	S'assurer que tous les programme de financement fédéral nouveau ou renouvelé favorisant les infrastructures vertes, comme la Stratégie canadienne pour les bâtiments verts proposée par Ressources naturelles Canada [...], soit conçu de manière à donner à tous les établissements d'enseignement postsecondaire, y compris aux universités du Canada atlantique, une chance équitable d'accéder au financement.	<a href="#">2023/10/12</a>
Association des universités de l'Atlantique	Réviser les critères d'admissibilité aux programmes d'infrastructures vertes, d'efficacité énergétique et d'accessibilité de manière que les universités du Canada atlantique soient admissibles au financement de projets qui s'harmonisent avec les objectifs stratégiques du gouvernement fédéral.	<a href="#">2023/10/12</a>
Association des universités de l'Atlantique	Ordonner à la Société canadienne d'hypothèques et de logement [...] de réviser la Stratégie nationale sur le logement afin de prioriser et d'établir un programme de financement pour aider les universités à bâtir des logements étudiants abordables et accessibles sur le campus et à l'extérieur et de rendre les établissements d'enseignement postsecondaire admissibles en tant que principaux demandeurs au Fonds pour accélérer la construction de logements.	<a href="#">2023/10/12</a>
Collèges et instituts Canada	[Investir] [...] dans les logements pour étudiants.	<a href="#">2023/11/15</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Collèges et instituts Canada	Investir [...] dans un nouveau programme de prêts et de subventions pour le logement étudiant, qui sera administré par la Société canadienne d'hypothèques et de logement [...] [qui permettrait] aux établissements d'enseignement postsecondaire d'obtenir des subventions et des prêts pour développer des projets de logements étudiants, avec des aides supplémentaires pour les logements destinés aux étudiants issus de populations vulnérables [et soutiendrait] à la fois les nouvelles constructions et les projets d'achat et de réaffectation de bâtiments existants afin de développer de nouveaux logements pour étudiants.	<a href="#">2023/11/15</a>
Collèges et instituts Canada	Financer adéquatement la Stratégie en matière d'éducation internationale [...] afin de renforcer la marque mondiale du Canada en matière d'éducation.	<a href="#">2023/11/15</a>
Collèges et instituts Canada	Investir [...] pour soutenir la santé mentale des étudiants dans les établissements d'enseignement postsecondaire du Canada.	<a href="#">2023/11/15</a>
Nova Scotia Community College	Tirer parti du réseau de collèges publics dont nous disposons dans ce pays afin de continuer à offrir aux Néo-Écossais et à tous les Canadiens la possibilité d'acquérir les compétences dont ils ont besoin.	<a href="#">2023/10/12</a>
Université de l'Ontario français	Continuer de financer l'Université de l'Ontario français et son développement.	<a href="#">2023/11/14</a>
Université du Québec	Rehausser de 50 % la valeur annuelle des bourses d'études supérieures du Canada et [...] ajuster annuellement leur valeur par rapport à l'inflation.	<a href="#">2023/11/02</a>
Université du Québec	Doubler le nombre de bourses d'études supérieures offertes dans les programmes des trois conseils.	<a href="#">2023/11/02</a>
Université du Québec	Augmenter d'au moins 10 % par an pendant cinq ans le budget de base total des conseils subventionnaires.	<a href="#">2023/11/02</a>
Université du Québec	[Mettre en œuvre des] mesures pour assurer une plus grande équité entre les domaines de recherche financés.	<a href="#">2023/11/02</a>

## EMPLOI ET MAIN-D'OEUVRE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Aerospace Industries Association of Canada	Élaborer et soutenir financièrement un plan de développement de la main-d'œuvre aérospatiale qui comprend des programmes de main-d'œuvre qualifiée, des processus d'immigration rationalisés et des initiatives de mobilisation des jeunes.	<a href="#">2023/10/10</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	En collaboration avec les agents négociateurs, modifier la <i>Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral</i> [...] pour l'harmoniser avec les mesures et les protections prévues par la législation dans d'autres secteurs [et inclure] un libellé exigeant que les employeurs paient les travailleurs correctement et à temps.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Augmenter les taux des prestations d'assurance-emploi pour tous les prestataires, de façon à assurer un revenu de subsistance et à accroître l'admissibilité dans tous les secteurs et dans toutes les classifications d'emploi.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	[Offrir] l'assurance-emploi [...] aux [artistes] travailleurs autonomes.	<a href="#">2023/10/19</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Prolonger le projet pilote sur la voie d'accès à la mobilité économique et continuer de mettre l'accent sur les catégories 4 et 5 du classement formation, études, expérience et responsabilités qu'utilise Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.	<a href="#">2023/11/02</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Créer un volet dédié au secteur du tourisme et comportant une voie d'accès à la résidence permanente dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires.	<a href="#">2023/11/02</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Financer l'élaboration d'une stratégie de main-d'œuvre spécialisée pour l'industrie touristique autochtone du Canada.	<a href="#">2023/11/02</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Fournir un financement de base à RH Tourisme Canada pour soutenir les initiatives stratégiques en faveur de la croissance de la main-d'œuvre dans le secteur du tourisme.	<a href="#">2023/11/02</a>
Business Council of Manitoba	[Mettre en œuvre des programmes pour attirer les travailleurs afin de combler la pénurie de main d'œuvre dans les métiers spécialisés et augmenter le financement accordé aux provinces dans le cadre des ententes sur le développement du marché du travail.]	<a href="#">2023/11/15</a>
Business Council of Manitoba	Investir dans les programmes qui vont faire augmenter les taux de participation au marché du travail, notamment chez les femmes, les résidents du Nord et les Autochtones [...] [par le biais de mesures telles que] miser [...] sur l'apprentissage intégré au travail par l'entremise des employeurs, des crédits d'impôt pour compenser les coûts de la formation par l'employeur et une harmonisation stratégique du financement des études universitaires avec les besoins des employeurs.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Réduire les cotisations d'assurance-emploi [...] pour les employeurs à petite échelle.	<a href="#">2023/11/14</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Renforcer ou rendre permanentes les initiatives récentes qui permettent aux immigrants temporaires déjà présents au Canada (p. ex. les étudiants, les titulaires d'un super visa, les personnes à charge qui les accompagnent) de travailler ou de travailler plus d'heures.	<a href="#">2023/11/14</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Éviter de dissuader les gens à travailler lors de la conception ou de l'introduction de nouveaux programmes (p. ex. soins dentaires, prestations d'invalidité) ou lors de la modification de programmes existants (p. ex. assurance-emploi).	<a href="#">2023/11/14</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Renforcer les incitations au travail pour les personnes âgées.	<a href="#">2023/11/14</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Permettre aux immigrants temporaires déjà présents au Canada de travailler ou de travailler davantage.	<a href="#">2023/11/14</a>
Chambre de commerce de Calgary	Envisager des mesures qui appuient la reconnaissance des titres de compétences et d'accréditations pour s'assurer que les nouveaux arrivants sont en mesure de travailler dans des domaines à forte demande dès leur arrivée.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce de Calgary	Collaborer avec les entreprises établies en Alberta pour comprendre leurs besoins en matière de travailleurs étrangers temporaires, en déterminant les changements apportés aux programmes qui appuieront la croissance des entreprises, comme l'augmentation des limites provinciales de nomination, la prolongation de la période pendant laquelle les travailleurs peuvent rester au Canada et l'évaluation des options pour réduire le coût de l'étude d'impact sur le marché du travail.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce du Canada	Renforcer les capacités à prévenir les menaces évitables pesant sur les chaînes d'approvisionnement. ... Le gouvernement devrait envisager de fournir de nouveaux outils de résolution des conflits, y compris le pouvoir du cabinet fédéral d'imposer un arbitrage contraignant pour la résolution d'un conflit du travail dans les secteurs qui sont essentiels aux chaînes d'approvisionnement du Canada, y compris les chemins de fer et les ports.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Abandonner l'introduction d'une législation antibriseur de grève.	<a href="#">2023/11/02</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce du Canada	Continuer à décentraliser le processus de sélection des immigrants et soutenir les solutions locales élaborées par les collectivités pour répondre à leurs besoins en main-d'œuvre. Collaborer plus étroitement avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et les administrations municipales, ainsi qu'avec le secteur 8 privé, afin de mieux comprendre les besoins du marché du travail dans l'ensemble du pays.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Élaborer des programmes d'immigration stratégiques, fondés sur les compétences et alignés sur les besoins régionaux en matière de main-d'œuvre. Ces mesures ... devraient être complétées par des mesures de soutien visant à éliminer les obstacles à l'embauche de talents étrangers hautement qualifiés, à améliorer le programme des travailleurs étrangers temporaires et à créer une voie d'accès à la résidence permanente pour les travailleurs du secteur de l'agriculture et de l'alimentation.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Accélérer et réduire la complexité de la reconnaissance des qualifications étrangères.	<a href="#">2023/11/02</a>
Confédération des syndicats nationaux	Réformer et [...] bonifier le régime d'assurance-emploi.	<a href="#">2023/10/19</a>
Confédération des syndicats nationaux	[Donner aux travailleurs participants au] programme des travailleurs étrangers temporaires [...] le droit de changer d'employeur.	<a href="#">2023/10/19</a>
Congrès du travail du Canada	Établir une contribution gouvernementale annuelle de 20 % des coûts du programme d'assurance-emploi.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Établir un seuil d'admissibilité universel de 360 heures/12 semaines pour les prestations régulières et spéciales.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Fournir jusqu'à 50 semaines de prestations régulières d'assurance-emploi.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Relever le plafond des gains assurables et augmenter considérablement le taux des prestations de 55 %.	<a href="#">2023/09/21</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Congrès du travail du Canada	Mettre fin à la restriction de 50 semaines sur les prestations spéciales et les prestations régulières combinées, qui pénalise de façon disproportionnée les femmes.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Fournir l'accès à l'assurance-emploi à tous les travailleurs migrants.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Présenter une loi fédérale antibriseurs de grève d'ici la fin de 2023.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Réformer le Programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme de mobilité internationale en remplaçant les permis de travail liés par des permis ouverts, en établissant une voie d'accès à la résidence permanente pour tous les travailleurs migrants mal payés qui veulent présenter une demande et remplacer la migration temporaire mal payée par l'immigration permanente.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Adopter les recommandations contenues dans le rapport du groupe d'experts sur la modernisation des normes du travail fédérales, y compris des mesures de protection contre les représailles pour les travailleurs non syndiqués qui prennent des mesures collectives en milieu de travail, et mettre à l'essai la négociation collective au niveau sectoriel dans le secteur privé réglementé par le fédéral.	<a href="#">2023/09/21</a>
Construction Association of Prince Edward Island	Remédier aux pénuries de main-d'œuvre qui sévissent dans l'ensemble de l'industrie en modernisant la politique d'immigration actuelle et le système de points afin de mieux tenir compte des besoins en main-d'œuvre de l'économie canadienne.	<a href="#">2023/10/10</a>
Fédération canadienne des coopératives de travail	Appuyer le programme <i>Renforcer la résilience communautaire</i> de la [Fédération canadienne des coopératives de travail].	<a href="#">2023/11/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	Mettre en place un crédit d'impôt pour le personnel infirmier et les autres professionnels de la santé afin d'encourager leur rétention et leur retour sur le marché du travail.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	Fournir un financement [...] par l'intermédiaire de l'Agence de la santé publique du Canada pour adapter et mettre à l'essai un programme de thérapie cognitivo-comportementale à offrir en ligne au personnel infirmier.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	Collaborer avec les provinces et les territoires pour imposer par voie législative des limites aux heures de travail consécutives du personnel infirmier.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	[Mettre] en place [...] un plan de réduction de la violence en milieu de travail dans le secteur de la santé comprenant : une campagne nationale de sensibilisation et un cadre pancanadien pour la prévention de la violence dans les établissements de soins de santé enchâssé dans la législation fédérale; une formation appropriée destinée aux procureurs et au personnel de la sécurité publique en ce qui concerne la législation pertinente; [et] un financement ciblé pour les provinces et territoires en vue d'améliorer les infrastructures et la formation en matière de prévention de la violence.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	Mettre en place une stratégie nationale de rétention du personnel infirmier de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux comprenant des initiatives qui ont fait leurs preuves en matière de rétention, de retour au travail et de recrutement.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fish Food and Allied Workers - Unifor	Apporter des changements urgents et nécessaires au régime fédéral d'assurance-emploi [pour] plus de 30 000 travailleurs saisonniers dans [les industries du tourisme et de la pêche de Terre-Neuve et du Labrador, qui] vivent actuellement une crise financière [...] [en raison d']une crise des prestations.	<a href="#">2023/10/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce	Trouver une façon [...] de collaborer et de mettre en œuvre des solutions permanentes aux défis liés à l'emploi saisonnier, comme des programmes ou des incitatifs pour effectuer la transition vers un emploi à l'année.	<a href="#">2023/10/10</a>
Greater Vancouver Board of Trade	Continue d'investir dans le talent, la productivité, la recherche et l'innovation tout en simplifiant les processus d'échange de main-d'œuvre interprovinciaux et d'immigration de travailleurs qualifiés de l'étranger.	<a href="#">2023/11/15</a>
Hospitality Newfoundland and Labrador	[Répondre à l'enjeu lié au] taux de chômage désaisonnalisé, [qui] a placé un grand nombre de travailleurs saisonniers dans une position où ils risquent d'accumuler un nombre de semaines ou d'heures d'emploi insuffisant pour établir leur admissibilité à des prestations.	<a href="#">2023/10/13</a>
Manufacturiers et Exportateurs du Québec	Aligner [...] l'immigration économique [...] [sur les besoins des] manufacturiers québécois et canadiens.	<a href="#">2023/11/13</a>
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	Améliorer l'accessibilité au régime [d'assurance-emploi en établissant] un seuil d'admissibilité de 350 heures ou de 13 semaines travaillées; [en abolissant] les exclusions totales du régime [et en établissant] une pleine protection en cas de chômage sans égard aux prestations de maternité, de paternité ou parentales reçues.	<a href="#">2023/11/13</a>
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	Bonifier le régime [d'assurance-emploi en déterminant] un plancher minimum de 35 semaines de prestations [et en fixant] le taux de prestations à au moins 70% calculé sur les 12 meilleures semaines.	<a href="#">2023/11/13</a>
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	Protéger la caisse d'assurance-emploi.	<a href="#">2023/11/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	Exclure les prestations spéciales du régime [d'assurance-emploi].	<a href="#">2023/11/13</a>
Newfoundland and Labrador Public Sector Pensioners' Association	Élaborer une stratégie pour les travailleurs âgés qui encourage et appuie les personnes âgées qui souhaitent retourner au travail ou continuer à travailler après la retraite tout en aidant les employeurs à réussir dans leur secteur d'activité.	<a href="#">2023/10/13</a>
Réseau FADOQ	Prolonger la période de prestations d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les proches aidants devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche.	<a href="#">2023/09/25</a>
Réseau FADOQ	Mettre en place un crédit d'impôt remboursable pour prolongation de carrière afin d'inciter les travailleurs d'expérience à se maintenir en emploi.	<a href="#">2023/09/25</a>

## ÉNERGIE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Administration de l'aéroport de Vancouver	Offrir le soutien financier et créer les politiques publiques nécessaires pour suivre la feuille de route du Conseil canadien des carburants d'aviation durables.	<a href="#">2023/11/17</a>
Alberta Federation of Labour	Examiner la réglementation sur l'énergie propre en tant que plateforme pour les politiques industrielles et la création d'emplois, et non simplement comme mécanisme de réduction des émissions.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association canadienne du gaz	Exempter [les secteurs de l'électricité et du gaz naturel] de la règle sur la déductibilité des intérêts.	<a href="#">2023/11/14</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne du gaz	Ajouter la pyrolyse du méthane au [crédit d'impôt à l'investissement (CII)] pour l'hydrogène et ... instaurer un CII pour les biocarburants au plus tard dans le budget de 2024.	<a href="#">2023/11/14</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Financer la production nationale de carburants d'aviation durables et de nouvelles solutions vertes dans l'industrie des navires de croisière, et [...] encourager les investissements privés dans ces domaines.	<a href="#">2023/11/02</a>
Association des industries aérospatiales du Canada	Fournir un plan réaliste pour l'industrie du carburant d'aviation durable au Canada.	<a href="#">2023/10/10</a>
Bear Head Energy	Fournir plus de détails sur les actifs éligibles et les crédits d'impôt, en particulier les infrastructures communes nécessaires qui ne sont pas spécifiquement utilisées pour la production d'hydrogène ou d'ammoniac, ainsi que sur la manière dont les calculs de l'intensité en carbone doivent être effectués.	<a href="#">2023/10/12</a>
Bear Head Energy	Veiller à ce que les promoteurs de projets aient suffisamment confiance dans la disponibilité du crédit d'impôt à l'investissement, en faisant en sorte que le calcul de l'intensité en carbone soit un test unique à passer au moment de la mise en service réussie des installations.	<a href="#">2023/10/12</a>
Centre for Future Work	[Maintenir et étendre les] mesures conçues au Canada pour encourager les investissements dans l'énergie propre, notamment dans les véhicules électriques et les usines de batteries au Canada.	<a href="#">2023/10/19</a>
Chambre de commerce de Calgary	Veiller à ce que la capacité financière et la fiabilité soient au cœur de l'élaboration des politiques, en particulier en ce qui concerne le Règlement sur l'électricité propre.	<a href="#">2023/11/16</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce de Calgary	Promouvoir le développement de crédits d'impôt à la production pour l'hydrogène propre, le captage, l'utilisation et le stockage du carbone et les carburants à faible teneur en carbone au Canada.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce de Calgary	Élaborer des incitatifs et des politiques visant à promouvoir la production de biocarburants, y compris de carburants durables pour l'aviation.	<a href="#">2023/11/16</a>
Coalition pour un budget vert	Mettre en place un réseau d'électricité à émissions nulles fondé sur les énergies renouvelables.	<a href="#">2023/09/25</a>
Confédération des syndicats nationaux	Mettre fin, dès que possible, au soutien financier de l'industrie des hydrocarbures.	<a href="#">2023/10/19</a>
Econext	Financer directement l'expansion du réseau électrique de Terre-Neuve-et-Labrador.	<a href="#">2023/10/13</a>
Econext	[Mettre en œuvre les crédits d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre, les technologies propres et l'hydrogène propre annoncés dans le budget de 2023 rapidement] et considérer la façon de les bonifier et de mieux les exploiter.	<a href="#">2023/10/13</a>
EverWind Fuels	Mettre en œuvre les initiatives fiscales et les aides adéquates pour que le Canada soit le champion mondial du secteur des énergies renouvelables, qui émerge rapidement.	<a href="#">2023/10/12</a>
Fairness Alberta	[Mettre en œuvre des mesures d'adaptation raisonnables pour l'Alberta à l'égard de l'objectif de mettre en place un réseau électrique carboneutre d'ici 2035.]	<a href="#">2023/11/16</a>
Fairness Alberta	[Mettre en œuvre des mesures d'adaptation raisonnables à l'égard de la politique de la réduction des émissions de carbone du secteur du pétrole et du gaz.]	<a href="#">2023/11/16</a>
Mark Purdon (à titre personnel)	Maintenir le crédit pour les technologies propres.	<a href="#">2023/10/26</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Mark Purdon (à titre personnel)	Intensifier la production de carburants et de véhicules propres.	<a href="#">2023/10/26</a>
World Energy GH2	Veiller à ce que le Canada soit un pays concurrentiel quant aux investissements pour l'hydrogène propre.	<a href="#">2023/10/13</a>
World Energy GH2	Compléter la gamme de crédits d'impôt à l'investissement dans les technologies propres et l'hydrogène propre [et leur donner] une portée plus générale et [les] accompagner d'autres mesures de soutien.	<a href="#">2023/10/13</a>
World Energy GH2	Établir des partenariats avec d'autres pays qui achètent de l'énergie verte.	<a href="#">2023/10/13</a>

## ENFANCE, FAMILLES ET POLITIQUE SOCIALE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Abolissons la pauvreté Manitoba	Transformer [le] système d'aide sociale en un programme de revenu minimum garanti [incluant dans les réserves].	<a href="#">2023/11/15</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements pour soutenir les prestations d'allègement de l'inflation pour les clients de l'aide au revenu des Premières Nations.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements pour que les jeunes des Premières Nations puissent s'épanouir et pour faciliter leur passage à l'âge adulte.	<a href="#">2023/10/26</a>
Business Council of Manitoba	[Mettre en œuvre] un programme de financement en collaboration avec les provinces pour créer de nouvelles places en garderie, et pour recruter et former les travailleurs nécessaires [au déploiement] du programme national de garderie à 10 \$ par jour.	<a href="#">2023/11/15</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Centre for Future Work	Maintenir et [...] étendre certaines mesures de soutien financier ciblées pour les Canadiens durement touchés, comme le crédit pour la TPS et l'Allocation canadienne pour le logement.	<a href="#">2023/10/19</a>
Coalition Canada revenu de base	Instaurer [...] un [revenu de base garanti] pour les adultes en âge de travailler âgés de 18 à 64 ans, y compris les travailleurs migrants, les résidents temporaires et permanents et les demandeurs d'asile.	<a href="#">2023/10/10</a>
Coalition Canada revenu de base	Déterminer en collaboration [avec les gouvernements provinciaux et autochtones] quels programmes seraient remplacés, le cas échéant, et lesquels continueraient [tels que les programmes provinciaux d'emploi et de formation ainsi que les services d'orientation et de réadaptation et les mesures de soutien] lorsque le [revenu de base garanti sera] mis en œuvre.	<a href="#">2023/10/10</a>
Dalhousie University, Agri-Food Analytics Lab	[Envisager de] lancer un programme national de coupons nutritionnels spécifiquement conçu pour aider les enfants et les familles qui ne peuvent vraiment pas se permettre de se nourrir sainement.	<a href="#">2023/10/19</a>
Fédération canadienne des coopératives de travail	Mettre en œuvre les recommandations de la Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale.	<a href="#">2023/11/13</a>
Greener Village	Créer la capacité pour simplifier les sources de financement et aider les organismes de bienfaisance à créer des entreprises sociales pour les rendre plus durables.	<a href="#">2023/10/05</a>
Institut C.D. Howe	Revoir la déduction fiscale accordée pour les frais de garde d'enfants et la remplacer par un crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants.	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut C.D. Howe	Mettre en œuvre un « bouclier de protection des prestations » axé sur l'Allocation canadienne pour enfants et l'Allocation canadienne pour les travailleurs [...] [lequel] offrirait aux travailleurs une indemnisation partielle pour la perte de certains crédits d'impôt fondés sur le revenu, mais seulement au cours de la première année suivant l'augmentation de leur charge de travail.	<a href="#">2023/10/19</a>
Nourish Nova Scotia	Mettre en place d'un programme national de repas scolaires nutritifs, [à titre d'élément] clé de la politique alimentaire canadienne.	<a href="#">2023/10/12</a>
Oxfam Canada	Élargir les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants sans but lucratif et de propriété publique avec [plus de financement] au Fonds pour l'infrastructure d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.	<a href="#">2023/10/26</a>

## FINANCES NATIONALES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance des femmes de la francophonie canadienne	[Faire] une analyse comparative entre les sexes plus exhaustive et [s'assurer de] l'accessibilité des résultats à l'ensemble de la population.	<a href="#">2023/11/17</a>
Assemblée des Premières Nations	Adopter une nouvelle méthode d'établissement [du] budget, qui sera respectueuse des droits inhérents [des Premières Nations], des traités internationaux signés par la Couronne ainsi que du modèle de relation de nation à nation.	<a href="#">2023/10/26</a>
Association canadienne des professeures et professeurs d'université	Créer un transfert national de l'éducation postsecondaire distinct du Transfert canadien en matière de programmes sociaux [...] afin de mettre [une] stratégie [nationale sur l'éducation postsecondaire].	<a href="#">2023/10/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Bennett Jones LLP	[Équilibrer le budget fédéral] au cours des prochaines années pour permettre des investissements publics supplémentaires et appuyer les investissements privés, [et] [...] freiner quelque peu la croissance des services ou des transferts actuels du gouvernement ou, encore, augmenter les taxes à la consommation privée.	<a href="#">2023/09/25</a>
Bennett Jones LLP	[Augmenter les] revenus d'une manière qui [...] [n'affaiblit] pas les incitatifs dans le secteur privé à investir et les incitatifs dans le secteur des ménages à épargner, [par exemple par le biais de la TPS].	<a href="#">2023/09/25</a>
Business Council of Manitoba	Contrôler la hausse de la dette publique et les coûts du service de la dette publique tout en maintenant une structure fiscale compétitive à l'échelle mondiale.	<a href="#">2023/11/15</a>
Calgary Chamber of Commerce	Réduire au minimum les nouveaux investissements jusqu'à ce que les fonds existants non encore utilisés ou attribués puissent être déboursés et dépensés.	<a href="#">2023/11/16</a>
Calgary Chamber of Commerce	[Aligner mieux] les politiques financières et monétaires du Canada ... mais bien entendu, la Banque du Canada doit continuer à fonctionner de manière autonome et indépendante du gouvernement.	<a href="#">2023/11/16</a>
Centre for Future Work	[Reconnaître que] la préoccupation à l'égard du déficit est éclipsée par des priorités plus pressantes, comme celles d'aider les Canadiens à traverser la crise du coût de la vie, la crise du logement, les catastrophes climatiques, et plus encore.	<a href="#">2023/10/19</a>
Centre for Future Work	[Reconnaître que] l'affirmation selon laquelle le déficit fédéral est une cause importante de l'inflation récente au Canada n'est pas plausible.	<a href="#">2023/10/19</a>
Collèges et instituts Canada	Augmenter le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [...] [et conclure des] accords [de partage de] données pour veiller à ce que l'argent destiné au secteur serve à offrir aux Canadiens l'éducation de haute qualité qui les préparera à exceller.	<a href="#">2023/11/15</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Confédération des syndicats nationaux	Mettre en œuvre des politiques complémentaires à celle de la Banque du Canada afin de ralentir la croissance des prix[, telles qu']exercer un meilleur contrôle sur le prix des habitations et le coût des loyers; investir davantage dans la construction de logements hors marché; [et] réduire les prix des services gouvernementaux ou les offrir gratuitement; augmenter les transferts financiers aux ménages à faible revenu.	<a href="#">2023/10/19</a>
Conseil canadien des affaires	Adopter une cible budgétaire revue et réaliste afin de restreindre les affectations au service de la dette et les coûts associés à un maximum de 10 % de ses revenus.	<a href="#">2023/10/26</a>
Conseil canadien des affaires	Procéder à un véritable examen complet des programmes.	<a href="#">2023/10/26</a>
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	Intégrer dans les accords bilatéraux sur la santé conclus avec les provinces et les territoires des mesures visant à exclure graduellement le recours aux agences privées de soins infirmiers des dépenses provinciales afin de ne pas gaspiller les investissements fédéraux au profit de ces agences.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Présenter un plan de retour à l'équilibre budgétaire sur un horizon de cinq ans, puis [adopter] une loi sur l'équilibre budgétaire qui forcerait le retour à l'équilibre après avoir présenté un budget déficitaire.	<a href="#">2023/11/13</a>
Friends of Medicare	[Veiller à] la reddition de comptes, lorsqu'il est question des fonds publics de la santé, et ... [s']assurer que les provinces qui enfreignent la Loi canadienne sur la santé apprennent à la respecter.	<a href="#">2023/11/16</a>
Ian Lee (à titre personnel)	[Couvrir toute augmentation des dépenses par une réduction compensatoire.]	<a href="#">2023/09/21</a>
Institut C.D. Howe	Céder une partie de la marge de manœuvre en matière de politique financière [du gouvernement fédéral].	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	[Enchâsser dans la loi] les principes financiers suivants :	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
	<p>1. La dette doit être gérée avec prudence, en tenant compte des enjeux liés à la viabilité, à la stabilisation économique et à l'impact de la dette sur les générations actuelles et futures.</p> <p>2. Les écarts entre les niveaux d'endettement prudents et les niveaux réels ou projetés doivent être éliminés sur une période raisonnable, en tenant compte de l'état de l'économie et de l'orientation de la politique monétaire.</p>	
Institut C.D. Howe	Modifier [la législation] pour renforcer les exigences en matière de reddition de compte par l'administration fédérale, notamment par l'établissement de règles ou de balises opérationnelles permettant d'orienter les politiques et de surveiller les progrès vers l'atteinte des objectifs financiers [...] [qui comprennent] un plafond pluriannuel mobile sur les dépenses non cycliques.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Démontrer que les risques liés aux prévisions et aux projections [économiques] à long terme ont été évalués avec prudence.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Déposer, au moins tous les trois ans, un rapport analysant les répercussions intergénérationnelles de la politique financière et formulant des conseils sur les changements à apporter au cadre financier pour favoriser l'équité entre les générations [...] [lesquels] doivent tenir compte des facteurs économiques, sociaux et démographiques pertinents qui influent sur la répartition intergénérationnelle du fardeau fiscal.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	[Charger] le directeur parlementaire du budget [...] [d'évaluer la cohérence du cadre financier avec les principes financiers et [de] donner son opinion à ce sujet [...] [en incluant] une analyse de la viabilité de la dette selon une méthode probabiliste.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	[Charger] le [directeur parlementaire du budget] [...] d'établir des rapports sur l'équité et l'investissement intergénérationnels.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Présenter le budget de chaque année au moins 30 jours avant le début de l'exercice et déposer le Budget principal des dépenses en même temps.	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut C.D. Howe	Présenter l'état sommaire des opérations dans les 15 premières pages du budget.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Établir le Budget principal des dépenses de manière à ce que les parlementaires puissent facilement le concilier avec le plan financier du budget.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Déposer les Comptes publics au plus tard 90 jours après la fin de l'exercice.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Regrouper les charges et les passifs liés aux régimes de retraite fédéraux selon la juste valeur dans l'état des opérations et l'état de la situation financière du gouvernement, et utiliser cette présentation de façon uniforme dans tous les rapports.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Éviter les dépenses inutiles et non productives [...] [telles que la mise] en place [d']un programme national d'assurance-médicaments; [l']augmentation du] Transfert canadien en matière de santé; [la réduction des] primes d'assurance hypothécaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement; [la mise en place d']un revenu de base, [l']assouplissement de] l'admissibilité à l'assurance-emploi (AE) ou [l']augmentation de] la part des gains couverts par l'AE; [ou la mise] en place des mesures ponctuelles pour compenser l'incidence des restrictions monétaires au Canada et à l'étranger sur l'activité économique.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Continuer d'émettre des obligations à rendement réel (ORR) et améliorer le fonctionnement du marché des ORR en émettant des obligations à échéances différentes plutôt que des obligations à 30 ans exclusivement.	<a href="#">2023/10/19</a>
Newfoundland and Labrador Public Sector Pensioners' Association	[Accompagner] [...] le financement au titre du transfert en matière de santé affecté à des programmes particuliers [d'un mécanisme de reddition de compte].	<a href="#">2023/10/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Vivek Dehejia (à titre personnel)	Examiner à la fois les [choix] qui ont favorisé l'essor de l'économie canadienne et les [défis qui doivent encore être relevés].	<a href="#">2023/10/05</a>
Vivek Dehejia (à titre personnel)	[Mettre en œuvre des] [...] réductions d'impôt et des dépenses qui [...] aideront à rétablir l'équilibre budgétaire de manière prudente tout en allégeant le fardeau des Canadiens moyens.	<a href="#">2023/10/05</a>
Vivek Dehejia (à titre personnel)	Tenir la Banque du Canada responsable de son mandat, qui est de protéger la valeur de [la] devise [canadienne].	<a href="#">2023/10/05</a>

## FORMATION PROFESSIONNELLE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce de Calgary	Offrir du financement aux entreprises locales pour aider les employeurs à créer des possibilités d'apprentissage intégré au travail et à accéder aux talents locaux émergents.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce du Canada	Collaborer avec les provinces/territoires afin d'améliorer la qualification et la requalification pour répondre aux besoins du marché du travail.	<a href="#">2023/11/02</a>
Collèges et instituts Canada	Rendre permanent [le programme Expérience compétences mondiales] et [...] augmenter son enveloppe de financement.	<a href="#">2023/11/15</a>
Congrès du travail du Canada	Créer un conseil consultatif permanent « tripartite plus » chargé de fournir des avis et des recommandations au ministre en ce qui concerne le développement des compétences et la politique du marché du travail.	<a href="#">2023/09/21</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Congrès du travail du Canada	Accorder la priorité à un vaste accès à l'éducation professionnelle, aux possibilités de formation et d'apprentissage pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, au moyen d'incitatifs ciblés visant à accroître les possibilités pour les groupes défavorisés et mal desservis, y compris les femmes, les Autochtones, les jeunes, les travailleurs peu spécialisés, les personnes handicapées, les nouveaux arrivants au Canada et les minorités visibles.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Assurer un financement de base aux organisations d'alphabétisation et investir dans un nouveau programme national d'alphabétisation en milieu de travail offert en partenariat avec les syndicats.	<a href="#">2023/09/21</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Procéder rapidement à l'annonce des investissements à venir jusqu'en 2030 du Programme de stages pratiques pour étudiants.	<a href="#">2023/11/13</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Remplacer le crédit canadien pour la formation par un Régime volontaire d'épargne formation continue.	<a href="#">2023/11/13</a>
Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce	Trouver une façon [...] de collaborer et de mettre en œuvre des solutions permanentes aux défis liés à l'emploi saisonnier, comme [...] des programmes de recyclage et du soutien pour faciliter la transition vers le milieu du travail.	<a href="#">2023/10/10</a>
Manitoba Chambers of Commerce	Collaborer avec les provinces et les territoires pour soutenir le recyclage et le perfectionnement des compétences en vue de répondre aux besoins du marché du travail.	<a href="#">2023/11/15</a>
Manitoba Home Builders' Association	Poursuivre toutes les actions visant à promouvoir les carrières dans les métiers spécialisés, à soutenir la formation et à apporter un soutien financier aux entreprises et aux particuliers pour les travailleurs qualifiés.	<a href="#">2023/11/15</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Mobilité électrique Canada	Travailler avec les provinces pour restructurer le programme de formation des mécaniciens afin de prioriser les [véhicules électriques (VE)] en accélérant la formation des mécaniciens de VE et en leur offrant davantage d'occasions d'apprentissage.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Explorer les occasions pour le gouvernement d'aider les employeurs, qu'ils appartiennent à l'industrie traditionnelle ou 100 % [véhicule électrique (VE)], à former de nouveaux employés qui n'ont pas travaillé auparavant dans l'industrie des VE [et] maintenir les engagements financiers existants pour la formation et la requalification.	<a href="#">2023/11/16</a>
MOSAIC	[Fournir un] financement ciblé [...] aux employeurs et aux organismes de service de se concerter pour offrir aux nouveaux arrivants une formation professionnelle adaptée pour les emplois en demande, une expérience pratique en milieu de travail grâce à des stages et une orientation vers les milieux de travail et les mentorats au Canada.	<a href="#">2023/11/17</a>
MOSAIC	Créer une enveloppe de financement permanente [des] programmes de formation et de placement dirigés par l'industrie pour répondre aux besoins du marché du travail.	<a href="#">2023/11/17</a>
Oxfam Canada	Investir dans une stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre solide qui reconnaît explicitement le travail et l'infrastructure de soins dans le cadre du Plan pour des emplois durables.	<a href="#">2023/10/26</a>

## IMMIGRATION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Abbotsford Chamber of Commerce	Veiller à ce que les collectivités disposent du financement nécessaire du gouvernement pour les infrastructures qui appuieront la croissance de la population, ainsi que des services qui assureront la réussite des nouveaux arrivants dans les localités de leur choix.	<a href="#">2023/11/17</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des universités de l'Atlantique	Veiller à ce que le ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté ne rejette pas de manière disproportionnée les visas d'étudiants étrangers dans le Canada atlantique.	<a href="#">2023/10/12</a>
Ben Rabidou (à titre personnel)	Établir un plafond provincial pour les étudiants étrangers et les décourager de présenter une demande en augmentant les frais des visas d'étudiant ou en réduisant le nombre d'heures que les étudiants étrangers peuvent travailler au moyen d'un nombre annuel fixe de permis de travail.	<a href="#">2023/09/21</a>
Business Council of Manitoba	Réformer le système de points d'appréciation pour veiller à ce qu'il concorde avec les besoins réels des employeurs.	<a href="#">2023/11/15</a>
Business Council of Manitoba	[Mettre] en place [...] un crédit d'impôt pour les nouveaux arrivants qui s'emploient à obtenir des équivalences canadiennes pour leurs titres de compétence acquis à l'étranger.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Simplifier et rationaliser les procédures d'immigration afin d'attirer et de retenir davantage de travailleurs au Canada.	<a href="#">2023/11/14</a>
Chambre de commerce de Calgary	Accroître le soutien aux organismes d'aide à l'établissement des immigrants partout au pays.	<a href="#">2023/11/16</a>
Confédération des syndicats nationaux	[Mettre fin à la discrimination par le gouvernement fédéral contre] les candidatures provenant d'Afrique francophone au programme des étudiants internationaux.	<a href="#">2023/10/19</a>
Congrès du travail du Canada	Se retirer de l'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis, qui met en danger la vie des demandeurs d'asile.	<a href="#">2023/09/21</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Réinvestir dans les ambassades nord africaines pour réduire les délais de traitement des dossiers d'immigration en provenance de ces régions.	<a href="#">2023/11/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce	Continuer de financer les services de soutien à l'immigration.	<a href="#">2023/10/10</a>
Harvest Manitoba	Considérer la possibilité d'accroître le soutien offert aux organismes d'établissement, aux organismes de formation et aux banques alimentaires, qui continuent à permettre au Canada d'intégrer avec succès les gens de partout dans le monde.	<a href="#">2023/11/15</a>
Institut C.D. Howe	Mettre l'accent sur le volet de l'immigration économique dans le cadre du système de classement et veiller à ce que les demandeurs principaux forment une plus grande part de ce volet.	<a href="#">2023/10/19</a>
Manitoba Chambers of Commerce	Poursuivre la décentralisation du système d'immigration et du processus de sélection [...] [et] collaborer plus étroitement avec les provinces, les territoires et les municipalités, ainsi qu'avec le secteur privé pour mieux comprendre les besoins du marché du travail d'un océan à l'autre.	<a href="#">2023/11/15</a>
Manitoba Chambers of Commerce	Accélérer et [...] simplifier le processus de reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger.	<a href="#">2023/11/15</a>
Manufacturiers et Exportateurs du Québec	Raccourcir les délais de traitement et [...] permettre aux employeurs qui font venir des travailleurs étrangers temporaires de bénéficier d'une meilleure prévisibilité.	<a href="#">2023/11/13</a>
Syria-Antigonish Families Embrace	Poursuivre l'accord de parrainage entre Syria-Antigonish Families Embrace et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada; et réduire les obstacles à l'établissement des réfugiés en Nouvelle-Écosse, comme la façon dont les coûts de démarrage et les allocations mensuelles sont liés aux taux d'aide au revenu dans la province.	<a href="#">2023/10/12</a>

## IMPÔT DES PARTICULIERS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	Exonérer de l'impôt fédéral les premiers 15 000 \$ de revenu annuel provenant d'une activité artistique professionnelle.	<a href="#">2023/10/19</a>
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	Introduire un système d'étalement du revenu [provenant d'une activité artistique professionnelle] sur quatre ans afin de garantir l'équité fiscale.	<a href="#">2023/10/19</a>
Business Council of Manitoba	Faciliter la transition des entreprises privées vers les employés [...] [par exemple en éliminant] la fiscalité sur les gains en capital pour les propriétaires.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération canadienne des coopératives de travail	Modifier la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> afin d'assurer l'équité fiscale pour les coopératives de travail.	<a href="#">2023/11/13</a>
Institut C.D. Howe	Présenter un projet de loi visant à rendre les allocations de grève imposables à titre de revenu ordinaire.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Offrir un traitement fiscal plus généreux pour les frais médicaux en abaissant le seuil à 1,5 % du revenu net.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Limiter le fardeau fiscal de l'inflation [...] [en indexant plus de] seuils d'imposition du revenu des particuliers, de paiements de prestations et ... de crédits d'impôt à l'indice des prix à la consommation [...] [incluant] le crédit pour revenu de pension du gouvernement fédéral et le crédit maximal pour frais de scolarité que les déclarants peuvent transférer aux conjoints ou aux parents; le Supplément de revenu garanti pour les aînés à faible revenu [...]; [et] l'exemption pour les employés étrangers prévue dans la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Réduire le montant de base du crédit en raison de l'âge.	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut C.D. Howe	Permettre aux travailleurs d'étaler leur revenu sur plusieurs années afin de leur éviter une perte disproportionnée de leurs avantages fiscaux et une augmentation de leurs paiements d'impôt advenant une hausse marquée de leur revenu au cours d'une année donnée.	<a href="#">2023/10/19</a>
Oxfam Canada	Instaurer [...] un impôt sur la richesse permanent pour les Canadiens les plus riches.	<a href="#">2023/10/26</a>

## IMPÔT DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Abbotsford Chamber of Commerce	Éviter d'imposer des taxes supplémentaires aux entreprises.	<a href="#">2023/11/17</a>
Alberta Federation of Labour	Instaurer une taxe sur les profits excédentaires pour décourager les entreprises oligopolistiques d'utiliser leur pouvoir de marché pour augmenter les prix.	<a href="#">2023/11/16</a>
Bennett Jones LLP	[Encourager] le réinvestissement des bénéfices non distribués [par le biais de crédits d'impôt à l'investissement plus importants].	<a href="#">2023/09/25</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Augmenter le seuil de déduction pour les petites entreprises [...] et le montant des revenus passifs [...], et indexer ces seuils par rapport à l'inflation à l'avenir.	<a href="#">2023/11/14</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Abaisser le taux d'imposition fédéral des petites entreprises de 9 à 8 %, au moins pour les deux prochaines années.	<a href="#">2023/11/14</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Retarder d'au moins trois ans l'élimination progressive des mesures de déduction pour amortissement accélérée [...] et rendre permanente la déduction immédiate.	<a href="#">2023/11/14</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Augmenter l'exonération cumulative des gains en capital à 1,2 M\$ pour toutes les [petites et moyennes entreprises] et l'étendre à certains actifs.	<a href="#">2023/11/14</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Prévoir des incitations fiscales pour les vendeurs afin de compenser les coûts et les risques liés aux fiducies collectives des employés.	<a href="#">2023/11/14</a>
Centre for Future Work	Augmenter l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui ont contribué à l'inflation canadienne en affichant des marges de profit extrêmement élevées [...] [incluant celles des secteurs] pétrolier et gazier et les supermarchés.	<a href="#">2023/10/19</a>
Centre for Future Work	[Maintenir et étendre la] taxe de 2 % sur les rachats d'actions.	<a href="#">2023/10/19</a>
Chambre de commerce du Canada	Éviter d'imposer de nouvelles taxes au secteur des affaires.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Stopper immédiatement [le] plan d'adopter la [taxe sur les services numériques] et [...] laisser le processus de l'Organisation de coopération et de développement économiques se terminer.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Différer la mise en œuvre du deuxième pilier de l'accord fiscal de l'OCDE au Canada.	<a href="#">2023/11/02</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce du Canada	Prolonger l'incitatif à l'investissement accéléré.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Aligner les critères du crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental sur la [ <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> ].	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Supprimer ou modifier la taxe sur les rachats d'actions. Si elle est adoptée, elle devrait protéger les PME canadiennes en prévoyant un seuil d'exemption et se limiter aux cas où des sociétés publiques acquièrent leurs propres actions sur le marché en vue de leur annulation.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Maximiser l'incidence des crédits d'impôt existants pour les actions accréditives. Assouplir le délai de réalisation des dépenses admissibles, en particulier lorsque des retards réglementaires empêchent l'entreprise de dépenser dans le délai imparti, et rendre ces coûts admissibles à la règle du retour en arrière.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	[Réduire] les coûts de financement pour la mise en production des mines. L'intégration des coûts de préproduction des minéraux critiques dans le nouveau crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques stimulerait la production.	<a href="#">2023/11/02</a>
Congrès du travail du Canada	Introduire une taxe sur les bénéficiaires exceptionnels [des] grands détaillants de produits alimentaires et [...] utiliser les recettes pour financer une prolongation du remboursement pour l'épicerie.	<a href="#">2023/09/21</a>
Co-operative Housing Federation of British Columbia	Actualiser [l'approche] en matière de fiscalité et de génération de revenus pour réduire le fardeau financier des fournisseurs de logements à but non lucratif et de coopératives d'habitation.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération canadienne des coopératives de travail	Offrir des incitatifs fiscaux et autres aux coopératives de travailleurs en harmonie avec les incitatifs offerts aux fiducies collectives des employés.	<a href="#">2023/11/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut C.D. Howe	Mettre en œuvre un crédit d'impôt général temporaire à l'investissement, applicable à tous les investissements dans des actifs amortissables, y compris les actifs incorporels, à un taux de 5 %, en vigueur à compter de maintenant jusqu'en 2025 [...] [suivi d'une réduction] de 15 % à 13 % [du] taux d'imposition des sociétés.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Établir un mécanisme fiscal de type « boîte de PI » selon lequel les revenus provenant de brevets et d'autres propriétés intellectuelles générés par des activités menées au Canada seraient assujettis à un taux d'imposition des sociétés moins élevé.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Lier la déduction accordée aux petites entreprises à l'âge de l'entreprise [...] [de façon à ce que, à] intervalles de cinq ans, le seuil des immobilisations admissibles à la déduction accordée aux petites entreprises augmenterait et le niveau de la déduction diminuerait, peu importe la taille de l'entreprise, jusqu'à ce que le taux normal d'imposition des sociétés soit atteint.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Exonérer de l'impôt les gains en capital réalisés lors de la vente de certaines actions de petites entreprises cotées en bourse.	<a href="#">2023/10/19</a>
Manitoba Chambers of Commerce	Ne [...] pas soumettre les entreprises à de nouveaux impôts qui découragent l'investissement.	<a href="#">2023/11/15</a>
Oxfam Canada	Instaurer une taxe de 15 % sur les bénéfices excédentaires pour les entreprises de tous les secteurs qui génèrent des profits démesurés en raison de crises.	<a href="#">2023/10/26</a>

## INDUSTRIE ET INNOVATION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des industries aérospatiales du Canada	Apporter les changements nécessaires au Fonds stratégique pour l'innovation afin d'accroître l'accès au soutien financier.	<a href="#">2023/10/10</a>
Association des industries aérospatiales du Canada	Élaborer une stratégie industrielle aérospatiale nationale à long terme qui comprend des plans de défense clairs et une stratégie spéciale pour l'espace.	<a href="#">2023/10/10</a>
Bennett Jones LLP	[Soutenir l'investissement dans la propriété intellectuelle par les petites entreprises en offrant] un incitatif fiscal ou un crédit d'impôt [...] remboursable.	<a href="#">2023/09/25</a>
Business Council of Manitoba	[Aborder les défis clés du secteur de la biotechnologie, notamment] la modernisation de l'environnement réglementaire du Canada; la création d'incitatifs fiscaux pour la [recherche et le développement] qui sont concurrentiels à l'international [...]; et un investissement [...] dans une initiative de catalyse du capital de risque en sciences de la vie.	<a href="#">2023/11/15</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Renforcer les règles de concurrence.	<a href="#">2023/11/14</a>
Chambre de commerce de Calgary	Établir la Corporation d'innovation du Canada à Calgary.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce de Calgary	Offrir des incitatifs qui encouragent les sociétés canadiennes de capital-risque à investir dans les entreprises canadiennes en offrant une aide financière attrayante qui réduit les risques d'investissement.	<a href="#">2023/11/16</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce de Calgary	Appuyer la création d'espaces de laboratoires expérimentaux partout au pays, afin de permettre aux jeunes entreprises d'un large éventail de secteurs d'atteindre l'étape de la validation de principe et du produit viable dans l'écosystème dans lequel elles sont établies.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce de Calgary	Étudier la création d'une stratégie industrielle nationale, élaborée en partenariat avec les entreprises et les secteurs économiques de l'ensemble du Canada, afin d'adopter une approche cohérente à l'égard de la croissance économique qui tire parti des atouts économiques traditionnels et émergents du Canada.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce de Calgary	Appuyer la recherche, le développement et l'innovation dans les établissements d'enseignement postsecondaire à travers le Canada grâce à une aide financière ciblée pour faire avancer la recherche ou contribuer à la commercialisation d'entreprises créées dans le cadre du système d'enseignement postsecondaire.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce du Canada	[Étendre l'éligibilité du] programme d'incitatifs fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental [aux] [...] [petites et moyennes entreprises] cotées en bourse.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Moderniser les programmes de recherche et de développement. Aider les entreprises à entreprendre des recherches à haut risque lorsqu'il n'y a pas de rendement du capital investi et de commercialisation à court terme.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Assurer une protection solide de la propriété intellectuelle des produits innovants.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Donner la priorité à l'attribution du spectre par des mesures telles que l'augmentation de la quantité de spectres disponible et l'octroi de subventions pour le déploiement en milieu rural.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Prolonger de trois ans le partenariat entre le Laboratoire de données sur les entreprises et Statistique Canada.	<a href="#">2023/11/02</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce du Canada	Lancer des programmes de soutien à l'innovation dans les sciences de la vie. Incorporer le renouvellement des enveloppes existantes et ajouter des flux souples encourageant les entreprises à se lancer dans des projets plus risqués.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Intégrer le secteur des sciences de la vie dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Encourager les investissements dans les minéraux actuellement non rentables. Lorsque l'intérêt pour l'investissement privé est limité, le gouvernement doit évaluer les avantages potentiels d'un soutien à la résilience de la chaîne d'approvisionnement ou à la valeur stratégique, y compris dans les cas où les acteurs mondiaux ont une grande maîtrise de l'offre mondiale ou de la dynamique des prix.	<a href="#">2023/11/02</a>
Collèges et instituts Canada	Stimuler l'innovation en examinant l'admissibilité aux programmes des trois organismes et de la Fondation canadienne pour l'innovation, en mettant l'accent sur l'élargissement de l'admissibilité des collèges canadiens aux possibilités de financement.	<a href="#">2023/11/15</a>
Conseil canadien des innovateurs	[Élaborer une] stratégie de commercialisation de l'intelligence artificielle [IA] et de propriété intellectuelle axée sur l'expansion des entreprises technologiques nationales spécialisées dans le développement ou le déploiement de l'[IA].	<a href="#">2023/10/05</a>
Conseil canadien des innovateurs	[Examiner les] conséquences négatives des [investissements directs étrangers] dans le secteur technologique, en particulier l'acquisition de talents.	<a href="#">2023/10/05</a>
Conseil canadien des innovateurs	[S'engager à effectuer] un examen complet des programmes d'innovation pour éliminer les chevauchements et établir des structures « de liberté d'exploitation » [incluant dans le contexte du lancement de la Corporation d'innovation du Canada].	<a href="#">2023/10/05</a>
Conseil canadien des innovateurs	[Examiner] ... tous les programmes d'investissement conçus pour soutenir les innovateurs ... [afin d']accorder la priorité aux subventions plutôt qu'aux prêts, [d']augmenter les seuils de financement lorsqu'il est logique de le faire et [d']ordonner la préparation de plans stratégiques en matière de [propriété intellectuelle].	<a href="#">2023/10/05</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil canadien des innovateurs	Mettre sur pied une stratégie nationale sur les semi-conducteurs.	<a href="#">2023/10/05</a>
Conseil canadien des innovateurs	Organiser un sommet fédéral-provincial-territorial de l'innovation.	<a href="#">2023/10/05</a>
Conseil canadien des innovateurs	Examiner et mettre à jour les programmes d'investissement pour simplifier l'accès des entreprises.	<a href="#">2023/10/05</a>
Conseil canadien des innovateurs	Approfondir et améliorer les fonds communs d'immobilisations.	<a href="#">2023/10/05</a>
Edmonton Global	S'assurer que les programmes d'incitatifs ... comme ... le Fonds de croissance du Canada ... ont des critères bien définis, afin que les entreprises sachent ce qu'elles pourront faire avec le fonds d'investissements stratégiques.	<a href="#">2023/11/16</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Présenter rapidement le résultat de [la] révision du programme d'encouragements fiscaux à la recherche scientifique et au développement expérimental (RS&DE), [...] [rendre] admissibles les innovations incrémentales, puis [...] [instaurer] un crédit d'impôt à la modernisation des équipements et à la cybersécurité.	<a href="#">2023/11/13</a>
Ian Lee (à titre personnel)	Se pencher sur la faible productivité et les politiques protectionnistes de certaines industries, comme les compagnies aériennes, les télécommunications et l'agriculture, qui excluent les concurrents étrangers et font grimper les prix.	<a href="#">2023/09/21</a>
Ian Lee (à titre personnel)	Revoir la politique sur la concurrence qui autorise actuellement la consolidation de l'industrie en une poignée d'entreprises oligopolistiques.	<a href="#">2023/09/21</a>
Manufacturiers et Exportateurs du Québec	Mettre en place un crédit d'impôt à l'investissement de 10 %, [...] prolonger la mesure sur l'amortissement accéléré[,] [...] prolonger et [...] recapitaliser le Fonds d'investissement stratégique [...] et [...] revoir le programme de la [recherche scientifique et au développement expérimental (RS&DE)] et le bonifier.	<a href="#">2023/11/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
MaRS Discovery District	Augmenter et mieux coordonner le financement destiné à la commercialisation pour permettre aux organisations régionales dotées d'une plateforme nationale de dynamiser les entreprises en démarrage de tout le pays.	<a href="#">2023/11/14</a>
MaRS Discovery District	[Fournir] un financement supplémentaire ... pour contrer les risques accrus de migration de la propriété intellectuelle vers les États-Unis en raison de la portée de la loi CHIPS pour la stimulation de la production scientifique.	<a href="#">2023/11/14</a>
MaRS Discovery District	Offrir plus de place dans des laboratoires expérimentaux indépendants pour favoriser la commercialisation de nos innovations dans le domaine des sciences de la vie.	<a href="#">2023/11/14</a>
MaRS Discovery District	Accroître le financement des jeunes pousses perturbatrices dans le secteur des technologies climatiques.	<a href="#">2023/11/14</a>
MaRS Discovery District	Mettre en place des programmes incitatifs pour l'adoption responsable ... des technologies canadiennes en intelligence artificielle.	<a href="#">2023/11/14</a>
Mobilité électrique Canada	Concentrer les efforts pour attirer davantage d'investissements pour accélérer la fabrication de [véhicules électriques] et les industries connexes au Canada.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	[Se concentrer] sur l'accélération des technologies, de la recherche, du développement, et de la fabrication liés à la réduction des coûts des batteries de véhicules, et donc des coûts des véhicules par unité d'autonomie.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Collaborer avec les États-Unis pour bâtir une industrie et une chaîne d'approvisionnement nord-américaines de [véhicules électriques] allant au-delà de l'Inflation Reduction Act.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Soutenir l'électrification de sites miniers au Canada et promouvoir le développement et les opérations minières durables, en particulier en ce qui concerne les minéraux et métaux nécessaires à la chaîne d'approvisionnement des [véhicules zéro-émission] au Canada ou dans les provinces et territoires.	<a href="#">2023/11/16</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Philip Cross (à titre personnel)	Opérer un changement de culture, et réfléchir à la manière dont nous interagissons avec les [gens d'affaire] et les investisseurs étrangers.	<a href="#">2023/10/05</a>
Toronto Region Board of Trade	Accroître le soutien offert aux projets d'investissement dans le secteur manufacturier qui augmenteront de façon marquée la productivité de la région et stimuleront les possibilités de développement industriel.	<a href="#">2023/11/14</a>
Toronto Region Board of Trade	Soutenir davantage les projets et les services d'immobilisations de la Ville de Toronto, ce qui favorisera le développement économique dans l'ensemble de la région et du pays.	<a href="#">2023/11/14</a>
Toronto Region Board of Trade	Veiller à ce que les taxes sur la technologie et les services numériques ne s'éloignent pas trop des précédents établis à l'échelle internationale, et à encourager le développement, la commercialisation et l'adoption des technologies.	<a href="#">2023/11/14</a>

## INFRASTRUCTURE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Abbotsford Chamber of Commerce	[Construire des] infrastructures résilientes et favorables au commerce, [comme] l'infrastructure d'atténuation des inondations dans la vallée du Fraser [...] ainsi que l'expansion de corridors commerciaux régionaux.	<a href="#">2023/11/17</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements destinés à répondre aux besoins en infrastructures communautaires de base, dont les bâtiments, les ports et les quais, les infrastructures de transport et les services publics.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire] des investissements [...] tout au long de la chaîne d'approvisionnement en eau potable pour éliminer les avis.	<a href="#">2023/10/26</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	Investir dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en eaux usées [...] afin de remédier au sous-financement chronique et d'atténuer les risques pour la santé et le bien-être résultant d'un assainissement inadéquat.	<a href="#">2023/10/26</a>
Business Council of Manitoba	Revoir les critères utilisés par la Banque de l'infrastructure du Canada, notamment quant à la portée, de manière à s'assurer que tous les fonds, y compris ceux alloués lors du budget précédent, puissent être utilisés de façon productive pour consentir les investissements jugés prioritaires.	<a href="#">2023/11/15</a>
Business Council of Manitoba	Réinvestir les loyers perçus des aéroports dans l'infrastructure, [...] renouveler constamment les modalités des baux afin de permettre un meilleur accès aux capitaux privés et une meilleure planification des investissements dans les infrastructures, et [...] augmenter [...] le montant du financement du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires, en incluant les petits aéroports commerciaux.	<a href="#">2023/11/15</a>
Business Council of Manitoba	[Élaborer une] stratégie nationale intégrée à long terme pour les corridors commerciaux, en collaboration avec les gouvernements fédéral et provinciaux et le secteur privé [et injecter immédiatement des] capitaux dans le programme national des corridors commerciaux.	<a href="#">2023/11/15</a>
Chambre de commerce de Calgary	Débloquer des fonds pour faire progresser les infrastructures essentielles au sport, au divertissement, aux arts et à la culture, au tourisme et aux transports.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce de Calgary	Investir dans des infrastructures de transport qui relie l'aéroport de Calgary au centre-ville et à d'autres juridictions.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce du Canada	S'engager à investir à long terme par le biais d'un plan d'infrastructure commerciale du Canada.	<a href="#">2023/11/02</a>
Confédération des syndicats nationaux	Bonifier le financement du transport en commun [en collaboration avec les autres ordres de gouvernement].	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Construction Association of Prince Edward Island	Faire progresser la mise en œuvre de l'Évaluation nationale des infrastructures et élaborer, conjointement avec l'industrie et tous les ordres de gouvernement, un plan d'investissement en infrastructure de 25 ans qui comprend des infrastructures favorisant le logement et le commerce.	<a href="#">2023/10/10</a>
Équiterre	Soutenir les organismes publics de transport collectif en devançant le soutien permanent aux opérations des sociétés de transport en commun de deux années fiscales et en renouvelant le financement du fonctionnement d'urgence de 2022.	<a href="#">2023/11/13</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Mettre de côté dès maintenant les sommes d'argent qui seront nécessaires à la réalisation du lien ferroviaire à plus grande fréquence et à plus grande vitesse entre Québec, Montréal et l'Ontario et en [accélérer] le calendrier de réalisation.	<a href="#">2023/11/13</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Confirmer dès maintenant le rehaussement du financement fédéral des projets d'expansion des ports de Montréal (terminal de Contrecoeur) et de Saguenay (zone industrialo-portuaire).	<a href="#">2023/11/13</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Bonifier le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires pour répondre aux besoins criants des aéroports québécois.	<a href="#">2023/11/13</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Réviser la facture tarifaire élevée imposée aux transporteurs aériens utilisant les aéroports canadiens.	<a href="#">2023/11/13</a>
Greater Vancouver Board of Trade	Accorder la priorité aux infrastructures qui soutiennent la croissance démographique et [...] accélérer leur financement, notamment en commençant le financement du fonds permanent pour le transport en commun en 2023 plutôt qu'en 2026; en améliorant le financement fédéral pour les infrastructures régionales et locales dans le cadre du programme d'infrastructure Investir dans le Canada; et en poursuivant le financement des corridors commerciaux nationaux pour appuyer la circulation des marchandises dans le Grand Vancouver et vers le monde.	<a href="#">2023/11/15</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut C.D. Howe	Accorder la priorité au financement des projets d'infrastructure sous le contrôle direct du gouvernement fédéral, comme les investissements dans l'accroissement de la capacité et de la sécurité du transport maritime, ferroviaire et aérien et dans les actifs militaires.	<a href="#">2023/10/19</a>
Manitoba Chambers of Commerce	[Construire des] infrastructures propices au commerce [et s'engager] à consentir des investissements à long terme en adoptant un plan d'infrastructures commerciales.	<a href="#">2023/11/15</a>
Mark Purdon (à titre personnel)	[Envisager] d'orienter les recherches sur les efforts de gestion de la demande [du transport].	<a href="#">2023/10/26</a>
Mark Purdon (à titre personnel)	[Envisager de] revoir ou [d']améliorer le Programme d'infrastructure Investir dans le Canada afin d'y intégrer des exigences plus élaborées, et peut-être aussi certains des outils de modélisation [pour estimer les incidences de la planification du transport sur les émissions de gaz à effet de serre].	<a href="#">2023/10/26</a>
Metro Vancouver	S'engager à partager équitablement les coûts des projets de la station d'épuration des eaux usées de l'île d'Iona avec la province de la Colombie-Britannique et Metro Vancouver.	<a href="#">2023/11/15</a>
Municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador	Augmenter le Fonds de développement des collectivités du Canada avec une indexation annuelle de 3,5 %.	<a href="#">2023/10/13</a>
Municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador	[Verser directement aux municipalités les fonds leur étant destinés] [...] sans [...]	<a href="#">2023/10/13</a>
Municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador	[Attirer un financement aux infrastructures des eaux usées et au respect des règlements sur les effluents des systèmes d'eaux usées des municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador.]	<a href="#">2023/10/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Municipalités rurales de l'Alberta	Allouer des fonds à un programme pancanadien de financement des infrastructures en milieu rural qui soutienne les investissements dans les infrastructures de base telles que les routes et les ponts, tout en permettant aux collectivités rurales d'investir dans des projets d'investissement novateurs qui fonctionnent dans un environnement rural.	<a href="#">2023/11/16</a>
Municipalités rurales de l'Alberta	Développer un fonds d'infrastructure qui utilise une définition rurale qui s'harmonise davantage avec les populations rurales afin de réduire la concurrence pour l'obtention de subventions importantes.	<a href="#">2023/11/16</a>
Municipalités rurales de l'Alberta	Concevoir tous les financements d'infrastructures dans une optique rurale, en tenant compte de la capacité à rédiger des demandes de subvention et des mémoires, et des coûts liés au dépôt d'une demande pour la municipalité.	<a href="#">2023/11/16</a>
TransLink	[Fournir du financement pour] faire avancer de toute urgence la première phase des priorités de transport avec le plan « Accès pour tous ».	<a href="#">2023/11/17</a>
TransLink	Devancer de deux ans le versement du Fonds permanent de transport en commun, en passant de l'engagement initial de 2026–2027 à 2024–2025.	<a href="#">2023/11/17</a>
TransLink	Doubler de façon permanente le Fonds canadien de développement communautaire et porter son indexation annuelle à 3,5 % afin de mieux refléter l'inflation des coûts de construction.	<a href="#">2023/11/17</a>
TransLink	Lancer une commission nationale tripartite avec les provinces, les gouvernements locaux et les agences de transport pour développer un nouveau modèle de financement pour le transport en commun qui soit plus résilient et équitable en évitant de trop dépendre de sources régressives telles que les tarifs de transport et les taxes foncières.	<a href="#">2023/11/17</a>
Union des municipalités du Québec	Doubler de façon permanente les sommes dédiées au Fonds pour le développement des collectivités du Canada finançant les infrastructures municipales et [...] [conclure une entente] rapidement avec le gouvernement du Québec pour que le transfert des sommes soit fait sans nouvelles conditions quant à leur utilisation.	<a href="#">2023/11/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Union des municipalités du Québec	Moderniser le financement des projets d'infrastructures municipales, en échelonnant davantage la période d'éligibilité des programmes d'aide financière et en élargissant le cadre des programmes d'aide financière.	<a href="#">2023/11/13</a>
Union des municipalités du Québec	Réinvestir dans les infrastructures sportives et récréatives.	<a href="#">2023/11/13</a>
Union des municipalités du Québec	Appuyer les sociétés de transport du Québec en octroyant un financement additionnel permettant d'accroître les investissements dans le maintien d'actifs.	<a href="#">2023/11/13</a>
Union des municipalités du Québec	Investir de façon importante dans les infrastructures aéroportuaires fédérales en sol québécois pour abaisser leur important déficit de maintien d'actifs.	<a href="#">2023/11/13</a>
Union des municipalités du Québec	Donner le plus de latitude possible au milieu municipal [dans le cadre du programme de soutien en matière d'infrastructures et d'érosion des berges] pour qu'il puisse faire des investissements selon ses priorités.	<a href="#">2023/11/13</a>
Ville de Stratford	[Faire en sorte que] des estimations crédibles [soient effectuées] avant que le financement [pour la construction des infrastructures] soit approuvé [...] [en utilisant] un taux d'indexation [d'environ] 3,5 % [...] qui pourrait équivaloir au taux d'inflation [...] entre l'approbation [...] et le versement [des sommes convenues].	<a href="#">2023/10/10</a>
Ville de Stratford	[Élaborer des programmes de financement de l'infrastructure futurs selon le modèle] de la taxe sur l'essence ... [où] les fonds fédéraux sont versés directement à la municipalité.	<a href="#">2023/10/10</a>
Ville de Stratford	Établir un nouveau programme Investir dans le Canada ou un programme de ce genre [...] pour répondre à nos besoins d'infrastructures.	<a href="#">2023/10/10</a>

## INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET SYSTÈMES DE PAIEMENT

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadian Bankers Association	Annuler l'impôt sur le capital des institutions financières et le dividende pour la relance au Canada.	<a href="#">2023/11/14</a>
Canadian Bankers Association	Développer un modèle de normes de protection des consommateurs pour encadrer les fournisseurs de services financiers non réglementés et sous-réglementés [...] [lesquelles devraient être harmonisées aux règles pertinentes de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada auxquelles les institutions financières fédérales doivent adhérer] et collaborer avec les provinces afin qu'elles adoptent ces nouvelles normes.	<a href="#">2023/11/14</a>
Canadian Bankers Association	Faire évoluer la réglementation [concernant le régime canadien de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes] afin de pouvoir cibler les ressources et les activités les plus à risque ainsi que faciliter la collaboration et le partage légal de renseignements non seulement entre les institutions financières et le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, mais aussi entre les forces de l'ordre et les institutions financières.	<a href="#">2023/11/14</a>
Conseil canadien des innovateurs	Mettre en œuvre un système bancaire ouvert avec une structure de gouvernance indépendante.	<a href="#">2023/10/05</a>
Fintechs Canada	Modifier la <i>Loi canadienne sur les paiements</i> [...] pour donner aux banques, aux coopératives de crédit et aux fournisseurs de services de paiement réglementés un accès égal aux systèmes de paiement en temps réel du Canada.	<a href="#">2023/10/26</a>
Fintechs Canada	Appuyer les efforts de Paiements Canada pour créer un nouveau système de paiement en temps réel.	<a href="#">2023/10/26</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fintechs Canada	Publier un code de conduite qui précise les règles de partage des données dans le secteur financier canadien en veillant à ce que tous les participants accrédités au système bancaire ouvert du Canada répondent à un ensemble commun et transparent d'exigences et de normes.	<a href="#">2023/10/26</a>
Fintechs Canada	Renforcer la surveillance et la gouvernance du système bancaire ouvert du Canada [...] en créant une entité adaptée aux circonstances pour gérer l'administration du système.	<a href="#">2023/10/26</a>
Letko, Brosseau & Associates Inc.	[Mettre en place une réglementation obligeant les fonds de pension à constituer des réserves pour les investissements dans des actifs étrangers afin d'encourager l'investissement au Canada.]	<a href="#">2023/09/21</a>
Questrade Inc.	Procéder [...] à un vaste examen réglementaire des fonctions et des mandats des organismes de réglementation des institutions financières fédérales [...] et des décideurs en lien avec l'écosystème hypothécaire du Canada [et délimiter] les rôles et les responsabilités de chaque organisme de réglementation.	<a href="#">2023/09/25</a>
Questrade Inc.	Concernant les lois, politiques et règlements nouveaux et proposés [en lien avec les prêts hypothécaires], [...] s'engager à collaborer avec les intervenants du secteur afin de déterminer où ils ont besoin de plus de précisions afin que ces changements ne causent pas davantage de risques imprévus, de confusion ou de préjudice, et à fournir ces précisions et modifications en temps opportun.	<a href="#">2023/09/25</a>
Questrade Inc.	Établir un groupe de discussion permanent composé de représentants de l'industrie, du gouvernement et des organismes de réglementation [qui] réaliserait des examens semi-annuels de l'écosystème hypothécaire réglementé du Canada qui porterait sur les effets des nouveaux règlements sur les entreprises de prêt de toutes les tailles [et] mettrait également sur pied un cadre qui permettrait d'évaluer les propositions du gouvernement, de vérifier que celles-ci répondent aux besoins uniques des petites et moyennes institutions financières réglementées et qu'elles n'aient pas de conséquences néfastes.	<a href="#">2023/09/25</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Questrade Inc.	Allouer des ressources et établir un plan clair pour la mise en œuvre rapide d'une stratégie financière ouverte et exhaustive [...] [afin de permettre] aux Canadiens, d'ici la fin de 2025, d'accéder à un écosystème modernisé, rentable, interopérable, sécuritaire et fondé sur des principes et d'améliorer leur avenir financier.	<a href="#">2023/09/25</a>
Questrade Inc.	Concevoir, promouvoir et renforcer l'appui aux programmes de littératie financière offerts à la population canadienne par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada.	<a href="#">2023/09/25</a>
Wealthsimple Investment Inc.	Améliorer l'infrastructure de paiement du Canada avec un système de paiement en temps réel [...] opérationnel en permanence, au même titre que tous les autres pays du G7, afin de fournir un service public qui réduit les frais de retard et de découvert, diminue le recours aux prêteurs sur salaire, facilite la croissance économique et améliore les flux de trésorerie et la gestion de l'argent de tous les citoyens.	<a href="#">2023/11/02</a>
Wealthsimple Investment Inc.	Imposer une tarification uniforme basée sur le coût réel d'utilisation pour tous les participants directs au système de [paiement en temps réel], ce qui est essentiel pour créer un contexte propice à des innovations viables et évolutives dans le domaine des services financiers et pour élargir le choix offert aux consommateurs.	<a href="#">2023/11/02</a>
Wealthsimple Investment Inc.	Dialoguer avec les gouvernements provinciaux et municipaux et les agences publiques pour s'assurer qu'ils sont prêts à tirer profit des gains d'efficacité en matière de rapprochement, de mise en œuvre des programmes, de versement des impôts et de remboursement des prêts offerts par le système de [paiement en temps réel].	<a href="#">2023/11/02</a>

## LOGEMENT

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Affordable Housing Association of Nova Scotia	Fournir des ressources, en collaboration avec les gouvernements provinciaux et municipaux, pour construire des logements abordables.	<a href="#">2023/10/12</a>
Alberta Federation of Labour	Veiller à ce que [les] projets [de logement appuyés par des initiatives fédérales] paient les salaires en vigueur et offrent des possibilités d'apprentissage dans les métiers spécialisés.	<a href="#">2023/11/16</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements visant à remédier au surpeuplement, à remplacer des logements, à viabiliser de nouveaux terrains, à effectuer les réparations nécessaires, à gérer les migrations dans les réserves et à faire face à la croissance démographique.	<a href="#">2023/10/26</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Financer un groupe de travail intersectoriel chargé d'évaluer les objectifs en matière de logement et les fonds optimaux nécessaires au sein des pôles touristiques et des communautés rurales du Canada pour soutenir les efforts du secteur en matière d'attraction et de rétention des talents.	<a href="#">2023/11/02</a>
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	Assurer un meilleur financement de la construction et de la rénovation de logements sociaux et abordables.	<a href="#">2023/11/13</a>
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	Bonifier substantiellement le remboursement de la TPS pour les habitations neuves.	<a href="#">2023/11/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	Prolonger la période maximale d'amortissement des prêts hypothécaires assurés à 30 ans.	<a href="#">2023/11/13</a>
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	Assouplir le test de résistance [...] lors de la qualification pour un nouveau prêt, et [[l'éliminer] complètement pour un renouvellement.	<a href="#">2023/11/13</a>
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	Combiner les modalités de certains programmes de la [Société canadienne d'hypothèques et de logement] pour le financement de projets locatifs neufs.	<a href="#">2023/11/13</a>
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	Faire du [Régime d'accession à la propriété] ou du [Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété] des régimes intergénérationnels afin de permettre aux parents de contribuer à la mise de fonds de leur(s) enfant(s) et augmenter les retraits maximaux permis.	<a href="#">2023/11/13</a>
Business Council of Manitoba	Offrir des incitatifs au secteur privé pour accroître le nombre de mises en chantier de nouveaux projets de résidences unifamiliales et d'immeubles locatifs [avec] des programmes bonifiés d'incitatifs [par l'intermédiaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement], comme du financement à taux réduit ou des crédits d'impôt pour les promoteurs.	<a href="#">2023/11/15</a>
Butler Mortgage Inc.	[Trouver des façons d']encourager les provinces à abolir [les locations à court terme].	<a href="#">2023/11/14</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Butler Mortgage Inc.	[Trouver des façons de rendre] les approbations provinciales et municipales pour les nouvelles maisons et les nouveaux développements ... [plus] efficaces ... [et] rapides.	<a href="#">2023/11/14</a>
Butler Mortgage Inc.	[Corriger le] déséquilibre entre les taxes foncières courantes dans la plupart des municipalités et la taxe locale d'équipement.	<a href="#">2023/11/14</a>
Butler Mortgage Inc.	Changer [...] les règlements hypothécaires [pour interdire aux acheteurs de] financer une propriété locative à 100 %.	<a href="#">2023/11/14</a>
Canadian Bankers Association	[Améliorer] la coordination entre les politiques stratégiques au moyen d'un forum [réunissant] les intervenants pertinents – y compris les autorités fédérales, provinciales et municipales responsables du logement, des infrastructures et de l'immigration – ainsi que les représentants de l'industrie de la construction et des groupes de défense d'intérêts [dans le but de corriger le déséquilibre entre l'offre et la demande qui cause la crise de l'abordabilité].	<a href="#">2023/11/14</a>
Centre for Future Work	Réduire les pressions sur les coûts causées par les actes d'entreprises privées [...] [en effectuant] une expansion ambitieuse du logement abordable et du logement hors marché.	<a href="#">2023/10/19</a>
Chambre de commerce de Calgary	Faire avancer les initiatives en matière de logement abordable, y compris celles décrites dans les recommandations du groupe de travail sur le logement et l'abordabilité de la ville de Calgary, comme la création d'incitatifs pour des logements plus abordables, qu'ils soient ou non destinés au marché.	<a href="#">2023/11/16</a>
City of London	[Accorder aux] communautés ... un fonds de fonctionnement durable et prévisible pour soutenir les solutions nouvelles et créatives [à l'itinérance] [...] [par le biais d']une augmentation des allocations annuelles du programme Vers un chez-soi ou du financement provenant d'un autre programme.	<a href="#">2023/11/14</a>
Congrès du travail du Canada	Affecte un financement en capital au Fonds national de co-investissement pour le logement afin de construire au moins 100 000 nouveaux logements par année, en collaboration avec les partenaires provinciaux et d'autres contributions publiques.	<a href="#">2023/09/21</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Congrès du travail du Canada	Accélérer la mise en œuvre de l'Initiative des terrains fédéraux de la Stratégie nationale sur le logement [et] mettre en place un fonds d'acquisition de terrains publics de cinq ans afin d'acquérir des terrains supplémentaires pour la construction de logements locatifs abordables non marchands.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Afin d'aider le secteur du logement communautaire à acquérir des immeubles locatifs abordables existants, ... créer un fonds d'acquisition de logements afin de maintenir l'offre de logements abordables pour les ménages qui ont des revenus faibles ou modestes.	<a href="#">2023/09/21</a>
Co-operative Housing Federation of British Columbia	Protéger les logements locatifs existants et l'abordabilité pour les locataires en créant un fonds d'acquisition fédéral sur le modèle du fonds de protection des logements locatifs de la Colombie-Britannique.	<a href="#">2023/11/15</a>
Co-operative Housing Federation of British Columbia	[Mettre en œuvre] le programme fédéral de coopératives d'habitation promis dans le budget fédéral de mars 2022.	<a href="#">2023/11/15</a>
Front d'action populaire en réaménagement urbain	Réaffecter toutes les sommes prévues dans [la] Stratégie nationale sur le logement dans la perspective d'augmenter significativement la part de logements sociaux au Québec et au Canada.	<a href="#">2023/09/21</a>
Front d'action populaire en réaménagement urbain	Prévoir du nouveau financement récurrent et prévisible pour l'Initiative pour la création rapide de logements.	<a href="#">2023/09/21</a>
Front d'action populaire en réaménagement urbain	Lancer un programme d'acquisition et de rénovation d'immeubles locatifs à des fins de logement social avec des subventions suffisantes pour garantir le retour et maintien dans les lieux des locataires quel que soit leur revenu.	<a href="#">2023/09/21</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut C.D. Howe	Éliminer progressivement le crédit d'impôt pour l'achat d'une première propriété.	<a href="#">2023/10/19</a>
Joseph Polito (à titre personnel)	S'associer avec les provinces pour construire des résidences universitaires bon marché sur des terrains qui appartiennent à des établissements postsecondaires afin de libérer des résidences hors campus.	<a href="#">2023/11/14</a>
Joseph Polito (à titre personnel)	Établir un partenariat avec les provinces et les municipalités en vue de construire des résidences sur leurs propres terrains.	<a href="#">2023/11/14</a>
Joseph Polito (à titre personnel)	Établir un partenariat avec les provinces et les municipalités pour étudier le zonage inclusif et les impôts fonciers.	<a href="#">2023/11/14</a>
Joseph Polito (à titre personnel)	Financer les changements coûteux au régime d'imposition foncière [pour baser l'impôt foncier sur la valeur du terrain.]	<a href="#">2023/11/14</a>
Joseph Polito (à titre personnel)	Travailler avec le secteur des banques pour qu'il soit plus conservateur dans son évaluation des logements.	<a href="#">2023/11/14</a>
Joseph Polito (à titre personnel)	[Modifier] progressivement [les] règles d'impositions des gains en capital pour les ventes immobilières commerciales afin que les gains sur la valeur des terrains soient imposés comme des revenus ordinaires [dans le but de décourager la spéculation foncière et l'inflation des prix des terrains].	<a href="#">2023/11/14</a>
Joseph Polito (à titre personnel)	Augmenter lentement l'inclusion des gains en capital pour l'immobilier jusqu'à ce qu'elle atteigne un point où les investisseurs ne considèrent plus l'inflation du prix des terrains comme une stratégie d'investissement intéressante.	<a href="#">2023/11/14</a>
Manitoba Home Builders' Association	Élaborer des politiques pour aider les premiers acheteurs qualifiés [...] [en revenant] à des périodes d'amortissement de 30 ans pour les prêts hypothécaires assurés — pour les nouvelles constructions seulement.	<a href="#">2023/11/15</a>
Manitoba Home Builders' Association	Modifier le test de résistance pour les prêts hypothécaires assurés et non assurés afin de réduire le taux d'essai graduellement pour les prêts hypothécaires d'une durée de 7 et 10 ans.	<a href="#">2023/11/15</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Manitoba Home Builders' Association	Mettre à jour et d'indexer les seuils pour le remboursement de la TPS pour les habitations neuves.	<a href="#">2023/11/15</a>
Manitoba Home Builders' Association	Se concentrer sur l'innovation afin de réduire les coûts et augmenter l'utilisation des produits avant de réglementer les modifications du code découlant de politiques.	<a href="#">2023/11/15</a>
Manitoba Home Builders' Association	Faire de l'abordabilité un objectif central du Code national du bâtiment et de toutes les normes connexes pour veiller à ce que nous construisions des logements de meilleure qualité et plus efficaces pour le même prix ou moins.	<a href="#">2023/11/15</a>
Manitoba Home Builders' Association	[Élargir le champ d'application du remboursement de la TPS et de la TVH pour les habitations neuves aux rénovations à consommation nette zéro.]	<a href="#">2023/11/15</a>
Manufacturiers et Exportateurs du Québec	Accélérer les investissements et [...] collaborer avec les provinces et les municipalités pour que [des logements partout au Québec puissent être construits plus rapidement].	<a href="#">2023/11/13</a>
Metro Vancouver	Travailler en étroite collaboration avec Metro Vancouver Housing pour appuyer la mise en œuvre du plan décennal en versant un financement[, en s'engageant] sous forme de prêts-subsidies pour des projets prioritaires en dehors du processus de demande standard du Fonds de co-investissement [...] [et en signant] un protocole d'entente [pour la réalisation du portefeuille de projets prévus au cours des 10 prochaines années].	<a href="#">2023/11/15</a>
MOSAIC	Arrêter une stratégie fédérale du logement complémentaire de la stratégie canadienne de l'immigration.	<a href="#">2023/11/17</a>
MOSAIC	Écarter les obstacles systémiques au logement que représente pour les nouveaux arrivants l'absence de références canadiennes, de dossier de crédit, d'antécédents de location d'un logement et d'expérience de travail.	<a href="#">2023/11/17</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
MOSAIC	[Favoriser l'abordabilité du logement] par un leadership fédéral continu et un financement accru qui encouragerait les provinces et les municipalités à travailler ensemble pour accroître l'offre de logement abordable, en particulier de logement à loyer indexé sur le revenu.	<a href="#">2023/11/17</a>
MOSAIC	Encourager les municipalités à exiger que les nouveaux ensembles résidentiels comprennent des logements abordables réservés aux nouveaux arrivants pour leurs trois à cinq premières années suivant leur arrivée au Canada.	<a href="#">2023/11/17</a>
Municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador	[Aider les municipalités de Terre-Neuve et Labrador à accéder aux programmes de financement en lien avec le logement en fournissant] un soutien à la capacité [...] dans le cadre d'une approche provinciale où tous les partenaires sont à la table.	<a href="#">2023/10/13</a>
Municipalité de Tantramar	[Augmenter et rendre permanent le financement du programme Vers un chez soi,] y compris le volet consacré aux régions rurales et éloignées.	<a href="#">2023/10/05</a>
Municipalité de Tantramar	Faire [de l'Initiative pour la création rapide de logements] un programme à long terme avec un financement prévisible au-delà de 2024.	<a href="#">2023/10/05</a>
Municipalité de Tantramar	Optimiser les programmes essentiels de la Stratégie nationale du logement [...] et investir dans ces programmes.	<a href="#">2023/10/05</a>
Norman Nahas (à titre personnel)	Continuer à stimuler et à promouvoir l'entrepreneuriat et le développement.	<a href="#">2023/10/12</a>
Questrade Inc.	Octroyer un financement [...] pour étudier et améliorer l'écosystème des données sur le logement et sur le secteur de l'immobilier [...] [et] instaurer des mesures pour assurer la transparence des données sur l'immobilier et l'accès ouvert à ces données et encourager l'innovation et la concurrence dans le secteur.	<a href="#">2023/09/25</a>
Union des municipalités du Québec	Investir massivement dans le logement social et abordable pour faire face à la crise du logement, favoriser la lutte contre l'itinérance et contrer la baisse observée des mises en chantier.	<a href="#">2023/11/13</a>

## MINISTÈRES ET FONCTION PUBLIQUE FÉDÉRAUX

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance de la Fonction publique du Canada	Trouver des moyens non seulement d'embaucher et de former [les conseillers en rémunération], mais aussi de les maintenir en poste.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	[Renouveler le] protocole d'entente négocié sur les dommages-intérêts [relatifs aux erreurs par Phénix].	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Lancer une enquête nationale pour déterminer pourquoi [la crise relative au système de paye Phénix] s'est produite, comment elle aurait pu être évitée et [...] pourquoi [...] elle n'a pas encore été réglée.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Élaborer un plan de dotation à l'échelle du système qui tienne compte des besoins de tous ceux qui reçoivent des services, tant au sein du gouvernement que dans le public.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	[Analyser les] besoins en dotation à l'échelle du système [...] en collaboration avec les agents de négociation [avant de mettre en place des compressions dans la fonction publique fédérale].	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Offrir aux agents chargés de la sécurité publique employés par le gouvernement fédéral la parité salariale avec leurs homologues qui travaillent dans d'autres administrations.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Créer un organisme au sein de la fonction publique fédérale pour fournir les services actuellement fournis par des consultants privés sous contrat.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Veiller à ce que les recommandations découlant de l'examen actuel de la <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> [...] soient adoptées et que la Loi soit modifiée en conséquence.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Éliminer l'arriéré des problèmes de paye de Phénix.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Rendre non imposable l'indemnisation générale pour les dommages causés par Phénix.	<a href="#">2023/10/05</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance de la Fonction publique du Canada	Suspendre le recouvrement des trop-payés jusqu'à ce que tous les employés reçoivent le montant qui leur est dû en raison d'erreurs par Phénix.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Régler de bonne foi les recours collectifs des Noirs et des Autochtones [...] [en présentant] des excuses publiques aux employés noirs et autochtones de la fonction publique fédérale[,] [...] [en offrant] un dédommagement pour compenser la perte financière et le traumatisme racial subis [...] [et en appliquant] les recours demandés dans chaque poursuite pour éliminer les obstacles systémiques auxquels font face les travailleurs noirs et autochtones.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Travailler à prévenir le racisme envers les Asiatiques, l'islamophobie, l'antisémitisme et toutes les autres formes de racisme, de haine et de discrimination dans la fonction publique fédérale [...] [en mettant en œuvre les recommandations de l'Alliance de la Fonction publique du Canada,] [...] [en exigeant] que tous les gestionnaires et les employés de la fonction publique fédérale participent à une formation régulière sur le racisme, la haine, la discrimination et les préjugés en milieu de travail, et que tous les gestionnaires fassent preuve de l'acquisition de compétences définies [...] [et en fournissant] des ressources indéfectibles pour protéger les employés contre les actes de discrimination, fournissant un soutien approprié lorsque des actes sont commis et permettant de mener des enquêtes approfondies et de remédier à toutes ces situations.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance de la Fonction publique du Canada	Abroger les modifications à la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> qui ont fait passer l'âge minimal de la retraite non réduite à 60 ans avec trente ans de service ou 65 ans avec deux ans de service, pour toute personne embauchée dans la fonction publique fédérale après le 1er janvier 2013.	<a href="#">2023/10/05</a>
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	[Réviser] la politique fédérale sur l'approvisionnement [...] pour interdire le recours à des briseurs de grève, directement ou indirectement.	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	Modifier la politique fédérale en matière de marchés publics afin de garantir que chaque producteur réalisant des œuvres audiovisuelles [...] pour le gouvernement respecte toutes les conventions collectives pertinentes.	<a href="#">2023/10/19</a>
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists	Veiller à ce que toutes les agences de publicité sélectionnées à l'avenir comme « agence attitrée » du gouvernement fédéral, ou engagées d'une autre manière, soient signataires de l'entente nationale commerciale de l'[Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists].	<a href="#">2023/10/19</a>
Chambre de commerce du Canada	Utiliser les marchés publics pour stimuler l'innovation en matière de cybersécurité au Canada. Rendre les pratiques de passation de marchés publics en matière de technologie plus souples, plus ambitieuses et plus axées sur les résultats.	<a href="#">2023/11/02</a>
Congrès du travail du Canada	Imposer aux entrepreneurs l'obligation d'embaucher des apprentis pour tous les projets d'approvisionnement et d'infrastructure fédéraux.	<a href="#">2023/09/21</a>
Conseil canadien des innovateurs	Élaborer une stratégie d'approvisionnement pour les petites et moyennes entreprises nationales.	<a href="#">2023/10/05</a>
Construction Association of Prince Edward Island	Moderniser [et améliorer] les processus d'approvisionnement [...] [et exiger qu'ils soient] examinés par la vérificatrice générale, et [mobiliser] l'industrie [...] pour s'assurer que les pratiques fassent en sorte que le partage des risques soit mieux équilibré entre les marchés publics et le secteur privé, réduisent les formalités administratives et d'accélèrent l'approbation des projets essentiels.	<a href="#">2023/10/10</a>
Institut C.D. Howe	Limiter la croissance du nombre d'employés fédéraux et des charges salariales en gelant les budgets de fonctionnement des ministères fédéraux pour les salaires et traitements aux niveaux de 2023 pendant cinq ans, tout en assurant une rémunération concurrentielle pour les employés fédéraux.	<a href="#">2023/10/19</a>
Institut C.D. Howe	Faire passer les régimes de retraite des employés fédéraux à des régimes à risque partagé et à gouvernance partagée dans lesquels les contribuables assument moins de risques.	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Manufacturiers et Exportateurs du Québec	Revoir [les] politiques d'approvisionnement et [...] éliminer le critère du plus bas soumissionnaire, pour permettre [aux entreprises canadiennes], qui sont compétitives, d'avoir accès aux contrats publics.	<a href="#">2023/11/13</a>
MaRS Discovery District	Accroître les approvisionnements gouvernementaux auprès du secteur technologique au Canada.	<a href="#">2023/11/14</a>
Mobilité électrique Canada	Créer un Bureau du Conseil Privé dédié pour coordonner les responsabilités en termes de [véhicules électriques] de tous les ministères et tenir le premier ministre au courant des progrès réalisés pour atteindre les objectifs d'électrification du gouvernement.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Collaborer avec les principaux organismes canadiens de [véhicules électriques] afin d'établir des possibilités d'apprentissage par l'expérience pour les représentants élus et les fonctionnaires.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	À partir de maintenant, [acheter seulement des [véhicules électriques] à moins qu'il n'existe pas encore d'option électrique pour répondre à un besoin particulier [et] fixer un objectif ferme d'électrifier au moins 10 % de tous les espaces de stationnement détenus et occupés [par le gouvernement fédéral] d'ici 2025 au plus tard.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	[Mettre en place et promouvoir] des politiques d'« approvisionnement propre » au lieu de politiques du plus bas soumissionnaire.	<a href="#">2023/11/16</a>
Municipalité de Tantramar	[Rationaliser] et [...] [simplifier l'ensemble] des demandes de financement fédéral pour les municipalités.	<a href="#">2023/10/05</a>
Université du Québec	[Allouer aux] ministères fédéraux [...] [les] budgets [...] [nécessaires afin de] soutenir leurs besoins de recherche en collaboration avec les établissements universitaires pour répondre aux priorités du Canada.	<a href="#">2023/11/02</a>

## PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements visant à soutenir l'intégrité du programme [d'aide à la vie autonome] et à l'adapter à la croissance démographique et à l'inflation.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Financer correctement les Premières Nations pour qu'elles puissent répondre aux exigences des normes modernes d'accessibilité et remédier aux iniquités auxquelles sont confrontées les personnes en situation de handicap.	<a href="#">2023/10/26</a>
Association canadienne pour la santé mentale	Financer convenablement la [prestation canadienne pour les personnes handicapées].	<a href="#">2023/10/10</a>
Congrès du travail du Canada	Financer intégralement la nouvelle [prestation canadienne pour les personnes handicapées].	<a href="#">2023/09/21</a>
Harvest Manitoba	Agir rapidement pour financer et mettre en œuvre la nouvelle prestation canadienne pour les personnes handicapées [laquelle] doit faire passer les revenus des personnes handicapées au-dessus du seuil de la pauvreté défini par la mesure du panier de consommation, [...] ne doit pas faire l'objet de récupération et [...] doit être accessible à tous les Canadiens et les Canadiennes qui en ont besoin.	<a href="#">2023/11/15</a>
Inclusion Canada	Réserver immédiatement les fonds de la [prestation canadienne pour les personnes handicapées] pour 2024-2025.	<a href="#">2023/11/14</a>
Inclusion Canada	Fixer à 35 000 \$ le seuil de revenu maximal avant de réduire [...] [le montant] de la [prestation canadienne pour les personnes handicapées].	<a href="#">2023/11/14</a>
Inclusion Canada	[Veiller à ce que] la [prestation canadienne pour les personnes handicapées] [...] [soit] réservée aux prestataires de l'aide financière du fédéral, des provinces, des territoires ou des Premières Nations pour la sécurité du revenu des personnes handicapées ou des prestations d'invalidité afin d'éviter que toute personne admissible ne perde des revenus.	<a href="#">2023/11/14</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Inclusion Canada	Préparer un plan fiscal sur trois ans pour la [prestation canadienne pour les personnes handicapées], en veillant à une planification et une mise en œuvre rigoureuses, avec l'engagement ferme de livrer les prestations d'ici 2024-2025.	<a href="#">2023/11/14</a>
Inclusion Canada	Mettre l'accent sur la simplicité pour créer, mettre en œuvre et identifier les personnes admissibles à la [prestation canadienne pour les personnes handicapées], tout en remettant en question le discours sur la complexité excessive.	<a href="#">2023/11/14</a>
Inclusion Canada	Compléter le montant de l'aide mensuelle que les personnes reçoivent des provinces et des territoires pour les personnes handicapées ... [pour faire en sorte que] les personnes handicapées admissibles reçoivent un [montant] minimal de 2 400 \$ par mois.	<a href="#">2023/11/14</a>
Inclusion Canada	Inclure [dans le rapport de consultation prébudgétaire] une déclaration forte et sans équivoque sur la nécessité de financer adéquatement la prestation canadienne pour les personnes handicapées.	<a href="#">2023/11/14</a>
Réseau FADOQ	Élargir le crédit canadien pour aidant naturel pour en faire une prestation remboursable et libre d'impôt.	<a href="#">2023/09/25</a>

## PEUPLES AUTOCHTONES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Abolissons la pauvreté Manitoba	[Prendre] des mesures [...] à l'égard de l'appel à la justice de la Commission de vérité et réconciliation concernant les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones portées disparues et assassinées [...] [en l'intégrant] dans une loi sur la réduction de la pauvreté prévoyant des cibles ambitieuses pour réduire et éliminer la pauvreté au Manitoba et partout au Canada.	<a href="#">2023/11/15</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	Réduire la fracture numérique des Premières Nations en respectant les normes minimales en matière de large bande énoncées dans la Stratégie canadienne pour la connectivité : la haute vitesse pour tous.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Investir dans] l'engagement des Premières Nations dans les lois, les politiques, les processus et les mécanismes [qui] contribuent au respect des droits à l'autodétermination et des droits fonciers.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements [pour appuyer] la mise en place d'approches provisoires et transformationnelles pour l'accès aux terres et pour résoudre plus de 1 300 demandes [d'ajouts aux réserves].	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Créer] un nouveau Centre pour le règlement des revendications particulières [pour] coordonner l'élaboration et la mise en œuvre conjointe d'une réforme du processus de règlement des revendications particulières.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Investir] pour reconnaître officiellement les Premières Nations et les Premières Nations sans terres.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Investir pour renforcer les capacités des Premières Nations et la mise en œuvre communautaire des [Objectifs de développement durable].	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Investir dans le renforcement des capacités, les initiatives menées par les Premières Nations et veiller à ce que la gestion et la gouvernance menées par la Couronne respectent les droits inhérents, les traités, les titres, les compétences et les systèmes de connaissances.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Investir] dans la lutte contre le changement climatique menée par les Premières Nations.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements permettront aux Premières Nations d'exercer une bonne gouvernance et de fournir des services adéquats à leurs citoyens, quel que soit leur lieu de résidence.	<a href="#">2023/10/26</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	Mettre en place [...] une nouvelle organisation de l'approvisionnement encadrée par les Premières Nations [pour] aider les entreprises des Premières Nations à obtenir des marchés publics et à atteindre l'objectif fédéral de 5 % en matière d'approvisionnement autochtone.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements pour la participation des Premières Nations à l'examen de la <i>Loi sur le cannabis</i> .	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Allouer des ressources suffisantes aux processus conduits par les Premières Nations afin de garantir que les lois, les politiques et les réglementations du Canada répondent aux objectifs de la Déclaration des Nations Unies [sur les droits des peuples autochtones].	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Rétablir la vérité et ... commémorer le passé, notamment en veillant à ce que les activités de commémoration et les monuments nationaux soient encadrés par les Premières Nations et en procédant au rapatriement des artefacts et des dépouilles mortelles.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Reconnaître les lois coutumières et les normes juridiques autochtones et remédier à la surreprésentation des Premières Nations dans le système de justice pénale.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Renforcer les effectifs des services de mieux-être mental des Premières Nations afin de réduire l'épuisement professionnel et d'accroître l'accès à des interventions holistiques, fondées sur la culture et tenant compte des traumatismes intergénérationnels.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Reconnaître [l']obligation [du Canada] de [...] fournir [aux Premières Nations] un financement suffisant, prévisible et durable pour combler [les] inégalités [socioéconomiques et en matière d'infrastructures].	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Prendre les « mesures nécessaires » et les « mesures efficaces » auxquelles l'oblige la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Veiller à ce que les Premières Nations bénéficient de la même qualité de vie que les Canadiens non autochtones, de même que de conditions équitables et égales.	<a href="#">2023/10/26</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Chambre de commerce de Calgary	Favoriser les possibilités pour les communautés autochtones d'acquérir des parts dans des projets majeurs, y compris et au-delà des possibilités d'exploitation des ressources, par l'entremise de la Banque de l'infrastructure du Canada et par la mise en place d'un programme fédéral de garantie de prêts pour les Autochtones.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce du Canada	Accroître le financement de la participation des Autochtones à l'exploitation des ressources naturelles.	<a href="#">2023/11/02</a>
Coalition pour un avenir meilleur	Agir plus rapidement, [à propos des garanties de prêts pour les Autochtones dans le cadre des grands projets d'exploitation des ressources,] afin que les projets puissent aller de l'avant et afin que la réconciliation économique avec les Autochtones puisse se concrétiser.	<a href="#">2023/09/25</a>
Collèges et instituts Canada	Augmenter substantiellement l'investissement dans le Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire, le Programme préparatoire à l'entrée au collège et à l'université et les stratégies d'éducation postsecondaire des Inuits et de la Nation métisse.	<a href="#">2023/11/15</a>
Congrès du travail du Canada	[Augmenter les] engagements financiers ... pour la mise en œuvre complète de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Prévoir la mise en œuvre des recommandations du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale à l'égard de ses récents rapports périodiques sur le Canada, y compris la réforme des lois fédérales, des politiques et des règlements pour les rendre conformes à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.	<a href="#">2023/09/21</a>
Co-operative Housing Federation of British Columbia	Financer la mise en œuvre de la stratégie de logement pour les Autochtones en milieu urbain, rural et nordique proposée par Logement Coopératif National Autochtone.	<a href="#">2023/11/15</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
EverWind Fuels	Reconnaître l'importance de la participation des autochtones et soutenir les partenariats dans les projets de développement économique des énergies renouvelables en permettant aux entités autochtones, et pas seulement aux sociétés imposables, de participer pleinement aux crédits d'impôt à l'investissement.	<a href="#">2023/10/12</a>
Friends of Medicare	Supprimer les obstacles à l'accès [de soins de santé pour les peuples Autochtones], rattraper le retard accumulé au chapitre des infrastructures en santé dans les communautés autochtones, s'attaquer aux déterminants sociaux de la santé et se pencher sur le racisme systémique constaté dans notre système de santé et nos programmes de santé.	<a href="#">2023/11/16</a>
Manitoba Chambers of Commerce	Augmenter le financement de la participation des peuples autochtones à l'exploitation des ressources naturelles [...] [et affecter les fonds] aux consultations communautaires, aux évaluations environnementales, à la formation et aux programmes de perfectionnement des compétences dirigés par des Autochtones.	<a href="#">2023/11/15</a>
Native Child and Family Services of Toronto	Maintenir l'aide à Native Child and Family Services of Toronto sous la forme d'un financement courant, renouvelable et annuel afin que [ses] programmes et services puissent être offerts.	<a href="#">2023/09/21</a>
Native Child and Family Services of Toronto	Continuer d'investir dans le principe de Jordan pour que les enfants des Premières Nations puissent avoir accès aux services médicaux et de santé mentale dont ils ont besoin.	<a href="#">2023/09/21</a>
Native Child and Family Services of Toronto	Réfléchir à la façon d'élargir [...] ou d'investir dans [les Programmes urbains pour les peuples autochtones], à des moyens de continuer de permettre aux organismes comme [Native Child and Family Services of Toronto] d'accroître leur prestation de services.	<a href="#">2023/09/21</a>
Spirit Foundation Financial Technology Inc.	Faire en sorte que [...] les entreprises et les produits novateurs qui soutiennent les collectivités autochtones ne soient pas éliminés [lorsque les parties cherchent à obtenir une approbation au moment d'une fusion ou d'une prise de contrôle de sociétés].	<a href="#">2023/11/15</a>

## POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des industries aérospatiales du Canada	Jouer un rôle de chef de file dans la modernisation du [North American Aerospace Defense Command] et augmenter les budgets de la défense afin de respecter les engagements de l'OTAN et de stimuler les activités de [recherche et développement].	<a href="#">2023/10/10</a>
Collèges et instituts Canada	Augmenter les dépenses du gouvernement du Canada en aide internationale ainsi que ses investissements dans les systèmes d'enseignement technique.	<a href="#">2023/11/15</a>
Congrès du travail du Canada	Fournir une contribution ciblée à l'appui du Multilateral Partnership for Organizing, Worker Empowerment, and Rights du gouvernement des États-Unis.	<a href="#">2023/09/21</a>
Oxfam Canada	Augmenter l'enveloppe d'aide internationale [au-delà du] niveau de 2021-2022.	<a href="#">2023/10/26</a>
Oxfam Canada	Allouer [du financement] aux programmes d'aide internationale qui font la promotion des droits des personnes issues de la communauté LGBTQ+.	<a href="#">2023/10/26</a>
Oxfam Canada	Augmenter le financement de la lutte contre les changements climatiques dans les pays à faible revenu.	<a href="#">2023/10/26</a>
Oxfam-Québec	Augmenter l'enveloppe de l'aide internationale [au-delà du] niveau de 2021-2022.	<a href="#">2023/10/26</a>
Oxfam-Québec	Augmenter le financement de la lutte contre les changements climatiques dans les pays à faible revenu [...] tout en privilégiant les projets conçus par et pour les femmes et les filles et en s'assurant qu'elles sont impliquées dans les décisions.	<a href="#">2023/10/26</a>

## RÉFORME FISCALE ET CONFORMITÉ

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadian Bankers Association	Revoir en profondeur le cadre fiscal du Canada avec l'objectif d'améliorer la productivité du travail, de satisfaire aux besoins de l'économie canadienne en constante évolution, d'accroître la compétitivité du Canada à l'échelle internationale et de réaffirmer l'engagement à atteindre la neutralité fiscale.	<a href="#">2023/11/14</a>
Canadian Bankers Association	Mettre en place, faire appliquer et maintenir à jour un registre de propriété effective unique et complet à l'échelle du Canada.	<a href="#">2023/11/14</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Simplifier les déclarations fiscales (p. ex., en actualisant les seuils de TPS et de retenue à la source pour tenir compte de l'inflation).	<a href="#">2023/11/14</a>
Chambre de commerce du Canada	Lancer un examen indépendant complet du système fiscal [...] pour le rendre plus simple et plus équitable.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Éliminer les règles de déclaration des transactions notifiables et déclarables qui nuisent aux contribuables qui respectent les règles.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Préserver l'esprit des dispositions du projet de loi C-208 relatives aux transferts d'entreprises familiales.	<a href="#">2023/11/02</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	[Permettre au public canadien de participer aux consultations sur la réforme et la modernisation des règles canadiennes sur les prix de transfert et celles portant sur la mise en œuvre de l'impôt minimum mondial.]	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Prêter une attention toute particulière à l'initiative visant à renforcer le rôle des Nations unies dans la coopération fiscale internationale.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Augmenter la transparence et la reddition de comptes de l'Agence du revenu du Canada.	<a href="#">2023/10/05</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Revoir le fonctionnement des pratiques d'opérations à divulgation obligatoire.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	S'assurer que l'[Agence du revenu du Canada] collabore avec Revenu Québec.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Mettre en place un registre public des bénéficiaires effectifs.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Réclamer un cadastre financier mondial.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Élargir et rendre publiques les déclarations pays par pays.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Criminaliser l'évitement fiscal abusif et sévir davantage contre les fraudeurs et les facilitateurs.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Encadrer et restreindre davantage le recours à la divulgation volontaire.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Faire de la lutte contre les paradis fiscaux une priorité de la politique étrangère du Canada.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Limiter et encadrer les règlements hors cour.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	[Mettre fin aux accords de] double non-imposition.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Imposer adéquatement les entreprises multinationales.	<a href="#">2023/10/05</a>
Collectif Échec aux paradis fiscaux	Abolir les problèmes liés aux prix de transfert en mettant en place la taxation unitaire des entreprises.	<a href="#">2023/10/05</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Confédération des syndicats nationaux	Mettre en place un registre public des bénéficiaires effectifs; appliquer un taux d'imposition effectif d'au moins 25 % aux multinationales et aller de l'avant avec l'adoption de sa propre taxe sur les services numériques, si nécessaire.	<a href="#">2023/10/19</a>
Congrès du travail du Canada	Faire preuve de leadership et sévir contre la classification erronée des employés, qui coûte aux contribuables et aux travailleurs des millions de dollars par année en fraudes salariales.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Suivre l'exemple de l'Australie en matière de transparence fiscale en introduisant des obligations en matière de déclaration pays par pays pour les entreprises multinationales et leurs filiales, y compris la résidence fiscale, la répartition de la propriété et le type d'entité.	<a href="#">2023/09/21</a>
Greater Vancouver Board of Trade	Améliorer la productivité en accordant la priorité à la réforme fiscale dans le but ultime de simplifier et d'accélérer l'examen réglementaire et les approbations.	<a href="#">2023/11/15</a>
Institut C.D. Howe	Modifier la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> pour qu'une plus grande proportion des dons d'actions et de biens immobiliers de sociétés privées soit exemptée de l'impôt sur les gains en capital.	<a href="#">2023/10/19</a>
Manitoba Chambers of Commerce	Lancer un examen indépendant et approfondi du régime fiscal, [...] [et] réformer le régime fiscal pour le rendre plus simple, plus performant et plus juste.	<a href="#">2023/11/15</a>
MOSAIC	Permettre que 30 % de tout le financement actuel par projet pour les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif soit consacré au financement de base.	<a href="#">2023/11/17</a>

## RÉGIONS RURALES, ÉLOIGNÉES ET NORDIQUES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance de la Fonction publique du Canada	Créer un plan national de logement qui reconnaît que le logement décent est un droit de la personne, en commençant par un engagement relatif aux ressources nécessaires pour veiller à ce que tous les habitants du Nord aient accès à un logement abordable et adéquat, conformément aux normes nationales et aux codes du bâtiment, dans un délai de cinq ans.	<a href="#">2023/10/05</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des investissements pour accroître] l'accès à des biens et services abordables [...] pour les communautés non desservies par la route.	<a href="#">2023/10/26</a>
Chambre de commerce de Calgary	Appuyer les communautés rurales et autochtones qui cherchent à accéder à Internet haute vitesse en investissant dans le service à large bande en milieu rural.	<a href="#">2023/11/16</a>
Municipalités rurales de l'Alberta	Maintenir l'engagement de financer intégralement le Fonds pour la large bande universelle au cours des prochaines années.	<a href="#">2023/11/16</a>
Municipalités rurales de l'Alberta	Veiller à ce que les programmes de financement de la large bande soient conçus de manière à réduire le fossé numérique entre les zones urbaines et les zones rurales, en reconnaissant que les zones rurales sont sous-financées et mal desservies, et qu'elles auront besoin d'une voie de financement spécifique.	<a href="#">2023/11/16</a>
Municipalités rurales de l'Alberta	Évaluer les demandes au titre du le Fonds pour la large bande universelle pour s'assurer que les fonds sont dirigés vers les zones où les niveaux de connectivité sont les plus faibles, et pour déterminer si un financement supplémentaire du fonds est nécessaire pour combler les lacunes restantes en matière de services à large bande.	<a href="#">2023/11/16</a>

## SANTÉ

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Assemblée des Premières Nations	Renforcer les effectifs des services de santé des Premières Nations, pour fournir des soins plus près du domicile et offrir des soins tout au long de la vie.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements visant à garantir que les Premières Nations dirigent effectivement la mise en œuvre des mesures législatives sur les soins de santé fondée sur les distinctions.	<a href="#">2023/10/26</a>
Association canadienne pour la santé mentale	Créer un fonds pour le suivi après l'appel destiné aux services de prévention et d'intervention en cas de crise dans les communautés.	<a href="#">2023/10/10</a>
Association canadienne pour la santé mentale	Créer un fonds pour le secteur des soins.	<a href="#">2023/10/10</a>
Centre for Future Work	Réduire les pressions sur les coûts causées par les actes d'entreprises privées ... [en instaurant] un régime national d'assurance-médicaments.	<a href="#">2023/10/19</a>
Chambre de commerce du Canada	Garantir un champ d'application approprié pour le régime national d'assurance-médicaments. S'appuyer sur le rôle important joué par les payeurs privés et les employeurs, tout en respectant la compétence des provinces et des territoires, plutôt que de s'y substituer.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Inclure l'écosystème d'innovation des sciences de la vie dans le déploiement de la Stratégie pancanadienne relative aux données sur la santé. Intégrer les données du monde réel pour soutenir la prise de décision et accélérer l'adoption de l'innovation	<a href="#">2023/11/02</a>
Confédération des syndicats nationaux	Instaurer un régime public et universel d'assurance médicaments, comme le proposait en juin 2019, le rapport Hoskins.	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Congrès du travail du Canada	Mettre sur pied une commission sur l'économie des soins chargée de planifier, de coordonner et de surveiller les investissements, les changements stratégiques et les réformes réglementaires nécessaires pour renforcer systématiquement la prestation des soins et les services de soins au Canada.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Collaborer avec ses homologues provinciaux et territoriaux, les syndicats, les employeurs et les organismes de réglementation pour élaborer une stratégie nationale visant à recruter, à immatriculer et à maintenir en poste de façon éthique des infirmières formées à l'étranger et d'autres professionnels de la santé formés à l'étranger dans le système de santé canadien.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	Accélérer la mise en place d'un programme national public d'assurance-médicaments au Canada pour harmoniser les échéanciers de mise en œuvre figurant dans le Rapport final du Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments afin d'instaurer un régime public d'assurance-médicaments universel complet d'ici 2027.	<a href="#">2023/09/21</a>
Conseil du cannabis canadien	Tenir compte des besoins des consommateurs de cannabis [sur le plan du cadre réglementaire, particulièrement] [...] dans le cas des produits comestibles, car une réglementation trop sévère pousse les gens à consommer des produits non testés qui sont vendus sur le marché clandestin.	<a href="#">2023/10/26</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	S'assurer que le nouveau régime pancanadien d'assurance-médicaments soit complémentaire au système québécois actuel, afin [d'en] préserver la flexibilité et l'universalité.	<a href="#">2023/11/13</a>
Friends of Medicare	[Continuer l'expansion de la Prestation dentaire canadienne.]	<a href="#">2023/11/16</a>
Friends of Medicare	Adopter un régime d'assurance-médicaments universel, public et à payeur unique.	<a href="#">2023/11/16</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Municipalité de Tantramar	Élaborer une stratégie nationale globale en matière de santé mentale pour remédier aux problèmes interdépendants que sont le logement, l'itinérance et la toxicomanie, tout en augmentant les investissements en matière de santé mentale dans les collectivités grâce à un financement durable à long terme.	<a href="#">2023/10/05</a>
Oxfam Canada	[Créer] une commission nationale de l'économie des soins.	<a href="#">2023/10/26</a>
Réseau FADOQ	Assurer le déploiement du programme d'assurance dentaire au bénéfice des personnes âgées ou, à défaut d'une entente avec les provinces et territoires, octroyer directement un soutien financier en lien avec les soins dentaires aux personnes admissibles.	<a href="#">2023/09/25</a>

## SÉCURITÉ ET PROTECTION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance des femmes de la francophonie canadienne	Investir un montant supplémentaire pour la mise en œuvre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe et consacrer une enveloppe spécifique pour les organismes de femmes francophones et acadiennes en milieu minoritaire.	<a href="#">2023/11/17</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements pour que chaque Première Nation établisse et maintienne des programmes de gestion des situations d'urgence officiels et culturellement pertinents.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	Investir dans la mise en œuvre des appels à la justice suite à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	<a href="#">2023/10/26</a>
Assemblée des Premières Nations	[Faire des] investissements permettront de mettre en place des services de police des Premières Nations équivalents aux autres services de police.	<a href="#">2023/10/26</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Ben Rabidoux (à titre personnel)	[Créer un mécanisme de] vérification directe du revenu entre les prêteurs et l'Agence du revenu du Canada comme moyen de dissuader la fraude dans les documents hypothécaires.	<a href="#">2023/09/21</a>
Canadian Bankers Association	Allouer des fonds additionnels aux organisations clés comme le Centre canadien pour la cybersécurité [...] afin d'améliorer la sensibilisation des particuliers à l'égard de la cybersécurité et d'approfondir la collaboration intersectorielle.	<a href="#">2023/11/14</a>
Chambre de commerce du Canada	Protéger les infrastructures critiques, les chaînes d'approvisionnement et les entreprises contre les cybermenaces.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce du Canada	Créer un fonds de cyberdéfense pour les PME.	<a href="#">2023/11/02</a>
Municipalité de Tantramar	Mener [...] [des] consultations avec les municipalités sur les décisions relatives à l'avenir des services de police contractuels de la [Gendarmerie royale du Canada].	<a href="#">2023/10/05</a>
Municipalités rurales de l'Alberta	Absorber tous les coûts rétroactifs liés à la mise en œuvre [de la nouvelle convention collective avec la Gendarmerie royale du Canada], et veiller à ce que les municipalités soient consultées sur les mesures qui auront une incidence sur la viabilité fiscale locale et sur la capacité à maintenir les niveaux de services de police.	<a href="#">2023/11/16</a>
Municipalités rurales de l'Alberta	Veiller à ce que toutes les négociations contractuelles futures [avec la Gendarmerie royale du Canada] intègrent les provinces dans le processus en tant que titulaires de contrat.	<a href="#">2023/11/16</a>
Oxfam Canada	Créer un fonds de durabilité à long terme indépendant pour les organismes canadiens concernés par la justice pour les femmes et la justice de genre.	<a href="#">2023/10/26</a>

## SOUTIEN TEMPORAIRE POUR LES ENTREPRISES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Abbotsford Chamber of Commerce	Prolonger la date limite de remboursement [des prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes jusqu'à la fin] de 2025.	<a href="#">2023/11/17</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Adopter de nouvelles mesures pour aider les [petites et moyennes entreprises] touristiques à demeurer solvables [et alléger le fardeau de leur dette].	<a href="#">2023/11/02</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Reporter la date limite du remboursement sans intérêt du prêt au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes au moins jusqu'au 31 décembre 2024 et modifier de la même manière les prêts du Fonds d'aide et de relance régionale et du Programme de crédit pour les secteurs très touchés, de manière à accorder plus de temps et de souplesse pour le remboursement.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce de Calgary	Offrir un [plus grand soutien en matière d'abordabilité] [...]aux petites et moyennes entreprises.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce de Calgary	Prolonger le délai de remboursement des prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes jusqu'à la fin de l'année 2025.	<a href="#">2023/11/16</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Mettre en place un programme [...] [de] contributions non-remboursables et/ou de prêts sans intérêt dédié aux [petites et moyennes entreprises] québécoises affectées par les feux de forêt de l'été 2023.	<a href="#">2023/11/13</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Reporter d'au moins un an le remboursement [du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes].	<a href="#">2023/11/13</a>
Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce	Offrir un plus grand soutien à l'abordabilité, en particulier aux petites et moyennes entreprises.	<a href="#">2023/10/10</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce	Repousser [encore plus] la date limite de remboursement au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes [...] [et prolonger] l'accès à la portion non remboursable pour une période maximale de deux ans, soit jusqu'à la fin de 2025.	<a href="#">2023/10/10</a>
Hospitality Newfoundland and Labrador	Offrir [aux] entreprises [touristiques] une plus grande marge de manœuvre pour les aider à composer avec les répercussions financières de la pandémie de COVID-19.	<a href="#">2023/10/13</a>
Manitoba Chambers of Commerce	Prolonger [...] [d'au moins un an] le délai de remboursement des prêts au titre du [Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes], tout en maintenant le droit à une remise de dette.	<a href="#">202/11/15</a>

## TARIFICATION DE LA POLLUTION PAR LE CARBONE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Geler la taxe sur le carbone à son niveau actuel et trouver un moyen simple de restituer aux petites entreprises la taxe sur le carbone qu'elles ont payée.	<a href="#">2023/11/14</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Accélérer l'adoption du projet de loi C-234, Loi modifiant la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre, afin d'exempter le gaz naturel et le propane utilisés pour les activités agricoles.	<a href="#">2023/11/14</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	[Restituer à toutes les petites entreprises les montants de la taxe sur le carbone] qui [leur] ont déjà été affectés [...] et recueillis auprès d'elles.	<a href="#">2023/11/14</a>
Dalhousie University, Agri-Food Analytics Lab	Évaluer rigoureusement les effets [de la taxe carbone] sur l'accessibilité des aliments pour les Canadiens et sur la compétitivité à long terme [des industries canadiennes].	<a href="#">2023/10/19</a>
Dalhousie University, Agri-Food Analytics Lab	Envisager une pause temporaire de toute politique de tarification du carbone ayant un effet sur notre chaîne d'approvisionnement alimentaire jusqu'à ce que nous sachions plus clairement quel en est l'impact.	<a href="#">2023/10/19</a>
Dooley's Trucking	[Écouter] ce que dit l'industrie au sujet des causes et des effets de [la taxe sur le carbone].	<a href="#">2023/10/13</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	Étendre au gaz naturel et au propane commercialisables l'exonération accordée aux exploitations agricoles pour le carburant agricole admissible.	<a href="#">2023/10/05</a>
Keystone Agricultural Producers	Élargir l'exemption à la ferme qui s'applique au combustible agricole admissible pour inclure le gaz naturel commercialisable et le propane.	<a href="#">2023/11/15</a>
Mark Purdon (à titre personnel)	[Réexaminer les avantages] des régimes d'échange de droits d'émission liés aux États-Unis [...] [et] des mécanismes de financement de l'action climatique axée sur le carbone [...] [qui permettent] de réduire les émissions en coopération avec d'autres économies en développement où ces réductions sont moins coûteuses.	<a href="#">2023/10/26</a>
Pierre-Olivier Pineau (à titre personnel)	Élaborer des politiques, comme une plus grande écofiscalité, pour encourager les Canadiens à acheter moins de produits polluants et plus de produits non polluants.	<a href="#">2023/10/19</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Prince Edward Island Federation of Agriculture	[Assortir] les investissements dans [le Fonds d'action à la ferme pour le climat] [...] de ressources supplémentaires pour des projets liés au carbone du sol dans le cadre du Régime de crédits compensatoires pour les gaz à effet de serre du Canada.	<a href="#">2023/10/10</a>
Prince Edward Island Federation of Agriculture	[Mettre en œuvre] un mécanisme rigoureux pour la mesure, la vérification et le compte rendu des réductions [d'émissions] dans le cadre du [...] régime réglementé de crédits du Canada [plutôt d'un] marché volontaire.	<a href="#">2023/10/10</a>

## TAXES À LA CONSOMMATION ET DROITS D'ACCISE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne de l'aviation d'affaires	Imposer un moratoire sur la taxe sur les biens de luxe s'appliquant aux aéronefs jusqu'à ce que des consultations supplémentaires avec l'industrie aient été menées.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association des industries aérospatiales du Canada	Exclure les aéronefs de la <i>Loi sur la taxe sur certains biens de luxe</i> .	<a href="#">2023/10/10</a>
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Plafonner ou supprimer l'indexation automatique de la taxe d'accise sur l'alcool.	<a href="#">2023/11/14</a>
Chambre de commerce du Canada	Reconsidérer l'indexation annuelle et automatique des droits d'accises sur la bière, le vin et les spiritueux ... [afin de permettre] au Parlement de tenir compte de l'évolution du marché ou de l'environnement opérationnel lorsqu'il impose de nouvelles taxes.	<a href="#">2023/11/02</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil du cannabis canadien	[Effectuer] des modifications à la formule de calcul de la taxe d'accise [sur les produits de cannabis] et une analyse des coûts liés à l'application de cette formule.	<a href="#">2023/10/26</a>
Dalhousie University, Agri-Food Analytics Lab	[Clarifier l'idée fausse] que les taxes s'appliquent exclusivement aux produits [alimentaires] non sains.	<a href="#">2023/10/19</a>
Dalhousie University, Agri-Food Analytics Lab	Éliminer toutes les taxes de vente sur les produits d'épicerie.	<a href="#">2023/10/19</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	[Mettre en place des mesures visant à limiter l'inflation, telles que le plafonnement du taux d'indexation automatique de la taxe d'accise sur l'alcool.]	<a href="#">2023/11/13</a>
Institut C.D. Howe	Financer les nouvelles dépenses en augmentant le taux de la TPS plutôt que l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, les hausses d'impôt étant un frein à la croissance.	<a href="#">2023/10/19</a>

## TOURISME

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Lancer un fonds dédié à l'infrastructure touristique pour soutenir les grands projets d'immobilisations dans le secteur.	<a href="#">2023/11/02</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Mettre en place un programme de crédit d'impôt pour encourager les investissements dans de nouveaux actifs touristiques et la modernisation des infrastructures existantes.	<a href="#">2023/11/02</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Faire en sorte qu'[Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada] soit davantage en mesure d'accélérer les procédures et le traitement des demandes de résidence temporaire pour les touristes internationaux; en particulier, allouer des fonds supplémentaires pour soutenir le programme d'événements spéciaux afin que les voyageurs qui viennent participer à un événement professionnel ne subissent pas de retards de traitement inutiles.	<a href="#">2023/11/02</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Veiller à ce qu'il y ait des agents de l'[Agence des services frontaliers du Canada] dans les ports de toutes les petites collectivités.	<a href="#">2023/11/02</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Augmenter le nombre de ports désignés pour les opérations des navires de croisière, ainsi que le nombre d'ententes de recouvrement de coûts garanties et d'agents de l'Agence des services frontaliers du Canada pour le traitement des navires de croisière et financer la numérisation des procédures de dédouanement des navires de croisière.	<a href="#">2023/11/02</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Consacrer des investissements significatifs à l'industrie canadienne des autocars privés dans le cadre des programmes fédéraux de financement des transports en commun.	<a href="#">2023/11/02</a>
Hospitality Newfoundland and Labrador	Investir dans les infrastructures et dans l'établissement de nouvelles routes aériennes [à Terre-Neuve-et-Labrador].	<a href="#">2023/10/13</a>
Hospitality Newfoundland and Labrador	[Recapitaliser immédiatement] la flotte de Marine Atlantique [et diminuer son taux de recouvrement des coûts afin de pouvoir] [...] offrir des tarifs abordables.	<a href="#">2023/10/13</a>

## TRANSITION VERS LA CARBONEUTRALITÉ

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alberta Federation of Labour	[Ne pas permettre aux entreprises] de diluer et de contourner les exigences [des crédits d'impôt à l'investissement] relatives aux salaires en vigueur et aux apprentissages, [qui ont été annoncés dans le budget de 2023].	<a href="#">2023/11/16</a>
Alberta Federation of Labour	Adopter la Loi canadienne sur les emplois durables [proposée] afin que les [travailleurs] aient leur mot à dire lorsque nous façonnerons les politiques industrielles.	<a href="#">2023/11/16</a>
Alberta Federation of Labour	Se tourner vers ... [les] stratégies [des États-Unis] ... pour accélérer l'approbation des projets de diversification et son annonce d'un corps de jeunes pour le climat.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association canadienne de l'aviation d'affaires	Effectuer les investissements requis dans la durabilité du secteur de l'aviation, notamment, en mettant en place des incitatifs financiers qui encouragent l'achat et la modernisation environnementale des aéronefs d'affaires, de matériel et de services; et en créant des incitatifs pour stimuler la production et l'utilisation accrue de carburant d'aviation durable.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association de l'aluminium du Canada	Inclure toutes les technologies de décarbonisation du secteur de l'aluminium dans [les] listes de technologies admissibles à un crédit d'impôt [...] notamment [le] matériel destiné à produire de l'aluminium par un procédé qui élimine la quasi-totalité des gaz à effet de serre résultant directement de l'électrolyse de l'alumine [...] [ainsi que les] activités liées à la fabrication de technologies propres dans la chaîne de valeur de l'aluminium.	<a href="#">2023/11/13</a>
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	Permettre une période maximale d'amortissement de 35 ans des prêts hypothécaires pour l'achat d'une habitation neuve certifiée écoénergétique.	<a href="#">2023/11/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	Élargir la portée de certains programmes visant à stimuler les rénovations écoénergétiques afin de rendre aussi admissibles les grands immeubles locatifs.	<a href="#">2023/11/13</a>
Business Council of Manitoba	[Adapter les programmes incitatifs du gouvernement fédéral en faveur de la réduction des gaz à effet de serre] en fonction des proportions relatives de l'hydroélectricité, afin d'assurer la participation équitable de provinces comme le Manitoba.	<a href="#">2023/11/15</a>
Business Council of Manitoba	Continuer [d'analyser scrupuleusement les programmes de la Banque de l'infrastructure du Canada] pour veiller à ce que les fonds disponibles soient davantage utilisés pour favoriser les investissements dans les technologies des bâtiments écologiques.	<a href="#">2023/11/15</a>
Canadian Bankers Association	Promouvoir un processus national et harmonisé pour atteindre les cibles climatiques du Canada tout en optimisant la productivité et la croissance économique.	<a href="#">2023/11/14</a>
Centre canadien de politiques alternatives	[Mettre en œuvre] une stratégie pour l'ensemble de l'économie qui part du point final, c'est-à-dire une économie exempte de combustibles fossiles d'ici 2050, et qui fonctionne à rebours.	<a href="#">2023/11/02</a>
Centre canadien de politiques alternatives	[Fournir] un financement public direct — pas des crédits ni des incitatifs aux entreprises — dans [...] [des] secteurs clés, y compris [...] pour décarboner et accroître le réseau électrique [...] et [...] pour améliorer l'efficacité énergétique des maisons et des bâtiments.	<a href="#">2023/11/02</a>
Centre canadien de politiques alternatives	[Instaurer] des nouveaux mandats d'intérêt public pour la Banque de l'infrastructure du Canada et le Fonds de croissance du Canada [...] [afin qu'au] lieu d'essayer d'atténuer les risques liés aux investissements privés, ces organismes [offrent] du financement et des prêts à faible taux d'intérêt aux gouvernements et aux collectivités, surtout à ceux qui sont les plus touchés par la transition vers la carboneutralité.	<a href="#">2023/11/02</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Centre canadien de politiques alternatives	[Allouer un financement annuel] pour des politiques de perfectionnement de la main-d'œuvre plus énergiques [...] [pour permettre] de bâtir l'économie verte [...] [et assurer] assurer aux travailleurs touchés une transition équitable vers l'abandon des combustibles fossiles.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce de Calgary	Apporter des précisions sur les incitatifs associés au captage, à l'utilisation et au stockage du carbone, ainsi que les autres crédits d'impôt à l'investissement.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce de Calgary	Promouvoir un système national de compensation des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de l'économie, sans tenir compte des secteurs, suivant des consultations avec l'industrie, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les partenaires autochtones.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce de Calgary	Établir et mettre en œuvre des contrats relatifs au carbone fondés sur les différences.	<a href="#">2023/11/16</a>
Chambre de commerce du Canada	Élaborer une définition normalisée de l'« investissement aligné sur la carboneutralité ». Inclure des estimations de réduction des émissions dans les politiques et soutenir le travail du Conseil d'action en matière de finance durable, en particulier son projet de taxonomie de transition.	<a href="#">2023/11/02</a>
Coalition pour un avenir meilleur	[S'assurer que les entreprises aient la certitude nécessaire pour planifier leurs activités et en établir la priorité en publiant le cadre législatif pour le captage du carbone ni son plan de tarification du carbone et en simplifiant les procédures d'approbation réglementaire.]	<a href="#">2023/09/25</a>
Coalition pour un budget vert	[Lancer] une campagne de rénovations pour des maisons résilientes aux changements climatiques [en] élargissant et coordonnant les investissements et les programmes existants afin de centraliser les améliorations domiciliaires pour assurer des investissements efficaces qui intègrent des objectifs en matière de santé, d'abordabilité et d'adaptation, et pour répondre aux besoins uniques des collectivités autochtones, nordiques et éloignées.	<a href="#">2023/09/25</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition pour un budget vert	Accroître les investissements dans la planification de la transition, la création d'emplois et le soutien aux travailleurs pour assurer une transition en douceur vers une économie à faibles émissions de carbone.	<a href="#">2023/09/25</a>
Confédération des syndicats nationaux	Assumer son leadership dans le développement d'une économie verte.	<a href="#">2023/10/19</a>
Congrès du travail du Canada	Inclure des exigences relatives à la qualité de l'emploi dans les investissements de décarbonisation [...] pour veiller à ce que les emplois dans les entreprises à faibles émissions de carbone soient sûrs, bien rémunérés et permettent aux travailleurs et travailleuses d'avoir leur mot à dire au travail en ayant accès à un syndicat.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	[Améliorer la Loi canadienne sur les emplois durables proposée] avant son adoption, notamment en veillant à ce que les travailleurs se fassent entendre par l'entremise de leurs syndicats au sein du Conseil des partenariats sur les emplois durables.	<a href="#">2023/09/21</a>
Congrès du travail du Canada	[Élargir le Fonds de l'avenir] pour couvrir l'ensemble des provinces et des territoires du Canada et [augmenter son budget].	<a href="#">2023/09/21</a>
Construction Association of Prince Edward Island	[Consulter des intervenants de] l'industrie de la construction [à propos de la planification des politiques et programmes relatifs à l'industrie qui visent à faire progresser] la transition vers une économie carboneutre [...] [y inclus] les conditions de travail restrictives associées [aux crédits d'impôt pour les technologies propres et l'hydrogène propre].	<a href="#">2023/10/10</a>
Econext	[S'assurer] que les investissements importants [...] dans la lutte contre les changements climatiques se fassent en consultation directe avec les différentes parties prenantes à Terre-Neuve-et-Labrador.	<a href="#">2023/10/13</a>
Équiterre	Moderniser les programmes existants ([iVZE], écoprélèvement, FTCZE et du PIVEZ) [...] [et élargir] le programme iVZE [...] en offrant [...] une subvention à l'achat.	<a href="#">2023/11/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Équiterre	Amorcer la transition du sous-secteur lourd avec des campagnes de sensibilisation et sur les opportunités de financement pour les autobus scolaires électriques.	<a href="#">2023/11/13</a>
Équiterre	Limiter la production de matières résiduelles en créant un fonds de réparation des appareils électroménagers et électroniques [...] et un fonds sur le réemploi des contenants et emballages réutilisables.	<a href="#">2023/11/13</a>
Équiterre	Favoriser l'émergence d'une économie carboneutre en investissant dans le développement de la main-d'œuvre [...] à l'aide de crédits d'impôts couvrant les frais de scolarité pour des carrières durables [...], en augmentant les fonds alloués aux « compétences pour une économie carboneutre » [...], en investissant dans la création d'un nouveau programme visant à soutenir la planification régionale et à financer les initiatives créatrices d'emplois durables [...], en investissant en innovation pour la décarbonation du secteur industriel [...] et dans la diversification économique des communautés affectées par la transition.	<a href="#">2023/11/13</a>
Équiterre	Faire preuve d'exemplarité en accélérant l'atteinte des objectifs de la Stratégie pour un gouvernement vert.	<a href="#">2023/11/13</a>
Équiterre	Créer plus de mesures écofiscales et de règlements contraignants.	<a href="#">2023/11/13</a>
Fédération des chambres de commerce du Québec	Assujettir les incitatifs fiscaux et financiers associés au « Plan du Canada pour une économie propre » à des critères modulables de contenu canadien ou [...] provenant de partenaires de libre-échange du Canada.	<a href="#">2023/11/13</a>
Manufacturiers et Exportateurs du Québec	[Offrir] plus de soutien et de prévisibilité [aux manufacturiers québécois et canadiens], [ainsi que des] mesures phares [afin de décarboner leurs activités].	<a href="#">2023/11/13</a>
Manufacturiers et Exportateurs du Québec	Accélérer la mise en place des cinq crédits d'impôt [...] annoncés et s'assurer [qu'ils soient] prévisibles et plus vastes pour stimuler l'investissement.	<a href="#">2023/11/13</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Manufacturiers et Exportateurs du Québec	Faire de la sensibilisation et un plus grand nombre d'audits ou de diagnostics pour [permettre aux petites et moyennes entreprises de] mesurer [leur] empreinte, en plus [...] [de leur offrir] des programmes ciblés [...] afin d'atténuer les risques liés aux investissements nécessaires [à l'atteinte de la carboneutralité].	<a href="#">2023/11/13</a>
Metro Vancouver	Collaborer avec Metro Vancouver pour mettre en œuvre les mesures énoncées dans la stratégie <i>Climate 2050</i> et le <i>Clean Air Plan</i> de Metro Vancouver afin de respecter [l']engagement commun à l'égard des objectifs de réduction des émissions d'ici 2050.	<a href="#">2023/11/15</a>
Mobilité électrique Canada	Aligner [les] normes d'émission de gaz d'échappement d'automobiles sur les normes d'émission les plus strictes d'Amérique du Nord pour les véhicules légers et les véhicules moyens et lourds.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Moderniser le cadre législatif et réglementaire afin de faciliter le transport de batteries usagées et en fin de vie et [...] d'encourager la récupération, la réutilisation, le reconditionnement et le recyclage de batteries en Amérique du Nord.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Travailler avec la Commission de la capitale nationale et la ville d'Ottawa pour établir une zone zéro émission à Ottawa.	<a href="#">2023/11/16</a>
Oxfam Canada	Fournir un financement ciblé afin d'aider les personnes et les groupes traditionnellement sous-représentés dans les secteurs de l'énergie du Canada [...] à se trouver des emplois verts dans les secteurs de l'énergie renouvelable ou de la conservation énergétique.	<a href="#">2023/10/26</a>
Oxfam-Québec	Cesser de financer des projets polluants.	<a href="#">2023/10/26</a>
Oxfam-Québec	Adopter [des mesures législatives] pour que les banques canadiennes se dotent de plans, de cibles et de pratiques compatibles avec les engagements climatiques du Canada et les objectifs de l'Accord de Paris qui incluent des mesures de réduction des émissions financées.	<a href="#">2023/10/26</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Prince Edward Island Fishermen's Association	[Attribuer des fonds selon le principe du partage des coûts] pour permettre de convertir les navires de pêche à des technologies permettant de réduire les émissions.	<a href="#">2023/10/10</a>
Ville de Stratford	[Clarifier les exigences pour les demandes] de financement à l'appui [des projets] de durabilité environnementale pour [aider les municipalités à obtenir le] financement [requis] pour [atteindre les objectifs de carboneutralité].	<a href="#">2023/10/10</a>
World Energy GH2	Compléter le rôle du Fonds de croissance du Canada [et] envisager des mesures supplémentaires pour faire concurrence aux généreuses subventions de l'Inflation Reduction Act américaine.	<a href="#">2023/10/13</a>
World Energy GH2	Établir un financement consacré aux contrats sur différence pour l'hydrogène vert.	<a href="#">2023/10/13</a>
World Energy GH2	Garantir l'accessibilité d'autres programmes gouvernementaux, comme le Fonds stratégique pour l'innovation, la Banque de l'infrastructure du Canada et le Fonds de croissance du Canada [pour] permettre de combler l'écart de compétitivité [avec les États-Unis].	<a href="#">2023/10/13</a>

## TRANSPORTS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Administration de l'aéroport de Vancouver	Investir dans des initiatives et des services de modernisation gouvernementaux susceptibles d'améliorer l'expérience des passagers dans les aéroports canadiens.	<a href="#">2023/11/17</a>
Administration de l'aéroport de Vancouver	Élargir le programme actuel des voyageurs vérifiés pour en faire un véritable programme de voyageurs dignes de confiance au Canada semblable [au] TSA PreCheck des États-Unis.	<a href="#">2023/11/17</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Administration de l'aéroport de Vancouver	Accélérer la mise en œuvre d'un parcours numérique de bout en bout pour les voyageurs qui souhaitent utiliser les processus numériques.	<a href="#">2023/11/17</a>
Association canadienne de l'aviation d'affaires	Affecter des fonds et des ressources à l'amélioration de l'infrastructure et de l'accessibilité des aéroports régionaux et des systèmes de contrôle de la circulation aérienne.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association canadienne de l'aviation d'affaires	Travailler en étroite collaboration avec les organismes gouvernementaux pertinents [...] afin de simplifier et de rationaliser les procédures douanières et d'immigration.	<a href="#">2023/11/16</a>
Association de l'industrie touristique du Canada	Fournir aux aéroports les capitaux nécessaires à l'expansion, à la modernisation et à l'amélioration des infrastructures en réinvestissant les loyers fédéraux dans des projets d'immobilisations.	<a href="#">2023/11/02</a>
Chambre de commerce de Calgary	Faire progresser l'élaboration de la stratégie nationale en matière de chaîne d'approvisionnement.	<a href="#">2023/11/16</a>
Fédération canadienne de l'agriculture	[Prolonger le projet pilote d'interconnexion au-delà de la période actuelle de 18 mois et étendre la distance au-delà de 160 km.]	<a href="#">2023/10/05</a>
Keystone Agricultural Producers	Approfondir le projet pilote d'extension de l'interconnexion, prévu dans le budget de 2023, en augmentant la distance au-delà de 160 kilomètres et en prolongeant le projet pilote au-delà de la période actuelle de 18 mois.	<a href="#">2023/11/15</a>
Mobilité électrique Canada	Poursuivre les incitatifs à l'achat pour les nouvelles voitures électriques, mais se concentrer sur la gamme des véhicules exclusivement électriques [...] [en présentant] des voitures, des VUS et des camionnettes électriques possédant une plus grande autonomie.	<a href="#">2023/11/16</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Mobilité électrique Canada	Mettre en place un système de redevance-remise neutre sur le plan fiscal afin que les véhicules les plus polluants financent les incitatifs à l'achat de nouveaux véhicules électriques.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Rendre les véhicules électriques plus accessibles aux ménages à revenus faibles ou modestes au moyen d'un programme spécifique.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Faciliter le passage à l'électricité pour les taxis, les voitures partagées ou le covoiturage en supprimant le plafond applicable aux incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission pour les parcs.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Soutenir l'éducation des consommateurs en matière de véhicules électriques et la formation des vendeurs dans l'industrie.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Mettre en place un programme de mise au rancart écologique pour retirer de la circulation des véhicules consommant des combustibles fossiles et les remplacer par des modes de transport à zéro émission, qu'il s'agisse de batteries électriques ou d'hydrogène.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Adopter un programme ambitieux de réglementation des ventes de véhicules électriques à émission zéro pour s'assurer que tous les Canadiens ont accès à une offre croissante et à une grande diversité de modèles de véhicules électriques.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Poursuivre les incitatifs à l'achat [des véhicules moyens et lourds] et travailler avec les provinces pour qu'elles fournissent un financement de contrepartie.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Poursuivre le financement des autobus électriques de transport en commun et rechercher un financement à long terme pour les municipalités et les agences de transport en commun afin qu'elles convertissent leur flotte à l'électricité.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Simplifier le programme d'incitation pour les autobus scolaires électriques et les rendre plus efficaces afin que les entreprises puissent faire une demande et obtenir le financement dont elles ont besoin pour la transition.	<a href="#">2023/11/16</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Mobilité électrique Canada	Augmenter le financement pour l'intégration des camions électriques dans les parcs commerciaux.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Mettre en œuvre une élimination progressive de véhicules à carburant fossile dans les propriétés relevant de la compétence fédérale, telles que les ports, le dépôt de rails, les parcs et les aéroports.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Rendre les véhicules électriques hors route plus abordables [...] en introduisant un rabais fédéral, comme l'ont fait le Yukon, le Vermont et d'autres administrations.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Mettre en place une obligation de ventes de [véhicules zéro-émission hors route] d'ici 2035, à l'instar du New Jersey, de New York et de la Californie.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Collaborer avec les agences régionales et provinciales de traversiers, ainsi que les sociétés d'État [...] pour lancer un programme de soutien à l'électrification des services de traversiers dans tout le Canada.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Fixer et financer des cibles pour les bornes de recharge de véhicules électriques ou les stations de ravitaillement en hydrogène pour tous les types de véhicules dans chaque région du Canada.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	[Rendre] un million de condominiums et d'appartements [...] prêts pour les véhicules électriques d'ici quatre ans, [...] ajouter des exigences en matière de recharge des véhicules électriques dans les codes nationaux du bâtiment [et] soutenir les règles de droit à la recharge pour les résidents des immeubles à logements multiples.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Accélérer l'accès à des bornes de recharge dans les zones rurales, éloignées et hors route, comme nous l'avons vu la semaine dernière dans le rapport de la vérificatrice générale.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Mettre en place, en particulier dans les zones urbaines à forte densité, des centres de recharge sur des terrains publics sous-utilisés, qui soient ouverts à tous les exploitants de bornes de recharge sans exclusivité et accessibles au public.	<a href="#">2023/11/16</a>

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Mobilité électrique Canada	Soutenir les investissements dans la recharge à grande échelle en offrant des remises limitées dans le temps.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	[Changer] programmes existants d'amélioration de l'efficacité énergétique des maisons [pour] soutenir l'installation de panneaux électriques plus récents et plus efficaces et d'une infrastructure de recharge des [véhicules électriques], ce qui inclut l'augmentation de la capacité des panneaux et la mise à niveau pour des panneaux intelligents.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Développer un programme de subventions incitatives pour soutenir la mise en place d'installations de recharge de [véhicule électrique] à grande échelle et les mises à niveau des services électriques afin d'encourager le secteur des véhicules moyens et lourds.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Aligner [les] normes d'émission de gaz d'échappement d'automobiles sur les normes d'émission les plus strictes d'Amérique du Nord pour les véhicules légers et les véhicules moyens et lourds.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Adopter un règlement sur les ventes pour atteindre 100 % de ventes d'autobus et de camion zéro émission d'ici 2040 au plus tard.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	Adopter une législation exigeant du gouvernement fédéral qu'il mette en place une stratégie pour les [véhicules électriques], et maintienne et mette régulièrement à jour un plan d'action pour les [véhicules électriques] jusqu'en 2035.	<a href="#">2023/11/16</a>
Mobilité électrique Canada	S'attaquer [aux] obstacles [à l'accès aux [véhicules électriques] pour les communautés rurales, nordiques et autochtones] pour [leur] donner [...] une véritable possibilité de « rouler électrique ».	<a href="#">2023/11/16</a>



## ANNEXE B : COMPARUTIONS À « MICRO OUVERT »

---

### ADMINISTRATION DE LA PAYE

[Glenn Armstrong](#) (Association nationale des retraités fédéraux)

[Murray Bryck](#) (Association nationale des retraités fédéraux)

[René Grenier](#) (Association nationale des retraités fédéraux)

### AIDE AU DÉVELOPPEMENT À L'ÉTRANGER

[Joy Dupont](#) (Mouvement de soutien des grands-mères)

[Paul Hagerman](#) (Canadian Foodgrains Bank)

[Gail Mullan](#) (Mouvement de soutien des grands-mères)

### AÎNÉS ET RETRAITE

[Glenn Armstrong](#) (Association nationale des retraités fédéraux)

[Elizabeth Brown](#) (Single Seniors for Tax Fairness)

[Murray Bryck](#) (Association nationale des retraités fédéraux)

[René Grenier](#) (Association nationale des retraités fédéraux)

### ÉDUCATION

[Erika Campbell](#) (Programme du Prix Humanitaire Terry Fox)

[Katrina Lengsavath](#) (Programme du Prix Humanitaire Terry Fox)

[Kristi Hansen](#) (Programme du Prix Humanitaire Terry Fox)

[Jaskiran Mehta](#) (Programme du Prix Humanitaire Terry Fox)

[Shannon Riley](#) (Programme du Prix Humanitaire Terry Fox)

[Kimberly Brownlee](#) (Programme du Prix Humanitaire Terry Fox)

[Rabiah Dhaliwal](#) (Programme du Prix Humanitaire Terry Fox)

[Lynne Stranger](#) (Programme du Prix Humanitaire Terry Fox)

[Paulina Louis](#) (Programme du Prix Humanitaire Terry Fox)

## **EMPLOI ET MAIN-D'ŒUVRE**

[Thomas Le Page-Gouin](#) (à titre personnel)

[Joany Boily](#) (Les Services de main-d'œuvre l'Appui)

[Justine Kintanar](#) (COSTI)

## **ENFANCE, FAMILLES ET POLITIQUES SOCIALES**

[Marie-Pier Gravel](#) (La Bouchée généreuse)

[Thomas Le Page-Gouin](#) (à titre personnel)

[Kevin O'Shea](#) (Public Legal Information Association of Newfoundland and Labrador)

[Roseline Roussel](#) (Le Pignon Bleu)

## **IMMIGRATION**

[Joany Boily](#) (Les Services de main-d'œuvre l'Appui)

[Justine Kintanar](#) (COSTI)

## **LOGEMENT**

[JP Boutros](#) (à titre personnel)

[Michel Côté](#) (Immeuble Populaire de Québec)

[Marie-Hélène Gagnon](#) (Office municipal d'habitation de Baie-St-Paul)

[Justine Kintanar](#) (COSTI)

## **MÉDICAMENTS**

[Glenn Armstrong](#) (Association nationale des retraités fédéraux)

[Murray Bryck](#) (Association nationale des retraités fédéraux)

[René Grenier](#) (Association nationale des retraités fédéraux)

## **SANTÉ**

[Jennifer Gerdt](#) (Allergies Alimentaires Canada)

[Kelly Gorman](#) (Société de l'arthrite du Canada)

[Insiya Mankani](#) (Action Canada pour la santé et les droits sexuels)

[Wendy Norman](#) (à titre personnel)

## **SOUTIEN POUR LES ENTREPRISES**

[Julie Bernier](#) (Journal Ici l'info)

[Christian Hébert](#) (Union des producteurs agricoles de Portneuf)

## **TRANSITION VERS LA CARBONEUTRALITÉ**

[Paul Crête](#) (à titre personnel)

[Juvarya Veltkamp](#) (C40 Cities)



## ANNEXE C : MÉMOIRES SOUMIS EN LIGNE

---

Ce qui suit est une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont présenté au Comité des mémoires reliés au présent rapport. Pour accéder à ces documents, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

### **ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel  
Ambulance Saint-Jean Canada  
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes  
Association canadienne de normalisation  
Association canadienne des médecins pour l'environnement  
Association canadienne des travaux publics  
Association de l'industrie touristique de l'Ontario  
Association des architectes paysagistes du Canada  
Association des courtiers d'assurances du Canada  
Association des produits forestiers du Canada  
Association médicale canadienne  
Association pulmonaire du Canada  
BC Watershed Security Coalition  
Bumstead, Diana  
Bureau d'assurance du Canada  
Canadian Biosphere Reserves Association  
CLIMAtlantic  
Coalition canadienne pour des eaux saines  
Coalition du budget vert (mémoire conjoint)  
Collèges et instituts Canada

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada  
Comptables professionnels agréés du Canada  
Conservation Ontario  
Croix-Rouge canadienne  
École de technologie supérieure  
Fédération canadienne de l'agriculture  
Fédération canadienne des municipalités  
Fondation canadienne des femmes  
Forum for Leadership on Water  
Groupe Co-operators  
Ingénieurs sans frontières Canada  
Island Mountain Arts  
Living Lakes Canada  
Manufacturiers et exportateurs du Canada  
Mouvement des caisses Desjardins  
Municipalités rurales de l'Alberta  
Nature Unie  
Pearson College  
Producteurs de bœuf du Manitoba  
Producteurs de fruits et légumes du Canada  
Producteurs d'oeufs d'incubation du Canada  
Producteurs laitiers du Canada  
Pulse Canada  
Rivershed Society of British Columbia  
Saskatchewan Cattlemen's Association  
Société Telus Communications  
Un Canada résistant au climat  
Union des municipalités du Québec

Vancity Community Foundation

Watershed Watch Salmon Society (Joint Submission)

## **AGRICULTURE, ALIMENTATION ET PÊCHES**

Alberta Irrigation Districts Association

Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture

Alliance mondiale de la chaîne du froid

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne des bovins

Association des transformateurs laitiers du Canada

Association nationale des engraisseurs de bovins

Canadian Canola Growers Association

Centres communautaires d'alimentation du Canada

Cereals Canada

Chambre de commerce du Canada

Cidre Canada

Coalition du budget vert (mémoire conjoint)

Conseil canadien des fromages internationaux

Conseil canadien des pêches

Conseil canadien du canola

Conseil canadien du porc

Conseil des Bibliothèques Urbaines du Canada

Conseil des Doyens - Agriculture, Alimentation et Médecine Vétérinaire

Conseil des viandes du Canada

CropLife Canada

Éleveurs de dindon du Canada

Équiterre

Fédération canadienne de l'agriculture

Fertilisants Canada

Fondation du saumon du Pacifique  
Food and Beverage Ontario (mémoire conjoint)  
Grain Farmers of Ontario  
Greener Village  
Groupe de travail sur les légumes de serre des Producteurs de fruits et légumes du Canada (mémoire conjoint)  
Institut canadien de la santé animale  
Pivot Bio  
Producteurs de bœuf du Manitoba  
Producteurs de fruits et légumes du Canada  
Producteurs de grains du Canada  
Producteurs de poulet du Canada  
Producteurs d'oeufs d'incubation du Canada  
Producteurs d'oeufs du Canada  
Producteurs laitiers du Canada  
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada  
Pulse Canada  
Saskatchewan Association of Rural Municipalities  
Saskatchewan Cattlemen's Association  
Saskatchewan Crop Commissions  
Sollio groupe coopératif  
Sport Fishing Advisory  
Union des producteurs agricoles  
University of Guelph  
Victoria Golden Rods and Reels Fishing and Social Club  
Vignerons Canada  
Watershed Watch Salmon Society (Joint Submission)  
Wild Salmon Forever  
Wines of British Columbia

## **AÎNÉS ET RETRAITE**

Alliance de l'industrie touristique du Québec  
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes  
Association canadienne des hygiénistes dentaires  
Association canadienne des individus retraités  
Association des services funéraires du Canada  
Association nationale des retraités fédéraux  
Canadian Artists Network  
CanAge  
Coalition canadienne de la santé  
Conference for Advanced Life Underwriting  
Couleur de la pauvreté - couleur du changement (mémoire conjoint)  
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia  
GIAS, le Groupe d'intervention action santé  
Institut C.D. Howe  
Macnaughton, Ross  
Réseau FADOQ

## **ARTS, CULTURE ET LANGUES**

Access Copyright  
Affaires / Arts  
Alliance des femmes de la francophonie canadienne  
Alliance des radios communautaires du Canada (mémoire conjoint)  
Alliance internationale des employés de scène  
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists  
Anthem Sports and Entertainment  
Arts Touring Alliance of Alberta (mémoire conjoint)  
Assemblée canadienne de la danse

Assemblée des Premières Nations  
Association acadienne des artistes professionnel(le)s du Nouveau-Brunswick  
Association canadienne de musique sur scène  
Association canadienne des exportateurs de contenu  
Association canadienne des organismes artistiques  
Association canadienne des parcs et loisirs  
Association canadienne des radiodiffuseurs  
Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine (mémoire conjoint)  
Association de l'industrie touristique de l'Ontario  
Association des bibliothèques de recherche du Canada  
Association des musées canadiens  
Association des professionnels de l'édition musicale  
Association nationale des éditeurs de livres  
Association nationale des radios étudiantes et communautaires (mémoire conjoint)  
Association of Canadian Publishers  
Association pour l'opéra au Canada  
Association professionnelle des diffuseurs de spectacles  
Ballet Jörgen Canada  
Blue Ant Media  
British Columbia Museums Association  
Bureau de l'écran des Noirs  
Canadian Actors' Equity Association  
Canadian Artists Network  
Canadian Independent Music Association  
Canadian Independent Scen Fund for Black and People of Colour Creators  
Canadian Media Producers Association  
Canadian Opera Company  
Centre d'accès équitable aux bibliothèques

Centre des arts de la Confédération  
Centre du patrimoine de la GRC  
Chaîne d'affaires publiques par câble (CPAC) (mémoire conjoint)  
City of Calgary  
CKUA Radio Foundation  
Coalition canadienne des arts  
Coalition M.É.D.I.A  
Comité olympique canadien  
École nationale de ballet du Canada  
École nationale de théâtre du Canada  
Éditeurs de Musique au Canada  
Fédération canadienne des associations de bibliothèques  
Fédération canadienne des métiers d'art  
Fédération culturelle canadienne-française  
Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada  
Fédération des sciences humaines  
Festivals et événements majeurs Canada  
Fondation Glenn-Gould  
Front des artistes canadiens (mémoire conjoint)  
Greville Bay Shipbuilding Museum Society  
Guilde canadienne des réalisateurs  
Island Mountain Arts  
La Fondation Vimy  
Language Access Coalition of Canada  
Le Ballet national du Canada (mémoire conjoint)  
Les AMIS  
Literary Press Group of Canada  
Manitoba Arts Network

Médias d'Info Canada  
Museum of Contemporary Art Toronto Canada  
MusicTeam  
Ontario Presents  
Ontario Water Centre (mémoire conjoint)  
Orchestres Canada  
Organisation des directeurs des musées d'art canadiens  
Pov Film  
Professional Association of Canadian Theatres  
Provincial Employment Roundtable  
Racial Equity Screen Office  
RADARTS Inc.  
Ré:Sonne Société de gestion de la musique  
Réseau des arts pour la jeunesse  
Richmond Arts Coalition  
Rivershed Society of British Columbia  
Scènes de Musique Alternatives du Québec  
Shine Network Institute  
Société canadienne de perception de la copie privée  
Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique  
Société professionnelle des auteurs et des compositeurs du Québec  
Société Telus Communications  
TO Live  
Toronto International Film Festival Inc.  
Toronto Symphony Orchestra  
Unifor  
Union des municipalités du Québec  
Université de Montréal

Université du Québec à Montréal

Université Queen's

University of Calgary

University of Victoria

Vancity Community Foundation

Wyman, Max

## **CADRE RÉGLEMENTAIRE**

3M Canada

Administration portuaire de Prince Rupert

Alberta Irrigation Districts Association

Association canadienne de l'hydrogène et des piles à combustible

Association canadienne des aliments de santé

Association canadienne des boissons

Association canadienne des bovins

Association canadienne des constructeurs d'habitations

Association de ventes directes du Canada

Association médicale canadienne

BIOTECanada

Canadian Blockchain Consortium

Canadian Rental Housing Providers for Affordable Housing

Cereals Canada

Chambre de commerce de Calgary

Chambre de commerce du Canada

Coalition For Renewable Natural Gas

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

Corporation TC Énergie

DriverDX

Électricité Canada

Energy Services Association of Canada  
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante  
Financière Manuvie  
Greater Vancouver Board of Trade  
Institut C.D. Howe  
Mines Agnico Eagle limitée  
Pharmascience  
Shakepay Inc.  
Shell Canada Limitée  
Siemens Énergie Canada limitée  
Yukon Chamber of Mines  
Zentek Ltd

## **COMMERCE**

Alcoa  
Ashcroft Terminal  
Association canadienne des producteurs d'acier  
Association de ventes directes du Canada  
Association des fabricants de panneaux de composites  
Association des industries aérospatiales du Canada  
Association des transformateurs laitiers du Canada  
Association frontière hors taxes  
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo  
BC Marine Terminal Operators Association  
Canada's Semiconductor Council  
Canadian Canola Growers Association  
Cereals Canada  
Clean Prosperity  
CMC Microsystems

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

Conseil canadien du canola

Conseil canadien du porc

Conseil des viandes du Canada

Éleveurs de dindon du Canada

Enbridge Inc.

Fédération canadienne de l'agriculture

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Greater Vancouver Board of Trade

Producteurs de poulet du Canada

Producteurs d'oeufs d'incubation du Canada

Producteurs d'oeufs du Canada

Union des producteurs agricoles

## **ÉDUCATION**

Acfas

Achēv

Action Canada pour la santé et les droits sexuels

Actua

Agence Universitaire de la Francophonie

Aivalli, Tejas

Alliance canadienne des associations étudiantes (mémoire conjoint)

Alliance canadienne des écoles en santé

Alliance de la Fonction publique du Canada

Assemblée des chefs du Manitoba

Assemblée des Premières Nations

Association canadienne des centres de sciences

Association canadienne des hygiénistes dentaires

Association canadienne des individus retraités

Association canadienne des neurosciences  
Association canadienne des physiciens et physiciennes  
Association canadienne des professeures et professeurs d'université  
Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants  
Association canadienne des technologues en radiation médicale  
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux  
Association chiropratique canadienne  
Association des bibliothèques de recherche du Canada  
Association des étudiant.e.s diplômé.e.s employé.e.s de McGill  
Association des facultés de médecine du Canada  
Association des industries de l'automobile du Canada  
Association des universités de l'Atlantique  
Athabasca University  
Beggs, Megan  
British Columbia Federation of Students  
Chegg Inc  
Child Development Institute  
Collège Canadore  
Collège des médecins de famille du Canada  
Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (C2R2)  
Collèges et instituts Canada  
Confédération des syndicats nationaux  
Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique  
Consortium canadien pour la recherche  
Consortium pour les compétences mondiales (mémoire conjoint)  
Davidson, Christopher  
Digital Moment  
École Polytechnique de Montréal

Érudit Consortium  
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants  
Fédération des sciences humaines  
Fondation prendre l'air  
Indspire  
Lakehead University  
MacEwan University  
McGill University Post-Graduate Student Society  
McMaster University  
Momentum  
Niagara College  
Northern Alberta Institute of Technology  
OCAD University  
Ontario Tech University  
Partenariat en faveur des sciences et de la technologie  
Passeport pour ma réussite Canada  
Pearson College  
Polytechnics Canada  
Programme du Prix Humanitaire Terry Fox  
SNOLAB  
Société canadienne de psychologie  
Société canadienne pour les biosciences moléculaires  
Société historique du Canada  
SoinsSantéCAN  
Soutenez notre science (mémoire conjoint)  
Thompson Rivers University Students' Union  
Toronto Metropolitan University  
U15 Regroupement des universités de recherche du Canada

## Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities

Université de Montréal

Université de Sherbrooke

Université du Manitoba

Université du Québec à Montréal

Université du Québec à Trois-Rivières

Université McGill

Université Queen's

Universités Canada

University of British Columbia

University of Calgary

University of Guelph

University of Lethbridge

University Students Council Western University

York University

## **ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS**

Accélérer : L'Alliance canadienne de la chaîne d'approvisionnement de VZÉ

Alliance canadienne pour l'électrification des autobus scolaires

Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada

Association minière du Canada

Chambre de commerce de Surrey

ChargePoint Canada Inc.

Clean Energy Canada

Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada

Électro Fédération Canada

Équiterre

FLO

IKEA Canada

Mobilité électrique Canada  
Nano One Materials Corp.  
Propulsion Québec  
Teck Resources Limited  
The Atmospheric Fund  
Toronto Transit Commission  
Tourism Industry Association of British Columbia  
Unifor  
Volvo Group North America

## **EMPLOI ET MAIN-D'ŒUVRE**

3M Canada  
ACORN Canada  
Action-Chômage Côte-Nord  
Administration portuaire de Prince Rupert  
Advocacy for Canadian Childhood Oncology Research Network (mémoire conjoint)  
Alliance canadienne du camionnage  
Alliance de la Fonction publique du Canada  
Alliance de l'industrie touristique du Québec  
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists  
Antigonish Coalition to End Poverty  
Assemblée canadienne de la danse  
Association Canadienne d'Orthopédie  
Association canadienne de l'énergie renouvelable  
Association canadienne des constructeurs de véhicules  
Association canadienne des constructeurs d'habitations  
Association canadienne des ergothérapeutes  
Association canadienne des médecins vétérinaires  
Association canadienne des parcs et loisirs

Association canadienne des radiologistes  
Association canadienne des soins de longue durée  
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux  
Association de l'industrie touristique de l'Ontario  
Association de l'industrie touristique du Canada  
Association de ventes directes du Canada  
Association dentaire canadienne  
Association des architectes paysagistes du Canada  
Association des biens immobiliers du Canada  
Association des hôtels du Canada  
Association des industries aérospatiales du Canada  
Association des industries de l'automobile du Canada  
Association des infirmières et infirmiers du Canada  
Association des pharmaciens du Canada  
Association des produits forestiers du Canada  
Association des psychiatres du Canada  
Association des urologues du Canada  
Association médicale canadienne  
BGC Canada  
Blue Green Canada  
Business Council of Manitoba  
Canadian Actors' Equity Association  
Centraide United Way Canada  
Centrale des syndicats du Québec  
Centre d'action pour la sécurité du revenu  
Centres communautaires d'alimentation du Canada  
Chambre de commerce de Calgary  
Chambre de commerce du Canada

Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité (mémoire conjoint)

Coalition des fédérations nationales de services (mémoire conjoint)

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

Confédération des syndicats nationaux

Conference for Advanced Life Underwriting

Congrès du travail du Canada

Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs

Conseil des viandes du Canada

Conseil du patronat du Québec

Conseillers en ressources humaines agréés Canada

Couleur de la pauvreté - couleur du changement (mémoire conjoint)

Échographie Canada

École de technologie supérieure

Energy Services Association of Canada

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Fédération canadienne des coopératives de travail

Fédération canadienne des femmes diplômées des universités

Fédération canadienne des métiers d'art

Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers

Fédération de la jeunesse canadienne-française

Fédération des chambres de commerce du Québec

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

First Call Child and Youth Advocacy Society

First Work

Fondation canadienne pour le développement de carrière

Fondation sauve ta peau (mémoire conjoint)

Food and Beverage Ontario (mémoire conjoint)

Gardiner, Judy

Grain Workers Union, Local 333  
Habitat pour l'humanité Canada  
Hastie, Maureen  
Institut national de la paie  
Interprovincial EI Working Group  
LabCANDx  
Manufacturiers et exportateurs du Canada  
Mouvement Action Chômage Pabok GÎM  
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi  
Nanaimo Science and Sustainability Society  
Neighborhood Legal Services - London and Middlesex  
OpenCircle  
Orchestres Canada  
Orthophonie et Audiologie Canada  
Ottawa Education Group  
Oxfam Canada  
Producteurs de fruits et légumes du Canada  
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada  
Provincial Employment Roundtable  
Regroupement des Sans Emploi de Victoriaville  
Réseau des arts pour la jeunesse  
Réseau FADOQ  
Restaurants Canada  
Saskatchewan Association of Rural Municipalities  
SocialCommons.ca  
SoinsSantéCAN  
Sollio groupe coopératif  
Syndicat canadien de la fonction publique

Syndicat des Métallos  
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public  
Syndicats des métiers de la construction du Canada  
The Care Economy  
Toronto Community Benefits Network  
Tourism Industry Association of British Columbia  
Unifor  
WoodGreen Services communautaires  
World Education Services  
YWCA Canada

## **ÉNERGIE**

Alectra Inc.  
AltaLink  
Associated Equipment Distributors  
Association canadienne des entrepreneurs en énergie  
Association canadienne des médecins pour l'environnement  
Association canadienne des producteurs pétroliers  
Berkshire Hathaway Energy Canada  
Business Council of Manitoba  
Canada Cleantech Alliance  
Canadian Biogas Association  
Canadian Council for Sustainable Aviation Fuels  
Chambre de commerce de Calgary  
Citoyens pour une politique juste  
Clean Energy Canada  
Coalition For Renewable Natural Gas  
Conseil des aéroports du Canada  
Corporation TC Énergie

Drax  
EDF Renouvelables Canada Inc.  
Électro Fédération Canada  
Enbridge Inc.  
Energy Services Association of Canada  
Industries Renouvelables Canada  
Innergex Renewable Energy  
Mines Agnico Eagle limitée  
Paper Excellence  
Shell Canada Limitée  
Siemens Énergie Canada limitée  
Syndicats des métiers de la construction du Canada  
Trigon Pacific Terminals Ltd.  
Unifor  
Western Copper and Gold  
World Energy GH2

## **ENFANCE, FAMILLES ET POLITIQUES SOCIALES**

ACORN Canada  
Adams, Susan  
Advocacy for Canadian Childhood Oncology Research Network (mémoire conjoint)  
Allergies Alimentaires Canada (mémoire conjoint)  
Alliance canadienne des écoles en santé  
Alliance internationale des employés de scène  
Alliance nationale pour l'enfance et la jeunesse  
Antigonish Coalition to End Poverty  
Ashby, Michèle  
Association acadienne des artistes professionnel(le)s du Nouveau-Brunswick  
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes  
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux  
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance  
Association canadienne pour la santé mentale - National  
BGC Canada  
Blueprint  
Bumstead, Diana  
Campagne 2000  
Canadian Actors' Equity Association  
Canadian Grief Alliance  
Canadian Rental Housing Providers for Affordable Housing  
Centraide United Way Canada  
Centre d'action pour la sécurité du revenu  
Centre de Maple Leaf pour la sécurité alimentaire  
Centres communautaires d'alimentation du Canada  
Child Development Institute  
Citoyens pour une politique juste  
Club des petits déjeuners  
Coalition Canada revenu de base  
Coalition of Child Care Advocates of British Columbia  
Coalition pour une saine alimentation scolaire  
Congrès du travail du Canada  
Couleur de la pauvreté - couleur du changement (mémoire conjoint)  
Covenant House Vancouver  
Cowichan Green Community  
CUPS Calgary  
Daigle, Benoit  
Decoda Literacy Solutions

Diététistes en santé publique de l'Ontario  
Embrace Health Foundation  
Fédération canadienne des métiers d'art  
Fédération de la jeunesse canadienne-française  
First Call Child and Youth Advocacy Society  
Fondation des maladies du coeur et de l'AVC du Canada  
Fondation sauve ta peau (mémoire conjoint)  
Fonds Shaw-Rocket  
Generation Squeeze  
Grands Frères Grandes Soeurs du Canada  
Initiative du Siècle  
Institut Tamarack  
Interfaith Social Assistance Reform Coalition  
Les enfants d'abord Canada  
Maytree  
Mentor Canada  
Momentum  
Nystrom, Karen  
Oxfam Canada  
Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants  
Pizzi, Nick  
Prospérité Canada  
Réseau canadien de développement économique communautaire  
Réseau canadien des jeunes pour le revenu garanti  
Réseau canadien pour le revenu garanti  
Réseau des arts pour la jeunesse  
SocialCommons.ca  
Société St-Léonard du Canada

Syndicat canadien de la fonction publique

The Care Economy

UNICEF Canada

University of Calgary (mémoire conjoint)

Vers un chez-soi Canada

Wellesley Institute

Womens Shelters Canada

YMCA Canada

## **ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION**

Achēv

Action Canada pour la santé et les droits sexuels

Advocacy Canada (mémoire conjoint)

African Nova Scotian Justice Institute

Aftermetoo (mémoire conjoint)

Alliance de la Fonction publique du Canada

Alliance des femmes de la francophonie canadienne

Association canadienne des centres de sciences

Association canadienne des médecins pour l'environnement

Association des architectes paysagistes du Canada

Association des infirmières et infirmiers du Canada

Association nationale des retraités fédéraux

Battered Women's Support Services

Blueprint

Bureau de l'écran des Noirs

Canadian Anti-Hate Network

Canadian Network for Neglected Tropical Diseases

Capilano University

Centre canadien de la diversité des genres et de la sexualité

Centre d'accès équitable aux bibliothèques  
Coalition M.É.D.I.A  
Coalition pour l'équité menstruelle durable  
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada  
Community Benefit Ontario (mémoire conjoint)  
Conseillers en ressources humaines agréés Canada  
Consortium canadien pour la recherche  
Cornerstone Housing for Women (mémoire conjoint)  
Couleur de la pauvreté - couleur du changement (mémoire conjoint)  
CP Planning  
Developing Young Leaders of Tomorrow, Today  
Égale Canada  
Fédération canadienne des coopératives de travail  
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités  
Fédération canadienne des métiers d'art  
Fondation canadienne des femmes  
Grands Frères Grandes Soeurs du Canada  
Ingénieurs Canada  
Institut Tamarack  
International Union of Operating Engineers  
KPMG  
Les AMIS  
Mechanical Contractors Association of Canada  
Momentum  
New Power Labs  
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants  
Ontario Nonprofit Network  
OpenCircle

Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants  
Pillar Nonprofit Network  
Racial Equity Screen Office  
Réseau canadien de développement économique communautaire  
Réseau Dignité Canada  
Réseau Enchanté  
Réseau pour l'avancement des communautés noires  
Sanchez, Elizabeth  
Settlement Assistance and Family Support Services  
Simon Fraser University  
Society of Queer Momentum  
Street Haven  
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public  
Toronto Community Benefits Network  
Toronto International Film Festival Inc.  
Toronto Metropolitan University  
Université du Québec à Montréal  
Université Queen's  
Welland Heritage Council and Multicultural Centre  
Wellesley Institute

## **FINANCES NATIONALES ET POLITIQUE MONÉTAIRE**

Advocacy for Canadian Childhood Oncology Research Network (mémoire conjoint)  
Assemblée des chefs du Manitoba  
Association canadienne des professeures et professeurs d'université  
AstraZeneca Canada  
Business Council of Manitoba  
Campagne 2000  
Chambre de commerce de Calgary

Chambre de commerce de Surrey  
Citoyens pour une politique juste  
Collège des médecins de famille du Canada  
Collèges et instituts Canada  
Comptables professionnels agréés du Canada  
Confédération des syndicats nationaux  
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia  
Fédération des chambres de commerce du Québec  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec  
Fondation sauve ta peau (mémoire conjoint)  
Gardiner, Judy  
Greater Vancouver Board of Trade  
Institut C.D. Howe  
Institut professionnel de la fonction publique du Canada  
JTI-Macdonald Corp.  
Merck Canada Inc.  
Raven Indigenous Impact Foundation (mémoire conjoint)  
Réseau canadien des survivants du cancer  
Saskatchewan Association of Rural Municipalities  
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public  
Thunderbird Partnership Foundation

### **FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

Alliance internationale des employés de scène  
Associated Equipment Distributors  
Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants  
Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada  
Association des industries de l'automobile du Canada  
Association nationale des collèges de carrières

Association of Equipment Manufacturers  
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo  
BioTalent Canada (mémoire conjoint)  
Blue Green Canada  
Business Council of Manitoba  
Business-Higher Education Roundtable  
Chambre de commerce de Calgary  
Chambre de commerce du Canada  
Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité (mémoire conjoint)  
Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (C2R2)  
Conseil du patronat du Québec  
Conseillers en ressources humaines agréés Canada  
Departure Bay Baptist Church  
EDF Renewables Canada Inc.  
Enseignement coopératif et apprentissage en milieu de travail Canada  
Fédération des chambres de commerce du Québec  
Forum canadien sur l'apprentissage  
Gabriola Island Chamber of Commerce  
Groupe CGI inc.  
Halton Industry Education Council  
Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération  
Institut Tamarack  
International Union of Operating Engineers  
Mines Agnico Eagle limitée  
Mobilité électrique Canada  
Northern Alberta Institute of Technology  
Ontario Tech University  
OpenCircle

Ottawa Education Group  
Pacific National Exhibition  
Polytechnics Canada  
Provincial Employment Roundtable  
Riipen Networks Inc.  
Sinneave Family Foundation  
Sustainable Forestry Initiative  
Syndicats des métiers de la construction du Canada  
Thompson Rivers University Students' Union  
Timbres de paques Canada  
York University

## **IMMIGRATION**

3M Canada  
Achēv  
Associated Equipment Distributors  
Association canadienne des soins de longue durée  
Association des hôtels du Canada  
Association des industries de l'automobile du Canada  
Association nationale des collèges de carrières  
Business Council of Manitoba  
Centre d'action pour la sécurité du revenu  
Chambre de commerce de Calgary  
Chambre de commerce du Canada  
Citoyens pour une politique juste  
Conseillers en ressources humaines agréés Canada  
Couleur de la pauvreté - couleur du changement (mémoire conjoint)  
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante  
Fédération des chambres de commerce du Québec

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec  
Initiative du Siècle  
Institut C.D. Howe  
International Students Overcoming War  
Niagara College  
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants  
Settlement Assistance and Family Support Services  
The African Centre for Refugees in Ontario-Canada (mémoire conjoint)  
The Toronto Alliance to End Homelessness  
Toronto Region Immigrant Employment Council  
Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities  
Université de Sherbrooke  
Université du Québec à Montréal  
Université McGill  
Université Queen's  
University of British Columbia  
University Students Council Western University  
ventureLAB  
Welland Heritage Council and Multicultural Centre  
World Education Services  
York University

### **IMPÔT DES PARTICULIERS**

Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists  
Association canadienne des chefs de pompiers  
Association des infirmières et infirmiers du Canada  
Canadian Artists Network  
Canadian Franchise Association  
Canadian Opera Company

Canadiens pour une fiscalité équitable  
CanAge  
Chambre de commerce du Canada  
Coeliaque Canada  
Conference for Advanced Life Underwriting  
Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique  
Fédération canadienne de l'agriculture  
FP Canada  
Institut C.D. Howe  
Institut national de la paie  
Oxfam Canada  
Prospérité Canada  
Réseau FADOQ

## **IMPÔT DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES**

Air Products Canada Ltd.  
Alcoa  
Alectra Inc.  
AltaLink  
Associated Equipment Distributors  
Association canadienne de l'énergie renouvelable  
Association canadienne de l'hydrogène et des piles à combustible  
Association canadienne de l'industrie de la chimie  
Association canadienne des carburants  
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes  
Association canadienne des producteurs d'acier  
Association canadienne du propane  
Association de l'industrie touristique du Canada  
Association for Mineral Exploration British Columbia

Berkshire Hathaway Energy Canada  
Biocarburants avancés Canada  
Canadian Franchise Association  
Canadian Geothermal Energy Association  
Canadian Helium Users Group  
Canadiens pour une fiscalité équitable  
Chambre de commerce du Canada  
Citoyens pour une politique juste  
Conference for Advanced Life Underwriting  
Coopératives et mutuelles Canada  
Covenant Energy Ltd.  
Davidson, Christopher  
Drax  
EDF Renewelables Canada Inc.  
Ekona Power Inc.  
Électricité Canada  
Énergir  
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante  
Groupe TMX limitée  
Industries Renewelables Canada  
Institut C.D. Howe  
Orthophonie et Audiologie Canada  
Oxfam Canada  
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada  
Restaurants Canada  
Shell Canada Limitée  
Société canadienne de psychologie  
Sollio groupe coopératif

Syndicat des Métallos  
Tourism Industry Association of British Columbia  
Trigon Pacific Terminals Ltd.  
Union des producteurs agricoles  
Vale Base Metals Canada  
Waste Connections of Canada  
World Energy GH2  
Yukon Chamber of Mines

## **INDUSTRIE ET INNOVATION**

3M Canada  
Alcoa  
Association canadienne de l'hydrogène et des piles à combustible  
Association canadienne de l'industrie de la chimie  
Association canadienne de palettes et contenants en bois  
Association canadienne des producteurs d'acier  
Association canadienne du capital de risque et d'investissement  
Association des bibliothèques de recherche du Canada  
Association des industries aérospatiales du Canada  
Association of Equipment Manufacturers  
BioCanRx  
BIOTECanada  
Business Council of Manitoba  
Canada's Semiconductor Council  
Canadian Association of Management Consultants  
Canadian Franchise Association  
Canadian Geothermal Energy Association  
Canadian Helium Users Group  
Centre canadien de rayonnement synchrotron

Chambre de commerce de Calgary  
Chambre de commerce du Canada  
Charles River Laboratories  
Clear Resource Innovation Network  
CMC Microsystems  
Coalition pour l'astronomie au Canada (mémoire conjoint)  
Collèges et instituts Canada  
Conseil canadien du Web3  
Conseil des technologies de l'information et des communications  
Evidence for Democracy  
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants  
Fédération des chambres de commerce du Québec  
Génome Canada  
GHGSat Inc.  
Greater Vancouver Board of Trade  
Harling, Gordon  
Honeywell  
Innovation bio-industrielle Canada  
International Downtown Association Canada  
Intuit Canada  
KPMG  
MacEwan University  
Manufacturiers et exportateurs du Canada  
Maritime Launch Services Inc.  
Mouvement des accélérateurs d'innovation du Québec  
Nano One Materials Corp.  
Neutrons Canada  
Northeastern University Vancouver

Ontario Hospital Association  
Ontario Tech University  
Supergrappe des technologies numériques du Canada  
Université de Sherbrooke  
Université du Manitoba  
Université du Québec à Montréal  
Université du Québec à Trois-Rivières  
Université McGill  
Universités Canada  
University of Alberta  
University of British Columbia  
Waste Connections of Canada

## **INFRASTRUCTURE**

Alliance canadienne du camionnage  
Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel  
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent  
Alliance mondiale de la chaîne du froid  
American Tower  
Ashcroft Terminal  
Assemblée des Premières Nations  
Associated Equipment Distributors  
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes  
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes  
Association canadienne des constructeurs de véhicules  
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs  
Association canadienne des travaux publics  
Association canadienne du transport urbain  
Association de l'industrie touristique de l'Ontario

Association de l'industrie touristique du Canada  
Association des administrations portuaires canadiennes  
Association des aéroports du Canada atlantique  
Association des firmes de génie-conseil – Canada  
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto  
BC Marine Terminal Operators Association  
Business Council of Manitoba  
Calgary Airport Authority  
Chambre de commerce de Calgary  
Chambre de commerce de Surrey  
Chambre de commerce du Canada  
City of Calgary  
Confédération des syndicats nationaux  
Conseil canadien du canola  
Conseil des aéroports du Canada  
Conseil national des lignes aériennes du Canada  
Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada  
Éco Entreprises Québec (mémoire conjoint)  
Environmental Defence Canada  
Équiterre  
Fédération canadienne des municipalités  
Fédération des chambres de commerce du Québec  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec  
Greater Vancouver Board of Trade  
Institut C.D. Howe  
Institut canadien des économistes en construction  
International Downtown Association Canada  
Metro Vancouver

Municipalités rurales de l'Alberta  
Nukik Corporation  
Océan  
Oeuvre des Manoirs Ronald McDonald du Canada  
Producteurs de grains du Canada  
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada  
Réseau économie verte  
Saskatchewan Association of Rural Municipalities  
Simon Fraser University  
Stasyshyn, Lisa  
Syndicat canadien de la fonction publique  
Tahltan Central Government (Joint Submission)  
Toronto Transit Commission  
Tourism Industry Association of British Columbia  
TransLink Mayors Council  
Union des municipalités du Québec  
Université du Manitoba  
Universities Canada  
University of British Columbia  
University of Guelph  
University of Lethbridge  
Ville de Vancouver  
Webequie First Nation (Joint Submission)

## **INSTITUTIONS ET FONCTION PUBLIQUE FÉDÉRALES**

Advocacy for Canadian Childhood Oncology Research Network (mémoire conjoint)  
Alliance de la Fonction publique du Canada  
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists  
Answer.it Inc. (mémoire conjoint)

Armstrong Fluid Technology  
Association canadienne contre la violence  
Association canadienne des médecins pour l'environnement  
Association chiropratique canadienne  
Association nationale des retraités fédéraux  
Blue Green Canada  
B'nai Brith Canada  
Buy Social Canada (mémoire conjoint)  
CAE Inc.  
Canadian Association of Management Consultants  
Canadiens pour une fiscalité équitable  
Centre parlementaire  
Chambre de commerce du Canada  
Clean Energy Canada  
Coalition pour l'équité menstruelle durable  
Commission canadienne des jurys  
Conseil du patronat du Québec  
Couleur de la pauvreté - couleur du changement (mémoire conjoint)  
Developing Young Leaders of Tomorrow, Today  
Digital Identification and Authentication Council of Canada  
Ecojustice  
Fondation sauve ta peau (mémoire conjoint)  
Generation Squeeze  
GeoComply Solutions Inc.  
Golem, Dennis  
Groupe CGI inc.  
Ingénieurs Canada  
Institut C.D. Howe

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

KPMG

Mobilité électrique Canada

Ontario Nonprofit Network

PFN Group of Companies

Pulse Canada

Raven Indigenous Impact Foundation (mémoire conjoint)

Social Value Canada

Stasyshyn, Lisa

Syndicat canadien de la fonction publique

Syndicat des Métallos

## **INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET SYSTÈMES DE PAIEMENT**

ACORN Canada

Association canadienne des coopératives financières

Association des banquiers canadiens

Association des courtiers d'assurances du Canada

Canadian Blockchain Consortium

Canadian Consumer Finance Association

Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs

Conseil canadien du Web3

Crypto.com

Digital Identification and Authentication Council of Canada

Ecojustice

Electronic Transactions Association

Financial Data and Technology Association of North America

Financière Manuvie

Fintechs Canada

Institut canadien des économistes en construction

Interac Corp.  
Konsentus Limited  
Mouvement des caisses Desjardins  
Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés  
Paiements Canada  
Professionnels hypothécaires du Canada  
Prospérité Canada  
Questrade Inc.  
Shakepay Inc.  
Square Canada  
Wealthsimple  
Wise Canada

## **LOGEMENT**

ACORN Canada  
Action Canada pour la santé et les droits sexuels  
Advocacy for Canadian Childhood Oncology Research Network (mémoire conjoint)  
Alliance canadienne de l'autisme (mémoire conjoint)  
Alliance canadienne des associations étudiantes (mémoire conjoint)  
Alliance de la Fonction publique du Canada  
Antigonish Coalition to End Poverty  
Assemblée des Premières Nations  
Association canadienne des constructeurs d'habitations  
Association canadienne des individus retraités  
Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine  
Association de l'industrie touristique de l'Ontario  
Association de l'industrie touristique du Canada  
Association de logement sans but lucratif de l'Ontario  
Association des banquiers canadiens

Association des biens immobiliers du Canada  
Association des hôtels du Canada  
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec  
Association des psychiatres du Canada  
Association des universités de l'Atlantique  
Awo Taan Healing Lodge Society (mémoire conjoint)  
Blue Door Support Services  
B'nai Brith Canada  
British Columbia Non-Profit Housing Association (mémoire conjoint)  
Bumstead, Diana  
Business Council of Manitoba  
Campagne 2000  
Canadian Actors' Equity Association  
Canadian Canola Growers Association  
Canadian Rental Housing Providers for Affordable Housing  
Capilano University  
Carswell, Elizabeth  
Centraide United Way Canada  
Centre canadien pour l'autonomisation des femmes (CCFWE)  
Centres communautaires d'alimentation du Canada  
Chambre de commerce de Calgary  
Chez Toit  
Citoyens pour une politique juste  
City of Calgary  
Collèges et instituts Canada  
Community Benefit Ontario (Joint Submission)  
Conseil du patronat du Québec  
Cornerstone Housing for Women (mémoire conjoint)

Couleur de la pauvreté - couleur du changement (mémoire conjoint)  
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia  
CP Planning  
CUPS Calgary  
Davidson, Christopher  
Defend Disability  
Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers  
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants  
Fédération canadienne des municipalités  
Fédération de l'habitation coopérative du Canada  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec  
First Call Child and Youth Advocacy Society  
Front d'action populaire en réaménagement urbain  
Generation Squeeze  
Golem, Dennis  
Greater Vancouver Board of Trade  
Habitat pour l'humanité Canada  
Initiative du Siècle  
Institut canadien des évaluateurs  
Interfaith Social Assistance Reform Coalition  
KPMG  
L'Arche Canada  
Living in Community  
Mattamy Homes Canada  
Maytree  
Mines Agnico Eagle limitée  
Mourir dans la dignité Canada  
Mouvement des caisses Desjardins

Neighborhood Legal Services - London and Middlesex  
Nystrom, Karen  
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants  
Polito, Joseph  
Professionnels hypothécaires du Canada  
Questrade Inc.  
Sinneave Family Foundation  
Social Innovation Canada  
SocialCommons.ca  
Société canadienne de schizophrénie  
Société d'épargne des Autochtones du Canada  
Société St-Léonard du Canada  
Stasyshyn, Lisa  
Street Haven  
Syndicat canadien de la fonction publique  
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public  
The African Centre for Refugees in Ontario-Canada (mémoire conjoint)  
The Toronto Alliance to End Homelessness  
Thompson Rivers University Students' Union  
Timbres de paques Canada  
Tourism Industry Association of Alberta  
Tourism Industry Association of British Columbia  
Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities  
Union des municipalités du Québec  
Université Queen's  
University of Guelph  
University of Waterloo  
University Students Council Western University

Vancity Community Foundation  
Vers un chez-soi Canada  
Ville de Vancouver  
Welland Heritage Council and Multicultural Centre  
Wellesley Institute  
Womens Shelters Canada  
WoodGreen Services communautaires  
World Education Services  
York University  
YWCA Canada

## **MÉDICAMENTS**

Association canadienne de la gestion de l'approvisionnement pharmaceutique  
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes  
Association canadienne des individus retraités  
Association canadienne des médecins vétérinaires  
Association canadienne des pharmacies de quartier  
Association des pharmaciens du Canada  
Association nationale des retraités fédéraux  
Association pulmonaire du Canada  
AstraZeneca Canada  
Canadian Organization for Rare Disorders  
Centrale des syndicats du Québec  
Chambre de commerce du Canada  
Coalition canadienne de la santé  
Confédération des syndicats nationaux  
Congrès du travail du Canada  
Corporation AbbVie  
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia

Fédération des chambres de commerce du Québec  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec  
Fibrose kystique Canada  
Hay, Marilyn  
Hoffmann-La Roche Limitée  
Médecins Sans Frontières  
Médicaments novateurs Canada  
Merck Canada Inc.  
OpenCircle  
Parkinson Canada  
Pharmascience  
Réseau canadien des survivants du cancer  
Société canadienne du cancer  
Unifor

## **MINES ET FORÊTS**

Albany Graphite Corp.  
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs  
Association des fabricants de panneaux de composites  
Association des produits forestiers du Canada  
Association for Mineral Exploration British Columbia  
Association minière du Canada  
Auxico Resources Canada  
Canadian Helium Users Group  
Chambre de commerce du Canada  
Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada  
Groupe TMX limitée  
Helium Developers Association of Canada  
Institut international du développement durable

Mines Agnico Eagle limitée  
Mining Association of British Columbia  
Nano One Materials Corp.  
PearTree Financial Services  
Propriétaires forestiers canadiens  
Sustainable Forestry Initiative  
Tahltan Central Government (Joint Submission)  
Teck Resources Limited  
Tergeo  
Unifor  
Union des producteurs agricoles  
Vale Base Metals Canada  
Western Copper and Gold  
Yukon Chamber of Mines

## **ORGANISMES CARITATIFS ET SANS BUT LUCRATIF**

Affaires / Arts  
Alliance nationale pour l'enfance et la jeunesse  
Answer.it Inc. (mémoire conjoint)  
Association canadienne contre la violence  
Association de logement sans but lucratif de l'Ontario  
Association des professionnels en philanthropie  
Association nationale Femmes et Droit  
Bénévoles Canada  
BGC Canada  
Blumbergs Professional Corporation  
Buy Social Canada (mémoire conjoint)  
Canadian Actors' Equity Association  
Centraide United Way Canada

Centre canadien pour l'autonomisation des femmes (CCFWE)  
Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé  
Coalition des fédérations nationales de services (mémoire conjoint)  
Coalition pour des soins de santé résilients  
Community Benefit Ontario (Joint Submission)  
Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique  
Conseil en crédit du Canada  
Conservation de la nature Canada  
Cornerstone Housing for Women (mémoire conjoint)  
Covenant House Vancouver  
Decoda Literacy Solutions  
Departure Bay Baptist Church  
Developing Young Leaders of Tomorrow, Today  
DONN3  
Embrace Health Foundation  
Engage Peel  
First Peoples Wellness Circle  
Fondation prendre l'air  
Fondations communautaires du Canada  
Fondations philanthropiques Canada  
Geoscience BC  
Grands Frères Grandes Soeurs du Canada  
HabiloMédias  
Imagine Canada  
Indspire  
Institut C.D. Howe  
International Students Overcoming War  
L'Arche Canada

L'Arche Sudbury Inc  
Le Ballet national du Canada (mémoire conjoint)  
Living in Community  
Loaves and Fishes Community Food Bank Society  
Local Hero Foundation  
Maytree  
Mentor Canada  
Metro Vancouver  
Migrant Workers Centre (mémoire conjoint)  
Moose Hide Campaign  
Nanaimo Foodshare Society (mémoire conjoint)  
Nanaimo Science and Sustainability Society  
NAV CANADA (mémoire conjoint)  
Neutrons Canada  
Northern Birthwork Collective  
Novo Nordisk Canada Inc.  
NPower Canada  
Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres  
Ontario Nonprofit Network  
Orchestres Canada  
Oxfam Canada  
Pillar Nonprofit Network  
Purpose Pathways Consulting  
Recherche en santé mentale Canada  
Réseau canadien des survivants du cancer  
Réseau Enchanté  
Settlement Assistance and Family Support Services  
Société John Howard du Canada

Société pour les troubles de l'humeur du Canada  
The African Centre for Refugees in Ontario-Canada (mémoire conjoint)  
The Burns Way  
Toronto Community Benefits Network  
Toronto Symphony Orchestra  
Womens Shelters Canada  
WoodGreen Services communautaires  
YMCA Canada

### **PERSONNES AVEC UN HANDICAP**

Association canadienne des individus retraités  
Association canadienne pour la santé mentale - National  
Association des bibliothèques de recherche du Canada  
Association des psychiatres du Canada  
Campagne 2000  
Canadian Actors' Equity Association  
Canadian Network for Neglected Tropical Diseases  
Canadian Pulmonary Fibrosis Foundation  
Centre d'action pour la sécurité du revenu  
Centre de Maple Leaf pour la sécurité alimentaire  
Centres communautaires d'alimentation du Canada  
Childhood Disability Network Canada (mémoire conjoint)  
Citoyens pour une politique juste  
Couleur de la pauvreté - couleur du changement (mémoire conjoint)  
Daily Bread Food Bank  
Defend Disability  
Easter Seals British Columbia & Yukon  
Every Canadian Counts  
Fédération de la police nationale

First Call Child and Youth Advocacy Society  
Inclusion Canada  
Institut national canadien pour les aveugles  
Interfaith Social Assistance Reform Coalition  
L'Arche Canada  
Leadnow Society  
Living in Community  
Marche des dix sous du Canada  
Maytree  
Mourir dans la dignité Canada  
Neighborhood Legal Services - London and Middlesex  
Organismes caritatifs neurologiques du Canada  
Parkinson Canada  
Partners for Planning  
Qasim, Talha  
Réseau canadien des survivants du cancer  
Réseau pour la santé du cerveau des enfants  
Sinneave Family Foundation  
SP Canada  
Timbres de paques Canada  
University of Calgary (mémoire conjoint)

## **PEUPLES AUTOCHTONES**

Advocacy for Canadian Childhood Oncology Research Network (mémoire conjoint)  
Albany Graphite Corp.  
Arctic Research Foundation  
Assemblée des chefs du Manitoba  
Assemblée des Premières Nations  
Association canadienne de l'énergie renouvelable

Association canadienne des centres de sciences  
Association canadienne des docteurs en naturopathie  
Association canadienne des optométristes  
Association canadienne des producteurs pétroliers  
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs  
Association canadienne des travaux publics  
Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine (mémoire conjoint)  
Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine  
Association canadienne du propane  
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance  
Association chiropratique canadienne  
Association dentaire canadienne  
Association des facultés de médecine du Canada  
Association des infirmières et infirmiers du Canada  
Association des produits forestiers du Canada  
Association minière du Canada  
Association touristique autochtone du Canada  
Autorité financière des Premières Nations  
Battered Women's Support Services  
Blue Green Canada  
British Columbia Museums Association  
Bumstead, Diana  
Canadian Biosphere Reserves Association  
Capilano University  
Centrale des syndicats du Québec  
Centre d'action pour la sécurité du revenu  
Chambre de commerce de Calgary  
Chambre de commerce du Canada

Clean Energy Canada  
Coalition of Child Care Advocates of British Columbia  
Coalition pour une saine alimentation scolaire  
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada  
Collèges et instituts Canada  
Commission de la fiscalité des premières nations  
Communities, Alliances and Networks  
Conseil canadien pour l'entreprise autochtone  
Conseil de gestion financière des Premières Nations  
Conseil tribal des Gwich'in  
Corporation TC Énergie  
EDF Renouvelables Canada Inc.  
Enbridge Inc.  
Energy Services Association of Canada  
Fédération canadienne des associations de bibliothèques  
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants  
Fédération de l'habitation coopérative du Canada  
First Nations Fisheries Council de la Colombie-Britannique  
First Peoples' Cultural Council  
First Peoples Wellness Circle  
Fondation du saumon du Pacifique  
Fondation sauve ta peau (mémoire conjoint)  
Greater Vancouver Board of Trade  
Haven Society  
Indigenous Leadership Initiative  
Ingénieurs Canada  
Initiative conjointe de développement économique  
Innergex Renewable Energy

KPMG

Kw'umut Lelum Child and Family Services

La Fondation canadienne du rein

Mines Agnico Eagle limitée

Mining Association of British Columbia

Native Child and Family Services of Toronto

Nature Unie

Niagara College

NorQuest College

Northern Alberta Institute of Technology

Northern Birthwork Collective

Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres

Organisation des directeurs des musées d'art canadiens

Paper Excellence

Pearson College

PFN Group of Companies

Polytechnics Canada

Ralliement national des Métis

Raven Indigenous Impact Foundation (mémoire conjoint)

Réseau canadien des montagnes

Sanchez, Elizabeth

Shine Network Institute

Social Innovation Canada

Société d'épargne des Autochtones du Canada

Société St-Léonard du Canada

Square Canada

Sustainable Forestry Initiative

Syndicat canadien de la fonction publique

Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public  
Thompson Rivers University Students' Union  
Thunderbird Partnership Foundation  
Université du Manitoba  
Université Queen's  
University of British Columbia  
University of Victoria  
Vale Base Metals Canada  
Vancity Community Foundation  
Webequie First Nation (Joint Submission)  
YMCA Canada  
YWCA Canada

## **POLITIQUE ÉTRANGÈRE**

Action Canada pour la santé et les droits sexuels  
B'nai Brith Canada  
Canadian International Education Policy Working Group  
Centre canadien de la diversité des genres et de la sexualité  
Centre parlementaire  
Collèges et instituts Canada  
DEW Engineering and Development ULC  
Égale Canada  
Fondation Glenn-Gould  
Fondation Stephen Lewis  
Habitat pour l'humanité Canada  
Ingénieurs sans frontières Canada  
Médecins Sans Frontières  
Oxfam Canada  
Producteurs d'oeufs du Canada

Reekie, Joan  
Réseau Dignité Canada  
Réseau Enchanté  
Résultats Canada (mémoire conjoint)  
Society of Queer Momentum  
Solutions à la pauvreté mondiale  
Stop TB Canada  
UNICEF Canada

## **PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ**

Alberta Irrigation Districts Association  
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent  
Alliance of Canadian Land Trusts  
AquaAction  
Assemblée des Premières Nations  
Association canadienne des boissons  
Association canadienne des bovins  
Association des architectes paysagistes du Canada  
Association for Mountain Parks Protection and Enjoyment  
Association minière du Canada  
Canadian Biosphere Reserves Association  
City of Calgary  
Clayoquot Biosphere Trust  
Coalition canadienne pour des eaux saines  
Coalition du budget vert (mémoire conjoint)  
Commission des pêcheries des Grands Lacs  
Conseil canadien des pêches  
Conseil tribal des Gwich'in  
Conservation Ontario

Environmental Defence Canada  
First Nations Fisheries Council de la Colombie-Britannique  
Forum for Leadership on Water  
Freshwater Future Canada  
Institut Wilder  
Living Lakes Canada  
Nature Unie  
Okanagan Basin Water Board  
Protection mondiale des animaux  
Sustainable Forestry Initiative  
Watershed Watch Salmon Society (Joint Submission)  
Yellowstone to Yukon Conservation Initiative

## **RÉFORME FISCALE ET CONFORMITÉ**

ACORN Canada  
Association canadienne des déclarants de revenus  
Association canadienne du capital de risque et d'investissement  
Association des banquiers canadiens  
Blumbergs Professional Corporation  
Business Council of Manitoba  
Campagne 2000  
Canadian ETF Association  
Canadiens pour une fiscalité équitable  
Centrale des syndicats du Québec  
Centre d'action pour la sécurité du revenu  
Chambre de commerce de Surrey  
Chambre de commerce du Canada  
Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé  
Collectif Échec aux paradis fiscaux

Confédération des syndicats nationaux  
Conseil du patronat du Québec  
Enbridge Inc.  
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante  
Fédération canadienne des coopératives de travail  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec  
First Call Child and Youth Advocacy Society  
Imagine Canada  
Institut professionnel de la fonction publique du Canada  
Momentum  
Polito, Joseph  
Stasyshyn, Lisa  
Syndicat canadien de la fonction publique  
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public  
Unifor

## **RÉGIONS RURALES, ÉLOIGNÉES ET NORDIQUES**

Alberta Irrigation Districts Association  
American Tower  
Antigonish Coalition to End Poverty  
Arctic Research Foundation  
Association canadienne de la gestion de l'approvisionnement pharmaceutique  
Association de l'industrie touristique de l'Ontario  
Athabasca University  
Ballet Jörgen Canada  
Canadian Canola Growers Association  
Chambre de commerce de Calgary  
Chambre de commerce du Canada  
Coalition des professionnels de la santé

Conseil canadien du camping et du VR  
Dechinta Centre for Research and Learning  
Diététistes en santé publique de l'Ontario  
Froh, John  
MacLellan, Keith  
Mines Agnico Eagle limitée  
Municipalités rurales de l'Alberta  
Producteurs de fruits et légumes du Canada  
Réseau de développement des collectivités du Canada  
Saskatchewan Association of Rural Municipalities  
Supergrappe des technologies numériques du Canada

## **SANTÉ PUBLIQUE**

Adult Vaccine Alliance  
Advocacy for Canadian Childhood Oncology Research Network (mémoire conjoint)  
Allergies Alimentaires Canada (mémoire conjoint)  
Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale  
Ambulance Saint-Jean Canada  
Association canadienne de physiothérapie  
Association canadienne des individus retraités  
Association canadienne des médecins pour l'environnement  
Association canadienne des optométristes  
Association canadienne des technologues en radiation médicale  
Association canadienne pour l'étude du foie  
Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés  
BC Crisis Line Network  
BIOTECanada  
Canada Fetal Alcohol Spectrum Disorder Research Network  
Canadian Grief Alliance

CanAge  
Centraide United Way Canada  
City of Calgary  
Coalition canadienne d'action contre le tabac  
Coalition canadienne de la santé  
Coalition pour l'équité menstruelle durable  
Coeliaque Canada  
Communities, Alliances and Networks  
Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique  
Conseillers en ressources humaines agréés Canada  
Croix-Rouge canadienne  
CUPS Calgary  
Environmental Defence Canada  
Fondation des maladies du coeur et de l'AVC du Canada  
Fondation prendre l'air  
Fondation sauve ta peau (mémoire conjoint)  
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares  
GSK Canada  
Haleon  
Imperial Tobacco Canada Limitée  
Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie  
Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération  
JTI-Macdonald Corp.  
Merck Canada Inc.  
Peloton Interactive Inc.  
Prévention et contrôle des infections Canada  
Réseau canadien des survivants du cancer  
Santé des enfants Canada (mémoire conjoint)

Société canadienne de schizophrénie  
Société canadienne du cancer  
Société des obstétriciens et gynécologues du Canada  
Société St-Léonard du Canada  
Street Haven  
The Toronto Alliance to End Homelessness  
Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities  
Université du Manitoba  
Wellesley Institute  
WoodGreen Services communautaires

## **SÉCURITÉ**

Alliance des femmes de la francophonie canadienne  
Animaux de compagnie Canada  
Associated Equipment Distributors  
Association canadienne contre la violence  
Association canadienne des chefs de pompiers  
Association canadienne des ergothérapeutes  
Association canadienne des travaux publics  
Association des aéroports du Canada atlantique  
Association des banquiers canadiens  
Association des industries aérospatiales du Canada  
Association of Equipment Manufacturers  
Awo Taan Healing Lodge Society (mémoire conjoint)  
Battered Women's Support Services  
BC Crisis Line Network  
Blueprint  
Bureau d'assurance du Canada  
CAE Inc.

Canadian Anti-Hate Network  
Canadian Water Quality Association  
Centre canadien pour l'autonomisation des femmes (CCFWE)  
Centre for Sexuality  
Chambre de commerce du Canada  
City of Calgary  
Comptables professionnels agréés du Canada  
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs  
Conseil canadien du porc  
Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada  
Couleur de la pauvreté - couleur du changement (mémoire conjoint)  
Croix-Rouge canadienne  
Fédération canadienne des municipalités  
Fédération de la police nationale  
Financière Manuvie  
Fondation canadienne des femmes  
Froh, John  
GeoComply Solutions Inc.  
Greater Vancouver Board of Trade  
Groupe CGI inc.  
Haven Society  
Imperial Tobacco Canada Limitée  
Interac Corp.  
Intuit Canada  
JTI-Macdonald Corp.  
Kidde Canada Inc.  
MAP Centre for Urban Health Solutions (mémoire conjoint)  
Maritime Launch Services Inc.

McMaster University  
Momentum  
Municipalités rurales de l'Alberta  
National Association of Women and the Law  
PSBN Innovation Alliance  
Reekie, Joan  
Sanchez, Elizabeth  
Saskatchewan Association of Rural Municipalities  
Société John Howard du Canada  
Société Telus Communications  
Society of Queer Momentum  
Université du Québec à Montréal  
Womens Shelters Canada  
YWCA Canada

## **SOINS DE SANTÉ ET RECHERCHE**

3M Canada  
Action Canada pour la santé et les droits sexuels  
Advocacy for Canadian Childhood Oncology Research Network (mémoire conjoint)  
Agir contre le cancer maintenant  
Allergies Alimentaires Canada (mémoire conjoint)  
Alliance canadienne des patients en dermatologie  
Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale  
Alliance canadienne pour la recherche sur le cancer  
Alzheimer Society of British Columbia  
Assemblée des Premières Nations  
Association Canadienne d'Orthopédie  
Association canadienne de counseling et de psychothérapie  
Association canadienne des docteurs en naturopathie

Association canadienne des ergothérapeutes  
Association canadienne des neurosciences  
Association canadienne des optométristes  
Association canadienne des pharmacies de quartier  
Association canadienne des physiciens et physiciennes  
Association canadienne des radiologistes  
Association canadienne des soins de longue durée  
Association canadienne des technologues en radiation médicale  
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux  
Association canadienne d'ophtalmologie  
Association canadienne pour l'étude du foie  
Association chiropratique canadienne  
Association dentaire canadienne  
Association des facultés de médecine du Canada  
Association des hôpitaux de l'Ontario  
Association des infirmières et infirmiers du Canada  
Association des pharmaciens du Canada  
Association des psychiatres du Canada  
Association des urologues du Canada  
Association médicale canadienne  
Association pulmonaire du Canada  
AstraZeneca Canada  
C3i Center Inc.  
Canada Fetal Alcohol Spectrum Disorder Research Network  
Canadian Network for Neglected Tropical Diseases  
Canadian Organization for Rare Disorders  
CanAge  
Cancer de l'ovaire Canada

Canuck Place Children's Hospice  
Centre for Sexuality  
Coalition canadienne de la santé  
Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé  
Coalition des fédérations nationales de services (mémoire conjoint)  
Coalition des professionnels de la santé  
Coalition pour des soins de santé résilients  
Collège des médecins de famille du Canada  
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada  
Commission canadienne des jurys  
Conseil des Bibliothèques Urbaines du Canada  
Couleur de la pauvreté - couleur du changement (mémoire conjoint)  
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia  
Diabète Canada  
Échographie Canada  
eHealth Centre of Excellence  
EndoAct Canada  
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants  
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers  
Fertility Matters Canada  
Financière Manuvie  
First Call Child and Youth Advocacy Society  
Fondation Brain Canada  
Fondation de la recherche sur le diabète juvénile Canada  
Fondation des maladies du coeur et de l'AVC du Canada  
Fondation sauve ta peau (mémoire conjoint)  
GIAS, le Groupe d'intervention action santé  
Golem, Dennis

Haleon  
Hay, Marilyn  
Hoffmann-La Roche Limitée  
Institut professionnel de la fonction publique du Canada  
International Downtown Association Canada  
La Fondation canadienne du rein  
LabCANDx  
Lésion Cérébrale Canada  
Life Sciences Ontario  
MacLellan, Keith  
Mechanical Contractors Association of Canada  
Médecins Sans Frontières  
Medtech Canada  
Mourir dans la dignité Canada  
Novo Nordisk Canada Inc.  
Nystrom, Karen  
Oeuvre des Manoirs Ronald McDonald du Canada  
Ontario Association of Mental Health Professionals  
Organismes caritatifs neurologiques du Canada  
Orthophonie et Audiologie Canada  
Pain Canada  
Palliative Care Coalition of Canada  
Pallium Foundation of Canada  
Parkinson Canada  
Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants  
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada  
Recherche Canada : Une alliance pour les découvertes en santé  
Recherche en santé mentale Canada

Réseau FADOQ  
Santé des enfants Canada (mémoire conjoint)  
Shumacher, Barbara  
Société Alzheimer du Canada  
Société canadienne de cardiologie  
Société canadienne de la SLA  
Société canadienne de psychologie  
Société canadienne de schizophrénie  
Société canadienne du cancer  
Société canadienne pour les biosciences moléculaires  
Société de l'arthrite du Canada  
Société des obstétriciens et gynécologues du Canada  
Société John Howard du Canada  
SoinsSantéCAN  
SP Canada  
Stasyshyn, Lisa  
Stop TB Canada  
Stratégie canadienne de recherche sur le cerveau  
Supergrappe des technologies numériques du Canada  
Syndicat canadien de la fonction publique  
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public  
The Care Economy  
Thunderbird Partnership Foundation  
Unifor  
University of Calgary  
University of Guelph  
University of Lethbridge

## **SOUTIEN TEMPORAIRE POUR LES ORGANISATIONS**

Alliance de l'industrie touristique du Québec

Association de l'industrie touristique de l'Ontario

Association de l'industrie touristique du Canada

Chambre de commerce de Calgary

Cidre Canada

Fédération des chambres de commerce du Québec

Fondations communautaires du Canada

Ontario Business Improvement Area Association (mémoire conjoint)

Tourism Industry Association of Alberta

Tourism Industry Association of British Columbia

Union des producteurs agricoles

Vignerons Canada

Wines of British Columbia

## **TARIFICATION DE LA POLLUTION PAR LE CARBONE**

Association canadienne du propane

Association des explorateurs et producteurs du Canada

Business Council of Manitoba

Canadian Council for Sustainable Aviation Fuels

Clean Prosperity

Éleveurs de dindon du Canada

Fédération canadienne de l'agriculture

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Grain Farmers of Ontario

Groupe de travail sur les légumes de serre des Producteurs de fruits et légumes du Canada (mémoire conjoint)

Industries Renouvelables Canada

Producteurs de fruits et légumes du Canada

Producteurs laitiers du Canada  
Saskatchewan Association of Rural Municipalities  
Shell Canada Limitée

## **TAXES À LA CONSOMMATION ET DROITS D'ACCISE**

Animaux de compagnie Canada  
Association canadienne de counseling et de psychothérapie  
Association canadienne de l'aviation d'affaires  
Association canadienne de massothérapeutes  
Association canadienne des individus retraités  
Association canadienne du propane  
Association des biens immobiliers du Canada  
Association des industries aérospatiales du Canada  
Association des microbrasseries canadiennes (mémoire conjoint)  
Association frontière hors taxes  
Association nationale des collèges de carrières  
Association pulmonaire du Canada  
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto  
Bière Canada  
Canadian Blockchain Consortium  
Chambre de commerce du Canada  
Cidre Canada  
Coalition canadienne d'action contre le tabac  
Coeliaque Canada  
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante  
Imperial Tobacco Canada Limitée  
Institut C.D. Howe  
JTI-Macdonald Corp.  
Molson Coors Beverage Company

Ontario Association of Mental Health Professionals

Rothmans, Benson & Hedges Inc.

Saginur, Michael

Social Innovation Canada

Société canadienne du cancer

Stasyshyn, Lisa

Vignerons Canada

Wines of British Columbia

## **TOURISME**

Administration portuaire de Prince Rupert

Alliance de l'industrie touristique du Québec

Association de l'industrie touristique du Canada

Association des administrations portuaires canadiennes

Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada

Association des hôtels du Canada

Association for Mountain Parks Protection and Enjoyment

Association frontière hors taxes

Canadian Biosphere Reserves Association

Organisation des directeurs des musées d'art canadiens

Pacific National Exhibition

Science World British Columbia

Sentier Transcanadien

Telus Spark Science Center

Toronto International Film Festival Inc.

Tourism Industry Association of Alberta

Tourism Industry Association of British Columbia

University of Calgary

Vancouver Fireworks Festival Society

## **TRANSITION VERS LA CARBONEUTRALITÉ**

Air Products Canada Ltd.

Alcoa

Alectra Inc.

Alliance canadienne du camionnage

AltaLink

Armstrong Fluid Technology

Association canadienne de l'aviation d'affaires

Association canadienne de normalisation

Association canadienne des constructeurs de véhicules

Association canadienne des médecins pour l'environnement

Association canadienne des producteurs d'acier

Association canadienne des producteurs pétroliers

Association canadienne des soins de longue durée

Association de l'industrie touristique de l'Ontario

Association de l'industrie touristique du Canada

Association des banquiers canadiens

Association des explorateurs et producteurs du Canada

Association des fabricants de panneaux de composites

Association des industries aérospatiales du Canada

Association des produits forestiers du Canada

Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec

Association des universités de l'Atlantique

Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés

Association of Equipment Manufacturers

Autorité aéroportuaire du Grand Toronto

BC Marine Terminal Operators Association

Berkshire Hathaway Energy Canada

Biocarburants avancés Canada  
Blue Green Canada  
Bumstead, Diana  
Buy Clean Industry Alliance  
Canada's Forest Trust  
Canadian Biogas Association  
Capilano University  
Centrale des syndicats du Québec  
Chambre de commerce de Calgary  
Chambre de commerce du Canada  
Citoyens pour une politique juste  
City of Calgary  
Clean Energy Canada  
Clean Prosperity  
Clear Resource Innovation Network  
Coalition du budget vert (mémoire conjoint)  
Coalition pour l'équité menstruelle durable  
Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (C2R2)  
Comptables professionnels agréés du Canada  
Confédération des syndicats nationaux  
Congrès du travail du Canada  
Conseil canadien du canola  
Conseil du patronat du Québec  
Conseil national des lignes aériennes du Canada  
Covenant Energy Ltd.  
Drax  
Éco Entreprises Québec (mémoire conjoint)  
Ecojustice

École nationale de théâtre du Canada  
EDF Renewables Canada Inc.  
Efficacité énergétique Canada (mémoire conjoint)  
Électricité Canada  
Électro Fédération Canada  
Enbridge Inc.  
Énergir  
Environmental Defence Canada  
Environmental Defense Fund (mémoire conjoint)  
Équiterre  
Fédération canadienne des municipalités  
Fédération des chambres de commerce du Québec  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec  
Fertilisants Canada  
Foresight Canada  
Fortescue Future Industries  
GCT Global Container Terminals Inc.  
General Fusion  
Geosource Energy Inc  
Golem, Dennis  
Grain Farmers of Ontario  
Hay, Marilyn  
IGPC Ethanol Inc.  
IKEA Canada  
Industries Renewables Canada  
Ingénieurs Canada  
Innergex Renewable Energy  
Institut canadien de plomberie et de chauffage

Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération  
International Union of Operating Engineers  
KPMG  
Li-Cycle Holdings Corp.  
Lutron Electronics Co., Inc.  
Mattamy Homes Canada  
McMaster University  
Mechanical Contractors Association of Canada  
Metro Vancouver  
Mines Agnico Eagle limitée  
Mobilité électrique Canada  
Nano One Materials Corp.  
Nature Unie  
NorQuest College  
Northern Alberta Institute of Technology  
OMNI Conversion Technologies  
Ontario Tech University  
Ontario Water Centre (mémoire conjoint)  
OpenCircle  
Oxfam Canada  
Paper Excellence  
Pivot Bio  
Polytechnics Canada  
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada  
Réseau économie verte  
Saskatchewan Crop Commissions  
Shell Canada Limitée  
Siemens Énergie Canada limitée

Société canadienne de cardiologie  
Stasyshyn, Lisa  
Supergrappe des technologies numériques du Canada  
Syndicat des Métallos  
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public  
Teck Resources Limited  
The Atmospheric Fund  
Toronto Metropolitan University  
Trigon Pacific Terminals Ltd.  
Unifor  
Union des producteurs agricoles  
Université du Manitoba  
Université du Québec à Montréal  
Université McGill  
Universités Canada  
University of Alberta  
University of Calgary  
University of Guelph  
University of Lethbridge  
Waste Connections of Canada

## **TRANSPORTS**

Administration portuaire de Prince Rupert  
Airport Management Council of Ontario  
Alliance canadienne du camionnage  
Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel  
Alliance de l'industrie touristique du Québec  
Antigonish Coalition to End Poverty  
Arctic Research Foundation

Association canadienne de l'aviation d'affaires  
Association de l'industrie touristique de l'Ontario  
Association des aéroports du Canada atlantique  
Association des fabricants de panneaux de composites  
Association des industries aérospatiales du Canada  
Association des industries de l'automobile du Canada  
Association des produits forestiers du Canada  
BC Marine Terminal Operators Association  
Business Council of Manitoba  
Calgary Airport Authority  
Canadian Canola Growers Association  
Cereals Canada  
Chambre de commerce de Calgary  
Chambre de commerce de Surrey  
Chambre de commerce du Canada  
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada  
Conseil des aéroports du Canada  
Conseil du patronat du Québec  
Conseil national des lignes aériennes du Canada  
GCT Global Container Terminals Inc.  
IKEA Canada  
Maritime Launch Services Inc.  
Pembroke and Area Airport  
Pulse Canada  
TransLink Mayors Council  
Unifor  
Union des municipalités du Québec  
Western Transportation Advisory Council

## ANNEXE D : LISTE DES TÉMOINS

Le tableau ci-dessous présente les témoins qui ont comparu devant le Comité lors des réunions se rapportant au présent rapport. Les transcriptions de toutes les séances publiques reliées à ce rapport sont affichées sur la [page Web du Comité sur cette étude](#).

Organismes et individus	Date	Réunion
<b>À titre personnel</b> Ian Lee, professeur agrégé, Sprott School of Business, Carleton University	2023/09/21	100
<b>Congrès du travail du Canada</b> Bea Bruske, présidente Chris Roberts, directeur national, Services des politiques sociales et économiques	2023/09/21	100
<b>Edge Realty Analytics Ltd.</b> Ben Rabidoux, analyste en immobilier	2023/09/21	100
<b>Front d'action populaire en réaménagement urbain</b> Véronique Laflamme, porte-parole	2023/09/21	100
<b>Letko Brosseau &amp; Associates Inc.</b> Daniel Brosseau, président Peter Letko, vice-président principal	2023/09/21	100
<b>Native Child and Family Services of Toronto</b> Jeffrey Schiffer, directeur, Gouvernance et stratégie	2023/09/21	100
<b>Bennett Jones LLP</b> David A. Dodge, conseiller principal	2023/09/25	101

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Coalition du budget vert</b> Andrew Van Iterson, gestionnaire Gia Paola, analyste des politiques nationales, Canards Illimités Canada Scott MacDougall, conseiller principal, Pembina Institute Shaughn McArthur, directeur adjoint, Nature Unie, relations gouvernementales	2023/09/25	101
<b>Coalition pour un avenir meilleur</b> L'hon. Anne McLellan, coprésidente L'hon. Lisa Raitt, coprésidente	2023/09/25	101
<b>Fonds canadien de la radio communautaire</b> Alex Freedman, directeur général	2023/09/25	101
<b>Questrade Financial Group</b> Romit Malhotra, directeur de la stratégie Tanya Woods, cheffe et conseillère en politique, Affaires gouvernementales et réglementaires	2023/09/25	101
<b>Réseau FADOQ</b> Gisèle Tassé-Goodman, présidente, Secrétariat provincial Philippe Poirier-Monette, conseiller spécial, Relations gouvernementales	2023/09/25	101
<b>À titre personnel</b> Philip Cross, agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier Vivek Dehejia, professeur agrégé d'économie et de philosophie, Université Carleton	2023/10/05	103
<b>Alliance de la Fonction publique du Canada</b> Chris Aylward, président national Michele Girash, agente nationale d'action politique	2023/10/05	103
<b>Collectif Échec aux paradis fiscaux</b> Edgar Lopez-Asselin, coordinateur Philippe Hurteau, membre du comité de coordination	2023/10/05	103

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Conseil canadien des innovateurs</b> Laurent Carbonneau, directeur, Politiques et recherche Nicholas Schiavo, directeur, Affaires fédérales	2023/10/05	103
<b>Fédération canadienne de l'agriculture</b> Brodie Berrigan, directeur, Relations gouvernementales et Politique agricole Keith Currie, président	2023/10/05	103
<b>Association canadienne pour la santé mentale - Division Île-du-Prince-Édouard</b> Shelley Muzika, directrice exécutive	2023/10/10	104
<b>Association des industries aérospatiales du Canada</b> Mike Mueller, président et chef de la direction	2023/10/10	104
<b>Coalition Canada revenu de base</b> Marie Burge, coordonnatrice des programmes communautaires, Cooper Institute Trish Altass, coordinatrice de la recherche, Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Île-du- Prince-Édouard	2023/10/10	104
<b>Construction Association of Prince Edward Island</b> Sam Sanderson, directeur général	2023/10/10	104
<b>Festivals et événements majeurs Canada</b> Martin Roy, directeur général	2023/10/10	104
<b>Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce</b> Ben Parsons, premier vice-président Kim Griffin, présidente	2023/10/10	104
<b>Prince Edward Island Federation of Agriculture</b> Donald Killorn, directeur exécutif	2023/10/10	104
<b>Prince Edward Island Fishermen's Association</b> Ian MacPherson, conseiller principal	2023/10/10	104
<b>Ville de Stratford</b> Steve Ogden, maire	2023/10/10	104

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers</b> Maria Richard, première vice-présidente, Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick	2023/10/11	105
<b>Greener Village</b> Alex Boyd, président-directeur général	2023/10/11	105
<b>Municipalité de Tantramar</b> Andrew Black, maire	2023/10/11	105
<b>Société nationale de l'Acadie</b> Martin Théberge, président	2023/10/11	105
<b>À titre personnel</b> Norman Nahas, ingénieur	2023/10/12	106
<b>Affordable Housing Association of Nova Scotia</b> Michael Kabalen, directeur exécutif	2023/10/12	106
<b>Association des universités de l'Atlantique</b> Peter Halpin, directeur exécutif Robert Summerby-Murray, président	2023/10/12	106
<b>Bear Head Energy</b> Paul MacLean, directeur général	2023/10/12	106
<b>EverWind Fuels</b> Rose Paul, présidente et directrice-générale, Bayside Development Corporation Trent Vichie, fondateur et directeur général	2023/10/12	106
<b>Nourish Nova Scotia</b> Lindsay Corbin, coordinatrice, Nova Scotia chapter, Coalition for Healthy School Food Lisa Roberts, directrice exécutive	2023/10/12	106
<b>Nova Scotia Community College</b> Donald Bureaux, président	2023/10/12	106
<b>Syria-Antigonish Families Embrace</b> Jack Beaton, responsable de l'enseignement	2023/10/12	106

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>À titre personnel</b> Kevin O'Shea, directeur exécutif, Public Legal Information Association of Newfoundland and Labrador	2023/10/13	107
<b>Association canadienne des professeures et professeurs d'université</b> Robin Whitaker, vice-présidente	2023/10/13	107
<b>Dooley's Trucking</b> Barry Warren, président, Canadian Courier Ltd	2023/10/13	107
<b>Econext</b> Alex Templeton, président	2023/10/13	107
<b>Fish, Food and Allied Workers - Unifor</b> Courtney Glode, directrice, Affaires publiques	2023/10/13	107
<b>Hospitality Newfoundland and Labrador</b> Craig Foley, chef de la direction	2023/10/13	107
<b>Municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador</b> Deatra Walsh, directrice Plaidoyer et communications	2023/10/13	107
<b>Newfoundland and Labrador Public Sector Pensioners' Association</b> Sharron Callahan, directrice exécutive	2023/10/13	107
<b>Ocean Choice International</b> Carey Bonnell, vice-président, Développement durable et engagement	2023/10/13	107
<b>World Energy GH2</b> Sean Leet, directeur général	2023/10/13	107
<b>À titre personnel</b> Pierre-Olivier Pineau, professeur, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal	2023/10/19	109

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Agri-Food Analytics Lab</b> Sylvain Charlebois, directeur, Agri-Food Analytics Lab et professeur, Dalhousie University	2023/10/19	109
<b>Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists</b> Eleanor Noble, présidente nationale Marie Kelly, directrice exécutive nationale	2023/10/19	109
<b>Centre for Future Work</b> Jim Stanford, économiste et directeur	2023/10/19	109
<b>Confédération des syndicats nationaux</b> François Bélanger, conseiller, Service de recherche et de condition féminine Yvan Duceppe, trésorier	2023/10/19	109
<b>Institut C.D. Howe</b> Benjamin Dachis, vice-président associé, Affaires publiques	2023/10/19	109
<b>À titre personnel</b> Mark Purdon, professeur, Chaire sur la décarbonisation, Université du Québec à Montréal	2023/10/26	111
<b>Assemblée des Premières Nations</b> Joanna Bernard, cheffe nationale par intérim Julie Pellerin, directrice principale, Direction générale du développement économique et de l'infrastructure	2023/10/26	111
<b>Conseil canadien des affaires</b> Robert Asselin, premier vice-président, Politiques publiques	2023/10/26	111
<b>Conseil du cannabis canadien</b> George Smitherman, président-directeur général	2023/10/26	111
<b>Fintechs Canada</b> Alex Vronces, directeur exécutif	2023/10/26	111

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Oxfam-Québec</b> Diana Sarosi, directrice, Politiques et campagnes, Oxfam-Canada Léa Pelletier-Marcotte, analyste politique	2023/10/26	111
<b>Association de l'industrie touristique du Canada</b> Beth Potter, présidente et chef de la direction	2023/11/02	113
<b>Centre canadien de politiques alternatives</b> Hadrian Mertins-Kirkwood, recherchiste en chef	2023/11/02	113
<b>Chambre de commerce du Canada</b> Alex Gray, directeur principal, Politique des services fiscaux et financiers	2023/11/02	113
<b>Océans Nord</b> Amy Nugent, directrice associée, Action pour le climat marin	2023/11/02	113
<b>Université du Québec</b> Céline Poncelin de Raucourt, vice-présidente, Enseignement et recherche Maxime Colleret, responsable des relations gouvernementales	2023/11/02	113
<b>Wealthsimple Investment Inc.</b> Jessica Oliver, chef, Relations gouvernementales et réglementaires	2023/11/02	113
<b>À titre personnel</b> Julie Bernier Joany Boily Michel Côté Paul Crête Marie-Hélène Gagnon Marie-Pier Gravel Renée Grenier Christian Hébert Thomas Le Page-Gouin Roseline Roussel	2023/11/13	116

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>Amélie et Frédérick, Service d'entraide</b></p> <p>Louis-Philippe Delisle, administrateur, Conseil d'administration</p> <p>Véronique Beaulieu, présidente, Conseil d'administration</p>	2023/11/13	116
<p><b>Association de l'aluminium du Canada</b></p> <p>Jean Simard, président et chef de la direction</p>	2023/11/13	116
<p><b>Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec</b></p> <p>Fabrice Fortin, directeur affaires gouvernementales et publiques, Vice-présidence, Développement stratégique, affaires publiques et innovation</p> <p>Paul Cardinal, directeur, Service économique</p>	2023/11/13	116
<p><b>Équiterre</b></p> <p>Marc-André Viau, directeur, Relations gouvernementales</p>	2023/11/13	116
<p><b>Fédération canadienne des coopératives de travail</b></p> <p>Hazel Corcoran, directrice générale</p>	2023/11/13	116
<p><b>Fédération des chambres de commerce du Québec</b></p> <p>Charles Milliard, président-directeur général</p> <p>Mathieu Lavigne, directeur, Affaires publiques et économiques</p>	2023/11/13	116
<p><b>Manufacturiers et Exportateurs du Québec</b></p> <p>Véronique Proulx, présidente-directrice générale</p>	2023/11/13	116
<p><b>Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi</b></p> <p>Benoit Lapointe, co-coordonateur</p>	2023/11/13	116
<p><b>Union des municipalités du Québec</b></p> <p>Guillaume Tremblay, premier vice-président, maire de Mascouche</p> <p>Samuel Roy, conseiller stratégique aux politiques</p>	2023/11/13	116

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>À titre personnel</b>	2023/11/14	117
J. P. Boutros		
Elizabeth Brown		
Erika Campbell		
Jennifer Gerds		
Kelly Gorman		
Justine Kintanar		
Insiya Mankani		
Joseph Polito		
<b>Association canadienne du gaz</b>	2023/11/14	117
Paul Cheliak, vice-président, Stratégie et livraison		
<b>Association des banquiers canadiens</b>	2023/11/14	117
Alex Ciappara, vice-président et économiste en chef, Stabilité financière et politique bancaire		
<b>Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo</b>	2023/11/14	117
Andrew Cash, président et chef de la direction générale, Canadian Independent Music Association		
Eve Paré, directrice exécutive		
Simon Claus, directeur, Affaires publiques		
<b>Butler Mortgage Inc.</b>	2023/11/14	117
Ron Butler, courtier hypothécaire		
<b>City of London</b>	2023/11/14	117
Lynne Livingstone, gestionnaire municipale		
Scott Courtice, directeur exécutif, Centre de santé intercommunautaire de London		
<b>Fédération canadienne de l'entreprise indépendante</b>	2023/11/14	117
Corinne Pohlmann, vice-présidente exécutive, Défense des intérêts		
<b>Inclusion Canada</b>	2023/11/14	117
Jeff Ferguson, directeur exécutif, Mobilisation des connaissances et transformation		

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>MaRS Discovery District</b> Krista Jones, chef de la prestation des services, Groupe entreprises et écosystèmes	2023/11/14	117
<b>Toronto Region Board of Trade</b> Reid McKay, directeur, Innovation des politiques et politique fiscale	2023/11/14	117
<b>Université de l'Ontario français</b> Pierre Ouellette, recteur	2023/11/14	117
<b>À titre personnel</b> Glenn Armstrong Joy Dupont Katrina Lengsavath Kristi Hansen	2023/11/15	118
<b>Association culturelle franco-manitobaine</b> Edouard Lamontagne, agent de développement culturel et artistique	2023/11/15	118
<b>Business Council of Manitoba</b> Al Babiuk, co-président, Comité sur l'environnement concurrentiel des entreprises Bramwell Strain, président et directeur général	2023/11/15	118
<b>Collèges et instituts Canada</b> Alain Roy, vice-président, Partenariats internationaux	2023/11/15	118
<b>Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers</b> Darlene Jackson, présidente	2023/11/15	118
<b>Harvest Manitoba</b> Vince Barletta, président et directeur général	2023/11/15	118
<b>Institut canadien de la santé animale</b> Emily Bond, directrice des programmes	2023/11/15	118

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Keystone Agricultural Producers</b> Colin Hornby, gestionnaire, Communications et relations avec les intervenants Jill Verwey, présidente, conseil d'administration	2023/11/15	118
<b>Make Poverty History Manitoba</b> Joshua Brandon, membre du comité directeur	2023/11/15	118
<b>Manitoba Chambers of Commerce</b> Chuck Davidson, président-directeur général	2023/11/15	118
<b>Manitoba Home Builders' Association</b> Lanny McInnes, président et directeur général	2023/11/15	118
<b>À titre personnel</b> Jaskiran Mehta	2023/11/16	119
<b>Alberta Federation of Labour</b> Gil McGowan, président	2023/11/16	119
<b>Association canadienne de l'aviation d'affaires</b> Anthony Norejko, président-directeur général	2023/11/16	119
<b>Association canadienne-française de l'Alberta</b> Isabelle Laurin, directrice générale Nathalie Lachance, présidente	2023/11/16	119
<b>Association nationale des engraisseurs de bovins</b> Greg Schmidt, directeur, Conseil d'administration Janice Tranberg, présidente et chef de la direction	2023/11/16	119
<b>Calgary Chamber of Commerce</b> Deborah Yedlin, présidente et directrice générale Josh Pentland, gestionnaire, Politiques et relations gouvernementales	2023/11/16	119
<b>Edmonton Global</b> Malcolm Bruce, directeur général	2023/11/16	119
<b>Fairness Alberta</b> Bill Bewick, directeur général	2023/11/16	119

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>Friends of Medicare</b> Chris Gallaway, directeur exécutif	2023/11/16	119
<b>Mobilité électrique Canada</b> Daniel Breton, président-directeur général	2023/11/16	119
<b>Municipalités rurales de l'Alberta</b> Paul McLauchlin, président	2023/11/16	119
<b>Abbotsford Chamber of Commerce</b> Alex Mitchell, directeur général	2023/11/17	120
<b>Administration de l'aéroport de Vancouver</b> Trevor Boudreau, directeur, Relations gouvernementales	2023/11/17	120
<b>Alliance des femmes de la francophonie canadienne</b> Nour Enayeh, présidente Soukaina Boutiyeb, directrice générale	2023/11/17	120
<b>Association des collèges et universités de la francophonie canadienne</b> Martin Normand, directeur, Recherche stratégique et relations internationales	2023/11/17	120
<b>Co-operative Housing Federation of British Columbia</b> Thom Armstrong, directeur général	2023/11/17	120
<b>Greater Vancouver Board of Trade</b> Bridgitte Anderson, présidente-directrice générale	2023/11/17	120
<b>Metro Vancouver</b> George Harvie, président, Conseil d'administration Jerry Dobrovolny, commissaire	2023/11/17	120
<b>MOSAIC</b> Olga Stachova, directrice générale	2023/11/17	120
<b>Spirit Foundation Financial Technology Inc.</b> Alex Holman, directeur général	2023/11/17	120
<b>The Mustard Seed</b> Treska Watson, directrice, Opérations	2023/11/17	120

---

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<b>TransLink</b> Steve Vanagas, vice-président, Communications avec la clientèle et affaires publiques	2023/11/17	120



# PROCÈS-VERBAUX

Un exemplaire des *procès-verbaux* pertinents (réunions n<sup>os</sup> 98, 100, 101, 103, 104 à 107, 109, 111, 113, 116 à 120, 123, 125 et 128) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,  
Peter Fonseca



## **Rapport dissident sur les consultations prébudgétaires des conservateurs**

Les membres conservateurs du comité ne peuvent pas appuyer le rapport de consultation prébudgétaire, car il ne parvient pas à ramener de puissants chèques de paie, des prix plus bas ou des maisons que les Canadiens peuvent se permettre. Après huit années de politiques économiques ratées, d'augmentation des hausses d'impôts et de dépenses déficitaires incontrôlables, Justin Trudeau et son gouvernement libéral-néo-démocrate ont laissé les Canadiens avec une crise du coût de la vie et un enfer du logement.

Par conséquent, les membres conservateurs recommandent :

### **1 : Abolir la taxe sur le carbone.**

Le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, admet que les taxes sur le carbone sont inflationnistes et qu'en réduisant la taxe sur le carbone, l'inflation baisserait de 0,6 %, ce qui rapprocherait l'IPC de la fourchette cible de la Banque.

Le gouvernement a l'occasion de commencer par la taxe sur le carbone pour les agriculteurs. Le projet de loi C-234, un parti conservateur de bon sens, devrait être adopté immédiatement dans sa forme originale afin d'enlever la taxe aux agriculteurs et d'aider à réduire les prix des aliments.

Il est temps d'abolir la taxe sur le carbone défavorable et inflationniste qui rend l'essence, l'épicerie et le chauffage domestique plus chers.

### **2 : Pas de nouvelles taxes.**

Cela comprend l'annulation de toutes les hausses d'impôt prévues, telles que le quadruplement de la taxe sur le carbone, de la taxe sur le luxe, de la taxe sur l'indexation sur l'alcool et des augmentations des charges sociales.

### **3 : Arrêtez les dépenses inflationnistes.**

Un dollar de nouvelles dépenses doit être égalé par un dollar d'économies. Cette politique, telle que proposée par l'opposition officielle, a été appuyée par la ministre Freeland dans une lettre adressée à ses propres ministres avant l'Énoncé économique de l'automne de l'an dernier.

Ce gouvernement libéral doit régner sur ses dépenses déficitaires inflationnistes et s'attaquer à l'explosion de sa dette. Le gouvernement fédéral ne peut imposer aux générations futures des coûts d'emprunt pour les dépenses et doit travailler à l'établissement d'un budget équilibré.

## Contexte :

Après huit ans, les Canadiens sont à bout d'argent et ce gouvernement libéral-néo-démocrate est déconnecté. Les dépenses budgétaires excessives du gouvernement ont alimenté l'inflation, forçant la Banque du Canada à augmenter les taux d'intérêt 10 fois au cours des deux dernières années. Il s'agit des hausses de taux d'intérêt les plus rapides de l'histoire du Canada. Les taux sont les plus élevés qu'ils aient été en plus de 20 ans. Le coût de ce gouvernement libéral-néo-démocrate fait augmenter le coût de tout pour les Canadiens.

Au Comité des finances, le gouverneur de la Banque du Canada a confirmé que la politique budgétaire va dans la direction opposée de la politique monétaire, qui a joué un rôle dans le maintien des taux d'intérêt à 5 %<sup>1</sup> Le gouverneur Macklem a admis que les pressions à la hausse sur l'inflation sont de nature plus domestique, comme le coût du logement, les loyers, les hypothèques, les prix des aliments ; tous les biens et services touchés par les politiques et les dépenses du gouvernement fédéral.<sup>2</sup> Son avertissement selon lequel les taux d'intérêt resteront plus élevés plus longtemps n'est pas surprenant.

Les Canadiens n'ont déjà pas les moyens d'acheter de la nourriture, du chauffage ou des maisons. Ceux qui possèdent déjà une maison risquent de les perdre en raison de la hausse des coûts hypothécaires et de la baisse des chèques de paie. L'augmentation de l'inflation et les difficultés causées par les taux d'intérêt élevés ne feront aucun doute qu'empirer les choses.

Goldy Hyder, chef de la direction du Conseil canadien des affaires, a écrit une lettre ouverte à la ministre Freeland pour l'exhorter à « adopter un nouveau point d'ancrage financier crédible, un point d'ancrage qui limiterait les coûts de service de la dette à un maximum de 10 % des revenus à l'avenir ». <sup>3</sup>

En fait, le coût actuel du service de la dette, selon l'Énoncé économique de l'automne du gouvernement libéral-néo-démocrate, s'élèvera à 52,4 milliards de dollars en 2024-25, soit 10,8 % des revenus du gouvernement fédéral pour le même exercice. <sup>4</sup> Cela signifie qu'il y a plus d'argent des contribuables qui va aux banquiers et aux détenteurs d'obligations qu'aux services sur lesquels les Canadiens comptent. En fait, les Canadiens paieront plus pour le service de la

---

<sup>1</sup> FINA, [Témoignages](#), 1er février 2024, 1137 (Tiff Macklem, gouverneur, Banque du Canada).

<sup>2</sup> FINA, [Témoignages](#) du 1er février 2024, 1300 (Tiff Macklem, gouverneur, Banque du Canada).

<sup>3</sup> Goldy Hyder, Conseil canadien des affaires, [lettre](#), *Un nouveau sérieux est requis dans l'Énoncé économique de l'automne*, 17 octobre 2023.

<sup>4</sup> Finances Canada, [Énoncé économique de l'automne](#), annexe 1 – Détails des projections économiques et financières, 21 novembre 2023.

dette que pour les transferts en matière de santé (les transferts en matière de santé pour l'exercice 2024-25 devraient s'élever à 52,1 milliards de dollars). <sup>5</sup>

Les hausses d'impôt et l'inflation de Trudeau ont affaibli les chèques de paie des Canadiens et ont fait monter en flèche le prix des biens.

Selon le Rapport sur le prix des aliments au Canada 2024, la facture d'épicerie totale d'une famille de quatre personnes au Canada devrait s'élever à 16 297 \$ en 2024. Il s'agit d'une augmentation de 702 \$ par par-dessus 2023. <sup>6</sup> Cette augmentation peut être attribuée aux taxes sur le carbone libérales et néo-démocrates. Lorsque vous taxez l'agriculteur qui cultive la nourriture, le camionneur qui expédie la nourriture et le magasin qui vend la nourriture, vous taxez tous ceux qui achètent la nourriture.

Le gouverneur de la Banque du Canada a réitéré au comité que la réduction de la taxe sur le carbone réduirait l'inflation de 0,6 %. Le gouverneur a également témoigné que la taxe sur le carbone contribue à hauteur de 15 % chaque année à la pression à la hausse sur l'inflation. <sup>7</sup> En réduisant la taxe, l'inflation pourrait atténuer et ralentir l'augmentation du coût du carburant pour les agriculteurs et les camionneurs et le coût global de la nourriture, ce qui apporterait un soulagement bien nécessaire aux milliers de Canadiens qui ont du mal à joindre les deux bouts.

En fait, la crise du coût de la vie entre les libéraux et les néo-démocrates a eu un effet si négatif sur les prix des aliments que le Canada voit maintenant 2 millions de visites dans une banque alimentaire en un seul mois, dont un tiers d'enfants. <sup>8</sup> Une étude menée par le Laboratoire d'analyse agroalimentaire de l'Université Dalhousie a révélé que près de la moitié des Canadiens accordent la priorité au coût des aliments plutôt qu'à la valeur nutritive, tandis que 63 % craignent « que les compromis sur la nutrition en raison des prix élevés des aliments puissent avoir des effets négatifs à long terme sur leur santé. <sup>9</sup>

Une autre réduction d'impôt qui pourrait aider à faire baisser les prix pour les Canadiens est l'annulation de la taxe automatique sur les escaliers roulants qui augmente les droits d'accise sur la bière, le vin, et les spiritueux. Cette augmentation automatique des impôts se produit

---

<sup>5</sup> Finances Canada, [Énoncé économique de l'automne](#), annexe 1 – Détails des projections économiques et financières, 21 novembre 2023.

<sup>6</sup> Université Dalhousie, Université de Guelph, Université de la Saskatchewan, Université de la Colombie-Britannique, [rapport](#), *Rapport sur le prix des aliments au Canada, 14e édition*, 7 décembre 2023.

<sup>7</sup> FINA, [Témoignages](#) du 1er février 2024, 1207 (Tiff Macklem, gouverneur, Banque du Canada).

<sup>8</sup> Banques alimentaires Canada, [rapport](#), *Bilan de la faim 2023 : Quand est-ce suffisant ?*, le 14 novembre 2023.

<sup>9</sup> Ghada Alsharif, Toronto Star, [article](#), *L'inflation nuit à notre santé : Près de la moitié d'entre nous mangent des aliments moins sains en raison de la flambée des prix*, 11 octobre 2023.

chaque année sans vote au Parlement et est liée à l'inflation. Grâce à l'inflation de Trudeau, l'augmentation du 1er avril 2024 sera de 4,7 %. <sup>10</sup>

Bière Canada, Viticulteurs Canada, Restaurants Canada, l'industrie brassicole de la bière, les producteurs de vin, les distillateurs, les propriétaires de restaurants et de bars et l'industrie du tourisme et de l'accueil se sont dits très préoccupés par le fait qu'une augmentation de taxe aussi importante aura une incidence directe sur les résultats des entreprises canadiennes et sur les portefeuilles des Canadiens. Il risque également des emplois canadiens et d'autres industries qui dépendent des secteurs de la restauration, du bar, du tourisme et de l'accueil.

Le loyer moyen d'un appartement de deux chambres dans les 10 plus grandes villes du Canada est maintenant de plus de 2 300 \$ par mois et une chambre à coucher est de plus de 1 900 \$. Cela se compare à près de 1 200 \$ par mois et à 970 \$ par mois, respectivement, en 2015. <sup>11</sup> Le prix moyen national des maisons au Canada demeure 32,2 % plus élevé que les prix d'avant la pandémie, qui étaient déjà beaucoup plus élevés que lorsque le gouvernement libéral a pris le pouvoir. <sup>12</sup>

Les coûts de logement représentent 69 % des chèques de paie des Canadiens, tandis que les paiements mensuels sur les prêts hypothécaires ont doublé depuis 2015. L'endettement des consommateurs a grimpé en flèche. La hausse des taux d'intérêt causée par les déficits inflationnistes signifie que cette dette coûte encore plus cher. En fait, les ménages canadiens ont plus de dettes que le PIB total du Canada, plus que tout autre pays du G7. <sup>13</sup> La SCHL estime qu'environ 75 % de la dette des ménages provient de prêts hypothécaires. <sup>14</sup>

Le Canada a besoin de plus d'offre de logements, d'autant plus que la population continue de croître à un rythme record. Cependant, les mises en chantier d'habitations au Canada ont diminué de 7 % en 2023 et l'Association canadienne des constructeurs d'habitations prévient que la construction de maisons ralentira à nouveau en 2024 « à moins que des changements radicaux ne soient apportés ». <sup>15</sup> <sup>16</sup> La Banque CIBC prévoit que le Canada aura besoin de 5

---

<sup>10</sup> Franco Terrazzano, Fédération canadienne des contribuables, [article](#), *Feds hiking taxes by 4.7%*, 30 octobre 2023.

<sup>11</sup> Rentals.ca, [janvier 2024 Rapport sur les loyers](#), février 2023

<sup>12</sup> Association canadienne de l'immeuble, [tableau](#), *Indice des prix des maisons MLS*.

<sup>13</sup> Pete Evans, CBC News, [article](#), 23 mai 2023, Alicja Siekierska

<sup>14</sup> Sarah Plowman, CTV News, [article](#), *L'endettement des ménages canadiens est le plus élevé parmi les pays du G7*, 24 mai 2023.

<sup>15</sup> SCHL, [communiqué de presse](#), *Les mises en chantier d'habitations ont diminué de 7 % en 2023 par l'en raison de 2022*, le 16 janvier 2024.

<sup>16</sup> CHBA, [communiqué de presse](#), *Un sentiment record de construction bas laisse présager des mises en chantier troublantes, soulignant la nécessité de modifier la politique du logement*, 30 janvier 2024.

millions de nouveaux logements d'ici 2030, par rapport aux maisons qui devraient déjà être construites chaque année.<sup>17</sup> Cela représente 1,5 million de logements neufs de plus que ce que la SCHL avait prévu à l'aide de données démographiques qui n'ont pas tenu compte de l'augmentation de la croissance démographique.

En plus des impôts, de la hausse des prix et de l'enfer du logement créé par les politiques de Justin Trudeau, les Canadiens font également face à une baisse du PIB par habitant. Depuis septembre 2022, le PIB par habitant au Canada est en baisse et est inférieur à ce qu'il était au deuxième trimestre de 2018.<sup>18</sup>

La réalité tragique est que la croissance économique réelle du Canada est la pire qu'elle ait été depuis la Grande Dépression.<sup>19</sup> De 2016 à 2021, les États-Unis ont connu un taux de croissance du PIB par habitant de 47,4 %, tandis que le Canada a connu une croissance de 4,3 %.<sup>20</sup> Le Canada se classe au dernier rang des pays de l'OCDE pour ce qui est de la croissance du PIB par habitant.

L'ancien CPM libéral et conseiller en finances, Robert Asselin, a averti le comité : « Le PIB par habitant du Canada suit une tendance à la baisse depuis plusieurs trimestres, et sans nos ressources naturelles, le déficit commercial du Canada serait structurel et important. »<sup>21</sup>

L'incertitude et la paperasserie créées par les politiques environnementales, syndicales et économiques des libéraux, ainsi que le code fiscal lourd, font qu'il est moins intéressant pour les entreprises d'investir au Canada. L'investissement des entreprises au Canada est faible depuis 2015 et l'écart entre les investissements des entreprises au Canada et aux États-Unis et dans d'autres pays de l'OCDE s'est considérablement élargi.<sup>22</sup>

C'est le résultat de huit années d'impôts de Justin Trudeau, de fautes professionnelles économiques et de politiques ratées. Il n'en vaut pas la peine.

Les membres conservateurs sont très préoccupés par le fait que le processus de consultation prébudgétaire n'a pas accordé la priorité à la nécessité de rétablir la responsabilité financière et l'abordabilité pour les Canadiens. Aucune des recommandations du rapport n'appelle le

---

<sup>17</sup> Benjamin Tal, CIBC, [rapport](#), *La crise du logement est une crise de planification*, 6 février 2024.

<sup>18</sup> Mikal Skuterud, [tweet](#), *PIB réel canadien par habitant*, 30 novembre 2023.

<sup>19</sup> Philip Cross, Financial Post, [article](#), *La pire décennie du Canada pour la croissance économique réelle depuis les années 1930*, 9 mai 2023.

<sup>20</sup> Better Dwelling, [article](#), *L'économie du Canada à la traîne, les États-Unis connaissent une croissance 10 fois plus rapide par habitant*, 12 janvier 2024.

<sup>21</sup> FINA, [Témoignages](#), 26 octobre 2023, 1119 (Robert Asselin, vice-président principal, Politiques, Conseil canadien des affaires).

<sup>22</sup> William Robson, Mawakina Bafale, Institut C. D. Howe, [rapport](#), *Decapitalization : Weak Business Investment Threatens Canadian Prosperity*, octobre 2022.

gouvernement à fixer le budget ou à s'attaquer à l'énorme dette fédérale qui ne montre aucun signe de réduction.

Comme l'a dit vivek Dehejia, professeur à l'Université Carleton :

« Nous avons besoin d'une combinaison de réductions d'impôt raisonnables et de réductions de dépenses qui nous aident à équilibrer les comptes du gouvernement de manière prudente tout en alliant le fardeau des Canadiens moyens. Nous devons tenir la Banque du Canada responsable de son mandat de protéger la valeur de notre monnaie et ne pas permettre des politiques monétaires souples et irresponsables qui ont créé notre crise actuelle de l'inflation et de l'abordabilité. Enfin, nous devons réduire l'ingérence excessive du gouvernement dans l'économie, ce qui tue l'entrepreneuriat et retient l'économie.<sup>23</sup>

Pour toutes les raisons mentionnées ci-dessus, les membres conservateurs ont choisi de rédiger un rapport dissident pour décrire la situation désespérée dans laquelle se trouve le Canada après 8 ans de Justin Trudeau et pour offrir nos recommandations pour ce prochain budget et l'avenir.

Au lieu de poursuivre les dépenses déficitaires inflationnistes et les hausses d'impôt, un gouvernement conservateur de gros bon sens se concentrera sur la réalisation de quatre priorités.

#### 1. Abolir la taxe

Les conservateurs vont abolir la taxe sur le carbone pour faire baisser le prix de l'essence, de l'épicerie et du chauffage domestique. Notre chef conservateur de gros bon sens, Pierre Poilievre, s'est engagé à lutter contre les changements climatiques avec la technologie plutôt que par des impôts inutiles et lourds.

Un gouvernement conservateur donnera son feu vert aux projets et libérera les ressources naturelles propres et responsables du Canada, comme le gaz naturel, pour remplacer le pétrole et le charbon sales. Nous cesserons d'envoyer l'argent des contribuables à des pays comme le Venezuela ou l'Arabie saoudite et nous ramènerons plutôt de puissants chèques de paie pour les travailleurs canadiens.

#### 2. Construire plus de maisons

Contrairement au plan des libéraux de financer plus de séances de photos et de gonfler la bureaucratie, les conservateurs se concentreront sur le congédiement des gardiens qui empêchent la construction de maisons et inciteront les municipalités à augmenter les permis afin que les promoteurs et les constructeurs puissent construire, construire, construire.

---

<sup>23</sup> FINA, [Témoignages](#), 5 octobre 2023, 1110 (Vivek Dehejia, professeur, Université Carleton).

La Loi sur la construction de logements et non de bureaucratie de Pierre Poilievre décrit le plan de gros bon sens dont disposent les conservateurs pour augmenter les mises en chantier et construire des maisons que les Canadiens peuvent réellement se permettre. Nous verserons des fonds d'infrastructure aux municipalités pour qu'elles puissent ou non augmenter le nombre de nouveaux permis par année de 15 %.

### 3. Fixer le budget

Il n'y a qu'une seule façon de régler le budget : mettre fin aux dépenses déficitaires inflationnistes hors de contrôle et hors de contrôle des libéraux et des néo-démocrates.

Les conservateurs congédieront les 20 milliards de dollars d'initiés et de consultants libéraux avec des contrats cushy.

Nous mettrons fin au gaspillage libéral comme l'application ArriveScam, la Banque de l'infrastructure du Canada qui n'a construit aucun projet, ainsi que le Fonds vert slush qui a versé des centaines de milliers de dollars en subventions corrompues aux membres du conseil d'administration connectés libéraux, et nous mettrons fin au Fonds de croissance du Canada qui fait progresser la transition injuste de Trudeau qui tue des emplois canadiens bien rémunérés.

Les conservateurs termineront les documents des médias libéraux, y compris le retrait du financement des mesures de soutien aux médias et à CBC/Radio-Canada.

Nous allons mettre fin aux hausses de taxes de Trudeau, comme la taxe d'indexation sur l'alcool et la taxe de luxe.

### 4. Mettre fin au crime

Après 8 ans de Justin Trudeau, les crimes violents sont en hausse de 39 pour cent et les vols de voitures sont en hausse de 34 pour cent partout au Canada grâce à son système de justice doux sur la criminalité et à porte tournante.

Sous le gouvernement conservateur sensé de Stephen Harper, les crimes violents ont diminué et les vols de voitures ont été réduits de 50 pour cent.

Sous Stephen Harper, l'ASFC est passée à 14 000 agents, soit une augmentation de 2 000 personnes par rapport au gouvernement libéral de Paul Martin. Sous Trudeau, les contribuables paient plus cher pour l'ASFC, reçoivent un moins mauvais service et finissent par payer plus cher pour des consultants en gestion qui ne font rien pour arrêter le crime.

Les conservateurs vont faire de la prison et non de la mise en liberté sous caution pour garder les délinquants violents hors de la rue. Nous allons introduire des peines plus sévères pour les criminels violents et récidivistes, y compris 3 ans pour 3 voitures volées.

Nous congédierons les consultants en gestion de l'ASFC et investirons dans 75 nouveaux agents et 24 nouveaux scanners dans les ports du Canada pour empêcher la contrebande de véhicules volés et empêcher la contrebande de drogues et d'armes illégales.

Les conservateurs respecteront également nos propriétaires d'armes à feu responsables respectueux de la loi, comme les agriculteurs, les Premières Nations, les chasseurs et les tireurs sportifs, en mettant fin aux attaques libérales contre eux et en se concentrant plutôt sur l'arrêt

En conclusion, ce rapport de consultation prébudgétaire ne tient pas compte de la crise du coût de la vie créée par le gouvernement libéral-néo-démocrate et de ses politiques économiques ratées. Pour toutes ces raisons, les conservateurs ne peuvent pas appuyer le rapport.

### Opinion complémentaire du Bloc Québécois

Alors que les déboires s'accroissent au parti gouvernemental, les ministres semblent avoir de la difficulté à régler des dossiers pourtant simples. En juillet 2022, le gouvernement a publié un communiqué annonçant son intention de présenter une modification pour corriger une incohérence du projet de loi C-19. En effet, il n'avait pas fait ce qu'il fallait pour protéger nos producteurs artisanaux de cidre et d'hydromel, lorsqu'ils ont voulu régler le différend soumis à l'OMC par l'Australie concernant le vin de raisin. Malgré nos efforts, d'autres artisans souffrent encore : notamment les producteurs d'acer et de poiré, mais également les producteurs de cidre et d'hydromel rajoutant d'autres aliments à la fermentation. Presque deux ans plus tard, rien n'a été fait malgré nos rappels à la ministre, à son cabinet ainsi qu'aux fonctionnaires. C'est un exemple très niché, mais qui résume bien le fait qu'Ottawa est très loin de la réalité du Québec et de nos régions.

Alors que nous avons mis de l'avant différentes urgences à régler dans la mise à jour économique, comme la fin des subventions aux énergies fossiles, un fonds d'urgence pour lutter contre l'itinérance, un fonds d'urgence pour les médias, des mesures ciblées pour le logement et pour les entreprises qui en arrachent, nous ne sentons pas que le gouvernement a la même compréhension de l'urgence. Nous avons appris que la ministre des Finances prépare la renégociation de l'ACEUM, alors qu'au moins deux autres ministres ont cet aspect dans leur mandat : la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique et la ministre des Affaires étrangères. Que la vice-première ministre s'occupe du dossier démontre l'importance de cette négociation, et nous en sommes bien conscients. Nous croyons toutefois que, dans la situation actuelle, les parlementaires, les Québécoises et les Québécois méritent une ministre à temps plein pour régler les différentes urgences et prévoir les investissements et un plan de retour à l'équilibre budgétaire.

Nous sommes également déçus de la façon dont le Comité des finances gère ses priorités. Alors que les conservateurs et les libéraux se chicanent sur des enjeux relevant des provinces et du Québec, comme le Régime de pensions du Canada, le commerce interprovincial et le zonage municipal, de vrais dossiers fédéraux piétinent. Par exemple, pour une quatrième année consécutive, le rapport sur les consultations prébudgétaires sera remis en février, alors que notre mandat est de le déposer en décembre. Remettre les demandes des centaines de groupes quelques semaines avant le budget, ça ne fait pas sérieux. Également, nous ne comptons plus les multiples études et projets d'étude qui sont sur la glace depuis plusieurs mois, voire des années, sans faire l'objet d'un rapport à la Chambre :

- Impact de l'inflation et des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires au Canada;

- État actuel des domaines de la finance verte, des investissements verts de la transition finance et de la transparence, les standards et la taxonomie;
- Décisions relatives aux politiques gouvernementales et sur les forces du marché qui ont entraîné l'augmentation des coûts liés à l'achat ou à la location d'un logement au Canada;
- L'état actuel du fédéralisme fiscal au Canada.

Ces études s'ajoutent à celle de la dernière législature, morte au Feuilleton, qui mérite l'attention des parlementaires :

- Les efforts de l'Agence du revenu du Canada afin de combattre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale.

Il est ainsi un peu frustrant, pour ne pas dire aliénant, que le Bloc Québécois, souhaitant la fin du régime fédéral au Québec, semble être le seul parti à vouloir utiliser le pouvoir des parlementaires pour améliorer le sort des gens, des organismes et des entreprises que nous représentons au Québec. Nous continuerons de profiter de l'occasion que nous offre le peuple québécois de le représenter et de porter devant le Parlement fédéral les questions qui lui tiennent à cœur, et de rapporter les écueils que les intervenants nous mentionnent. Il peut compter sur nous pour proposer et imposer des solutions à ses préoccupations, sans verser dans le pur intérêt partisan. Devant ce gouvernement qui est lent à agir et peu enclin à s'attaquer à ces problèmes, le Bloc garde les priorités de notre monde bien en vue et continuera de se montrer digne de confiance, tout en disant la vérité aux Québécois. En guise d'exemple des faux-fuyants libéraux, prenons le dernier énoncé économique du gouvernement : pour résumer sa politique, il a esquissé un tableau illustrant la mise en œuvre des programmes de transition verte. Pour le programme de capture, d'utilisation et de stockage du carbone, il y a eu trois annonces, deux propositions législatives et un projet de loi en près de 30 mois. Comme quoi le ridicule ne tue pas, mais il peut plomber un gouvernement en fin de règne, pour qui rien ne semble fonctionner. Nous l'entendons de plusieurs groupes : le gouvernement leur dit que leur secteur ou leur champ d'action est prioritaire et important, mais l'appui ne vient jamais. Le Québec mérite des représentants dont les actions suivent les paroles.

En conclusion, bien que la majorité des recommandations que nous avons soumises aient été adoptées par le comité, voici celles que l'on aurait aimé voir ajoutées à cet exercice, en attendant que le peuple québécois décide de reprendre l'entière responsabilité des dépenses sur son territoire :

- Règle la situation dans le traitement des candidatures provenant d'Afrique francophone au programme des étudiants internationaux (PEI) [qui sont

victimes de discrimination par le gouvernement fédéral. Cette situation est inacceptable pour une nation francophone comme le Québec et le gouvernement fédéral doit y remédier.

- Prenne les mesures nécessaires, du côté fiscal et de politiques publiques, pour éviter que dans sa lutte à l'inflation, la Banque du Canada provoque une grave récession, comme elle l'a fait au début des années 1990.
- Présente un plan de retour à l'équilibre budgétaire.
- Bonifie substantiellement le remboursement de TPS pour habitations neuves
- Rehausse le Transfert canadien en matière de santé (TCS) de sorte que la contribution aux coûts des soins de santé passe de 22 % à 35 %.

